

HISTOIRE ET MODERNITÉ.

PORT MARIANNE, UN NOUVEL HORIZON MÉDITERRANÉEN POUR MONTPELLIER

RECHERCHE MENÉE POUR LA MISSION DU PATRIMOINE ETHNOLOGIQUE

Anna ZISMAN

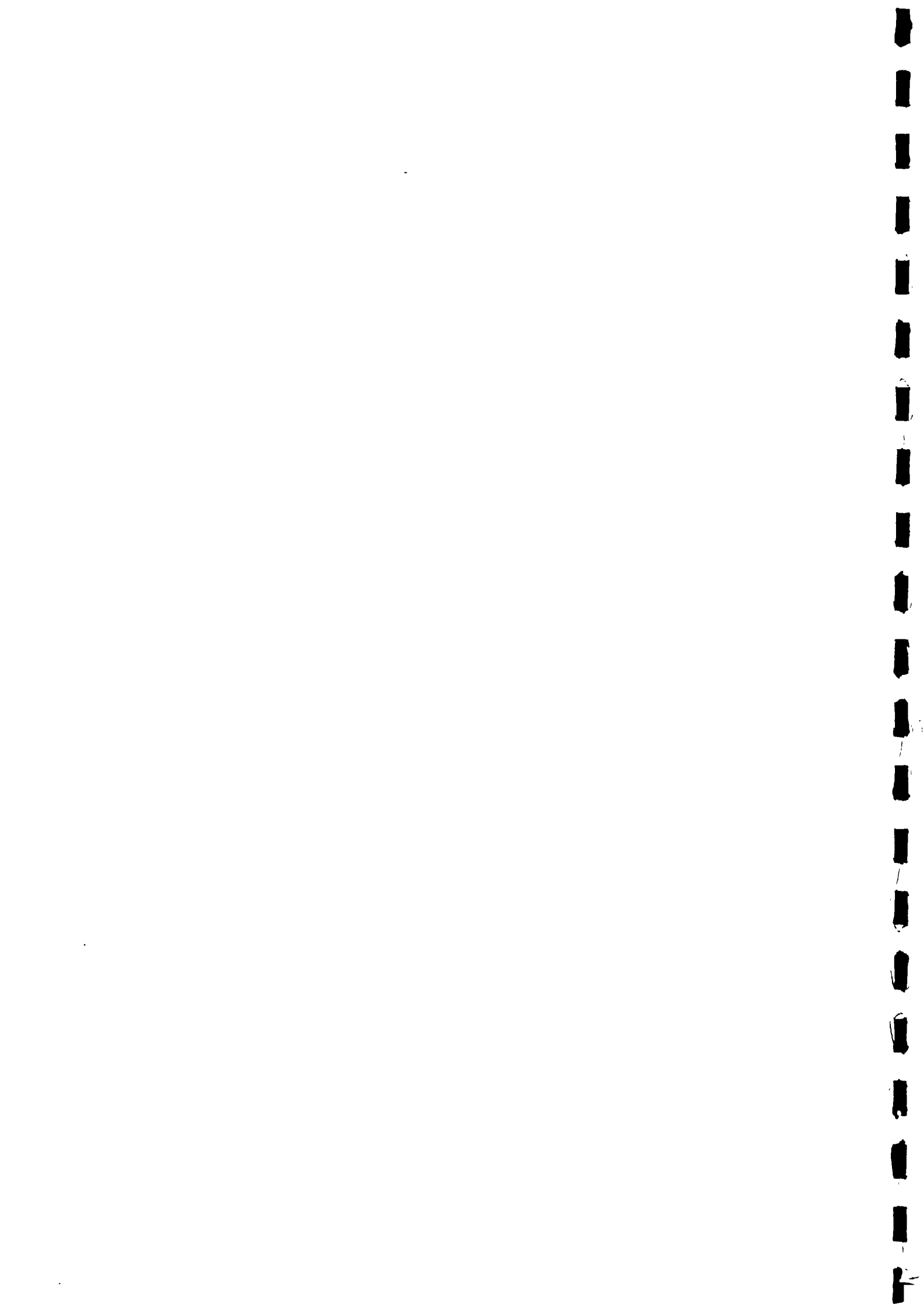
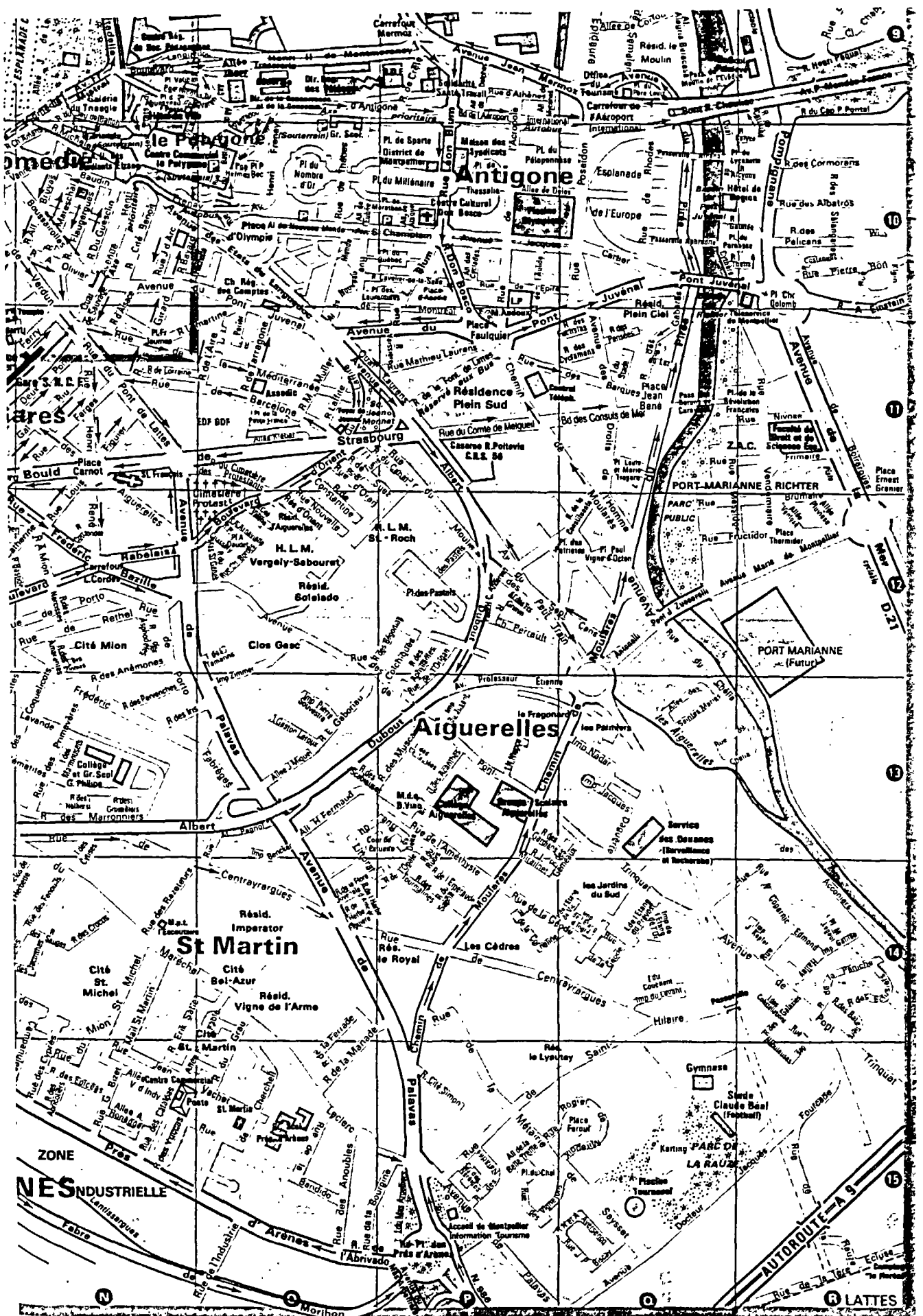


TABLE DES MATIERES

Introduction	p.4
I. Petite histoire d'un projet soudé à l'histoire locale	p.13
II. Incursion dans les dédales de la municipalité	p.33
1. le Port Marianne municipal	p.33
2. les inaugurations et conférences du maire : leçons d'histoire	p.37
3. le discours de l'équipe municipale : une histoire bien apprise	p.62
III. Les habitants du quartier des Barques : auteurs d'une histoire de leur territoire	p.82
1. la communauté gitane des années 50, un ciment à souvenirs	p.82
2. le Lez : un voisin qui n'est plus du quartier	p.98
3. résister de l'intérieur face au présent envahissant.....	p.105
a. rapport à la Mairie : individus contre l'institution.....	p.107
b. l'immeuble du François Mireur : réminiscence du passé et reflet du présent	p.113
IV. Les Montpelliérains passionnés d'histoire locale : Port Marianne, pour mémoire	p.118
1. les barons de Caravètes : derrière le Maire pour essaimer la tradition.....	p.120
a. une association historique.....	p.120
b. une mémoire entre petit peuple et barons.....	p.130
c. la mémoire au service de la municipalité	p.133
2. le Petit train de Palavas : une histoire à offrir à Port Marianne.....	p.137
a. la mémoire devenue mythe.....	p.137
b. le Petit train face au politique	p.141
c. Port Marianne privé de souvenirs.....	p.147
3. les historiens amateurs : figurants de la mise en scène municipale.....	p.152
a. se démarquer des professionnels	p.152
* des amateurs	p.152
* une histoire témoignage	p.160
* une histoire vécue	p.163
* une histoire vraie.....	p.166
b. Port Marianne, fruit de l'histoire locale : une histoire à retenir.....	p.168
Conclusion	p.175
Bibliographie	p.178



INTRODUCTION

Montpellier...

Montpellier la Surdouée. Montpellier, capitale méditerranéenne. Montpellier qui s'affiche sur les murs du métro parisien. Ses rues piétonnes, sa vie culturelle, ses étudiants rayonnants.

Montpellier, en 1994, c'était ça pour moi.

Des raisons familiales faisaient que je devais m'installer en Province, dans le Sud, dans une ville dont les campagnes publicitaires m'avaient fait deviner quelques-uns des aspects avant que je prenne pour la première fois le TGV Paris-Montpellier. Il devait y faire beau ; et les nouveaux immeubles semblaient avoir trouvé ici un terreau qui leur convenait. Les revues d'urbanisme et d'architecture répondaient aux slogans dynamiques diffusés par le service de communication de la Ville : à Montpellier, on construisait, on rêvait de quartiers neufs, on vivait dans l'avenir d'une ville qui regardait loin devant elle, vers de nouveaux espaces à inventer, vers un quotidien urbain à la fois moderne et rassurant, vers des territoires à investir au nom d'une économie encourageante et maîtrisée. On y avait auparavant restauré le centre ancien, posé des plaques sur les façades des hôtels particuliers indiquant la date de leur construction, le nom de l'architecte, et le caractère spécifique de leur escalier XVIIème ; les portes des cours intérieures s'étaient fermées les unes après les autres et équipées d'interphones ; on circulait désormais à pied sur les pavés irréguliers des rues bordées de boutiques de luxe à plafond voûté. Et puis il y avait eu cette échappée vers l'est, au-delà du centre historique, amorce de la nouvelle aventure urbanistique montpelliéraine : l'équipe municipale de Georges Frêche (P.S.), élu depuis 1977, avait invité l'architecte Ricardo Bofill à propulser la ville vers des terrains inexploités et annonçait ainsi le ton du

Montpellier conquérant des années 80. Antigone, tout en colonnes et arches de style néo-classique, avec ses immeubles monumentaux teintés d'ocre méditerranéen, devenait la nouvelle entrée, la nouvelle façade de la ville, son ambassadeur auprès du monde entier. Le touriste était dès lors tenu de découvrir, en plus des rues du centre historique, les places du Nombre d'Or et du Millénaire - le Montpellier contemporain incarné par l'architecture d'Antigone, manifestation d'une volonté politique de pousser la ville au dehors de ses cadres architecturaux, de l'inscrire dans une actualité que le nombre croissant de visiteurs et d'articles de presse rendait d'autant plus palpable. Montpellier s'exprimait à travers Antigone, à travers le choix d'avoir bâti des immeubles HLM à la lisière du centre ville, à travers la décision d'y élaborer un second cœur urbain, à travers le dynamisme promis par la multitude des nouveaux bureaux à louer. Antigone signifiait l'ambition de la ville qui l'avait enfanté de faire évoluer son statut de capitale régionale pour pénétrer dans le cercle des agglomérations à dimension internationale - une dimension fixée tant par la gestion économique que médiatique.

Or, en 1994, les différents chantiers d'Antigone allaient bientôt s'achever. Les journaux et les messages élaborés par l'équipe municipale traitaient désormais du prochain projet urbanistique. Montpellier devait poursuivre sa mutation et continuait ainsi de ressembler à l'image qu'on lui appliquait depuis la mise en œuvre d'Antigone. On évoquait dorénavant le gigantisme de Port Marianne, qui devait à terme comporter trois Zones d'Aménagement Concertées, des centaines d'hectares réservés à l'activité tertiaire, une faculté de Droit et Sciences économiques, une gare TGV, un nouvel Hôtel de Ville, et prolonger ainsi le développement de la ville vers la mer amorcé par l'élaboration d'Antigone vers le sud-est. Et, Port Marianne oblige, le projet annonçait un port, qui serait creusé sur la rive gauche du Lez, petit fleuve canalisé reliant la périphérie de la ville à la mer ; ainsi Montpellier, à sept kilomètres de la côte méditerranéenne, deviendrait maritime.

Lorsque je me suis installée à Montpellier, je voulais travailler sur ce phénomène de l'émergence d'un ensemble urbain à la lisière d'une agglomération. C'était cette sensation d'assister à l'arrivée des premiers habitants dans des immeubles dégageant encore une odeur de ciment frais que je souhaitais retrouver, pour exercer une anthropologie au jour le jour, une anthropologie qui se devait de prendre sans cesse en considération les notions d'évolution, de quotidienneté, d'inscription du contemporain dans la temporalité globale d'une ville existante. Je cherchais à étudier une fraction de ville en gestation, à pratiquer une anthropologie dans une ville en mouvement, dans une ville au présent, qui puisse mettre en évidence un quotidien urbain déterminé autant par le tous les jours que par les incidences du passé de cette ville.

Port Marianne existait déjà pour moi avant même que je vienne pour la première fois à Montpellier - avant même que les premiers immeubles soient achevés d'être construits. 1994 était l'année où Port Marianne allait justement commencer de se concrétiser. J'allais travailler sur ce basculement, sur cette limite entre futur et présent, sur ce passage entre image et réalité, sur ce projet qui devenait ville.

Mais les Montpelliérains - tous ceux avec qui j'évoquais le projet, les commerçants, mes voisins et autres habitants de ma rue, le personnel de la crèche de ma fille,... - ne savaient pas que Port Marianne commençait de sortir de terre ; ils ne percevaient pas la limite entre Antigone et les premiers immeubles de Port Marianne - ceux qui formeraient à terme la ZAC des Consuls de mer. Ils oscillaient entre penser le port déjà creusé, matérialisé par le plan d'eau au pied du bâtiment du Conseil régional faisant face aux dernières constructions d'Antigone, ou associer le caractère futur du port à tout le projet, qui conservait alors entièrement son statut d'image dont l'immatérialité continuerait encore longtemps à surpasser l'émergence d'une

quelconque concrétisation palpable. Port Marianne n'était rien encore à Montpellier, rien d'autre que quelque chose d'à la fois vague et gigantesque, inimaginable mais déjà calqué sur le reflet des plans et représentations diffusés dans la presse et les documents d'informations municipaux. Port Marianne n'existait pas ; mais Montpellier n'existait pourtant déjà plus sans Port Marianne.

Observer la naissance d'un quotidien dans les premiers immeubles des Consuls de mer constituait mon objectif initial¹. Je voulais y déceler les agencements des vies et des parcours personnels des habitants, percevoir ce qui faisait corps dans de ce nouvel ensemble urbain, décrypter les enjeux et les interactions de ces existences qui s'étaient posées là, à Port Marianne. Mais que pouvait vouloir dire un travail axé sur la mise en place d'un espace social qui n'existait pas au sein de l'entité qu'il intégrait ? Je ne pouvais aboutir qu'à une vision déréalisée de mon terrain, sans prise avec la situation environnante qui donnait finalement tout son sens à Port Marianne - tout ce qui faisait que le projet continuait de ressembler à ce qu'il serait, plutôt qu'à ce qu'il commençait de représenter aux portes d'Antigone, le long de la rive droite du Lez. La problématique qui m'avait fait choisir de faire porter mon travail sur Port Marianne n'en était désormais plus une. Elle gommait au contraire l'aspect le plus significatif de ce terrain en ne tenant pas compte de la manière dont il était perçu par l'ensemble des Montpelliérains. Il ne s'agissait en fait pas d'observer comment Port Marianne devenait un morceau de ville, comme si les premiers immeubles des Consuls de mer étaient bâtis en dehors de tout contexte urbain, mais d'évaluer ce point de tension qui jouait entre la notion du projet Port Marianne et l'amorce de sa réalisation. Il était là, l'objet de ce terrain qui, bien plus que d'être un immense chantier évolutif, bien plus que de sortir de terre derrière l'avancée des grues et des bulldozers, représentait la première

¹Cela constitue en effet la première étape de la constitution de la problématique élaborée dans mon travail de thèse. Cf. *Entre Histoire et histoires. Naissance de la symbolique de Port Marianne, avancée méditerranéenne de Montpellier*. Thèse d'Anthropologie, sous la direction de Gérard Althabe, 1998.

concrétisation d'une image qui avait figé le projet dans une virtualité désormais installée dans la globalité du développement de Montpellier. Je travaillais finalement au cœur d'un lieu qui semblait plus exister par ce qu'il serait que par ce qu'il était. C'était cela qui était source d'interrogations, et qu'il fallait poser dans l'élaboration d'une enquête sur Port Marianne.

Il fallait alors déplacer l'analyse pour la faire porter sur l'origine de cette production d'une image qui parvenait ainsi à surpasser la réalité d'un lieu urbain. L'étude de la stratégie municipale dans la mise en œuvre de Port Marianne représentait en effet le prolongement logique du travail que j'avais entrepris sur le lieu même de ma recherche : il y avait finalement un terrain à l'amont du terrain que j'avais choisi.

Je passais alors soudainement d'un contexte animé par l'évolution quotidienne de la construction de Port Marianne, implicitement toujours tourné vers un futur qui nourrissait les quelques premières réalisations du projet, à un discours qui intégrait l'opération immobilière dans le cours de l'histoire montpelliéraine. Port Marianne existait désormais à travers une autre temporalité, différente de celle affichée par l'avancement des travaux et les nombreux panneaux présentant les immeubles qui seraient prochainement bâtis. Le discours municipal - largement médiatisé par des plaquettes et dossiers de presse destinés à exposer le projet, diffusé également par les nombreuses interventions publiques du Maire Georges Frêche - offrait en effet un passé à Port Marianne.

De cette étude de la production d'une image de Port Marianne - à la fois historicisée et virtualisée - analysée comme un élément de mise en scène du pouvoir, il s'est dégagé une logique quasi limpide, portée par l'emploi systématique d'une histoire locale alibi, réinvestie pour mieux la maîtriser.

C'est à la renaissance d'un passé rassurant qu'invite le projet Port Marianne, sensé renouer avec les succès commerciaux remportés par la ville au Moyen Age et au XVIIème siècle grâce à l'audace de quelques personnalités qui

auraient su évaluer à temps - comme aujourd'hui Georges Frêche lui-même qui décide de faire creuser un port sept kilomètres en amont de la côte méditerranéenne - les intérêts économiques de Montpellier en reliant la ville à la mer via le petit fleuve Lez. Il est également toujours fait allusion au doux parfum nostalgique des promenades dominicales au fil de l'eau qui rappellent un XIXème siècle où il faisait bon vivre : pas un document qui ne présente une photographie jaunie d'un couple chapeauté descendant le fleuve sur une barque. La municipalité montpelliéraine, emmenée par son Maire - présenté à l'envie comme un passionné d'histoire - utilise un passé simplifié, idéalisé et inlassablement répété comme un outil de construction symbolique d'un territoire qui vise à rejoindre la mer et faire de Montpellier une ville méditerranéenne.

A l'aide de l'histoire, la municipalité produit du territoire et légitime le futur Port Marianne en lui faisant partager avec la ville ancienne un passé unificateur, comme s'il était besoin - comme s'il suffisait - de reconnaître une certaine valeur historique, une validité historique à un lieu urbanisé pour accepter qu'il s'intègre aux côtés d'une ville préexistante.

Il semblait naturel de poursuivre l'analyse en rencontrant le Maire et son premier adjoint, pères fondateurs du projet Port Marianne. Mais, tandis que j'avais été très bien accueillie lors de ma première prise de contact, quand je m'étais adressée au service Communication de la Ville, je me suis heurtée à une série de refus polis.

Après quelques réajustements nécessaires pour évaluer une continuité dans la démarche que j'avais entreprise, ce qui pouvait s'apparenter à une sorte d'échec dans le cours de l'enquête m'a finalement encouragée à entreprendre une étude de la manière dont les acteurs politiques montpelliérains produisaient une image du pouvoir. Lors des entretiens que j'ai menés avec les principaux acteurs de l'équipe municipale à l'origine de la fabrication de ce discours, en assistant à certaines des nombreuses conférences historiques

dispensées par Georges Frêche et aux inaugurations des différentes étapes de la concrétisation de Port Marianne, j'ai ainsi pu recueillir un matériau supplémentaire pour approfondir une réflexion sur la mise en œuvre de l'histoire locale par les politiques - ici outil d'habilitation d'un projet urbanistique. Mais il est également apparu que chacun de mes interlocuteurs construisait l'image du personnage du Maire pour mieux renforcer celle que lui-même construisait lors de ses interventions publiques - celle d'un homme qui jongle entre passé et avenir pour mieux exister dans le présent, jusqu'à s'auto-instituer en acteur historique du récit qu'il présente au public montpelliérain².

Je me suis enfin intéressée à estimer la portée de la stratégie entreprise par la municipalité pour insuffler à Port Marianne une dimension à la fois prophétique et emblématique du pouvoir.

J'ai pour cela tout d'abord rencontré des habitants du quartier des Barques - mitoyen en sursis de Port Marianne avant la concrétisation de l'ensemble du projet - composé de quelques pavillons dont la construction date d'environ une soixantaine d'années et habités par des personnes âgées³. Il fallait évaluer la perception que ces interlocuteurs avaient de leur environnement, tant physique que symbolique, et la manière dont ils pouvaient se l'approprier comme un territoire propre ; territoire à investir, territoire à sauvegarder, territoire à inventer, territoire à exhumer, territoire à vivre. Et, pour mieux mettre en

²Cf. "Temps et histoire. Comment écrire l'histoire de France ?", in *Annales HSS*, novembre-décembre 1995, n°6 : « L'économie (médiatique) du présent ne cesse de produire et de consommer de l'événement. Mais avec cette particularité : le présent, au moment même où il se fait, désire se regarder comme déjà historique, comme déjà passé, se retournant en quelque sorte sur lui-même et anticipant le regard qu'on portera sur lui, quand il sera complètement passé, comme s'il voulait "prévoir" le passé, se faire passé avant même qu'il ne soit encore pleinement advenu comme présent, mais ce regard, c'est le sien à lui présent. Un présent, qui est à lui-même son propre passé, ou encore rêve de maîtrise du temps, ou tout aussi bien de sa suppression. »

³André Ducret, "L'arbitraire du digne. Mémoire collective, phénomène urbain et lien social", in *Les nouveaux enjeux de l'anthropologie. Autour de Georges Balandier*, L'Harmattan, 1993 : « Le fait qu'un paysage se transforme ne signifie pas que tout souvenir s'efface avec lui : sous les pavés de la place, un champ dont les "anciens" se rappellent la fertilité, et au lieu de la poste, une laiterie où le soir venu on échangeait les nouvelles. Alors qu'ont été détruits les témoignages du passé, le souvenir demeure de ce qu'il y avait là autrefois. Mais celui-ci n'est plus transmis, il ne circule plus au sein de la collectivité ; par contre, il subsiste à titre individuel, ou, à l'opposé, se voit restitué socialement. »

évidence les enjeux cristallisés par l'opération urbanistique, je devais poser la question du rapport à l'histoire locale, tant mise à contribution par le discours de Georges Frêche dans la production de l'image de Port Marianne. Je l'ai abordée avec ces habitants du quartier des Barques, détenteurs d'un passé qu'ils ont fabriqué et vécu au sein de leur propre territoire, avec aussi quelques-uns des acteurs du discours historicisé de la municipalité, mais aussi avec des Montpelliérains sensibilisés à l'histoire de leur ville, en particulier celle qui portait sur le passé du lieu du projet immobilier. Et c'est en définitive à une réflexion sur la relation à la temporalité, sur la manière d'intégrer la symbolique d'un territoire à l'histoire d'une ville et à la mémoire individualisée de ses habitants, sur enfin les correspondances espérées et élaborées entre passé et pouvoir, qu'ont mené les différentes étapes de mon travail, élaborées au fil de la recherche et des interrogations suscitées par une enquête établie sur un terrain en permanente évolution.

Mon terrain, c'était finalement l'image de Port Marianne, celle qui transparaissait à travers le discours municipal, les articles de presse, et la manière dont les historiens locaux et autres Montpelliérains concernés par l'histoire de leur ville recevaient et évoquaient l'insertion du projet immobilier dans le devenir de Montpellier. Mes interlocuteurs n'habitaient pas tous Port Marianne. Ils me parlaient de ce qu'ils imaginaient ou espéraient que deviendrait l'irréalité de Port Marianne. Dans leur façon de broser chacun leur représentation du projet, ils faisaient en fait exister, peut-être pas un Port Marianne de chair et de béton, mais tout du moins mon terrain, qui prenait là toute sa dimension - à la fois virtuel et concret, rêvé ou ignoré, vécu ou investi dans la projection de destins personnels ou historiques.

L'hétérogénéité des interlocuteurs et des situations dans lesquelles je les ai rencontrés⁴ (les uns dans leur bureau, les autres chez eux, à Port Marianne ou ailleurs, certains dans la neutralité d'un café) a consolidé l'objet de ma recherche en transcendant l'espace physique de Port Marianne : à la fois traversant la matérialité imaginaire des frontières du projet urbanistique et alimentant une réflexion sur les conditions de la production de ce lieu symbolique. Je me suis déplacée dans l'ensemble de l'agglomération de Montpellier pour sentir vivre cette nouvelle portion de la ville et évaluer l'importance des enjeux qu'elle suscitait.

⁴Je précise ici que j'ai chaque fois utilisé les véritables noms propres de mes interlocuteurs. Pour ce qui est des personnages publics, que j'ai rencontrés dans l'exercice de leurs fonctions municipales, la question de savoir si cela était opportun ne se posait pas. En ce qui concerne tous les autres, j'ai toujours enregistré nos entretiens, avec leur accord. Cela représente, à mon sens, l'autorisation tacite de les nommer dans mon travail. Je considère enfin qu'à l'image des documentaires - ceux qui ne traitent pas de sujets "tabous" ou secrets -, exposant les visages des personnes filmées sans qu'elle ne s'en trouvent presque jamais choquées, on peut également faire apparaître l'identité de ses interlocuteurs dans le résultat d'une recherche anthropologique.

I. PETITE HISTOIRE D'UN PROJET SOUDÉ À L'HISTOIRE LOCALE

La première étape de mon enquête a consisté à tenter de pénétrer au cœur de la production de l'image de Port Marianne. J'ai rencontré la directrice du service Communication, madame Dewast, élégante et dynamique femme d'une quarantaine d'années. Je lui ai demandé de me parler du projet, de ce qu'elle en percevait et imaginait, de ce qu'elle connaissait de l'avancement de sa réalisation. C'est par l'intermédiaire de Georges Frêche, maire omniprésent et clé de voûte d'une représentation de Port Marianne portée par son seul jugement que madame Dewast s'est exprimée à propos de ce morceau de ville qui commençait d'émerger sur les bords du Lez.

« Lorsque les collaborateurs du maire ne parviennent pas à le joindre, ils savent qu'il est dans une barque sur le Lez pour repérer les espaces à aménager » Port Marianne m'était ainsi présenté comme ce qui faisait rêver le maire de Montpellier, comme ce qui lui faisait s'échapper de ses obligations municipales, comme ce qui lui permettait d'exprimer ses projets de visionnaire urbanistique. Madame Dewast évoquait Port Marianne par l'intermédiaire de la personnalité du maire : ils existaient l'un par l'autre ; mieux même : l'un pour l'autre. La directrice de la Communication me renvoyait l'image d'un projet pensé, géré, intimement porté par le maire de Montpellier. Le maire insufflait, par la passion qu'il vouait ostensiblement au Lez et qu'il voulait communiquer aux montpelliérains, une vitalité qui venait tout naturellement qualifier Port Marianne. Et, parler de Port Marianne, c'était alors aussi obligatoirement mentionner celui qui imposait son sens à ce projet, Georges Frêche. Port Marianne, ce n'était alors pas des immeubles qui poussaient, des habitants qui s'installaient, ni même un port à imaginer ; ce n'était pas non plus quelque

chose que madame Dewast jugeait ni décrivait. C'était une image qui permettait de décrire la personnalité du maire de Montpellier.

C'était aussi l'occasion de me prouver que le service communication de la Ville de Montpellier méritait la réputation d'efficacité qu'il avait acquise ces dernières années. Sa directrice me proposait en effet de me faire préparer par la documentaliste une revue des articles et dossiers de presse qui étaient sortis depuis l'annonce officielle de la construction de Port Marianne. Une semaine plus tard, une pile impressionnante de documents m'attendaient sur le bureau de la secrétaire. Madame Dewast avait terminé son travail ; elle me livrait ce à quoi ressemblait Port Marianne depuis son poste de directrice du service Communication de la Ville de Montpellier : du papier.

Les documents étaient soigneusement classés dans quatre dossiers intitulés : "Port Marianne : 1988-1994" ; "Port Marianne : le Lez, le port, les ponts, les thermes, 1990-1994" ; "Port Marianne, doc" ; "Fac de Droit, 1990-1994".

Le dossier "doc" était le plus épais. Il rassemblait les articles que le journal municipal *Montpellier notre ville*⁵ avait consacrés à la présentation du projet Port Marianne et les dossiers de presse émis à ce sujet par le service Communication. Les trois autres contenaient des photocopies de coupures de presse régionale et nationale, spécialisée ou généraliste, classées chronologiquement dans chacun des thèmes déterminés par la documentaliste.

Me trouvant face à ce qui m'était livré comme *le* matériau de base pour tout savoir de Port Marianne, j'ai pensé d'emblée qu'il s'agissait d'une sélection de documents bien pensant. Je parcourus rapidement l'ensemble des trois dossiers renfermant les articles de presse pour évaluer le ton général employé par les journalistes qui relataient l'évolution du projet Port Marianne. Je trouvai alors une palette relativement étendue de sentiments développés sur le sujet : enthousiasme, ironie, méfiance, neutralité, confiance, réticence, adhésion.

⁵Distribué gratuitement dans les boîtes aux lettres et les établissements publics. Mensuel, tiré à 120 000 exemplaires, 16 pages en bi et quadrichromie rédigées par le personnel du service communication de la Ville de Montpellier. La page 3 est toujours réservée à l'éditorial du maire.

Décidément, le service communication pouvait s'enorgueillir de son professionnalisme ! Voilà qu'on ne m'imposait pas une présentation univoque de Port Marianne... La Ville se protégeait ainsi de toute critique malveillante quant à l'éventuelle partialité des données qu'elle fournissait. Professionnalisme affiché donc, mais surtout très grande confiance en la validité des projets menés, puisqu'on pouvait se permettre, modèle d'impartialité, de me livrer des articles pas toujours très conciliants mais qui m'étaient présentés comme pouvant être utiles pour mon travail. Transparence, assurance ; c'était le message implicite qui accompagnait les documents qu'on m'avait remis.

Devais-je m'en tenir à cet angélisme apparent, ou allais-je me plonger dans des archives que j'aurais moi-même collectées dans les fichiers des institutions spécialisées pour traquer les chiffres, les points de vue discordants, à la recherche d'une autre vérité que celle qui m'avait été présentée par la Ville de Montpellier ? Je choisis au contraire d'envisager ces quatre dossiers comme un matériau d'enquête. A travers le choix qui en avait été fait et leur contenu, je lisais le Port Marianne municipal, le Port Marianne officiel. Loin de considérer ces dossiers de presse et les articles de journaux qui leur faisaient étroitement écho comme un matériau à reléguer au rang de la "langue de bois", je décidai en effet de les intégrer pleinement à mon terrain. Ils devenaient ainsi eux-mêmes sujets de ma recherche.

Les quatre dossiers que m'avait fait parvenir la Directrice de la Communication de la Ville de Montpellier me racontaient une histoire de Port Marianne, depuis sa naissance officielle en 1988 jusqu'en 1994. Les fondations des bâtiments disparates de Port Marianne s'enracinaient dans une argumentation aux principes récurrents élaborée au cours des six années qu'avait nécessité la mise en œuvre du projet immobilier.

« *C'est en fortifiant ses racines que l'arbre peut grandir* ».

Georges Frêche, Maire de Montpellier, introduisait ainsi l'avant-propos du dossier qu'il signait avec Ricardo Bofill pour présenter le projet de Port Marianne, dévoilé officiellement à Paris, le 24 mars 1988. A la Maison de l'Amérique Latine, Montpellier disait aux « *journalistes, mais surtout investisseurs, banquiers, promoteurs* »⁶, sa joie d'annoncer la future naissance de ce qu'il paraissait difficile de nommer - ni simplement port, ni vraiment *un* quartier aux limites facilement identifiables. Il était cependant déjà certain, par le choix que la Ville avait fait de présenter le projet à Paris, que Port Marianne visait à devenir une opération immobilière destinée à attirer les promoteurs les plus importants. On voulait aussi bénéficier d'une couverture médiatique nationale. En cette fin des années 80, Montpellier qui se vantait d'affirmer ses racines - ses racines de ville marchande qui l'ont érigée au rang de capitale languedocienne - se tournait néanmoins vers les sirènes communicantes parisiennes.

« *Aujourd'hui, Montpellier remonte à la source de son histoire prestigieuse pour plonger dans le XXIème siècle, retrouvant la Méditerranée par son fleuve, le Lez* », continue le Maire. « *En créant "Port Marianne", Ricardo Bofill apporte une ampleur exceptionnelle à l'élan de Montpellier vers la mer.* » Et l'architecte renchérit à la page suivante « *Après avoir réconcilié le centre historique et le Lez*⁷, nous nous proposons d'initier une nouvelle phase d'extension de la Ville de Montpellier vers la Méditerranée. Quel est notre dessein ? Nous souhaitons qu'à la fin de ce siècle et à l'aube du prochain, Montpellier devienne une capitale du sud de l'Europe, en bord de mer. Tel est notre défi. » La dernière page du dossier présente une photographie aérienne de l'espace à conquérir : dans le bas du cadre, le quartier Antigone, non encore achevé en 88 ; en haut, d'abord les marais, puis la côte méditerranéenne, tellement proche, tellement signifiante. C'est à peine si l'on perçoit la présence des deux communes qui séparent Montpellier de son idylle

⁶*Midi Libre*, 25 mars 1988

⁷Il évoque ici la construction du quartier Antigone, qui amenait la ville à dépasser ses limites vers l'est, jusqu'à aborder la rive droite du Lez, reliant ainsi le centre ville au fleuve.

avec la mer : Lattes, à quatre kilomètres, et Palavas-les-Flots, véritable détentrice de l'estampille méditerranéenne, avec ses célèbres discothèques-hangars, ses campings, son soleil assuré, et la proximité de deux des plus grands ports de plaisance d'Europe abrités par ses deux sœurs et rivales, La Grande Motte et le Cap d'Agde. Cette photographie est légendée "Cap sur la mer...". Et une dernière phrase ponctue les quinze pages du dossier en affirmant une fois encore qu'« *Après avoir amené la ville au bord de son fleuve, Montpellier, avec "Port Marianne", retrouve la source de son histoire et plonge résolument dans le XXIème siècle.* »

Le public convié à cette assemblée du 24 mars 88 était en grande partie constitué, le journaliste de *Midi Libre* le soulignait, par des investisseurs et promoteurs. L'aspect immobilier de l'opération n'était pourtant présenté qu'en deuxième plan. C'était en effet d'abord à la renaissance du fleuve - qui impliquait la mise en évidence de l'occultation dont il avait été victime auparavant - qu'invitait le projet Port Marianne. C'était sous le signe du passé d'une ville fluviale, d'une ville qui avait osé regarder vers la mer, d'une ville qui se serait imposée dans la région par sa capacité à absorber la côte méditerranéenne, que la Municipalité vendait Port Marianne. Le Maire, en faisant allusion à "l'histoire prestigieuse" de Montpellier, rappelait que le Lez était jadis un haut lieu du commerce et de la culture locale, et tentait ainsi de faire de l'Histoire une alliée rassurante. D'autres s'étaient en effet déjà aventurés vers ce cours d'eau, et avaient ainsi participé à l'essor de la ville ; il ne s'agissait désormais plus que de suivre un chemin balisé.

« *Annibal et ses éléphants traversèrent [le Lez] à gué, en venant d'Espagne. Les dauphins de Pline ont nagé dans ses eaux. En 1666, applaudi par Riquet et Colbert, Jean-François de Solas en fit un canal qu'il inaugura "sur une grande barque dorée et pavoisée... où il se tenait assis en robe rouge herminée de président de Cour, sur un fauteuil doré surmonté d'un dais de velours..." Son descendant, Henri-François de Grave, rêva de lui donner les dimensions du canal de Suez. (...)* »⁸ C'est

⁸*Midi Libre*, 25 mars 88.

manifestement la presse locale qui a le plus fidèlement retranscrit l'annexe en forme de cours d'histoire probablement distribuée avec le dossier de presse. Les autres journaux mentionnent eux aussi une partie des aventures du Lez, présenté en personnage principal haut en couleur de l'histoire montpelliéraine, mais le journaliste de *Midi Libre* y a consacré la plus grande part. On sent qu'il s'engouffrait avec délices dans le plaisir de créer un parallèle facile entre ce notable du XVIIème siècle, marquis habillé de velours rouge bordé d'hermine et le Maire, parti sur les traces de ce conquérant du commerce sur la Méditerranée. Il suffit d'une citation historique telle que celle-ci, intégrée dans le corps d'un article de presse, pour que le discours de la municipalité prenne son sens et installe Port Marianne - et ses concepteurs ! - dans le cours de l'Histoire montpelliéraine. Il s'agissait en effet de légitimer une future fraction de la ville - qui serait bientôt établie en grande partie sur des terrains jusqu'ici inexploités - dans la conscience des Montpelliérains, de l'inclure ainsi dans un Montpellier pré-existant en lui faisant partager une histoire qui deviendrait commune ; mieux, il fallait montrer que Port Marianne représentait en fait le lieu fondateur de la prospérité montpelliéraine, lorsque le Lez signifiait la puissance maritime et commerciale de Montpellier, et aussi, plus tard, le lieu où il faisait bon vivre.

Dès le Moyen Age, le fleuve accueillait en effet des bateaux marchands depuis le port de Lattes, petit bourg à mi chemin entre la mer et Montpellier, jusque dans l'ancien Port Juvénal, signifié aujourd'hui par un pont portant son nom et balisant l'entrée de Port Marianne. J-F. Solas a canalisé le fleuve au XVIIème siècle pour tenter de remédier aux problèmes d'ensablement et de sinuosité du cours d'eau. Les retournements économiques et le sable ayant finalement eu raison de l'activité du port, le Lez se reconvertit au XIXème en lieu de promenade dominicale. Guinguettes, cygnes et barques constituèrent le

Ces données historiques devaient être extraites d'un appendice spécifiquement destiné à traiter de l'histoire du port de Montpellier, comme tous les dossiers de presse suivants en étaient dotés. J'imagine ainsi, en lisant cet article de presse, que ce premier dossier était lui aussi accompagné d'un texte similaire, qui ne serait pas parvenu jusqu'à moi... Tous les articles de presse relatant cette présentation du 24 mars 88 semblent en effet largement s'en inspirer.

nouveau décor des berges du cours d'eau jusque dans les années 40. "Le Petit train de Palavas" sillonnait les rives du fleuve, transportant les familles montpelliéraines vers les plages. Il s'est arrêté en 1968, et survit aujourd'hui comme le symbole de la gaieté et de la nonchalance d'une époque à jamais révolue.

Et le Lez s'enterra sous les immondices puis l'oubli. Puis, comble de la décadence du fleuve : l'installation, dans les années 50, d'une communauté gitane aux abords du Pont Juvénal. Le Lez n'appartenait plus désormais à la ville, qui l'abandonnait, lui, son parfum "Front populaire", et son passé prestigieux.

La Municipalité affirmait que Port Marianne se fonderait sur le lieu même de ce qui avait fait Montpellier : sa richesse, sa puissance, ses dimanches, ses souvenirs. Elle s'efforçait ainsi d'accrocher, via un passé qu'elle présentait comme unificateur, les futurs immeubles de Port Marianne à la ville qu'ils débordaient.

Il s'agit en effet bien là d'une tentative d'élargissement des frontières de Montpellier. Les frontières géographiques sont dépassées par les nouvelles constructions, et le recours à l'histoire locale traduit le sentiment de la Municipalité vis-à-vis d'un passé qu'elle utilise comme une preuve nécessaire de la "valeur" historique, de la "validité" historique de Port Marianne pour le faire s'intégrer à Montpellier. En outre, ce discours historicisant, qui évoque le passé d'un Montpellier maritime étendant son emprise jusqu'à la Méditerranée, repousse les frontières, symboliques cette fois, de la ville jusqu'à la côte méditerranéenne. Montpellier conquiert un territoire. La Municipalité, en produisant une histoire alibi, enjambe les sept kilomètres qui séparent sa commune de la mer, et phagocyte ainsi cet espace qui suffisait à laisser un doute quant à sa qualité de ville proprement méditerranéenne. Si Montpellier n'était jusqu'à présent pas une ville du littoral, c'était tout simplement parce qu'on en oubliait son histoire, pourrait-on traduire du discours municipal.

Les Montpelliérains ont pu découvrir ce que serait Port Marianne une semaine après les journalistes qui s'étaient déplacés à Paris le 24 mars 88. La maquette du projet fut exposée à la Mairie, commentée par le Maire Georges Frêche, l'architecte en chef Ricardo Bofill et le premier Adjoint délégué à l'urbanisme, Raymond Dugrand. *Midi Libre* rapporte que « même le maire, qui voit grand, n'avait pas imaginé une telle foule. (...) Là, on avait planté le même décor que pour l'avant-première à Paris. Devant la grande maquette, R. Bofill dans son sourire et son éternel costume sombre, G. Frêche promenant sa baguette de professeur et de visionnaire sur le décor et le siècle prochain, et R. Dugrand dont les cours d'urbanisme font école et les amphis pleins. »⁹ Port Marianne dévoilait ses perspectives et colonnades très bofilliennes ; Port Marianne annonçait 25 ans d'activité pour le secteur bâtiment travaux publics de la région, Port Marianne promettait un avenir grandiose à Montpellier - grâce à un urbanisme qui la mènerait droit vers l'an 2000, et à un port qui lui ouvrirait la voie vers la Méditerranée.

Six mille logements étaient prévus, descendant le long du Lez vers Lattes et la mer. Le port pourrait accueillir 300 bateaux et serait entouré de miroirs d'eau et d'un grand immeuble en demi-cercle, réponse architecturale à celui, symétrique, qui balise la fin du quartier d'Antigone. Cet ensemble serait signé Bofill, tandis qu'il ferait appel à des architectes du monde entier¹⁰ pour réaliser la globalité du projet, qu'il avait conçu comme une vitrine de l'architecture contemporaine. Le coût de Port Marianne était estimé à cinq milliards de francs, et devait être entièrement pris en charge par la promotion privée¹¹.

Quant au nom du projet lui-même, il coulait de source en ces temps de fièvre commémorative du bi-centenaire de la Révolution. L'équipe municipale se couvrait cependant d'arguments historiques pour expliquer encore le choix du

⁹*Midi Libre*, 31 mars 88

¹⁰On citait les noms de Richard Meier, Christian de Portzamparc, Claude Vasconi, Robert Krier

¹¹Le chiffre des investissements prévus pour la réalisation de Port Marianne n'était pas indiqué dans le dossier de presse. Il a dû être donné en réponse à des questions des journalistes présents lors de la manifestation du 24 mars 88. J'ai relevé ce montant dans la série d'articles publiés à ce sujet qui m'ont été fournis.

nom de Port Marianne. En effet, expliquait Georges Frêche lors de son exposé devant la maquette de Port Marianne, il serait bien probable que la Marseillaise ait été chantée pour la première fois à Montpellier... François Mireur, commandant du bataillon de volontaires de l'Hérault en 1792, aurait entonné devant ses hommes - puis à Marseille - ce chant composé par son ami Rouget de Lisle. Mais Port Marianne c'était aussi, confiait Raymond Dugrand à *Midi Libre*, un nom facile à mémoriser pour les étrangers.¹²

La présentation était terminée ; il ne restait plus aux trois rapporteurs qu'à dédicacer les affiches imprimées pour l'occasion, assaillis, comme s'amuse à le décrire *Midi Libre*, par un « ouragan » de montpelliérains conquis par la verve et le lyrisme manifestement communicatif de leur Maire.

Trois ans plus tard, le Lez continuait de couler entre ses deux rives bétonnées - pour colmater ses crues légendaires - sans qu'aucun bulldozer ne soit venu troubler les clapotis du fleuve.

Et le 28 juin 1991, une nouvelle conférence de presse avait lieu, cette fois à Montpellier, pour décrire et expliquer Port Marianne. Le dossier de presse avait épaissi et le projet s'était considérablement alourdi ; au point même qu'il n'était jamais fait référence, ni dans ce dossier ni dans les journaux qui en faisaient le compte-rendu, au Port Marianne de 1988. Raymond Dugrand annonçait d'ailleurs, dès janvier 90, à propos de la maquette qui avait été depuis quelque temps déjà retirée du hall de la Mairie, qu'« il s'agissait d'une maquette d'appel, destinée à donner une image forte du projet pour attirer les promoteurs »¹³. Les 5

¹²Le premier adjoint au Maire précisait sa stratégie ainsi : « Nous cherchions un nom qui soit reçu par l'Amérique du Nord. Or, autant Port Marianne peut faire sourire les Français, autant là-bas ça ne fait pas rire du tout. Nous pensons que ce sera parfaitement reçu dans la trajectoire internationale, dans certains milieux, au Japon, aux Etats Unis, qui identifieront tout de suite le thème. » in *L'architecture comme emblème municipal. Les grands projets des Maires*, Véronique Biau, (dir. Lucien Touzery) Plan Construction et Architecture, 1992.

Il confiait encore à son interlocutrice, qui menait son enquête en 1988, « A chaque fois qu'on émet un nom à Montpellier, on regarde la politique d'image. Bien entendu, ces images et ces noms, il faut qu'ils soient reçus. ; il faut les émettre et avant de les choisir voir par enquête comment la population a été capable de les capter. (...) Vous n'attendez pas de réaliser un produit avant de le lancer. Il faut que le mot soit connu avant qu'il ne soit fait. L'image doit précéder le produit, et si vous lancez une image bonne, vous êtes tenus de faire le produit bon. »

¹³*Le Monde*, 23 janvier 1990

milliards d'investissements prévus en 88 s'étaient mués en 30 à 40 milliards de francs en 91, "nullement financés" précisait *Le Quotidien de Paris*.¹⁴

Port Marianne, c'était en effet désormais 600 hectares où s'intégreraient une faculté de Droit et Sciences économiques, un nouvel Hôtel de Ville, trois quartiers résidentiels, un "centre directionnel régional" (comprenant un hypermarché, une galerie marchande, des restaurants et des cinémas), un centre thermal¹⁵ et... un port, discret petit rectangle coloré de bleu apparaissant sur tous les nombreux plans que comportait le dossier de presse. 10000 logements et 150 hectares d'activités. Voilà ce qu'était devenu Port Marianne en trois ans. L'architecture n'était plus signée Ricardo Bofill, qui, désigné conseil en urbanisme de la ville, perdait ainsi la paternité de Port Marianne. La Municipalité avait finalement choisi de proposer aux promoteurs un projet qui devait se démarquer de l'image d'Antigone¹⁶. De l'architecte catalan ne subsistait que l'emplacement du port et des axes dirigés vers le Lez. Robert Krier, Adrien Fainsilber et Christian de Portzamparc étaient les chefs de projets pressentis pour réaliser chacun des trois quartiers de Port Marianne, "Les Consuls de mer" (16 ha), "Richter" (11 ha) et "Les jardins de la Lironde" (35 ha), qui s'étireraient le long des deux rives du fleuve et associeraient logements, commerces et activités.

¹⁴2 juillet 91. Ce chiffre, comme en 88, n'apparaissait pas dans le dossier de presse. Je n'ai d'ailleurs pas trouvé, hors dans cet article cité, d'autres indications sur ce sujet.

¹⁵Des forages effectués dans le site d'Antigone ont fait surgir une eau à 41,5° dont on aurait déterminé qu'elle possédait des vertus thérapeutiques propices au traitement des rhumatismes et de la phléborragie.

¹⁶Aucun article relatif à cette décision municipale ne m'a été fourni. Cela porterait à croire que cet événement n'avait pas été diffusé avant la publication du dossier de presse. Ou peut-être qu'une sélection aurait été faite par la documentaliste de la Mairie, qui aurait éliminé les traces de commentaires critiques sur ce changement ? Je penche plutôt en faveur de la première interprétation ; les articles faisant suite à la conférence de presse du 28 juin 91 ne font en effet pas non plus, ou très peu, mention de cette éviction de l'architecte, qui apparaît alors comme un élément secondaire.

Cela montre l'effort fait - et couronné de succès - par la municipalité pour rendre le premier dossier de presse, la présentation qui en avait été faite, obsolètes, et par là même dénués de tout intérêt référentiel. Le 24 mars 88 devait disparaître des mémoires, éblouies par la seconde naissance de Port Marianne, qui devenait ainsi le véritable démarrage de l'opération. Le service Communication de la Ville, emmené par la verve de son Maire, a réussi à faire oublier le retard de la mise en œuvre de Port Marianne en annulant l'effet du premier coup d'envoi du projet.

Le concept de Port Marianne drainait quelques-uns des chapitres de l'histoire de Montpellier ; la petite histoire, celle des lenteurs administratives, de la crise du bâtiment, des changements d'humeur municipales ne pouvait que s'effacer derrière le passé grandiose du Lez.

Le projet ne rencontrait apparemment pas de franche opposition, si l'on en croit toutefois ce qui transparaissait dans les journaux du moment. C'était le doute qui dominait. Inquiétude en ce qui concernait le mode de financement, même si le Maire ne « *dout[ait] absolument pas que les [promoteurs] viendraient en rang serrés à Montpellier, car les produits sera[ient] concurrentiels* »¹⁷. Scepticisme quant à la garantie assurée par la Municipalité que les terrains à investir n'étaient pas inondables - malgré les quatorze ans de travaux de domestication du Lez. Incrédulité amusée quant à la navigabilité du fleuve : « *Tout est prêt pour amener la Méditerranée au cœur de Montpellier. Seul problème : y'a pas d'eau !* »¹⁸. Inquiétude des habitants des quartiers mitoyens du futur Port Marianne : « *250 familles qui habitent des maisons isolées mais auxquelles elles tiennent risquent d'être touchées par tous ces projets. On nous parle d'argent et de dédommagement, mais ce que nous voulons, nous, c'est rester sur place !* », confiait le représentant du Comité de défense des quartiers-est de Montpellier.¹⁹ Pas un article enfin qui ne présente ce projet comme celui d'un maire "mégalo".

Ce fut finalement sur le choix de l'emplacement de la nouvelle faculté de Droit que se cristallisèrent les oppositions politiques. Une longue lutte s'amorçait alors entre le Président de Région Jacques Blanc (UDF) et le Maire-professeur d'histoire du Droit romain Georges Frêche (PS), entre les tenants d'une faculté rénovée et agrandie en centre ville et ceux qui préféraient alimenter en étudiants un quartier en devenir, entre ceux qui brandissaient à toute occasion le spectre d'une crue dévastatrice du Lez et ceux qui s'armaient des résultats de multiples études hydrauliques, entre la droite et la gauche, serait-on tenté de simplifier, entre les pro et les anti frêchistes, plutôt, si l'on tient compte de la capacité du Maire de Montpellier à ramener les clivages politiques à des conflits mettant son unique personnalité en jeu...

¹⁷Le Quotidien de Paris, op. cit.

¹⁸La Gazette, 31 mai 1991

¹⁹La Gazette, 5 juillet 1991

S'il semblait disparaître un peu derrière les nombreux projets qui l'accompagnaient dans cette mise en œuvre de Port Marianne, le port n'en n'était pas moins demeuré la figure de proue. « *Il ne faut jamais séparer le futur de l'Histoire* », expliquait une fois encore le Maire de Montpellier lors de sa conférence de presse²⁰ ; c'est ainsi qu'il donnait au bassin portuaire le nom de Jacques Cœur, celui qui, « *le premier au XVème siècle, développa les activités commerciales autour du port de Montpellier, contribuant ainsi à la gloire et à la richesse de [la] ville* »²¹. C'était la figure de ce héros du commerce montpelliérain qui introduisait le dossier de presse du 28 juin 91. La photographie de sa statue, légendée "Jacques Cœur, Premier utilisateur du Port de Montpellier", le présentait, dès la page de garde, le regard conquérant, tandis que le texte d'introduction vantait la "forte cohérence de la logique d'urbanisme" de Port Marianne puisqu'elle invitait à "la renaissance du Lez" et à "la renaissance du port médiéval de Jacques Cœur". Toujours les mêmes formules, toujours le même recours à l'histoire locale, garante d'une réussite qui ne demanderait qu'à se réveiller. Après la statue du fier Jacques Cœur, une reproduction d'une carte postale cachetée le 22 mai 1840 légendée "environs de Montpellier, le port Juvénal" : deux grosses barques amarrées au quai, quelques hommes à béret et la moustache bien fournie ; dans le fond, une grosse bâtisse porte l'enseigne café-restaurant ; la corde à linge tendue dans le jardin supporte la dernière lessive de blanc. Le lez reflète le flou des arbres de la rive. La page suivante proposait la reproduction d'un extrait de plan établi en 1897 présentant la même portion de fleuve et les accès routiers depuis Montpellier. Ces trois premières pages, preuves irréfutables que le Lez détenait bien un passé quantifiable, palpable, n'étaient pas suivies de commentaires. Juste après suivait la "liste des premiers architectes de Port Marianne", sensés s'inscrire en liaison directe avec cette évocation du passé historique du fleuve qui venait d'être exposé. Port Marianne s'affichait ainsi comme la synthèse de l'avant et

²⁰in *Le Quotidien de Paris*, op. cit.

²¹in *Montpellier notre Ville*, juillet-août 91, n°144

de l'après. Sans ce projet, Montpellier laisserait se diluer ses racines dans un oubli déstructurant : « *Port Marianne, en hommage à la prospérité, rétablit par son fleuve le lien de la ville avec la mer et puise dans ses origines les sources d'un XXIème siècle d'épanouissement* »²². Un peu plus loin, le texte du dossier rappelait que « *Le Lez est un élément permanent et constitutif de l'histoire de Montpellier. (...) Sa canalisation a permis dès le Moyen-Age d'établir une liaison fluviale entre Montpellier, la mer Mer Méditerranée et au delà tous les pays du levant.* » Port Marianne apparaissait ainsi comme le point d'ancrage qui permettrait à la ville, enivrée par les embruns marins, de se laisser porter par son histoire, au-delà même de l'horizon méditerranéen.

Port Marianne, ce n'était pas seulement des milliards d'investissements prévus, des milliers de nouveaux habitants. C'était le souffle qui devait emmener la ville à travers le temps, à travers l'espace aussi. Port Marianne autorisait Montpellier à transgresser ses limites pour s'implanter, au moins le temps d'un souvenir, sur les rives de la Méditerranée.

Trois ans plus tard, on pouvait encore lire « *Georges Frêche lance officiellement le projet de Port Marianne qu'il mûrit depuis plusieurs années.* »²³ Port Marianne n'existait pas encore ; ni les quartiers, ni la faculté. Ni le port.

Mais le Lez était franchi. Le pont Zuccarelli²⁴, large de trente mètres, avait planté ses quatre pylônes dans le petit fleuve, à l'assaut de la rive qui verrait s'ériger le quartier Richter et la nouvelle faculté de Droit et Sciences économiques. Les grues tournoyaient d'un côté et de l'autre du Lez. On commençait à voir s'élever les bâtiments de la faculté, conçus par l'architecte René Dottelonde. Le quartier des Consuls de mer, sur l'autre rive, était marqué par le premier immeuble achevé, "le François Mireur" (HLM). Isolé parmi les terrains vagues et les engins qui s'activaient à la construction des futurs

²²in dossier de presse du 28 juin '91

²³in *Travaux Publics et Bâtiment du Midi*, 18 février 1994

²⁴nom d'un ancien maire de Montpellier, de 37 à 41 et de 53 à 59
Cf. emplacement sur le plan page 3

bâtiments du quartier, il était aussi le vestige du projet architectural qu'avait proposé Ricardo Bofill en 1988. Le programme de sa construction avait été en effet amorcé avant que la municipalité décide de lui retirer la maîtrise des travaux.²⁵ Robert Krier prenait la suite de la conception générale du quartier, qui devait se démarquer de l'emprunte néo-classique laissée par le François Mireur, un austère parallélépipède contenant 210 logements gérés par l'OPAC. (Office Public d'Aménagement Concerté)

C'est au cœur de ce Port Marianne naissant, sur un pont Zuccarelli que seuls encore les ouvriers avaient traversé, que la Municipalité organisait, le 11 janvier 1994, une nouvelle conférence de presse pour présenter encore une fois le projet Port Marianne. C'était sur fond de marasme du secteur de l'immobilier, assaisonné d'une polémique sur l'éventuelle inondabilité du site de la faculté de Droit que Georges Frêche et son équipe municipale tentait de convaincre les quelques cinq cents personnes conviées sous la tente installée pour l'occasion sur le nouveau pont. Le dossier de presse défiait l'adversité en présentant sur sa couverture un ciel bleu transpercé par les mâts de sept grues en action. "Montpellier construit son avenir", annonçait le titre du document. Le projet s'étendait désormais sur 200 hectares, accueillerait à terme 25000 habitants, et coûterait, pour les réalisations entreprises entre 1993 et 95, 1450 millions de francs, pris en charge par l'OPAC et des promoteurs privés, dont le nom des sociétés était indiqué à la fin du dossier²⁶. Le nouvel Hôtel de Ville avait disparu des plans, les thermes n'étaient pas mentionnés²⁷ et le centre

²⁵Ici aussi, (cf. note 16) on perçoit la volonté de ne pas mettre l'accent sur les orientations passées du projet Port Marianne. L'architecte catalan n'est en effet pas même cité dans les communiqués de presse qui relatent l'avancement des travaux : « *Dans le quartier des Consuls de mer, l'OPAC poursuivra l'opération François Mireur et lancera le Crescent. (...) R. Krier sera l'architecte du second projet.* » in *Urbapress informations*, 16 fév. 1994

²⁶Ces chiffres étaient notés, cette fois, dans le dossier de presse. Rien n'était cependant indiqué sur le coût du projet à long terme. Les journalistes ne mentionnent rien à ce sujet, se contentant de reproduire le montant de la première tranche des travaux.

²⁷Le Conseil Départemental d'Hygiène avait en effet donné, le 30 juillet 92, un avis défavorable à l'exploitation de la nappe d'eau souterraine. Le débit n'était pas assez important et on avait décelé la présence d'une bactérie nocive dans l'eau. De plus, rien n'était finalement prouvé sur ses qualités curatives.

commercial ne serait pas construit. Comme lors de la présentation précédente, les journalistes paraissaient ne pas vouloir effectuer de comparaisons entre ce qui était annoncé en 91 et le projet qui leur était cette fois présenté. Ils ne faisaient que relater fidèlement les informations fournies dans le dossier de presse, ne cherchant jamais à confronter Port Marianne avec un passé virtuel déjà long de plusieurs années. Port Marianne naissait une nouvelle fois, vierge de tous ces revers politico-économiques qui auraient suffi à lui donner des allures de projet avorté.²⁸

Le document conçu pour cette présentation du 11 janvier 94 mettait très nettement l'accent sur les aspects concrets de Port Marianne. "Le projet urbain d'une cité méditerranéenne" - titre du premier chapitre du dossier - c'était « *le maintien et la création d'emplois* », comme l'expliquait le Maire dans son éditorial. « *Tous les grands travaux urbains assurent du travail aux entreprises de la ville, de la région, ainsi qu'à de grandes entreprises nationales* », continuait-il. Crise économique oblige, Port Marianne apparaissait désormais comme le remède au chômage plutôt qu'une porte ouverte vers le grand large maritime. L'énumération des différentes études de faisabilité entreprises depuis 1986 et la description des premières infrastructures réalisées suivaient l'introduction du Maire et la présentation urbanistique du projet. Puis, clôturant ce premier chapitre, point d'orgue d'une argumentation qui faisait du Lez le lieu de l'essor de la ville, une page de texte intitulé "Le Lez, mémoire vivante de la ville" racontait les aventures de Montpellier et du petit fleuve côtier. « *Déjà, sous l'occupation romaine, les premiers aménagements du Lez constituent le support du développement commercial de la région.* », attaquait vivement le compte-rendu. Le marquis de Solas, le commerce des laines et l'avènement du chemin de fer prenaient ensuite le relais des romains sur le lieu des rives mouvementées du Lez. Les deux reproductions de documents anciens présentées dans le dossier de presse du 28 juin 91 accompagnaient ici encore l'exposé.

²⁸Cf. note 16

Sans transition, la démonstration d'efficacité entreprise dans le premier chapitre du dossier reprenait ensuite son cours avec les tableaux des montants des investissements engagés et le programme prévisionnel global du projet. La présentation des différents quartiers donnaient enfin un aperçu de ce qu'allait être la réalité de Port Marianne. On insistait également, dans le journal municipal *Montpellier notre ville*, sur l'aspect tangible de Port Marianne. La mise en œuvre des travaux de construction de la faculté devait démontrer la vitalité du projet et la force d'action de la municipalité, qui avait su triompher des attaques l'accusant d'investir des terrains inondables. Il n'était cette fois pas fait mention du passé historique du Lez. On n'avait d'ailleurs réservé qu'un très petit espace à la présentation du port, laissant la place à ce qui commençait d'exister. Il était simplement indiqué qu'un concours international serait lancé en février 94 pour désigner en septembre l'architecte du port et de son quartier. Les héros de l'urbanisme nouveau de Montpellier n'étaient plus Jacques Cœur, le Lez, les barques ou le Petit Train de Palavas. Les grues, les chiffres, les plans leur avaient ravi la place. Les étudiants s'installeraient à la rentrée 94 sur les bancs de la nouvelle faculté de Droit, et le port serait creusé au début de l'hiver. Port Marianne n'était ainsi plus un rêve hybride, issu d'un passé glorieux et porteur de l'avenir de la ville ; le projet était devenu réalité. Il s'ancrait à la frontière de Montpellier. Il faisait lever les têtes vers le haut des premiers bâtiments. Il faisait se tourner les regards vers l'est. Vers la mer. Et Montpellier devenait méditerranéenne.

Pourtant, un mois après déjà, le journal du District de l'agglomération de Montpellier²⁹ consacrait un dossier au Lez, dont la première page reprenait, dans son intégralité, le chapitre historique du dossier de presse du 11 janvier 94. "La construction de Port Marianne permet au fleuve de renouer avec son

²⁹*Puissance 15*, mars 94. Mensuel tiré à 160 000 exemplaires distribués gratuitement dans les boîtes aux lettres et les lieux gérés par les différentes municipalités du District de Montpellier rassemblant les quinze communes suivantes : Baillargues, Castelnau, Clapiers, Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier, Montpellier, Palavas, Pérols, Prades-le-Lez, St-Jean-de-Védas, Vendargues.

histoire", annonçait le chapeau de l'article. L'histoire locale reprenait ainsi son rôle de pourvoyeuse de racines ; elle redevenait l'ambassadrice d'un projet qui puisait énergie et confiance dans un passé choisi et dépoussiéré par le service Communication de la Ville.

En juin suivant, l'inauguration du pont Zuccarelli et de l'avenue adjacente Marie-de-Montpellier avait été menée de telle sorte que le journaliste de *Midi Libre* pouvait écrire le lendemain : « *La foule curieuse des riverains, avec Port Marianne, se voit déjà remontant le Lez à bord d'un coche d'eau !* »³⁰. Il expliquait un peu plus loin : « *Cité Millénaire oblige, on avait fait appel aux fiers Barons de Caravètes de bleu et rouge vêtus, et au groupe folklorique du Bas-Languedoc, "La Garriga" en costumes de Grisettes*³¹. *Comme du temps des souverains, Georges Frêche et ses conseillers, entourés des personnalités de la ville, suivaient "ses" troubadours, tandis que le bon peuple s'extasiait et applaudissait au passage du cortège* », s'autorisant une nouvelle fois, comme déjà en 88 à l'occasion de la première présentation du projet, le plaisir d'ironiser sur la propension du maire de Montpellier à s'intégrer, personnellement et physiquement, dans le cours de l'histoire montpelliéraine en en jouant les épisodes qui lui conféraient un statut de quasi personnage historique. Marie-de-Montpellier, mère de Jacques Ier le conquérant, roi d'Aragon³², s'installait alors aux nouvelles portes de la ville. La présence des Barons de Caravètes signifiait aux montpelliérains qu'il s'agissait bien là d'un personnage historique. Ils apposaient à la manifestation organisée par la municipalité le cachet d'authenticité, de continuité historique dont elle avait besoin pour que Port Marianne gagne le statut de nécessité urbanistique. Le message était désormais clairement lisible ; un pont traversait le Lez, reliant le cœur ancien de la ville à Port Marianne, tandis que l'histoire locale continuait

³⁰*Midi Libre*, 26 juin 94

³¹Les Barons de Caravètes et La Garriga sont deux associations qui se sont donné pour mission de continuer à faire vivre les traditions et la mémoire montpelliéraines.

Cf. la présentation et l'analyse des Barons de Caravètes chapitre IV, 1

³²Né à Montpellier en 1208, mort à Valence en 1276. Il conquiert successivement les Baléares, les royaumes de Valence et de Murcie et Ceuta. Il renonça à toute prétention outre-Pyrénées, sauf sur Montpellier.

à tisser une cohérence entre les époques, les quartiers, entre Montpellier et la Méditerranée aussi.

Port Marianne commençait à exister autrement qu'à travers les conférences de presse données par la municipalité les années précédentes. Les automobilistes, en traversant le pont Zuccarelli, furent les premiers à traverser cet espace qu'ils apprenaient à intégrer dans leur perception de la ville. Les étudiants en Administration Economique et Sociale (AES) et Sciences économique découvrirent à leur tour la nouvelle faculté en octobre 94. Rescapée de longues luttes politico-judiciaires, l'université était en effet inaugurée le 10 octobre - sans les nombreux professeurs qui continuaient de manifester leur opposition au projet et avec un discours alarmiste du Doyen, qui s'inquiétait du manque de crédits alloués au fonctionnement du bâtiment. On craignait également que les ennemis de la faculté n'œuvrent pour qu'à terme, l'enveloppe budgétaire accordée à la construction de la deuxième tranche (locaux de la future université de Droit, pépinière des plus farouches opposants au transfert des étudiants sur le site de Richter) soit utilisée pour la remise en état des anciens locaux du centre ville, que beaucoup ne voulaient en effet pas quitter pour investir un Port Marianne encore exangue. Quatre mille étudiants occupaient désormais cependant les nouveaux bâtiments de la faculté d'AES, en zinc, en acier, en verre et en bois, avec cursives et patios, *"clins d'œil à l'identité méditerranéenne de la ville"*³³. Ils ne tarderaient pas à se mettre en grève (dès le 8 novembre suivant) pour dénoncer leurs conditions d'installation précaires et exiger la mise en œuvre de la deuxième tranche des travaux, essayant d'entraîner dans leur sillage revendicatif des étudiants en Droit peu disposés à rejoindre la rive gauche du Lez. Les anti et les pro de la faculté de Richter n'avaient pas fini de s'affronter, et l'architecte René Dottelonde était loin de voir son projet réalisé. Mais chaque jour, quelques milliers d'étudiants contribuaient cependant à insuffler une vie, une quotidienneté au projet Port Marianne, et lui donnaient ainsi le titre d'entité montpelliéraine.

³³in *Libération*, 18 octobre 1994

Les premiers immeubles de la ZAC des Consuls de mer furent eux aussi achevés en octobre 94. Enfin, le 13 du même mois, une équipe d'architectes montpelliérains³⁴ fut désignée pour la construction du port Jacques Cœur. « *Le chantier, et en particulier le creusement du port, démarreront en 1995.* », annonçait-on dans *Montpellier notre ville*.³⁵ Dans cette période d'aboutissement des premiers chantiers de Port Marianne, la nouvelle n'apparaissait pas saugrenue ; au contraire, un article de *La Gazette*³⁶ pariait que les élections municipales seraient un facteur de concrétisation de ce port chimérique³⁷. C'était ce rêve qui avait jusqu'à présent porté le concept même de Port Marianne. Il était le garant de sa réussite, ce qui le rattachait au passé historique de la ville, ce qui greffait Montpellier sur un Lez-cordon ombilical et lui autorisait ainsi à se tourner vers une Méditerranée nourricière retrouvée. Maintenant que quelques immeubles allaient être habités, que la faculté drainait des étudiants, le port semblait pouvoir devenir réalité.

Le 6 décembre 94, les Barons de Caravètes étaient encore à l'honneur lors de l'inauguration de la passerelle piétonne du même nom. Un trait d'union entre le centre ville historique et la nouvelle faculté, « *entre les racines du centre ville et les bourgeois que représentent les jeunes étudiants* », scandait à l'occasion le responsable des Barons.³⁸ Par son nom, la passerelle symbolisait aussi l'accord tacite passé entre les membres de l'association et la municipalité. Les uns cautionnaient le développement de la ville porté par un Maire qu'ils soutenaient de fait, tandis que les autres célébraient une tradition qu'ils alimentaient en lui donnant un sens - une destinée urbanistique et commerciale.

³⁴Archimède, qui associe trois cabinets d'architecture, A. Garcia-Diaz, F. Fontès (il avait déjà été chargé de réaliser les bâtiments des Thermes du Lez), P. Bedeau et D. Bondon.

³⁵novembre 1994, n° 179

³⁶hebdomadaire, tiré à 16 000 exemplaires, basé à Montpellier et traitant de sujets presque exclusivement montpelliérains.

³⁷« *Elections municipales obligent, les premiers coups de pioche seront donnés d'ici le mois de décembre* », octobre 94, n°345

³⁸in *Midi Libre*, 7 décembre 94

Enfin, une nouvelle maquette du projet fut installée en décembre dans le hall de l'Hôtel de Ville. Elle présentait les futurs quartiers que les Montpelliérains commençaient désormais à imaginer, mais aussi et surtout le bassin Jacques Cœur, avec les croquis de ses trois cent bateaux sagement amarrés.

Les fondations de Port Marianne commençaient ainsi, en cette fin d'année 94, à s'implanter sur les rives du Lez, aux frontières est de Montpellier. Les chantiers de nouveaux immeubles se multipliaient et Port Marianne continuait sa gestation, ressemblant tous les jours un peu plus à l'image du projet abouti, exposée *in vitro* sous forme d'une maquette réalisée au 1/250 ème installée dans le hall de la Mairie.

II. INCURSION DANS LES DÉDALES DE LA MUNICIPALITÉ

1. LE PORT MARIANNE MUNICIPAL

Durant tout le temps de l'enquête, il y eu cette corrélation entre le micro-Port Marianne, celui qui commençait d'émerger sur les rives du Lez à la suite d'Antigone et du quartier des Barques, et le macro-Port Marianne, celui qui se définissait dans les journaux municipaux. Il y avait le territoire plus ou moins palpable occupé par les nouveaux immeubles qui ne cessaient de s'ériger l'un après l'autre, et celui que l'on pouvait deviner en écoutant les discours du maire Georges Frêche ou en regardant la maquette de Port Marianne dans le hall de l'Hôtel de Ville, territoire conceptuel celui-ci, construit de références et d'allusions.

Il fallait s'interroger sur la manière dont était théoriquement construit le territoire de Port Marianne, établir une interaction entre ce qu'on pouvait observer sur le lieu des travaux et ce qui se jouait à un niveau plus global, en l'occurrence à la Mairie, instigatrice de l'idée que Montpellier deviendrait résolument méditerranéenne, tournée vers la mer, étendant son ascendance urbanistique, politique et culturelle jusque vers ses côtes. Il y avait bien une double dimension du territoire de Port Marianne : l'existant et le virtuel, le concret et le chimérique, l'immobilier et le politique, le futuriste et l'historique, le conquérant économique et le fidèle aux traditions, le futur deuxième centre ville et l'élargissement des frontières de Montpellier aux côtes méditerranéennes. Mon objet consistait à décrypter le processus de production du territoire de Port Marianne par la municipalité montpelliéraine, à étudier ce qui l'avait précisément pensé et construit. Il prenait également corps à travers

la dimension qu'en donnaient les documents fournis par le service Communication. Port Marianne avait en effet été construit bien avant l'arrivée des premiers engins sur les chantiers des rives du Lez. Au cœur du discours municipal, l'opération avait perdu son statut de projet depuis plusieurs années déjà. Tout était en place : les dizaines d'hectares d'un Montpellier qui débordait les anciennes frontières de la ville, les milliers de nouveaux habitants bercés par les cris joyeux des étudiants de la faculté, l'école, les services multiples, et le port, tout clapotant sous les trois cents coques des bateaux endormis là pour passer l'hiver. La totalité du territoire prévu pour accueillir les structures du futur Port Marianne étaient déjà investi : depuis le hall de la Mairie où trônait la maquette du projet, jusque dans les plaquettes présentant l'opération publiées par la municipalité, et dans la presse régionale et nationale qui en faisait l'écho.

Etudier le discours municipal permettait bien une approche de Port Marianne, cet espace urbain tout juste né qui recouvrait déjà plusieurs territoires et dont l'avenir tentait de s'ancrer dans un passé entre souvenirs et Histoire.

Mais les différents courriers et appels téléphoniques envoyés dans les services municipaux pour tenter de rencontrer les principaux acteurs de l'élaboration de Port Marianne n'ont abouti qu'à une série de refus polis. Même madame Dewast, qui, tandis qu'elle m'avait la première fois perçue comme une innocente personne en quête de données chronologiques et chiffrées sur le projet urbanistique, fit systématiquement passer mes communications par son adjointe ou sa secrétaire lorsque je lui demandai de pouvoir assister aux conférences de rédaction du journal *Montpellier notre Ville*. Je n'ai plus jamais pu la revoir, et dû d'ailleurs continuer de découvrir les articles traitant de Port Marianne lorsque je recevais le mensuel dans ma boîte aux lettres.

Certes, je n'ai pas été très "offensive", comme l'analysait l'adjointe de la directrice de la Communication tandis qu'elle me signifiait un nouveau refus

au nom du premier adjoint, Monsieur Dugrand³⁹, qui lui avait fait transmettre mes courriers. J'aurais dû demander à rencontrer le directeur général des services techniques, me conseillait-elle en guise d'ersatz de premier Adjoint au Maire, dont elle m'affirmait qu'il était très fatigué par un infarctus survenu peu de temps avant l'envoi de ma première missive. Drapée dans ma neutralité objective, je refusai tout net sa proposition, préférant me heurter à un mur plutôt que me laisser distraire par de fausses pistes qui ne m'auraient fait que perdre mon temps - préférant travailler sur cette impossibilité à interroger les acteurs municipaux du projet Port Marianne en l'intégrant pleinement à mon sujet plutôt qu'essayer de contourner l'absence de matériaux concrets en en créant d'autres de toute pièce, étrangers à la logique que je m'étais dorénavant fixée. J'ai, il est vrai, hésité à adopter cette ligne de conduite, qui me semblait quelque peu rigide et risquait de m'enfermer dans une recherche dont les buts auraient été prédéterminés. Il fallait en effet savoir s'adapter au terrain, sans en devenir l'esclave sourd aux bifurcations offertes par les hasards de l'enquête. Mais l'enquête justement me poussait à considérer ce manque, cet obstacle, ce refus à me laisser entrevoir ce qui se jouait en amont de la production d'informations municipales, comme un élément omniprésent du paysage de cette image de Port Marianne que je cherchais à analyser. Il y avait ce fossé fascinant entre l'avalanche de documents qui m'avaient été gracieusement offerts au début de mon travail et le mutisme - teinté d'une quasi hostilité de la part du service Communication, en particulier de Madame Dewast qui refusait même de me reconnaître lorsque je la croisais en diverses occasions - affiché à mon égard tandis que je précisais mes intentions quant à la nature de ma recherche. Et c'était cette dichotomie qui devait donner corps à la problématique que j'avais dégagée de mes premières observations : production d'image associée à une absence de discours informel. La réponse mitigée que m'opposa le Maire, un an après celle de son premier adjoint, en me proposant de rencontrer son chef de cabinet « *afin que [mon] problème soit examiné avec*

³⁹Chargé de l'urbanisme. Il est, avec Georges Frèche, le père fondateur de Port Marianne.

attention »⁴⁰ creusait d'autant plus ce vide au-dessus duquel je devais me pencher pour déterminer la nature de la politique adoptée par la municipalité.

L'impossibilité d'obtenir une entrevue avec Raymond Dugrand et Georges Frêche devenait un matériau en soi. J'étais contrainte de demeurer à l'extérieur d'une situation que j'avais tenté d'appréhender dans son fondement mais qui m'était donnée comme définitive et sans interaction autorisée. Entre l'information maîtrisée et l'auto-enfermement des décideurs dans la forteresse municipale, il se jouait l'interdiction de construire une image du pouvoir autre que celle produite par la Mairie elle-même. Il y avait bien ceux qui tentaient d'échapper à ce schéma en vantant les opportunités dont ils pouvaient profiter pour croiser le Maire ou ses adjoints - et donc, implicitement, peser sur l'autorité municipale. C'était souvent des raisons professionnelles qui leur donnaient l'occasion d'approcher d'un peu près le pouvoir. Mais le ton qu'ils employaient pour évoquer ce qu'ils présentaient presque comme un passe-droit était tellement emprunt de fierté - soit d'avoir pu pénétrer les arcanes de la Mairie, soit, au second degré, d'être au-dessus de tout sentiment de curiosité vis-à-vis d'une image dont ils auraient pu dévoiler tous les mystères - qu'ils ne faisaient que renforcer la tendance à la mythification dont se paraient les personnages municipaux à travers le discours qu'on faisait de l'impossibilité ou non de les rencontrer. Il n'y avait pas moyen de naviguer entre les deux frontières édictées par la Mairie, celle de la communication diffusée par le service dirigé par Madame Dewast et celle du silence ostensiblement affiché, sans finalement s'exclure du jeu réglé par la municipalité.

On ne pouvait en effet être que spectateur d'une mise en scène qui présentait une histoire dont le public était par définition absent. Cette histoire, celle de Port Marianne, celle de Montpellier, celle du Maire dont les projets architecturaux inscrivaient la ville dans la grande Histoire, devait être assimilée depuis l'en-dehors des rangs du public, sans corrélation possible avec la scène.

⁴⁰courrier de Monsieur Georges Frêche, daté du 9 avril 1997

On ne pouvait pas pénétrer le jeu des acteurs, on ne devait pas influencer sur le sens de l'histoire proposé par la Mairie. Tout devait sembler avoir été prévu à l'avance - les rebondissements, les haletantes attentes, les heureux dénouements. Il y avait bien sûr la tentation d'interpréter les différents refus à s'entretenir avec moi comme étant la preuve d'une paranoïa municipale aiguë, où l'indisponibilité jouerait le rôle de paravent avantageux ; mais l'hypothèse du fabricant d'histoires était plus séduisante et probablement mieux appropriée pour appréhender la virtualité de Port Marianne, nouveau territoire d'aventures montpelliérain. C'était bien de fiction qu'il s'agissait, fiction produite par un Maire qui excellait dans l'art de conter l'histoire d'un port qui n'existait pas encore.

2. LES INAUGURATIONS ET CONFÉRENCES DU MAIRE : LEÇONS D'HISTOIRE

Entre les deux bornes imposées par le discours municipal - entre l'information diffusée par le service Communication et le retranchement calculé des principaux acteurs de la Mairie -, il y avait cependant un matériau à prendre largement en compte pour mieux cerner la manière dont était produit le territoire de Port Marianne par le Maire et ses adjoints. Les interventions publiques de Georges Frêche constituaient en effet un élément à étudier - véritables mises en scène du pouvoir dans lesquelles on pouvait observer la mise à contribution d'une histoire locale pour affermir les nouvelles frontières d'une ville qui cherchait à s'étendre au-delà d'un périmètre initial qui n'aurait pas correspondu à celui que le passé lui aurait légué⁴¹. Et tandis que le maire s'adressait à tous les Montpelliérains qui venaient l'écouter discourir lors d'une inauguration ou d'une autre manifestation, c'était aussi à moi qu'il parlait

⁴¹Cf., au sujet de l'investissement architectural et symbolique des rives du Lez jusqu'aux côtes méditerranéennes : I

- chercheuse en anthropologie et surtout plus que jamais Montpelliéraine en ces circonstances où je me trouvais mêlée à un auditoire défini par son appartenance à la ville. Il me parlait finalement de ce que je souhaitais aborder dans cet entretien qu'il ne voulait pas m'accorder : de sa passion pour l'histoire, cette histoire qui permettait à Montpellier de se frayer une large place depuis la liste des dates célèbres du passé national et européen jusqu'au présent économique et culturel dont la ville était présentée comme un acteur prédominant, de sa passion pour l'urbanisme dont il témoignait en évoquant les divers grands travaux menés par sa municipalité, de sa passion pour sa ville enfin, qu'il s'efforçait toujours de replacer parmi les grandes gagnantes provinciales, heureuse bénéficiaire de ces fruits dont il venait justement de nous rappeler l'existence. Nous n'étions certes pas, lui et moi, dans une situation de rencontre classique, avec questions et réponses plus ou moins réfléchies. Mais je disposais cependant d'un matériau qui s'avérait peut-être même plus riche que ce que j'aurais pu obtenir dans un face à face avec Georges Frêche. En assistant aux inaugurations et conférences menées par le Maire, je pouvais en effet observer la manière dont il construisait son image de personnage public. Et c'était cela qui m'intéressait ; plus que de recueillir des arguments supplémentaires pour confirmer ce que j'avais pressenti de l'intérêt qu'il y avait pour Georges Frêche à préserver une certaine représentation inatteignable et figée de son pouvoir. Il fallait désormais que je considère le Maire dans son élément naturel : devant ses administrés, sans qui l'idée même de son existence symbolique n'aurait plus eu lieu d'être.

C'est avec Gabriel Preiss⁴² que j'assistai pour la première fois à une inauguration organisée par l'équipe municipale. J'avais en effet souhaité, en arrivant à Montpellier, rencontrer Monsieur Preiss, dont le travail m'avait été

⁴²Anthropologue montpelliérain. Cf., en ce qui concerne son activité de président de l'association du Petit Train de Palavas, IV, 2, b et c

recommandé par une chargée de mission au Plan urbain⁴³ avec qui il avait déjà obtenu un contrat de recherche, pour tenter d'obtenir, auprès d'un Montpelliérain à l'œil et au jugement rodés par plusieurs années de pratique d'enquêtes ethnologiques, quelques informations sur le fonctionnement de la ville. Il m'invita très cordialement à venir chez lui et prit sa mission très à cœur : en près de deux heures, il m'expliqua que la situation devenait de plus en plus difficile pour la recherche en sciences humaines, il m'indiqua les noms des personnes et organismes montpelliérains menant un travail qu'il jugeait pouvoir être intéressant pour moi, brossa rapidement le sujet de sa thèse qu'il était en train de rédiger sous la direction de Monsieur Pierre Sansot (Université Paul Valéry, Montpellier III), rectifia quelques imprécisions historiques qu'il avait décelées dans le texte du projet de recherche de la thèse que je débutais, et enfin, il me confia qu'il avait trouvé un moyen de mettre à contribution son expérience d'ethnologue doublée de militantisme au Parti socialiste en participant aux activités menées par l'association du Petit Train de Palavas. Autour d'une assiette de riz avalée sur le coin d'une table envahie par les livres d'histoire qu'il avait sortis pour enrichir ses références d'érudit montpelliérain, il me convainquit de le suivre sur-le-champ à l'inauguration de la ligne de bus numéro 2 - à laquelle il avait prévu d'assister pour tenter de raviver l'attention des esprits municipaux quant à son idée de remise en circulation d'un train à vapeur reliant Montpellier à Palavas. Il fallait que j'apprenne à connaître « *de l'intérieur* » les rouages de la Mairie, et pour cela, le mieux était d'assister au déroulement d'une inauguration, argumentait-il. « *Le maire fait un discours explosif, et après, toute la cour des courtisans se précipite pour essayer de le coincer et d'en placer une* » « *Tu vas voir comment je m'y prends, moi, pour y arriver* », concluait-il, triomphant d'avance.⁴⁴

⁴³Secrétariat permanent du Plan Urbain, Ministère de l'Équipement, des Transports et du Tourisme, Paris

⁴⁴Dès le début de notre entrevue, Gabriel Preiss, qui avait entre quinze et vingt ans de plus que moi, avait proposé que nous nous tutoyions, « *entre chercheurs, c'est bien normal.* »

La nouvelle ligne numéro 2 s'arrêtait à côté de la balbutiante⁴⁵ faculté de Sciences économiques Richter, au cœur du futur Port Marianne. Un chapiteau rayé aux couleurs de la Ville bleu et blanc avait été installé à l'extrémité du pont Zuccarelli. C'est en néophyte totale que je pénétrai sous la toile plastifiée déjà emplie de la voix sonorisée du Maire. Je connaissais cependant d'ores et déjà son brillant passé d'enseignant, titulaire de deux doctorats (l'un en Histoire, en 1968, l'autre en Droit en 1969), nommé en 70 à la faculté de Droit de Montpellier, où il y enseignait depuis l'Histoire du Droit romain⁴⁶ ; et sa réputation de bon orateur m'avait été louée jusqu'à Paris, où on m'avait parlé de lui comme d'un tribun hors pair. Nous étions en retard, et je ne parvins pas à me frayer un passage à travers la nombreuse assistance qui écoutait, debout, le discours dynamique de Georges Frêche. Mais sa haute stature, surélevée par une petite estrade, dépassait largement toutes les têtes. Il avait la carrure d'un joueur de rugby, il avait la voix chaude et enveloppante : il était l'image même de ce qu'on m'en avait décrit, il incarnait en tous points ce personnage dont la réputation précédait ses apparitions en public. Je ne comprenais pas de quoi il parlait ; parfois, les gens riaient sans que je puisse intercepter les allusions cachées ou la profondeur des piques lancées à des adversaires que je ne connaissais pas. Il s'adressait visiblement à un public familier des questions

⁴⁵Cette inauguration se déroulait en octobre 94

⁴⁶En juin 97, Jean-Pierre Foubert, chef de cabinet du Maire, me résumait le parcours de Georges Frêche lors d'un entretien que je menais avec lui. Je cite ici ses propos :

« Au départ Georges Frêche, c'est un manager qui a fait HEC mais qui est un passionné d'histoire. Donc il fait une thèse d'histoire en parallèle et puis finalement il fait Droit et il se rend compte qu'il ne peut pas se passer de l'histoire. Donc il devient historien du droit. Et il choisit une carrière universitaire par amour de l'histoire. Parce qu'avec son côté bâtisseur, avec HEC, il aurait monté une entreprise, il serait patron d'industrie ou des trucs comme ça. Au départ quand il a le Bac, il décide de faire prépa HEC, il vient faire prépa HEC à Montpellier. C'est là qu'il découvre Montpellier d'ailleurs. Et il va faire HEC à Paris. Et c'est en étant à HEC qu'il sait qu'il est passionné d'histoire et en même temps il s'inscrit à la Sorbonne et quand même, bon, comme il, comme il sent que c'est pas mal aussi de faire des études de Droit, il fait en même temps HEC, Histoire, et des études de Droit. Et il finit HEC mais il s'est engagé dans ses études droit et d'histoire, donc il soutient une thèse d'histoire à la Sorbonne tout en continuant le Droit, et il soutient sa thèse et passe l'agrég de Droit. Donc c'est un spécialiste du XVIIIème siècle. Il a fait sa thèse sur Toulouse. "Toulouse et le Midi Pyrénées au siècle des Lumières". C'est un bon historien quand même, il a eu la médaille d'or de l'Académie française pour cette thèse. Elle est remarquable. Parce que c'est une vraie thèse d'historien comme j'aime, c'est à dire c'est pas l'histoire événementielle, c'est une histoire de la société, sociale, des pratiques sociales, il y a même des anecdotes culinaires ! Donc c'est une vraie histoire sociale. Ce n'est pas simplement qu'une histoire des grands hommes ou une histoire des dates. »

(extrait d'un entretien mené le 12/6/97)

qu'il traitait : des professionnels du transport, des étudiants futurs utilisateurs de la ligne de bus, et autres satellites de la mise en œuvre du nouveau tronçon de transport en commun. J'étais plutôt perdue, et me rassurais en me remémorant que j'étais ici pour observer l'après-discours, et plus particulièrement l'habileté de mon guide à nouer des relations avec l'équipe municipale. « *Tu as vu, ça décoiffe, hein ?* » Au milieu des applaudissements et du brouhaha général, Gabriel Preiss rayonnait et semblait presque remercier le Maire de n'avoir pas dérogé à ses habitudes de tribun frondeur. Puis tout est allé très vite. Un buffet (cacahuètes, vin blanc, jus d'oranges et chips) était dressé au fond de la tente. Toute l'assistance avait faim - personne ne semblait, comme nous l'avions fait, déjeuné avant de venir - et Georges Frêche s'était laissé entraîner à parler longtemps. Il était déjà entouré par une dizaine de personnes quand une hôtesse lui apporta un verre d'orangeade qu'il but sans y prêter attention, en acquiesçant distraitement chaque fois qu'on s'évertuait à lui communiquer quelque chose. La partie était trop difficile pour Gabriel Preiss, qui se rabattit sur l'adjoint à l'environnement. « *Je le connais bien, lui, c'est un type bien.* » Christophe Moralès semblait un peu désœuvré quand il fut interpellé par un « *Vous vous souvenez de moi ? Le Petit Train de Palavas !* » enjoué. Il sourit d'un air affable et écouta patiemment le récit de Gabriel Preiss. Oui, il se rappelait de cette association ; oui, la Mairie avait laissé entrevoir quelque espoir de réalisation de son entreprise. Oui, mais : il faudrait en reparler au Maire. Oui, mais : il fallait désormais compter avec le projet de création d'un tramway qui prévoyait entre autres choses justement d'amener également les Montpelliérains jusqu'à la mer... On commençait de marcher sur des cacahuètes et des mégots piétinés ; les verres vides se mélangeaient aux pleins sur la table du buffet. Le Maire s'était engouffré avec deux adjoints dans une voiture aux vitres teintées. J'avais vu ce que Gabriel Preiss se réjouissait tant de me faire découvrir. Lui repartait avec son dossier que personne n'avait ouvert ; on voyait dépasser, sous sa main qui le tenait, la photographie d'une locomotive à vapeur, toute fumée dehors. Il laissa tomber l'invitation à l'inauguration qu'il

avait reçue en sa qualité de militant PS. La route était encore longue pour se familiariser avec le fonctionnement du pouvoir municipal ; autant pour celui qui m'avait amenée ici que pour moi...

Le 29 juin 1996 à onze heures, je me trouvais sur les bords du Lez, devant la guinguette du Père Louis, en amont du bassin du Port Juvénal. On inaugurerait ce jour-là le nouveau plan d'eau aménagé sur le fleuve. Je n'étais pas à proprement parler sur le lieu même de l'enquête, puisque les premiers immeubles de Port Marianne se situaient dans le prolongement des rives du fleuve, après le Pont Juvénal. Mais le Lez était pourtant bien la colonne vertébrale du projet urbanistique, et l'eau et les souvenirs qu'il véhiculait abreuvaient largement l'image qu'on voulait donner au nouvel ensemble architectural. « *Aujourd'hui, le Lez renoue avec son histoire et vous offre ses charmes* », annonçait-on une fois encore, un an auparavant, dans *Montpellier notre ville*.⁴⁷

En effet, depuis avril 95 déjà, la municipalité avait mis des barques à disposition des montpelliérains, qui pouvaient à nouveau s'adonner aux plaisirs de la promenade fluviale : , « *comme au bon vieux temps du Père Louis.* »⁴⁸. La guinguette du Père Louis, construite sur le modèle d'un bâtiment disparu mais inscrit dans la mémoire des anciens montpelliérains, lieu de location des embarcations et point de départ des 500 mètres du circuit, devait contribuer, avec ceux qui partiraient renouer avec les joies de la navigation, à redonner au Lez son parfum d'antan qu'on s'efforçait de ranimer depuis la poussée des immeubles d'Antigone et de Port Marianne sur les rives du fleuve. Le dossier traité par *Montpellier notre ville*, intitulé « *Promenade sur le Lez. Retour des guinguettes et du canotage* » était la première étape de ce retour vers un passé à exploiter. Il se présentait sur une double page, avec au centre un texte et des photographies présentant les nouvelles possibilités du plan d'eau aménagé

⁴⁷*Montpellier notre ville*, avril 1995, n°184

⁴⁸Op. cit., avril 95, n°184

(canotage, mais aussi pêche et accueil des épreuves du Triathlon), et, sur les bandes extérieures à fond jauni, surmontés d'une frise à l'inspiration de style art nouveau des années 30 arborant l'en-tête "hier", des citations extraites d'ouvrages sur l'histoire du Lez. En voici quelques passages :

« La guinguette du Père Louis.

Les guinguettes sont en fait une création du XIXème siècle. La première dont on aime à parler est celle du Père Louis aux Aubes. On y allait en guimbarde, en char à bancs ou en vieil omnibus. Le père Louis, de son vrai nom Louis Corradly, avait su créer, vers 1840, près de l'Ecole du génie, endroit favorable s'il en est, un petit restaurant-buvette tout simple en complément du bassin de natation qu'il dirigeait. Sa clientèle était essentiellement populaire et jeune, composée de travailleurs et de grisettes, jeunes ouvrières toujours revêtues de blouses grises dans l'exercice de leur fonction. Il recevait aussi les étudiants désireux de fêter leur succès aux examens. »⁴⁹

« Reverrons-nous des barques sur le Lez ?

J'ai une tendresse pour le Lez. J'ai passé une grande partie de mon enfance aux Aubes, non loin de ses bords. A Tabarka, [lieu dit à l'amont de la guinguette du Père Louis] sous la poussière du moulin de Sauret, avec les gamins de mon quartier, je me suis baignée dans ses eaux glauques, sous le regard attentif des "bugadières" (lessiveuses). »⁵⁰

Messieurs Robert et Gérard Lange, "fils et petit-fils de lavandière", témoignaient également dans les colonnes de ce numéro de *Montpellier notre ville* :

« (...) De leurs souvenirs d'enfance, surgissent en vrac des anecdotes cocasses, des événements dramatiques et des personnages pittoresques qui font partie de l'histoire du Lez : les bains en été dans les eaux plutôt sales de la rivière encombrée de branches mortes et de détritrus ; (...) le père Roussel, "un comique" qui ne faisait rien d'autre que pêcher pendant que sa femme

⁴⁹Texte extrait du livre de Liliane Franck, *Une rivière nommée Lez*, Montpellier, les Presses de la Charité, 1982

⁵⁰Texte extrait de l'article de Georgette Alary, in *Mémoire d'Oc*, déc. 92, n°21. J'ai rencontré l'auteur ; cf. IV, 3

travaillait mais qui a sauvé pas mal de gens de la noyade ; (...) un jour de noces au restaurant Rimbaud où l'oncle et la tante sont successivement tombés de leur barque, à l'eau, tout habillés. Plus dramatique, le souvenir des terribles inondations de septembre 1933 qui provoquèrent la mort de onze personnes. [suit ici la citation du récit de cet épisode par les frères Lange] Les frères Lange sont heureux de voir le Lez aujourd'hui dompté. Il se réjouissent aussi de la réapparition des guinguettes et des bateaux sur l'eau qui leur rappelera, non sans quelque nostalgie, leurs années de jeunesse. »

Le discours municipal, empruntant la voix de personnages emblématiques - des témoins directs, dont une écrivain dans une revue éditée par des amateurs d'histoire locale, et "La" spécialiste du Lez, amateur elle aussi⁵¹, dont l'ouvrage faisait désormais référence - était d'une limpidité exemplaire. La guinguette du Père Louis était bel et bien amarrée au souvenir véridique et ludique de son ancêtre du même nom : c'était un fait désormais historiquement prouvé et mis en avant ; des anciens montpelliérains s'adressaient à leurs pairs, usant pour cela de notions et termes toponymiques qu'eux seuls étaient susceptibles de connaître, offrant ainsi au lieu revisité par les nouvelles barques la valeur historico-sentimentale du témoignage, devant laquelle les lecteurs du journal municipal ne pouvaient que s'incliner respectueusement ; enfin, on n'évoquait la saleté du Lez et sa dangereuse propension à sortir de son lit que pour mieux louer les progrès accomplis depuis les nouveaux aménagements effectués depuis les dernières années sur le capricieux petit cours d'eau. Les futurs candidats à la promenade fluviale n'arriveraient pas sur un terrain vierge, mais seraient au contraire les héritiers d'un passé qu'ils contribueraient à faire revivre. Les souvenirs, les récits, et les imaginaires collectifs se mélangeraient bientôt pour ne plus composer qu'une seule et unique image, celle d'une barque évoluant au fil de l'eau, mue par le vigoureux mouvement des bras d'un jeune homme souriant à sa compagne. Les immeubles de Port Marianne et le

⁵¹J'ai tenté de rencontrer Liliane Franck, au même titre que je l'ai fait avec d'autres historiens amateurs (Cf. IV, 3). Mais elle avait déménagé et quitté la région montpelliéraine plusieurs années avant le commencement de mon enquête.

futur port Jacques Cœur ne manqueraient pas d'être touchés par la grâce de ce tableau idyllique...

Un an plus tard, une partie de l'équipe municipale était détachée aux côtés du Maire pour inaugurer l'extension du plan d'eau : un seuil avait été construit sur le Lez, permettant de surélever le niveau du fleuve et de doubler ainsi la longueur de la promenade. On pouvait désormais ramer sur environ un kilomètre en remontant le Lez jusqu'au restaurant Rimbaud, unique vestige des réjouissances fluviales passées. Aux alentours de la guinguette du Père Louis, où se massait une centaine de personnes noyées dans un bavardage animé et bruyant, quatre panneaux avaient été installés, présentant chacun un thème lié au passé du Lez : sa flore exceptionnelle apportée par les pollens transportés dans les laines débarquées au Moyen Age depuis les ports de toute la Méditerranée⁵², ses moulins à eau, ses joyeux baigneurs et ses laborieuses lavandières. Quelques photographies, de courts textes agrémentés des mêmes citations que celles qui un an auparavant explicitaient l'opération dans *Montpellier notre ville*, et les bords des affiches comme roulés et un peu brûlés, à la manière des cartes de ces restaurants dont les propriétaires vantent le caractère typiquement traditionnel. Il n'y avait pas eu visiblement d'effort particulier pour donner un caractère spécifiquement documenté à la manifestation. Le Maire s'était d'ailleurs déjà attelé à la tâche dans son éditorial

⁵²Extrait d'un petit texte explicatif fourni par les Archives municipales au service Communication de la Ville :

« C'est dans le commerce des laines qu'on comprend le mieux l'importance du Port Juvénal sous l'Ancien Régime. Le Languedoc tire alors une partie de sa richesse de la fabrication de couvertures de laine. La matière première est souvent importée du Levant, de Barbarie ou d'Espagne ; ce commerce est financé par les "capitalistes" marseillais avec qui les marchands montpelliérains sont associés. Il faut d'abord laver les laines à leur arrivée à Montpellier. Mises en ballots, elles sont ensuite revendues sur les marchés régionaux (Pézenas, Montagnac). Transformées dans les manufactures régionales ou dans des ateliers de fabricants, la laine revient à Montpellier au bureau de marque, au Lanéficé installé au Pont Juvénal. C'est donc deux fois dans le circuit de la laine que celui-ci intervient.

Sur les bords du Lez, à l'emplacement du port, une flore "exotique" a poussé, la "flora juvénalis", espèces venues du Levant, d'Afrique, transportées dans les cargaisons de laines brutes et semées par le hasard. »

Ces rappels historiques sont signés Mireille Lacave, ancienne directrice des Archives municipales, que j'ai rencontrée pour un entretien le 13/3/97. Cf infra, 3.

au journal du District *Puissance 15*, dès avril 96, en replaçant l'histoire du rapport au Lez dans le contexte du passé millénaire de la ville. « *Tout retard a du bon. Lorsqu'au début du IIème siècle, pour la huitième fois, une inondation allait ravager la huitième ville de Lattara, l'actuelle Lattes, les populations épouvantées allaient abandonner pour des siècles et des siècles les bords du Lez. Ainsi se constitua à quinze minutes à pied de la Comédie, une rivière sauvage, bucolique et romantique, patrie des oiseaux, des canards, des ragondins, des poules d'eau, des écrevisses, des lavandières, des jouteurs, des pêcheurs et des amoureux en canot à la guinguette du Père Louis ou à Rimbaud et enfin des premiers utilisateurs de la piscine au fil de l'eau dans les années 30.* » Suivaient ensuite divers épisodes d'une chronique mêlant dates épiques et hauts-personnages, jusqu'à l'entrée de l'actuelle équipe municipale sur la scène historique de Montpellier : « *En 1987, l'Hôtel de Région, ouvert sur la rive gauche du Lez, franchissait pour la première fois la rivière.* » Puis venait Port Marianne, enfant du Lez ré-aménagé, amené dans le cours du récit de manière à ce que le projet s'inscrive naturellement, avec l'évidence d'une logique que l'histoire de la ville et de son fleuve ne pouvait démentir. Le Maire, en remontant le temps, intégrait le futur de Montpellier dans cette longue descente au fil de l'eau qu'il avait entrepris de conter, dans laquelle présent et passé se conjugaient pour mieux parler d'un avenir qui cherchait à s'imposer. En permettant qu'à nouveau des barques naviguent sur le Lez, la municipalité semblait raccrocher là un maillon essentiel du passé montpelliérain, qui autorisait désormais à se laisser filer en toute confiance vers la suite de cette histoire élaborée, bâtie et transmise par un Maire visionnaire. « *Aujourd'hui, Port Marianne est réalisé à 30%. La suite continuera dans les vingt ans qui viennent. Le port sera creusé en 1997 et 1998, Parc Marianne sera planté l'an prochain. La place de la Comédie n'est plus une frontière, c'est le cœur battant de Montpellier. Du chiffre zéro qu'était la Montpellier médiévale dans les murailles de la commune clôture, Montpellier est devenue un Huit dont la place de la Comédie est l'intersection et dont les deux anneaux sont constitués par l'Ecusson et Antigone. Le Lez n'est plus une frontière, c'est un fleuve urbain.* » Les frontières du passé étaient abolies. La

municipalité montrait ainsi sa capacité à absorber au mieux l'héritage de l'histoire de la ville : en le respectant et le revivifiant, mais aussi en assumant de s'en affranchir. L'histoire locale était la référence suprême, toujours adéquate pour positionner les initiatives de la Mairie. Le choix même de la flore à implanter sur les rives du Lez nouvellement aménagé ne dérogeait pas à la règle : « *La palette végétale mise en œuvre est totalement adaptée à l'histoire de la flore du site : héliophytes strictes, disons pour les gens comme moi qui ne comprennent pas les mots savants, la massette, la salicaire et la lysimaque vulgaire, plantes des zones émergées (joncs et scirpes) graminées comme la fétuque rouge, ditylédones comme la pimprenelle et enfin des espèces florifères ou herbacées, comme la grosse marguerite, l'iris jaune, la saponaire de Montpellier ou encore la sauge officinale, trésor de la pharmacie médiévale de Montpellier. Le miracle est accompli par la grâce des ingénieurs du XXème siècle, héritiers des créateurs de l'herbier de Montpellier, le premier de France et d'Europe au XVIème siècle.* » Georges Frêche, qui se posait comme un grand connaisseur de l'histoire de la ville qu'il administrait, revendiquait pourtant un statut de non-spécialiste. C'était en fait pour mieux rattacher les nombreux rappels au passé qu'il faisait dans son éditorial à un quotidien éprouvé par tous les montpelliérains : il prouvait ainsi que les événements qu'il évoquait ne devaient pas seulement toucher une élite, mais que chacun saurait trouver en eux un écho dont il pourrait tirer quelque chose pour mieux appréhender le présent de la Montpellier d'aujourd'hui. Cela impliquait qu'il partageait, lui qui était finalement comme tout le monde, son attrait pour l'histoire locale avec tous les montpelliérains : il ne faisait alors que répondre à un courant généralisé en replaçant la ville dans son histoire, et offrait ainsi à la nouvelle Montpellier, celle du futur qu'il s'appliquait à dessiner, toutes les chances d'être intégrée par la majorité des habitants. Mais chacun devait cependant rester à sa place : lui demeurait à celle du professeur, dispensateur de savoir, image du pouvoir, et les lecteurs à celle des montpelliérains, impressionnés par cette leçon d'histoire, d'urbanisme, et même de botanique que leur avait dispensée leur Maire. En effet, s'il affirmait ne pas comprendre

les mots savants, il ne se privait pourtant pas d'en faire une liste quelque peu rébarbative...

Et voici la conclusion de l'éditorial : « *Le 1er Juin 96, à deux pas du Conseil Régional, de la Mairie et de la nouvelle Faculté de Droit et des Sciences Economiques, les canoteurs pourront découvrir le monde magique du calme et du silence d'une rivière qui remonte le temps.* » Le Conseil Régional, investi pour l'heure par l'équipe de Jacques Blanc (UDF), représentait l'enjeu de la prochaine bataille électorale à venir⁵³ ; la Mairie était le pouvoir en place ; la faculté symbolisait le savoir ; "à deux pas" de tout cela, on serait désormais confronté à l'histoire, garante d'un avenir prometteur...

Voilà justement que le Maire arrivait, ce 29 juin 96, sur la terrasse de la guinguette du Père Louis. On lui tendit immédiatement un micro HF tandis qu'un employé municipal le suivait, à quelques mètres de distance, avec un haut parleur sur roulettes. Sans papier, sur le ton de la conversation-monologue, Georges Frêche commença alors son discours d'inauguration. Aujourd'hui était une date historique puisque précisément on renouait avec le passé. Et cela ne faisait que commencer, puisque la municipalité avait le projet de ré-aménager une piscine dans l'eau du Lez, sur le modèle de celle qui existait dans les années 30, et de construire deux nouvelles guinguettes vers le futur port Jacques Cœur. L'intervention du Maire mêlait aussi étroitement passé et avenir que dans l'écriture de son éditorial. Du tableau figé des nageurs en costume de bain rayé à l'image du nouveau bâtiment de la Mairie qui devait s'élever dans quelques années à l'emplacement des immeubles de la Grappe⁵⁴, le présent apparaissait comme une parenthèse, noyé dans l'atemporalité d'un récit d'où ne subsistait qu'une seule figure actuelle, celle du narrateur lui-même, solidement inscrit dans la marche du temps qu'il s'appliquait à organiser. La municipalité précédente, administrée par l'ancien Maire François

⁵³élections régionales, 15 mars 1998, remportées par Jacques Blanc.

⁵⁴Ces deux petits immeubles en barre datent des années 60. Ils sont habités par une communauté gitane largement stigmatisée par les habitants voisins.

Delmas, s'était rendu coupable d'avoir laissé tomber en ruine l'architecture des bords du Lez ; aujourd'hui, elle serait restaurée, et l'affront fait à la mémoire de la ville serait réparé au nom d'un passé qu'il fallait perpétuer pour savoir aborder la suite de l'histoire. Les Anciens de l'Amicale de la piscine furent conviés à converser avec Georges Frêche, qui réveillait les souvenirs avec force claques dans le dos et un accent du Midi plus prononcé qu'à l'ordinaire. Le haut-parleur grésillait, et il était bien difficile de capter la saveur des propos tenus ; mais l'essentiel était de saisir la bonhomie qui transparaissait de la rencontre entre le Maire et ces cinq septuagénaires témoins d'un autre âge, preuve supplémentaire de la faculté de l'homme politique à se fondre à travers les époques pour mieux se révéler dans le présent.

Madame Dewast et son assistante distribuaient parcimonieusement le dossier de presse relatifs à la manifestation. Tout le monde n'y avait pas droit. Il était « *réservé aux journalistes et aux autres, ceux qui suivent le Maire dans toutes ses actions, et les présidents d'association, les gens comme ça, quoi* », comme me l'expliqua une dame qui tenait le sien fermement serré sous son bras, « *moi, continua-t-elle, si j'en ai un c'est normal, c'est que je suis une fan de Frêche !* ». Elle était infirmière de nuit, et se félicitait d'avoir pu se faire remplacer pendant toute la durée de la campagne pour les élections municipales de 95 afin de pouvoir assister à la totalité des meetings organisés par la municipalité sortante. La dernière inauguration qu'elle avait suivie, à laquelle elle avait été conviée par carton d'invitation⁵⁵, avait été éblouissante : elle évoqua en effet le beau discours prononcé par le Maire, deux semaines auparavant, à la piscine olympique d'Antigone. Je n'entrais quant à moi dans aucune catégorie bénéficiant d'un dossier de presse... Les deux détentrices de cette marque de

⁵⁵La plupart des inaugurations étaient annoncées la veille dans le quotidien local *Midi Libre* ; ceci quand elles étaient ouvertes à tous. Mais lorsqu'il s'agissait de manifestations plus prestigieuses, les journaux ne les mentionnaient qu'en commentant, le lendemain, leur déroulement. Il fallait alors, pour pouvoir y assister, un carton d'invitation - envoyé aux militants PS, aux présidents des associations concernées par l'inauguration, aux journalistes, aux directeurs d'équipements culturels,...

L'inauguration du plan d'eau était "publique" ; ce qui n'empêchait pas le service Communication de la Ville d'envoyer des cartons aux invités figurant sur la liste des habitués.

distinction m'ignorèrent superbement, creusant encore un peu plus le fossé qu'il y avait désormais entre nous - m'incitant d'autant plus à trouver incongrue la bonne mine du Premier adjoint Raymond Dugrand, qui ne semblait pas tout juste sorti d'un infarctus... D'autres adjoints, notamment celui à l'environnement et celui à la culture, secondaient le Maire dans son entreprise. Disséminés dans l'assistance, ils continuaient de s'entretenir distraitemment, en privé, sans micro, avec les montpelliérains qui s'étaient déplacés à l'inauguration - tandis que Georges Frêche s'était embarqué sur un bateau des sapeurs pompiers pour couper le ruban tricolore qu'on avait installé d'une rive à l'autre du Lez. Il avait emmené avec lui son micro, et sa voix tonitruante ne cessait de s'émerveiller sur la beauté romantique du cours d'eau qu'il s'apprêtait à remonter jusqu'au parc municipal Rimbaud. La dizaine de barques, auxquelles on avait pour l'occasion adjoint un moteur, attendaient les candidats à la promenade. Le Maire, debout sur son bateau rouge-pompier, les invitait à se lancer dans l'aventure, les appelant par leur nom, n'oubliant jamais de préciser leur identité professionnelle ou sociale, de conter une anecdote à leur sujet, de commenter leur descente de l'escalier de bois jusqu'au ponton puis dans les embarcations.

Deux cars avaient été mis à disposition pour convoyer ceux qui n'avaient pas trouvé place sur une barque. On retrouvait ici ceux qui n'avaient pas obtenu le dossier de presse, symbole honorifique et sésame pour s'approcher au plus près des personnalités municipales. Le trajet était très rapide, ne laissant pas le temps aux voyageurs d'établir un lien entre eux. Devant la guinguette, chacun était plongé dans l'anonymat que procurait la logorrhée entêtante du Maire ; dans l'espace clos de l'intérieur du car, tout le monde était en quelque sorte à découvert. Georges Frêche n'était plus là pour justifier à lui seul notre présence à tous, et le groupe que nous formions apparaissait soudain comme déstructuré et sans raison d'être. Personne ou presque ne parlait ; l'atmosphère ressemblait à celle d'une salle d'attente de médecin. Tout reprit ensuite un sens lorsque nous nous trouvâmes devant le buffet dressé sur la pelouse du parc Rimbaud.

L'ambiance champêtre était entretenue par les napperons à carreaux rouges et blancs disposés sur les tréteaux. Tout le monde se rejoignait ici, les heureux élus tout juste débarqués de leur promenade sur le Lez et les autres, impatients de participer à nouveau pleinement à la manifestation. Les barques, pilotées par des employés municipaux, repartaient d'ailleurs vers la guinguette en emmenant ceux qui n'avaient pas pu profiter du premier voyage ; mais la plupart d'entre eux préféraient continuer de suivre le déroulement de l'inauguration plutôt que de s'exclure à nouveau de l'assemblée en rejoignant, en sens inverse, ce que d'autres avaient fait en compagnie du Maire. Georges Frêche commençait justement de commenter, en compagnie de l'adjoint à l'environnement Christophe Moralès, trois panneaux présentant les travaux effectués pour aménager le nouveau plan d'eau. L'auditoire était plutôt réduit, car de nombreuses personnes étaient encore dans les barques ou déjà rassemblées autour du buffet. Dix minutes ont suffi au Maire pour achever l'exposé ; Christophe Moralès avait semblé vouloir approfondir les explications, mais il n'a pu garder le micro que le temps de débiter une phrase, vite coupée par Georges Frêche visiblement pressé de passer à l'étape suivante de l'inauguration.

Bras dessus bras dessous, les cinq membres de l'Amicale de l'ancienne piscine posaient, le pied en l'air, pour une photographie. Le Maire les rejoignit, leva lui aussi le pied, et le petit oiseau n'eut plus qu'à sortir pour immortaliser ce symbole de gaieté et d'amitié entre un Maire et ses administrés. Le micro avait été abandonné, Georges Frêche naviguait dans un autre registre de la représentation. Il était maintenant dans un rapport d'intimité - une intimité qu'il rendait volontairement spectaculaire en baissant la voix, en se penchant vers ceux auxquels ils s'adressait, en les regardant droit dans les yeux - mais qu'il était facile de transgresser grâce à l'application que le Maire mettait toujours à répondre tout juste assez fort pour qu'on l'entende. « *Oui, mais bien sûr que je vais l'aider* » « *Je vais régler le problème, ne vous inquiétez pas.* » « *Appelez Monsieur untel de ma part* » Tout ceux qui sont venus le trouver, certains avec

des lettres, d'autres avec des dossiers sanglés dans d'épaisses chemises en carton, ont obtenu les encouragements qu'ils attendaient et repartaient à la fois soulagés et fiers d'avoir pu approcher celui qu'on avait coutume de considérer comme inatteignable.

L'inauguration jouait ainsi sur un double registre. Une mise en scène du pouvoir, orchestrée par le discours du Maire, la distribution parcimonieuse des dossiers de presse, la sélection des personnes invitées à remonter le Lez aux côtés de Georges Frêche et, en contrepoint, une désacralisation des personnages politiques, présentés à l'occasion comme tout simplement humains, proches du public venu à leur rencontre - mais dotés cependant de qualités si exceptionnelles qu'elles renforçaient en fait les traits de l'image qu'ils continuaient finalement de donner d'eux-mêmes : tellement disponibles, tellement prompts à rendre service, tellement au fait de tous les cas particuliers, tellement comme ce qu'on espérait d'eux, qu'ils rejoignaient alors leur place première, celle qu'ils se réservaient dans le jeu de représentation politique.

Sur la table du buffet, un dossier de presse avait été oublié par un privilégié négligent. Je m'en emparai avec une avidité qui me surprit, moi qui n'étais là que pour observer une situation dont je me sentais étrangère... J'étais malgré moi prise dans la stratégie mise en œuvre par la municipalité qui avait fait de cette brochure un objet de convoitise et de distinction. Il représentait pour moi une partie de ce qui m'avait été ostensiblement refusé par Madame Dewast, donnant ainsi là aussi une importance surdimensionnée au dossier de presse. Je n'avais pas su m'en tenir à étudier le déroulement de l'inauguration, sans états d'âme, sans curiosité exacerbée, en demeurant extérieure aux tenants et aboutissements de la manifestation. L'obtention de ce dossier de presse était devenu un enjeu qui semblait conditionner la bonne conduite de mon enquête. Je me trouvais presque finalement dans une position d'observatrice participante, alors que je ne faisais rien d'autre que d'assister au processus de

l'inauguration. Cela représentait bien le pouvoir d'attraction que dégageait le mystère entretenu par les différentes mises en scènes municipales...⁵⁶

L'assemblée s'était peu à peu clairsemée, et le départ du Maire - non par voie fluviale, mais dans une voiture qui l'attendait à l'entrée du parc - encouragea les derniers fidèles à prendre le chemin du retour. Il n'y avait pas autant de monde dans le car qu'à l'aller : il avait déjà effectué plusieurs voyages pour ramener les plus pressés. La tension qui régnait dans le véhicule une heure auparavant était totalement tombée. Nous n'étions plus dans une salle d'attente de médecin, mais tout simplement en train d'emprunter un transport en commun. L'inauguration était bien terminée. A notre descente du car, une petite dame âgée remarqua le ruban tricolore qui flottait encore dans la nonchalance du courant du Lez : « *Et voilà, c'est fini... Maintenant il ne reste plus qu'à ramer.* » Et elle s'éloigna, en s'éventant énergiquement avec son dossier de presse.

A Montpellier, il y avait une autre occasion que celles offertes par les inaugurations pour approcher, et surtout entendre, le Maire. En effet, les qualités d'historien - du Droit romain, certes, mais cette spécialité n'était que très rarement mise en avant au profit de l'autre, plus généraliste et mieux appropriée à la démarche communicante de la municipalité - de Georges Frêche étaient mises à contribution en diverses circonstances, pour présenter l'histoire de Montpellier ou intervenir sur un point plus pointu à la demande de quelques associations.

⁵⁶Le dossier de presse ne contenait d'ailleurs, bien sûr, aucune révélation fracassante. L'énumération des cinq têtes de chapitre qui le constituaient suffit à en rendre compte :

1 : Le Lez : une rivière qui remonte le temps

2 : Le nouveau plan d'eau du Lez : la technique au service de la nature

3 : Fiche technique

4 : Rappel des grandes étapes de l'aménagement du Lez

5 : Histoire d'une rivière sauvage, romantique et bucolique

Tous les passages historiques étaient extraits de l'éditorial du Maire dans *Puissance 15*. Ils prenaient, comme à l'accoutumée, une large place aux côtés des données techniques du dossier.

Le 19 septembre 96, le Maire ouvrait ainsi le cycle de conférences publiques sur la civilisation méditerranéenne organisé par l'Amicale arménienne de Montpellier "afin de promouvoir la culture méditerranéenne et de faire revivre l'église Saint Matthieu", comme l'indiquait le prospectus distribué aux auditeurs. Le thème de son intervention était : "Les croisades et le dernier royaume arménien de Cilicie". Une table sur tréteaux avait été installée devant l'autel de l'église Saint Matthieu. Un tissu bleu-montpelliérain recouvrait la planche de contreplaqué, et deux bouquets de lys blancs encadraient les places réservées au Maire et au président de l'Amicale. Georges Frêche est arrivé à l'heure, accompagné du chef du protocole de la Ville. Un murmure intimidé parcourut l'assemblée quand il traversa l'édifice religieux pour s'installer derrière le micro. « *C'est un grand honneur pour nous...* », commença l'organisateur pour introduire le conférencier qui baissait modestement les yeux vers les ouvrages qu'il avait apportés pour nourrir son propos. Tous les bancs de l'église étaient occupés par un auditoire attentif. Ils étaient environ une centaine à s'être déplacés : des personnes plutôt âgées, parfois accompagnées par leurs enfants et petits-enfants, et qui semblaient toutes se connaître et entretenir les liens d'une communauté que leur président revendiquait comme vivante et florissante. Armé d'un bloc et d'un stylo, tout le monde était prêt à prendre des notes ; certains même étaient équipés d'un dictaphone pour enregistrer la conférence du Maire.

Georges Frêche commença par admirer - et faire admirer, surtout - les bijoux de l'église Saint Matthieu : des sculptures de bois chromés et des vitraux - qui seraient bientôt restaurés. Le président de l'Amicale opinait largement du chef pour louer cette initiative municipale permettant peu à peu de rénover l'édifice qui représentait la communauté. Après la journée qu'il avait passée avec le premier Ministre Alain Juppé pour inaugurer un lycée puis se livrer à nombre de cérémonies politiques, le Maire disait se réjouir de se trouver ici, à parler d'Histoire, à se fondre dans l'univers intemporel du passé exhumé, commenté et célébré. « *J'aime les grandes civilisations* », expliqua-t-il en parlant des

Arméniens, « *et je ne dis pas ça pour vous faire plaisir : les Municipales, c'est dans cinq ans !* ». Il s'appliquait à donner un ton détendu et franc à son intervention. Il se vantait de savoir raconter des histoires et de se libérer ainsi de la réputation d'ennui et d'hermétisme habituellement associée aux conférences professorales. Il se posa d'ailleurs d'emblée comme « *spécialiste de beaucoup de choses, mais pas de l'Arménie.* » Mais il avait beaucoup lu sur le sujet, il ne pourrait donc pas tout nous raconter « *parce que je tiendrais six heures ! J'ai une mémoire d'enfer* », précisa-t-il, sans fausse modestie, tout à son entreprise d'élimination de la langue de bois. Il allait procéder ici comme on le faisait à l'oral de l'agrégation, expliqua-t-il, dont le principe était de laisser croire qu'on était spécialiste du sujet que l'on traitait alors qu'on n'y avait seulement travaillé que quelques heures auparavant. Une fois encore, les "spécialistes" étaient portés au pilori, apparaissant ainsi comme une catégorie que le Maire, de connivence avec un auditoire conquis, classait implicitement dans le camp des imposteurs. C'était en effet ceux qu'il présentait comme étant le plus au fait des thèmes qu'ils traitaient qui, par leur érudition élitiste, tentaient de mettre à mal un savoir partagé par le plus grand nombre. C'était paradoxalement ceux-là qui se trompaient - et les querelles tenues à propos du baptême de Clovis, dont on fêtait cette année-là les 1500 ans, dérivait de l'ignorance de ceux qui alimentaient en haut-lieu le discours historique. Il se situait, lui, entre les deux courants : juste assez savant pour démasquer les erreurs des grands, mais pas assez pour se désolidariser de ceux à qui il prêchait le vrai. Et pour ce faire, il usait de sa faconde pour livrer une avalanche de dates, de noms, de références énumérés à une vitesse effrénée, dans un désordre que seules ses nombreuses digressions politico-personnelles pouvaient quelque peu structurer. Il n'y avait en effet finalement que ce qu'il semblait confier au public, ses commentaires hors de propos déguisés en digressions enrichissant le récit - descriptions enflammées des églises byzantines, remarques liées à la politique actuelle, souvenirs d'autres conférences sur un sujet plus ou moins proche - qui ressortait de l'exposé. Ces confidences livrées au hasard du récit constituaient

en fait une trame plus cohérente que les allers et retours chronologiques utilisés par le conférencier pour traiter du thème proposé. Elles représentaient ce qu'on pouvait et devait capter : le Maire en savait tellement long sur le sujet, avec tellement de précision, qu'il devait entrecouper son propos de quelques respirations ludiques ; le Maire avait une culture universelle, qui débordait joyeusement des cadres qu'on voulait lui imposer ; le Maire était le Maire, et ne résistait pas à se positionner sur des événements historiques qui pouvaient se rapprocher du présent municipal. En se démarquant volontairement des historiens professionnels, en prenant presque le contre-pied de sa réputation de professeur, il rendait plus exceptionnelle encore son intervention : le nombre des dates qu'il y citait en devenait plus spectaculaire, les très légères hésitations qu'il semblait éprouver lui donnaient une dimension plus humaine d'autant plus touchante et impressionnante, et si, tandis qu'il annonçait qu'il ferait le « *survol* » de l'histoire des Arméniens avant de « *démarrer le vif du sujet* », il n'avait pas même abordé le premier point prévu après une heure et demi de monologue, on lui pardonnait volontiers son indiscipline, conquis par l'abondance de ce qu'il avait offert avec tant d'enthousiasme. Ainsi apparaissait, par les artifices d'une mise en scène bien réglée, un Maire-historien confondant d'érudition mais désireux et capable d'en transmettre une part - la plus abordable bien sûr, celle qu'il livrait dans ses digressions, le reste étant trop "spécialisé" pour être traduit et demeurant ainsi inatteignable, éblouissant - à un public tout prêt à se laisser emmener par l'histoire qu'on lui raconterait.

Chaque année, en octobre, les panneaux municipaux d'informations annonçaient la Journée d'accueil des nouveaux montpelliérains. Au programme : présentation par Raymond Dugrand des maquettes exposées dans le hall de l'Hôtel de Ville, suivi d'une visite guidée du centre historique de Montpellier, puis présentation par Georges Frêche de l'équipe municipale, et enfin buffet de produits régionaux offerts par les producteurs locaux et exposition de stands informant les nouveaux montpelliérains sur les différentes

associations para-municipales de la ville. Il suffisait de s'inscrire à l'office du tourisme pour recevoir ensuite une invitation.⁵⁷

Les nouveaux montpelliérains - et les autres qui, comme moi, avaient quelque intérêt à suivre le déroulement de la manifestation, avaient rendez-vous à neuf heures dans le hall de la Mairie. Raymond Dugrand, le cheveu blanc neige et la voix métallique, tentait alors de communiquer à l'assemblée sa flamme pour le projet Port Marianne. Les maquettes l'aidaient à concrétiser son discours, tandis que la virtualité du port offrait au contraire à l'ensemble ce parfum d'imaginaire et d'espoir qui donnait tout son souffle au propos du Premier adjoint. Pour la plupart des personnes qui l'écoutaient parler, Port Marianne n'existait pas, pas même par ces quelques premiers immeubles qui commençaient de poindre sur les bords du Lez. Leur seule perception du projet était celle que leur décrivait Raymond Dugrand à travers le Plexiglas et le carton des maquettes. Montpellier, telle qu'on leur présentait la ville, c'était ça : c'était une ville qui allait devenir autre, c'était une ville qui serait à l'image des miniatures exposées dans le hall de la Mairie ; elle incarnait cette image qui leur était livrée comme étant le reflet d'une réalité future, plus vraie encore qu'un présent trop éphémère pour peser dans l'histoire de la ville.

Des groupes ensuite étaient formés, suivant l'ordre d'inscription à l'Office du tourisme, pour assister à la visite du centre historique. On invitait ainsi les participants de la Journée des Nouveaux Montpelliérains à voyager dans le temps. Après le saut vers un Port Marianne en devenir, on se retournait vers l'architecture classique des hôtels particuliers de l'Ecusson. Comme dans les interventions de Georges Frêche, comme dans le journal municipal, passé et futur s'entremêlaient pour mieux phagocyter un présent à oublier au profit d'un rêve atemporel d'un urbanisme qui saurait traverser les frontières du

⁵⁷J'y suis allée la première année de mon installation à Montpellier, un mois après mon arrivée : j'étais alors une vraie nouvelle Montpelliéraine ! J'ai été impressionnée par l'énergie mise en œuvre pour donner une image sympathique, dynamique et intégratrice de la ville. Deux ans plus tard, je ne suis pas passée par l'office du tourisme pour assister à nouveau aux diverses réjouissances proposées. Cela ne m'empêcha pas de pouvoir les suivre toutes, organisées chaque fois de manière parfaitement similaire, et même de me voir gratifier de la traditionnelle rose d'accueil distribuée par des hôtes à l'entrée de la salle de conférences du Corum.

temps. Les projets architecturaux de la municipalité dialoguaient avec l'histoire de la ville qu'on voulait nous faire désormais découvrir. Pendant près d'une heure, les différents groupes se croisaient dans l'Ecusson, au rythme des commentaires des guides engagés pour l'occasion. Le ton avait une neutralité professionnelle qui tranchait avec le lyrisme de Raymond Dugrand. La grandeur du projet Port Marianne n'en n'apparaissait que plus enthousiasmante : Montpellier aurait la force de porter son histoire plus loin que dans les livres et les récits stéréotypés des spécialistes d'histoire de l'art ; jusque vers la mer.

A onze heures, tous les groupes convergeaient vers le Corum⁵⁸ pour assister à la présentation de l'équipe municipale par le Maire. Ce 19 octobre 96, comme les autres années où j'avais assisté à cette manifestation, il y avait déjà beaucoup de monde installé dans la salle de conférences. Les membres du conseil municipal étaient assis sur une estrade, face aux quelques six cents sièges réservés au public. Georges Frêche était debout, devant un pupitre. Après avoir présenté, un à un, les conseillers présents - les socialistes et les RPR et UDF frêchistes, comme le Maire les avait qualifiés - et lui-même, *« moi, j'ai une base de départ, je suis socialiste, indépendant quand même, à la Jaurès. Mitterrandiste, juste ce qu'il fallait. Quand c'était bien, quand c'était pas bien, nous gardons notre liberté de pensée. Là, actuellement, je suis plutôt jospiniste, même pas mal, beaucoup plus que mitterrandiste. »*, il se lança dans l'exercice de ce que tout le monde semblait attendre, le récit de l'histoire de la ville de Montpellier. *« Alors maintenant, quelques mots pour vous parler de la ville. Très vite, je ne vais pas rentrer dans le détail. Parce que ça m'est arrivé de repartir pour une heure ! »* Il parla pourtant presque une heure et demie, en citant autant de dates que lors de sa conférence pour l'Amicale arménienne, avec autant de facilité à emmener son auditoire dans les

⁵⁸Cet imposant bâtiment, opéra et palais des congrès, fut conçu par l'architecte Claude Vasconi et inauguré en 1987. Il est désormais l'un des symboles de la nouvelle modernité impulsée à la ville par l'actuelle municipalité, lieu phare de Montpellier organisatrice de nombreuses manifestations internationales (Euro-médecine, Festival Montpellier Danse, ...) et seconde plus grande salle d'opéra de France après celle de l'opéra Bastille à Paris. Sur les panneaux bruns qui invitent les automobilistes à quitter les autoroutes pour visiter les joyaux touristiques de la France, c'est l'image de ce bâtiment qui a été choisie pour annoncer et représenter Montpellier.

désordres de l'histoire qu'il racontait. Il s'appliquait à célébrer le haut niveau culturel qui avait presque toujours régné à Montpellier, accompagné d'un climat de tolérance qui faisait se côtoyer médecins juifs, arabes et catholiques dans les murs de la célèbre faculté de médecine de la ville. Les nouveaux Montpelliérains étaient les héritiers de cette culture méditerranéenne qui faisait aujourd'hui de Montpellier une des capitales du sud :

« Et lorsque le rabbin Benjamin de Tulenne en parle au début du XIIème siècle, il dit qu'à Montpellier on parlait l'hébreu, l'araméen, l'arabe, le turc, le persan, l'espagnol, le yiddish, et d'une façon générale toutes les langues de la Méditerranée. Et c'est vrai que Montpellier a été pendant quatre siècles marchande, une grande ville du commerce. Elle a été fondée d'entrée grâce à l'intelligence en particulier de Guilhem IV, sur une base de tolérance, assez rare en Méditerranée et prémonitoire je l'espère. (...) Donc, par exemple ici au XIIIème siècle, il y a eu ici, à la fac de médecine, deux doyens juifs, trois doyens musulmans et cinq doyens catholiques. Ceci parce que Guilhem IV avait décidé que pour enseigner la médecine ici, il fallait être compétent. Ce qui est quelque chose d'évident, mais c'est quand même sept siècles en avance sur le reste de l'Europe. »

Allant plus loin encore que devant le public venu l'écouter à l'église Saint Matthieu, où le Maire tentait toujours de ramener à lui un discours historique embrouillé d'où seules ressortaient ses réflexions personnelles, Georges Frêche se posait ici en acteur historique :

« A Montpellier, tout le monde a pu venir enseigner la médecine, qu'il soit musulman, qu'il soit de l'Ancien testament ou du Nouveau. Et ça, ça a été une force. C'est pour ça qu'il y a une importante communauté arménienne ici à Montpellier qui négociait avec nous du temps des croisades, beaucoup de marchands italiens, et c'est pour ça que Montpellier a développé des relations avec l'Orient, avec Byzance dès le XIème et le XIIème siècles, et que Jacques Cœur l'argentier originaire de Bourges, l'argentier de Charles VII a vécu ici vingt ans, il y a encore son hôtel particulier avec un magnifique musée, et il avait créé un port là où nous faisons Port Marianne. Port Marianne, quand on va commencer le creusement au Printemps prochain, 97, le creusement du port avec trois cents anneaux prendra deux

ans, 97-98, donc nous le ferons à l'endroit où Jacques Cœur a développé au XVème siècle le principal port de la Méditerranée à l'époque où la France n'avait pas de port sur la Méditerranée en dehors d'Aigues Mortes, qui commençait à s'ensabler, et d'où Saint Louis avait fait partir la croisade. Donc la ville a été marchande et donc ça c'est la ville qui s'appelle aujourd'hui l'Ecusson. »

On passait ainsi, sans lien logique, sans transition aucune, entre les XI et XIIèmes siècles, le XVème siècle, et l'année où serait creusé, à l'initiative de Georges Frêche, le port Jacques Cœur. Le Maire faisait son entrée dans l'histoire de Montpellier, au même titre que son prédécesseur de Bourges. Il s'enrobait lui-même dans la confusion de son discours, il érodait les aspérités chronologiques pour mieux intégrer l'action de sa municipalité dans la temporalité historico-épique de son récit. Il se permettait de brûler les étapes d'une histoire qu'il donnait l'impression de contrôler jusqu'à en devenir lui-même partie prenante :

« Peu à peu Montpellier est devenue une ville de la Contre Réforme face à la huguenote Nîmes. Et c'est pour ça qu'entre Nîmes et Montpellier, il y a quatre siècles de chiens de faïence, parce que d'un côté il y avait les industriels, les banquiers, et de l'autre côté, il y avait les pontes de médecine, les chirurgiens et les gens de loi. Depuis une vingtaine d'années, il y a de bien meilleures relations entre Nîmes et Montpellier que depuis le XVIème siècle. »

L'incidence du Maire de Montpellier, à la tête de la ville depuis vingt ans, était telle qu'elle pouvait influencer sur le cours de l'histoire. Ainsi, non seulement il insérait son personnage dans le récit historique, mais il prenait part aux événements au point de pouvoir en inverser le sens. Il était plus qu'un acteur ; il était un décideur qui se chargeait à la fois du passé et du destin de la ville qu'il administrait.

Et c'est en cela qu'il se permettait de dénigrer les conclusions de certains chercheurs "parisiens" :

« C'est une ville ici qui regarde vers Paris. Elle n'a aucun lien avec Marseille, contrairement à ce que croient certains illuminés de la DATAR, mais on n'arrivera jamais à leur expliquer. Bien sûr, moi, j'ai l'air d'un vieil historien avec ma barbiche⁵⁹ quand je leur explique que les visigoths, les ostrogoths, les byzantins... Il n'y a jamais eu de lien entre Montpellier et Marseille. Montpellier a des liens un, avec Paris, deux, avec Toulouse, trois, avec Barcelone. Voilà la vérité historique sur le terrain. Le reste c'est de l'hallucination. »

Lui qui était intimement lié à l'histoire de Montpellier en connaissait mieux les subtilités que quiconque se contentait de l'étudier scientifiquement. Ici encore, il se positionnait contre ces spécialistes froids et distants, contre ceux qui n'entretenaient pas une relation quasi charnelle avec le sujet de leurs travaux. Lui qui n'était pas d'ici, lui qu'on appelait dédaigneusement, comme il le dirait un peu plus loin dans son intervention, "cet étranger de Mazamet" (Tarn) quand il n'était pas encore le Maire de Montpellier, lui qui était devenu assez Montpelliérain pour dénigrer ceux qui ne l'étaient pas, lui qui avait su s'intégrer à cette ville au point d'entrer dans son histoire, était plus apte à la comprendre - et à la diriger - que ceux issus d'un pouvoir centralisé de la capitale. Il avait uni son sort à celui de Montpellier, dont il avait décelé tous les secrets enfouis dans sa mémoire, et il l'aiderait désormais à passer dans le futur. Il associait en cela tous ces nouveaux Montpelliérains qui étaient venus l'écouter, et finalement aussi la plus large part des habitants de Montpellier, constituée presque entièrement par une population récemment installée dans la ville : s'ils voulaient bien l'accompagner, ils deviendraient eux aussi tellement Montpelliérains qu'ils pourraient être acteurs de cette histoire qu'il leur contait. Ils viendraient ainsi grossir le sillon que le Maire avait tracé pour eux depuis l'aventure de Jacques Cœur jusqu'au défi lancé à la Méditerranée retrouvée. Il suffisait de suivre le guide.

⁵⁹Georges Frêche ne porte pas de barbe ; il évoque ici l'image qu'il se fait des grands spécialistes - et surtout celle qu'il pense être représentative de la manière dont les perçoit son public.

3. LE DISCOURS DE L'ÉQUIPE MUNICIPALE : UNE HISTOIRE BIEN APPRISE

Pour mieux comprendre et analyser ce qui se jouait lors des interventions publiques du maire, je devais rencontrer les membres de l'équipe municipale qui participaient plus ou moins directement à l'élaboration du discours historico-politique de Monsieur Frêche. Et inversement, pour mieux saisir la valeur de ce que me diraient mes interlocuteurs, il fallait tout autant me référer à ce que j'avais pu observer dans l'attitude du maire héros des mises en scènes municipales. Les uns n'allaient pas sans l'autre, c'était bien un tout qu'il convenait de prendre en compte pour une analyse globale de la logique de communication de la Mairie. Je devais recomposer le schéma de l'équipe municipale comme un ensemble soudé d'interactions entre Georges Frêche, que toutes les circonstances m'avaient posé en acteur isolé mais qu'il fallait bien replacer au centre des enjeux municipaux, et ses collaborateurs, qui participaient à parachever la fabrication de son personnage de maire.

Mademoiselle Rames, jeune directrice des Archives municipales, me présenta un miroir quelque peu piqué de l'image du Maire-historien de la ville. Elle me reçut dans son bureau, au sommet de la petite tour Jacques d'Aragon, vestige du rempart médiéval de la ville, qui abritait les cartons d'archives municipales. L'odeur des vieilles pierres et des papiers poussiéreux contribuaient à donner au lieu l'atmosphère studieuse et recueillie qui l'habitait. Mademoiselle Rames avait visiblement prévu une large plage horaire pour notre rendez-vous, et semblait intéressée par le travail que je menais. Je lui avais expliqué au téléphone le thème de la recherche que j'avais proposé en réponse à l'appel d'offres de la mission du Patrimoine ethnologique, et elle avait très vite compris que le Maire était l'un des personnages déterminants de mon sujet. Elle avait

inlassablement les mêmes épisodes de l'histoire de la ville, elle semblait cependant regretter sincèrement de ne pas le voir exprimer ouvertement ses qualités de grand historien. Elle redevenait finalement en cela son élève, confiante et convaincue, en attente d'un savoir qu'il se devait de communiquer. Elle s'était permis un instant, entraînée par le plaisir de renouer avec un passé d'étudiante qu'elle tentait de raviver en ma présence, de mettre en défaut l'image du Maire-historien ; c'était pour mieux célébrer les réelles qualités - qualités cachées, que seuls ceux qui ne se laissaient pas prendre à la mystification du discours municipal savaient entrevoir - du Maire-professeur. Aux yeux de mademoiselle Rames, Georges Frêche disposait en fait de deux publics : celui qu'il réussissait à éblouir grâce à un vernis d'érudition historique, et celui qui connaissait sa réelle valeur universitaire, excusant toutes les facéties auxquelles il se livrait à chacun de ses discours. Elle contribuait ainsi à la mythification du personnage du Maire de Montpellier.

Il ne fallait en effet pas s'arrêter à la représentation d'un Georges Frêche qui tentait d'impressionner son auditoire à l'aide d'une panoplie de dates et de noms propres qu'il venait chercher dans les cartons des Archives municipales. Si bon nombre d'auditeurs succombaient dès ces premiers témoignages de connaissances, il fallait pourtant savoir ce que personne ou presque n'était justement sensé savoir : le Maire était un historien brillant, et ceux qui détenaient la clé de ce trait de sa personnalité formaient un club fermé d'individus - dont l'érudition permettait justement de déceler celle, intime et secrète, de Georges Frêche. Tout un pan de caractère se cachait derrière la représentation du Maire, auquel on ne pouvait accéder que si l'on était soi-même emprunt d'une certaine culture historique ; ou peut-être aussi, et même surtout, suffisait-il d'entrer dans le cercle de ceux qui connaissaient la biographie de Georges Frêche pour avoir l'avantage de percevoir un aspect faussement dissimulé de son personnage.

Ici encore, comme dans ce qu'on me laissait entrevoir tandis que je tentais d'obtenir un rendez-vous auprès du Maire ou de son Premier adjoint, la notion

d'ailleurs été l'une de ses élèves avant de soutenir un Doctorat en Histoire en 1993 à l'Université de Montpellier III - concernant l'économie et la vie des affaires à Montpellier dans les débuts de la Troisième République⁶⁰. Elle n'avait pas oublié les tourments qui assaillaient sans relâche l'esprit des doctorants, et se plaisait à les évoquer avec moi, qu'elle semblait considérer comme une complice lui rappelant un passé révolu qu'elle regrettait et fuyait à la fois. Ce fut en étudiante malicieuse qu'elle me parla de son ancien professeur et Maire qui se laissait trop fréquemment aller à des envolées lyriques, et qui, bien souvent, se laissait entraîner à émailler son discours d'erreurs criantes qu'aucun élève de l'assistance n'avait la vivacité ni l'audace de lui faire remarquer. Et c'était pourtant lui qui maintenant sollicitait ses services avant chaque inauguration pour glaner quelques références historiques à citer dans ses interventions. Tandis qu'elle évoquait ce qui pouvait s'apparenter à un retournement de pouvoir, la directrice des Archives municipales ne paraissait pas adopter le ton de la revanche, mais, encore une fois, tentait d'établir avec moi une connivence d'étudiante à étudiante. A moi qui cherchais à mieux connaître la logique du discours municipal, elle offrait son expérience d'ancienne élève du Maire, plus que celle qu'elle vivait désormais comme directrice des Archives de la Ville. Monsieur Frêche avait fait une remarquable thèse en Histoire, citée à l'Académie française, m'expliqua-t-elle, et maintenant, il faisait de la « *petite histoire* ». « *Il raconte toujours la même chose, avec toujours les mêmes références historiques. Pour les gens qui connaissent la ville, ça fait rire...* » Elle s'offrait le luxe de pouvoir transgresser les rapports de maître à élève. Elle n'était pas seulement de ceux qui pouvaient le mieux prétendre à connaître l'histoire de Montpellier, et par-là même les plus prompts à s'amuser des rengaines du Maire, elle était surtout le témoin de ce qu'elle considérait malgré elle comme un renoncement de la part de son ancien professeur. Si elle trouvait en effet quelque peu risible le discours ronronnant de Georges Frêche évoquant

⁶⁰Son Directeur de recherche était le Doyen de la faculté, Monsieur Lacave, marié à l'une de ses prédécesseurs au poste qu'elle occupait désormais. J'ai d'ailleurs, plus tard, rencontré Mireille Lacave pour un entretien. Cf infra, dans ce sous-chapitre

du secret - ostensiblement mise en évidence, tellement facile à violer et à dépasser qu'elle ne faisait que renforcer une distance tacite et factice - contribuait à construire l'inaccessibilité du Maire, éternelle image que rien ne pouvait altérer, ni le temps, ni les critiques, ni les erreurs commises par le personnage Georges Frêche, immédiatement effacées sous les traits de sa propre icône.

Une icône à laquelle Mademoiselle Rames s'empressait de restituer, si besoin en était, toute son autorité. Tandis en effet que j'évoquais mon projet d'étudier la logique de communication de la Ville, elle m'annonça tout net que la totalité du service de Madame Dewast n'était constitué que de vagues exécutants obéissants aux ordres du Maire chaque fois qu'il s'agissait de mener une opération amorcée par la municipalité. Elle n'accordait la paternité de toutes les campagnes de communication qu'à Georges Frêche, seul inspirateur et unique responsable du ton historico-sentimental employé dans les plaquettes et dossiers de presse diffusés par le service Communication de la Ville. Madame Dewast et ses collègues n'étaient que les instruments, les vecteurs disciplinés du pouvoir décisionnel du Maire. Mademoiselle Rames ne pouvait contenir un certain mépris lorsqu'elle constatait l'absence de latitude - et d'esprit d'invention - des employés d'un service qui ne faisaient qu'obéir aux ordres du chef. Elle me conseillait, pour la poursuite de mon étude sur l'influence de l'histoire locale dans la politique municipale, de ne pas prendre en compte les documents émis par le service Communication, à son sens dénués d'intérêt puisqu'ils n'étaient que les doubles flétris d'un original qu'il fallait aller découvrir dans le discours du Maire.

Selon la directrice des Archives municipales, rien finalement ne devait interférer entre le matériau que pouvait représenter un entretien avec Georges Frêche et la réflexion que j'avais à mener dans mon travail. Il n'y avait aucun intermédiaire qui puisse exprimer la nature de la politique de communication engagée par la municipalité mieux que le Maire lui-même. Mademoiselle Rames l'installait une fois encore sur un piédestal, détenteur d'une autorité

qu'il déléguait mais dont il était seul investi. Elle-même devenait alors l'une des représentantes de ce pouvoir qu'elle mettait spontanément en scène comme étant à la fois incontournable et inatteignable. Elle se désignait ainsi, au même titre que Madame Dewast, dans la vacuité de son travail, tout dévoué à refléter l'image du Maire. Plus les collaborateurs de Georges Frêche la rendaient nette et brillante, plus leur propre activité s'effaçait ; mais s'ils négligeaient de la mettre en valeur, comment donner un sens à leur présence aux côtés de Georges Frêche, comment affermir leur position vis-à-vis des administrés si, par leur propre renoncement, le Maire, l'autorité qui les régissait et les organisait en un sous-pouvoir cohérent, devenait soudain un personnage désacralisé ? Mademoiselle Rames s'était autorisée à sourire de la fougue mal maîtrisée du professeur Georges Frêche ; mais elle était bien vite rentrée dans le rang, étouffant la critique sous une rassurante chape de révérence.

En septembre 96, dans *Montpellier notre ville*, une petite note était publiée à la page culturelle du mensuel d'informations municipales :

« La Ville de Montpellier a décidé d'ouvrir le Comité de Rédaction du Bulletin Historique de la Ville de Montpellier⁶¹ à tous les historiens de métier ou amateurs qui aiment leur ville et désirent en faire partager leur mémoire et leurs connaissances. Les candidatures sont à soumettre au Comité de Rédaction qui se réservera le droit de publication. »⁶²

Les courriers étaient à adresser à Yves Larbiou, Maire adjoint délégué à la culture. Ce communiqué pouvait constituer pour moi une chance de me mettre en relation avec ces "historiens amateurs" dont je cherchais à analyser les motivations, leurs relations avec le Maire-historien et leur rapport au territoire

⁶¹Le premier numéro de cette revue, édité par les Archives municipales, date de décembre 1982, tandis que Madame Lacave était l'archiviste adjointe récemment nommée par la Mairie. En voici un extrait de la préface, rédigée par Georges Frêche :

« La création d'un Bulletin Historique de la Ville s'inscrit dans la même perspective. [la municipalité est particulièrement préoccupée par la valorisation du patrimoine historique de la ville]. Ce bulletin doit jouer un rôle d'impulsion vis-à-vis de la recherche historique sur Montpellier et ses proches environs, il doit soutenir par ailleurs l'action des sociétés savantes auxquelles nous devons déjà tant pour la connaissance de notre ville. »

⁶²in *Montpellier notre ville*, septembre 96, n°198

Port Marianne - produit par la municipalité qui l'enracinait dans un passé montpelliérain à reconquérir, à revivre, à s'approprier⁶³. J'espérais en effet pouvoir prendre connaissance des articles proposés par les candidats à la publication, que j'aurais ensuite contactés pour un entretien ultérieur. La secrétaire d'Yves Larbiou m'a à ce sujet aimablement conseillé d'appeler la directrice des Archives, qui, en tant que responsable de l'édition de la revue historique (édité par la Ville et les Archives municipales), avait la charge de collecter toutes les propositions. Mademoiselle Rames me reconnut instantanément au téléphone, et parut satisfaite de me voir persévérer dans ma recherche, à laquelle elle avait quelque peu participé en renouant pour l'occasion avec ses souvenirs estudiantins. Elle m'expliqua qu'il s'agissait là d'une décision du Maire, qui souhaitait ouvrir le comité de rédaction de la revue à d'autres que les universitaires et conservateurs qui le composaient actuellement, et tenter ainsi d'en diversifier le lectorat. Personne pour le moment n'avait encore répondu à l'annonce, mais elle m'assurait - si Yves Larbiou lui en laissait l'autorisation - qu'elle me laisserait lire les articles envoyés par les éventuels candidats et me communiquerait leurs coordonnées. J'avais cependant l'intention de rencontrer l'adjoint à la culture. J'avais formulé ma demande auprès de sa secrétaire qui me rappela rapidement pour me proposer de fixer un rendez-vous avec Yves Larbiou. Cette fois, rien ne semblait compliqué, et je ne paraissais pas enfreindre la règle en sollicitant une entrevue avec un membre du conseil municipal. Je me trouvais à nouveau dans la position qu'on m'avait assignée au début de mon travail, lorsque le service Communication me livrait des informations avant même que j'aie demandé quoi que ce soit. Je donnais ainsi une occasion à la municipalité de faire preuve de transparence et de disponibilité envers les administrés. Le paradoxe continuait de fonctionner à merveille : on m'ouvrait les voies qui menaient à une image du Maire qui s'éloignait au fur et à mesure qu'on me laissait la possibilité de l'approcher.

⁶³Cf. IV, 3

Yves Larbiou était très affable. Il avait lu avec attention la présentation du sujet de recherche que je lui avais envoyée - où j'évoquais l'intérêt que représentait pour moi le fait de rencontrer des historiens amateurs dans une étude sur la perception du nouveau territoire constitué par Port Marianne. Il me proposa d'ailleurs de rédiger un article dans le *Bulletin historique*, se réjouissant à l'avance de tous les matériaux que j'avais dû collecter sur l'histoire du Lez et du quartier des Barques. Je lui avais ouvertement expliqué que je cherchais à étudier ce qui se jouait entre les historiens amateurs et la municipalité, et il me rangeait pourtant aux côtés de ceux-là même avec qui j'espérais qu'il m'aiderait à établir un contact... Il ne m'accordait pas un statut individuel, entre la Mairie et les passionnés d'histoire locale ; en m'assimilant à ceux dont je voulais comprendre les interactions avec les enjeux de la politique de communication de la municipalité, il m'interdisait en fait l'indépendance que je revendiquais en annonçant mon intention d'analyser la portée du discours municipal. Il me recevait dans son bureau au titre de fine connaisseuse de l'histoire montpelliéraine, et se protégeait ainsi des éventuels assauts d'une chercheuse décidée à s'immiscer dans les rouages de la Mairie. En m'ouvrant les portes de la revue spécialisée éditée par la municipalité, il faisait d'abord preuve, au nom de l'équipe qu'il représentait, de largeur d'esprit, et surtout, il m'enfermait dans ce que justement je tentais de mettre en corrélation avec la Mairie dont il m'éloignait ainsi catégoriquement.

Je refusai aimablement la proposition en m'empressant de donner un cours différent à notre conversation. Nous abordâmes bien vite un autre terrain, puisqu'Yves Larbiou en vint à parler de lui-même. Il était un "vrai" Montpelliérain, m'affirma-t-il, et cette appartenance à cette catégorie restreinte semblait lui procurer un sentiment de satisfaction amusée. Il faisait en effet partie de ces rares personnes qui avaient connu le Lez avant sa récente mutation, qui s'y était baigné étant enfant, et qui s'en était détourné tandis que l'eau polluée du petit fleuve ne charriait plus que des ordures dans un environnement abandonné aux usines et aux gitans. Il était de ceux qui

pouvaient témoigner de l'effort accompli par la municipalité pour redonner au Lez un caractère ludique voué aux promenades dominicales. Il aimait aller arpenter les berges du fleuve, avec sa femme et des amis, mais seulement quand le temps était mitigé, me précisa-t-il : lorsqu'il faisait meilleur, il préférerait se rapprocher de la mer en allant vers les étangs en amont de Palavas. C'était comme si son univers de détente correspondait parfaitement au périmètre investi par le projet Port Marianne. Il savait que ma recherche portait sur cette portion de la ville, et voulait montrer ainsi le soin qu'il mettait à évoquer ce pour quoi il m'avait reçue dans son bureau. J'étais venue pour qu'on me parle de Port Marianne et de ce qui l'avait précédé : il s'acquittait de sa tâche avec l'application de quelqu'un qui cherche à se persuader lui-même de la mise en œuvre de ce projet, qu'il tentait par son discours d'intégrer dans le paysage de ses habitudes familiales. Il appliquait à Port Marianne ses souvenirs d'enfance pour rester dans le cadre de ce qu'il avait interprété en lisant mon courrier, mais peut-être aussi, surtout, voulait-il donner un peu de lui-même, un peu de son âme montpelliéraine à ces premiers immeubles qui commençaient d'occuper les rives du Lez et représentaient une frange nouvelle de la ville à assimiler.

Il souscrivait d'ailleurs entièrement à la politique de ressourcement historique menée par la municipalité. Si le Maire utilisait - l'adjoint délégué à la culture n'appréciait pas ce mot, il n'aimait pas l'employer mais concédait y être obligé - si souvent l'Histoire locale, en particulier lorsqu'il s'agissait de Port Marianne, c'était parce qu'aujourd'hui, m'expliquait-il, tout le monde ressentait le besoin de se raccrocher à un passé pour s'approprier un présent qu'on ne parvenait que rarement à posséder. Ici encore, Yves Larbiou s'excluait volontairement de tous ces déracinés à qui il faisait allusion et se muait par-là même en l'un des garants d'une histoire à faire partager, à offrir, pour donner ainsi des repères à un quotidien qui serait dévalorisé parce que non rattaché à des références puisées dans un passé aux vertus fédératrices. Lui-même était un professeur d'Histoire-géographie à la retraite qui avait enseigné dans un établissement

dont les élèves étaient pour la plupart issus de familles d'origine étrangère. Il me raconta qu'il abordait toujours l'Histoire en la raccordant d'abord à un point d'Histoire locale. Cela permettait à ses élèves de parvenir d'autant mieux à comprendre ses ultérieurs développements généraux.

La démonstration était limpide et n'avait pas besoin d'être explicitement prolongée : si l'histoire locale parlait aux enfants d'immigrés, on pouvait aussi lui confier la charge d'intégrer un nouveau territoire au sein de la ville. Elle était un laissez-passer pour mieux vivre dans le présent, pour mieux l'habiter, pour mieux l'investir. L'adjoint-professeur d'Histoire imageait avec des travaux pratiques le discours théorico-dogmatique du Maire-professeur d'Histoire du droit romain.

Ce ne fut que quelques jours plus tard que Philippe Saurel, l'adjoint chargé des Archives municipales, m'appela pour fixer un rendez-vous avec moi. C'était Yves Larbiou qui lui avait demandé de me recevoir, « *puisque vous travaillez sur l'Histoire de Port Marianne, en tous cas c'est ce que j'ai compris* ». Le 15 octobre, sur la terrasse encore bien ensoleillée de la tour d'Aragon, on me proposait ainsi encore une fois de rédiger un article dans le *Bulletin Historique*. C'était plus pour cela que Philippe Saurel et Mademoiselle Rames m'avaient fait venir que pour évoquer avec moi les résultats de l'annonce parue dans *Montpellier notre ville*. J'étais malgré moi finalement produite en historienne de Montpellier par l'équipe municipale, qui avait trouvé en moi l'éventualité d'imprimer au projet Port Marianne une histoire fondatrice, avant même que Port Marianne ne soit devenu Port Marianne. J'étais en train d'exprimer mon refus quand Philippe Saurel leva théâtralement les bras en lançant à l'adresse de Mademoiselle Rames : « *Mais qu'est ce qu'ils ont, tous, à se défiler comme ça ?!* ». Ils me confièrent en effet que personne encore n'avait répondu au communiqué publié dans le journal municipal d'informations, et que la situation devenait, presque deux mois après la parution de l'annonce, un peu préoccupante. L'adjoint chargé des Archives invoquait la légendaire paresse méridionale pour expliquer cette

défection, mais il n'était pas lui-même convaincu par cet éclairage folklorique du phénomène... Tous deux ne m'en donnèrent pourtant pas d'autre, englués dans ce paradoxe que j'avais fait naître en évoquant une fois encore la propension qu'avait la Mairie à instiller un parfum d'Histoire locale dans bon nombre de manifestations municipales. Philippe Saurel, élégant stomatologue d'une quarantaine d'années, actuel représentant de huit générations montpelliéraines, faisait en effet l'apologie d'une Histoire créatrice de sens et d'identité en résumant les mêmes arguments que ceux que m'avait développés Yves Larbiou. Il parlait sans détours et semblait presque vouloir me doubler dans l'analyse que je pouvais faire de ses propos volontairement simplistes, comme pour parvenir plus vite à sa conclusion : « *Oui, nous amènerons Montpellier vers la mer, et ce à l'aide de l'Histoire.* » C'était quasiment provocateur : je devais comprendre qu'il n'y avait pas à gloser sur ce thème qui représentait, cela était bien connu, l'un des axes affirmés de la politique municipale. C'était le pouvoir qui serait remis en cause si l'on tentait ne serait-ce que de s'interroger sur les attentes et les effets provoqués par l'outil Histoire locale. Il fallait s'en tenir à un discours officiel - le Maire passionné par l'histoire de Montpellier, l'importance du patrimoine montpelliérain, le passé commerçant et tolérant de la ville, le souvenir d'un Lez pratiqué - dont la rigidité et le formalisme ne semblait pas souffrir la discussion. Philippe Saurel, sous le regard quelque peu amusé de Mademoiselle Rames, se faisait le gardien de la doctrine municipale. Et rien ne pouvait altérer la raideur de ses déclarations, pas même le doute qui s'était installé dans la conversation depuis le constat d'échec qui pesait sur la décision d'ouverture du Comité de rédaction de la revue historique de la ville. Il y avait une contradiction entre la confiance qu'affichait le représentant de l'équipe municipale pour une histoire qui serait l'alliée d'une politique intégratrice d'habitants et d'espaces urbanisés, et le manque de succès qu'avait rencontré l'initiative lancée auprès des historiens amateurs. Ils n'étaient pas venus au rendez-vous pour se réjouir avec la municipalité de cette foi pour un passé historique dont on pariait pourtant qu'elle était communicative et

largement partagée. Mais les certitudes de Philippe Saurel, la nécessaire solidarité qu'il devait entretenir avec l'équipe municipale, l'obligation de garantir le modèle du pouvoir qu'il représentait, l'encourageait à balayer d'une boutade ce qui aurait pu fragiliser ce raisonnement élaboré par une Mairie qui cherchait en l'Histoire une associée pour mieux aborder un présent à maîtriser.

Mireille Lacave⁶⁴ avait gardé tout l'aplomb qui l'avait habitée durant les années 80, lorsqu'elle était directrice des Archives municipales, pour parler de la volonté qu'avait eue la municipalité de mettre en œuvre une Histoire locale au service d'une ville qui revendiquait sa capacité d'innovation. Elle avait été de ceux qui avaient participé à la victoire de Georges Frêche aux élections municipales de 1977, lorsqu'elle avait fondé, avec quelques autres militants, l'association "Citoyens et urbanisme". Historienne de l'art, elle avait travaillé dès 78 à l'élaboration d'une exposition sur le centenaire du percement de la rue Foch (en centre ville) avec une équipe du CNRS et avait ainsi inauguré cette politique qui faisait de Montpellier une ville liée à son histoire - en créant un événement culturel que Mireille Lacave inscrivait d'emblée dans la liste de ceux qui marquaient les grandes étapes historiques de Montpellier. On retrouve ici, comme dans les interventions du Maire, le désir de présenter une municipalité actrice de cette histoire qu'elle façonnait pour la ville ; elle racontait le passé de Montpellier pour mieux apparaître dans son présent :

« Nous avons réalisé cette exposition qui a été, je crois une des premières expositions à caractère historique multidisciplinaire et dirigé vers un grand public au sein du Musée Fabre⁶⁵. Je crois que ça a été une exposition importante dans l'histoire de la ville. En plus, elle était liée politiquement à un changement de municipalité, ce qui a aussi marqué l'intérêt de la nouvelle municipalité pour le passé montpelliérain. »

⁶⁴Madame Lacave fut directrice des Archives municipales pendant une dizaine d'années, jusqu'en 1990, où elle donna sa démission de la fonction publique pour devenir consultante sur des programmes de la Communauté Européenne.

⁶⁵Il s'agit du musée le plus important de la ville. Il détient une collection de tableaux qui fait sa renommée parmi les établissements provinciaux.

Mireille Lacave parlait avec détachement de son activité d'archiviste au service d'une politique municipale qui mettait à contribution son savoir d'historienne. Cela correspondait pour elle à une période révolue de sa carrière, qu'elle avait décidé d'interrompre parce que, au fil des années, elle avait considéré que *« Montpellier avait cessé d'être une ville où l'aventure était permise, où tout prenait un aspect gestionnaire, et on rentrait dans quelque chose de trop quotidien »*. Pour expliquer ce changement de situation, elle incriminait la crise immobilière qui frappait de plein fouet une ville qui se devait désormais de réduire la portée de ses projets. Il ne s'agit pas ici d'évaluer la véracité des raisons offertes par Mireille Lacave pour justifier son départ du poste qu'elle occupait à la Ville. Ce qui importe de prendre en compte dans ses affirmations, c'est la liberté qu'elle se donnait vis-à-vis d'une équipe municipale qu'elle avait choisi de quitter - par désenchantement ou confrontée à des conflits personnels, pour répondre à un réflexe carriériste aussi peut-être - et dont elle pouvait désormais analyser le travail. Il semble en effet que l'ancienne directrice des Archives municipales n'aurait peut-être pas évoqué avec autant de facilité les points que nous avons abordés lors de notre entretien si elle ne s'était pas résolument produite en personnage définitivement extérieur, en témoin d'un phénomène qu'elle avait elle-même aidé à mettre à exécution, en sujet indépendant d'un pouvoir qu'elle avait avec moi l'occasion de maîtriser en en disséquant les objectifs. Elle adoptait pour me parler une froideur, une neutralité qui traduisait la distance qu'elle éprouvait envers les activités pour lesquelles elle avait cessé de s'investir. Elle était passée de l'autre côté, elle avait quitté celui des acteurs pour celui du public. Elle s'était fait l'historienne de la politique adoptée par la municipalité de Georges Frêche.

« L'histoire a été beaucoup utilisée dans les années 80 parce qu'elle a créé, la municipalité s'en est servi pour créer le mythe du devenir et de la trajectoire urbaine montpelliéraine. Chaque opération de renouveau, de revival comme on pourrait dire maintenant, devait s'inscrire, devait s'enraciner dans un

passé; et donc la contribution qui était demandée à l'archiviste, enfin à l'historien de service disons, était une contribution forte parce qu'il devait démontrer que ce qui se faisait et ce qui était projeté était déjà inscrit dans l'histoire. Et donc c'était très intéressant d'ailleurs. Alors parfois c'était vrai, parfois c'était un peu tiré par les cheveux ! (elle rit) Mais c'est vrai que ça servait à faire rêver les gens, à raconter une belle histoire.

AZ : Est-ce que parfois, dans ces cas-là, on n'essaye pas de faire dire ce qu'on veut à l'histoire ?

M.L. : Non. Il y a deux choses. Si vous voulez il y a les faits, qu'objectivement j'ai donnés à chaque fois. Bon, les faits, ils sont incontournables, c'est des faits historiques, il y a des dates ou des événements qui étaient mis en évidence, et sur ce que je pouvais donner, l'équipe municipale racontait une histoire, qui elle, donc, pouvait entraîner beaucoup plus loin. Le Maire a été dans les années 80 un grand raconteur d'histoires. Et il a fait rêver les montpelliérains à propos de l'histoire de leur ville en leur racontant des histoires du passé, en leur disant "ça a été une grande ville dans le passé, je vais en faire à nouveau une grande ville et on continuera à parler de nous parce qu'on a déjà parlé de nous". »

Mireille Lacave jugeait les années 80 comme bien plus fastes en innovations - et donc en recours à l'Histoire locale, puisque, elle l'avait démontré, les deux phénomènes étaient intimement liés - que celles qui avaient suivi son départ des Archives municipales. Finalement, si l'on considérait que Port Marianne avait été pensé pendant cette même période, en même temps que le projet Antigone, tout s'était arrêté ou presque depuis qu'elle ne participait plus aux activités municipales. *« C'est une idée qui est née dans les années 80, Port Marianne. Donc, par rapport à l'histoire du court terme montpelliérain, c'est une idée qui est relativement ancienne déjà. »*

Du temps où elle était partie prenante du développement de la ville, la mise en place de la Technopole⁶⁶ avait représenté un cas d'école de mise à contribution du passé pour nourrir un projet qui se vantait de se tourner vers l'avenir. Il me

⁶⁶L'idée de Technopole fut conçue au début des années 90. Il s'agissait de créer un parc scientifique pour favoriser les transferts entre la recherche et l'industrie en essayant de donner à l'ensemble des laboratoires une même vitrine : celle de la ville où ils s'étaient installés, Montpellier, où se poursuivaient leurs expériences, qu'on tentait de rendre accessible à un large public.

semble donc intéressant, même s'il ne s'agit pas directement du phénomène Port Marianne, de citer Mireille Lacave à propos de la technique de communication utilisée pour diffuser le concept de Montpellier-ville scientifique. Elle suit en effet un schéma qui devait pouvoir s'appliquer à toute autre opération lancée par la Mairie pour promouvoir un projet qualifié de novateur. La municipalité avait en quelque sorte mis au point ce qui pouvait s'apparenter, dans tout ce que cette technique comportait de systématique, à une méthode infaillible dont il n'était plus besoin de prouver l'efficacité. L'historienne de "du court terme montpelliérain", pour reprendre sa propre expression, en oubliait d'adopter la distance quasi scientifique qu'elle avait affecté d'employer jusqu'à présent. Cette histoire qu'elle contait, c'était en fait aussi la sienne, celle de ses jeunes années militantes, celle de son étroite collaboration avec un Maire qu'elle avait aidé à accéder au pouvoir, celle de son expérience de prise directe avec le devenir de Montpellier dont elle avait participé à glorifier l'image - une image qui devait être le miroir où pourrait se refléter tous les acteurs de cette mutation annoncée de la ville. C'était finalement l'histoire de la période où elle pensait Montpellier comme une ville qui lui appartenait ; à elle et au Maire-historien.

Explications méthodologiques de l'ancienne directrice des Archives municipales :

« Il y a eu énormément d'investissement dans la Technopole, en terme de justification historique, d'investissement dans l'innovation. En faisant la démonstration que Montpellier avait été La ville par excellence de la médecine. Alors bon, c'est l'enracinement médiéval, la création de l'université, la création de l'enseignement de la médecine au début du XIIème siècle, l'innovation permanente que Montpellier avait, enfin, avait essayé en tous les cas de démontrer à travers l'histoire dans tous les domaines scientifiques. L'enseignement du Droit au XIIème siècle, ensuite les pratiques médicales successives au cours du Moyen Age, et chaque fois en essayant de démontrer que Montpellier avait été soit à l'avant-garde, soit avait apporté sa pierre à l'innovation. Et donc ça, ça justifiait les investissements qui étaient faits dans le phénomène Technopole. »

... mise en forme de la tactique ci-dessus exposée⁶⁷ :

« Le mot nouveau de technopole, mal compris, inquiète parfois. A tort, car le concept ne peut prendre racine que là où il y a globalité de l'action en matière de culture, en matière d'urbanisme, de communication et bien sûr de cadre de vie. Dans les déserts historiques, culturels ou scientifiques, ne poussent pas les arbres de l'aventure moderne ; ou bien il s'agit de science fiction. »⁶⁸

... et consolidation de l'édifice par le Maire, dans la préface du même ouvrage :

« Montpellier, jeune cité millénaire, est depuis ses origines prédestinée à être une grande ville au bord de la Méditerranée. (...)

Montpellier la Savante, Montpellier la Brillante : les noms de médecins célèbres jalonnent le temps, tels Rabelais, Rondelet, Lapeyronnie. La médecine est depuis le XIème siècle une véritable vocation pour notre cité, qui a sans cesse soif de découvertes et de progrès. Véritable ruche pour les chercheurs, Montpellier est résolument avant-gardiste ; ses universités, instituts, laboratoires travaillent aujourd'hui dans tous les domaines, à tous les niveaux, représentant un potentiel scientifique et technologique de premier plan pour Montpellier Languedoc Roussillon Technopole. (...) »⁶⁹

Le Maire reprenait ainsi finalement les commandes de l'entreprise menée par l'ensemble de l'équipe municipale pour offrir à Montpellier un passé digne des ambitions novatrices de la ville. Lui qui préfaçait les livres d'histoire de sa collaboratrice, lui qui impulsait l'esprit des campagnes de communication, lui qui introduisait des références historiques dans toutes ses interventions publiques, orchestrait en fait la totalité du discours municipal qui, à force de cohérence et de lisse homogénéité, finissait de construire son image de Maire-historien. C'était véritablement cela qui se jouait chaque fois qu'un acteur de la scène municipale mentionnait les raisons de la mise à contribution de l'Histoire

⁶⁷Mireille Lacave est l'auteur de plusieurs livres sur l'histoire de Montpellier, presque tous préfacés par Georges Frêche. Ils sont destinés à un large public non spécialisé.

⁶⁸in *Montpellier*, Mireille Lacave, éd. Ouest France, 1990, p. 62

⁶⁹op. cit., p. 9

locale dans la politique menée à Montpellier. Plus que pour justifier des grands travaux, plus que pour consolider les bases originelles de la ville qu'on propulsait vers un avenir cimenté par un passé rassurant, on évoquait un recours à l'Histoire locale pour mieux marquer la personnalité d'un Maire qui, outre ses célèbres éclats de tribun, se caractérisait bien tout autant comme un historien hors pair. L'ultime but des opérations de communication, qu'elles soient formelles ou distillées dans un discours personnalisé comme celui qui m'était donné à entendre dans mes différents entretiens avec les collaborateurs de Georges Frêche, consistait à affermir la figure du Maire et offrir ainsi une représentation facilement lisible du premier élu de Montpellier. L'ensemble des membres de l'équipe municipale adoptait une même ligne pour mieux se retrouver derrière les symboles clairs d'un pouvoir dont ils contribuaient à fixer les attributs. Il y avait une sorte de synergie qui opérait autour du personnage Georges Frêche. Il était passionné d'Histoire et l'Histoire le lui rendait bien. Tout ceux qui se situaient dans le sillage du Maire s'accordaient pour le dire et mettre le phénomène de mise en abîme historique en action. Ainsi, Jean-Pierre Foubert, son chef de cabinet depuis quinze ans avec qui il travaille depuis vingt cinq ans⁷⁰ :

« Je crois qu'il a deux passions. Une qui est l'histoire, et une autre qui est la ville. Il aime bâtir, et donc la ville est un terrain idéal pour lui en tant qu'historien. Il fait de l'histoire quoi, il doit avoir quelque part le sentiment de bâtir, de faire l'histoire. (...)

C'est un passionné d'histoire, et donc il applique quelque part les vieux préceptes de l'historien, il essaie d'analyser et d'anticiper sur les mouvements en fonction de la connaissance qu'il a de l'histoire.

AZ : C'est un outil.

Mr F. : Oui. L'histoire n'est que ça. L'histoire, c'est pas pour se présenter à "Questions pour un champion". Les gens qui considèrent l'histoire comme ça, ce sont des gens dangereux.

AZ : Carrément ?

⁷⁰J'ai rencontré Jean-Pierre Foubert après que le Maire m'ait répondu à mon courrier lui demandant une entrevue que c'était son chef de cabinet qu'il fallait que j'interroge plutôt que lui-même.

Mr F. : Parce que l'histoire n'est intéressante que comme science. Mais analyser l'histoire uniquement comme étant simplement des dates ou une collection d'événements me semble très dangereux parce que ça n'a plus aucun intérêt. Ça ne permet plus d'expliquer. L'intérêt de l'histoire, c'est l'explication. Donc quand Georges Frêche se sert de l'histoire comme d'un substrat à sa politique, ça veut dire qu'il utilise l'histoire comme un instrument de connaissance et de construction. Avec sans doute un vieux fond hellénistique où il confond ville et cité. Ce qui me plaît plutôt d'ailleurs. C'est à dire la ville n'est pas qu'une accumulation de constructions. La ville, c'est d'abord des hommes. C'est le concept de la cité grecque. »

Tout se recoupait et tendait à faire se confondre Histoire et historien, passé et futur, Maire et destinée historique, politique concertée et initiative individuelle, pour tendre à plonger Georges Frêche au cœur de son propre discours historique, éclipsant le devenir de Montpellier au profit de son intronisation dans l'Histoire même de la ville. Il s'opérait un rapport fusionnel entre le personnage du Maire et Montpellier, territoire d'expérimentation de son pouvoir - territoire dont il s'efforçait d'êtreindre toutes les dimensions, temporelles, géographiques, historiques, politiques. C'était une tentative d'immersion totale, d'auto-introduction dans la quintessence de la ville, pour l'investir jusqu'à supposer en contrôler les caractères définitifs.

Il se trouve que c'est un livre qui illustre et résume le mieux ce phénomène. *L'histoire de Montpellier en BD*⁷¹ est en effet un concentré de tout ce que j'ai tenté de montrer au long de ce chapitre. Il met en scène une jeune blonde aux cheveux courts et à l'ample T-shirt, Clio, qui explique au long du récit qu'elle est à la recherche de son époque. La première image nous la montre tandis qu'elle flâne sur une plage, surmontée de ce commentaire introductif : « *Il y a plusieurs façons de raconter l'histoire, l'HISTOIRE. Celle-ci en est une.* » Et Clio

⁷¹*L'histoire de Montpellier en BD*, Privat, publié avec le concours de la Ville de Montpellier, 1987. Mireille Lacave : scénario et dialogues, documentation historique. Richard Mithouard : réalisation, conception graphique, création des personnages, couleurs.

passé dans le cadre suivant qui le permet d'arriver en 985, date de fondation de la ville de Montpellier. Dès la page suivante, en 1173, elle rencontre Benjamin de Tulède, voyageur et rabbin Espagnol louant la tolérance religieuse dont la communauté juive jouit à Montpellier. Ils parcourent quatre pages et deux siècles ensemble⁷², le temps pour Benjamin d'emmener Clio dans la célèbre faculté de Médecine montpelliéraine. Mais en 1367, il doit quitter la ville pour se réfugier à Avignon, où le Pape Urbain V protège les juifs qui commencent d'être chassés de Montpellier par le Duc d'Anjou. Clio continue son voyage dans le temps et va rendre une visite à Jacques Cœur, enchanté de pouvoir lui montrer l'édifice qu'il a conçu pour accueillir son conseil des marchands. Et en 1531, notre muse de l'Histoire croise celui qui ne la quittera plus jusqu'à la fin du livre : Rabelais. Séduit par l'ingéniosité de Clio et curieux de découvrir avec elle la suite de l'histoire, l'écrivain et médecin traverse allègrement les images et les époques au bras de celle qui n'hésite pas à lui lancer, en 1736, tandis qu'il s'étonne sur la réussite fulgurante d'une famille montpelliéraine : « *Arrête tes discours d'intellectuel, Rab ! Profite de ce parc, de ces ombrages, de ces fontaines !* » Lui-même se laisse d'ailleurs entraîner à dédaigner la compagnie d'un écrivain quand Stendhal leur commente un peu longuement, en 1838, la collection de peintures du Musée Fabre : « *Que Stendhal continue de rêver à des chroniques italiennes, nous avons mieux à faire, Clio ! Le temps des grands changements commence.* » En 1907, Clio annonçait à son compagnon : « *J'irai ensuite voir un mas splendide, la Paillade, viendras-tu ?* » Mais à la page suivante, ils sont en 1967, sous le titre « *Le règne des grues* » « *Clio : Je croyais trouver des vignes et des garrigues, me voilà devant des monstres de fer et des cubes de béton*⁷³. (...) Rabelais : *Tiens, voilà le Maire François Delmas et quelques personnalités pour une visite de chantier. Clio : Moi, je m'en vais en STOP ! Je n'ai pas envie de faire six kilomètres à pied jusqu'au centre.* » Et les voilà partis vers une époque plus clémente, en 1985, vers « *Montpellier Millénaire - Montpellier Technopole* ». Une équipe de télévision

⁷²Benjamin de Tulède est mort en 1173, l'année même où il apparaît dans la bande dessinée.

⁷³Les deux héros se trouvent sur le lieu de la ZUP de la Paillade, grand ensemble urbain à la périphérie ouest de la ville, à l'exacte image des cités construites dans les années 60.

propose à Clio de tourner dans un clip qui présentera les caractéristiques de la ville Technopole. Avec l'ère du multimédia qui s'annonce, la temporalité n'est définitivement plus de ce temps : *« Ça te plairait ? OK. Tu pars à la découverte de la planète technopole à mi-chemin entre le présent et le futur. Il y a un côté aventure qui te va bien dans le scénario. Clio : OK. Comme tu dis ! D'ailleurs, moi qui viens du passé, je peux bien aller vers l'avenir. »* Enfin, au détour d'une conversation entre l'architecte Bofill et Rabelais, qui, se promenant au milieu de la place du Nombre d'or à Antigone, considère l'architecture comme étant *« l'art majeur de cette fin de siècle »*, Clio et l'écrivain de la Renaissance vont se séparer au bas de la dernière page du livre.

« Rabelais : Nous arrivons au bout.

Clio : Je crois, Rabelais, que j'ai trouvé mon époque. Je suis de ce temps ! J'aime l'innovation et l'imagination.

Rabelais : Tu as raison. Cette ville ne manque ni de l'une, ni de l'autre. Je reste ! Je crois y avoir ma place.

Clio : Je me ferai l'ambassadeur de Montpellier dans le concert des grandes métropoles. Nous nous reverrons.

Rabelais : Bientôt le troisième millénaire... Adieu Clio ! »

Ce dernier dialogue élaboré par l'auteur Mireille Lacave, plus encore que tous ceux qui constituent l'ensemble de l'ouvrage, est une démonstration claire de la volonté de montrer Montpellier comme une ville qui traverse le temps, libre de toute attache chronologique. Rabelais, qui a suivi Clio jusqu'au terme de l'histoire, décide de s'installer dans l'époque que sa compagne qualifie d'innovatrice et d'imaginative ; plus précisément, c'est à Montpellier qu'il estime avoir quelque chose à faire. L'auteur, qui a entraîné l'écrivain jusqu'en 1987, lui interdit désormais de continuer sa route vers un futur incontrôlable. Rabelais est un produit importé du passé vers un présent qu'il cautionne par sa seule présence. Une fois encore, passé et présent - et futur, puisqu'il s'agit ici d'innovation - se donnent la main pour glorifier unanimement le destin de Montpellier.

Quant à Clio, elle s'arrête aussi dans ce présent qui lui convient. La muse de l'Histoire a trouvé dans la contemporanéité de la Montpellier de la fin du XXème siècle une image qui correspond à son époque. Elle décide de se mettre désormais au service de cette ville en laquelle elle a trouvé un miroir pour mieux exister : l'Histoire voyagera pour conter le triomphe réalisé par la Montpellier d'aujourd'hui. L'Histoire se fera la messagère d'une réussite au présent. Clio, de témoin bienveillant des grandes étapes du passé de la ville, devient ainsi une actrice interventionniste dans l'actualité de Montpellier. Comme Rabelais, elle est convaincue que c'est ici qu'il faut rester en continuant d'accompagner et d'encourager les efforts d'une ville qui a su les séduire par l'attrait de sa modernité. Rabelais et Clio sont alliés pour donner à Montpellier les clés d'un passage accompli vers l'an 2000. L'Histoire se conjugue désormais avec le présent de la ville ; l'Histoire fait le présent de Montpellier. Et Mireille Lacave va jusqu'au bout de la démonstration dans la dernière phrase de son ouvrage, inscrite sous le visage confiant et souriant d'une Clio toute à son projet de diffuser les atouts historiques de Montpellier dans le monde urbain contemporain : « *Ecrivons l'histoire au présent...* »... et maîtrisons-en d'autant mieux la destinée.

III. LES HABITANTS DU QUARTIER DES BARQUES⁷⁴ : AUTEURS D'UNE HISTOIRE DE LEUR TERRITOIRE

1. LA COMMUNAUTÉ GITANE DES ANNÉES 50 : UN CIMENT À SOUVENIRS

Avant de rencontrer les passionnés d'histoire locale montpelliérains, je me suis tournée vers les habitants du quartier des Barques, mitoyen - avant d'être bientôt noyé par les futurs immeubles de la ZAC grandissante des Consuls de mer - d'un Port Marianne évanescant. On pouvait en effet considérer ces propriétaires des petits pavillons des Barques comme les historiens "naturels" de cet environnement mouvant. Ils étaient là depuis plusieurs dizaines d'années, imbriqués dans le passé récent des rives du Lez - qui désormais redécouvraient leur histoire à travers un discours municipal régénérateur de racines plus nobles et communicatives que leurs propres souvenirs. Eux envisageaient leur quartier comme lié encore à la mémoire de la communauté gitane qui s'était installée à leurs côtés dans les années 50 jusqu'à être expulsée quelques années plus tard ; la Mairie tentait pourtant de l'inscrire dans une toute autre temporalité, entre un passé impalpable et un futur qui leur échappait. Il n'y avait pas de présent dans le quartier des Barques ; il y avait cette confrontation entre les différentes appréhensions d'une chronologie qui niait l'actualité pour mieux adapter cet espace aux sensibilités et aux objectifs de chacun.

Les habitants du quartier des Barques ne concevaient en effet leur environnement que comme directement relié à un passé dont ils avaient été les

⁷⁴Le quartier des Barques est constitué par une dizaine de pavillons situés rue des Gabares, rue des Barques, et à l'extrémité est du boulevard des Consuls de mer. Cf. plan p. 3

acteurs. C'était leurs propres souvenirs qui légitimaient leur présence ici, et donnaient à leur lieu de vie une cohérence rassurante et structurante face à l'inexorable progression des chantiers de Port Marianne. Toujours, le passé refaisait surface dans nos discussions, et mes interlocuteurs pensaient d'ailleurs que j'étais venue les trouver pour aborder les débuts du quartier, plutôt que l'évolution présente et future des abords de leur pavillon. Je leur disais pourtant d'emblée que je travaillais sur ce qu'était Port Marianne, sur la manière dont ils se situaient dans l'ensemble du projet architectural, et, c'est vrai aussi, sur l'idée qu'ils se faisaient de leur quartier : en était-il un, le demeurait-il avec la survenue des travaux, y avait-il des interactions entre l'ancien espace sédimenté par leurs souvenirs et le nouveau en évolution permanente. Et c'est de leur quartier, celui des Barques, qu'ils ont désiré parler. Il fallait pour cela amarrer nos propos au point d'ancrage qu'ils avaient édifié dans leur mémoire. Cela signifiait finalement leur refus tacite de Port Marianne, dont ils ne voulaient rien aborder spontanément : ni le quotidien, ni le projet. Parler des Barques, cela impliquait qu'ils évoqueraient leur propre parcours, leur propre enracinement dans cet environnement.

L'histoire de leur quartier commence en effet avec eux, qui l'ont bâti. Les Barques, c'est ce qu'ils choisissent d'en raconter, c'est eux, c'est leur jeunesse. Face au futur que représente Port Marianne, leur présent résiste grâce à tout le passé qu'ils mettent en œuvre pour consolider le territoire qu'ils se sont construit au fil des dernières décennies. Mais poser leur mémoire en garante de la persistance de l'existence du quartier, c'est accepter implicitement qu'il disparaîtra avec eux. Leur récit constitue alors le dernier rempart contre le temps, contre la poussée des immeubles qui viennent cacher leur horizon, contre la ville nouvelle qui bientôt surpassera les frontières de cet espace qu'ils avaient été les premiers, tandis qu'ils étaient jeunes, à investir.

C'est en 1933 que le terrain de ce qu'on appelait à l'époque le lotissement-jardin des Barques fut mis en vente. Très vite, les nouveaux propriétaires s'arrogèrent

le droit de construire des pavillons sur les parcelles de jardins qu'ils avaient acquises. C'est le père de madame Vincent qui fut le premier à bâtir sa villa, dès 1935. Celui de monsieur Mottet commença en 1940. Les travaux ont duré cinq ans. *« On était du bâtiment, mon père et moi. C'est nous qu'on l'a fait, enfin, c'est mon père. Moi, j'étais jeune, mais j'y ai quand même travaillé. Vous voyez, ce jardin, il vaut de l'or maintenant ! A un moment, les enfants, ils voulaient faire une piscine. Moi j'ai dit "je préfère garder mon potager, la piscine, vous la ferez quand on sera plus là". Ils feront ce qu'ils voudront, c'est sûr. Mais les piscines, ça aura passé de mode. »* Et monsieur Soubrier construisit la maison-épicerie familiale en 1955, sur un terrain classé inondable mais avec une autorisation de construire, parce que, explique aujourd'hui sa femme, cela faisait déjà plusieurs années qu'ils travaillaient dans un autre commerce qu'ils louaient dans le quartier⁷⁵. Les autres propriétaires ont dû attendre 1965 pour voir leur terrain viabilisé, à l'occasion de la construction d'un immeuble de trois étages sur les dernières parcelles du lotissement. Un accord fut passé entre le promoteur et les habitants du quartier des Barques, qui n'acceptaient le nouveau bâtiment que si leurs pavillons étaient reliés à l'égout municipal et qu'on y installe l'eau courante. Depuis la viabilisation du quartier, d'autres maisons ont été construites, avec autorisation cette fois. L'actuelle habitation des Vincent date d'après la construction de l'immeuble ; leur ancien pavillon est désormais divisé en trois appartements qu'ils louent.

⁷⁵J'évoque ici l'installation de ces trois familles, dont j'ai rencontré les représentants lors de mon enquête dans le quartier des Barques. Chacun des trois ménages semblait considérer qu'ils étaient ensemble les meilleurs représentants de la véritable histoire du quartier. Tous mes interlocuteurs étaient à la retraite au moment où je les ai interviewés. Ils avaient entre soixante-dix et quatre-vingts ans. Monsieur Mottet était un ancien ouvrier du bâtiment, sa femme travaillait comme secrétaire dans une usine des environs du quartier, aujourd'hui disparue. Monsieur Vincent était électricien indépendant, et sa femme l'aidait à administrer l'entreprise. Les Soubrier tenaient une épicerie que le mari avait construite au rez-de-chaussée de leur maison, ensuite transformée en appartement à louer.

Je citerai également un peu plus loin dans ce chapitre (3) les propos de Monsieur et madame Arthus, qui, eux aussi, avant d'être contraints de se déplacer au François Mireur, (le premier immeuble construit aux Consuls de mer) étaient habitants du quartier, plus précisément de la "Cité du Gaz", habitée par des employés d'EDF-GDF et mitoyenne et contemporaine des premiers pavillons des Barques. Les quatre bâtiments de cet ensemble d'habitations furent détruits en juillet 95.

La viabilisation du quartier des Barques coïncide presque avec l'expulsion de la communauté gitane qui s'était installée sur le bord du Lez dans les années 40-50. Quelques familles étaient d'abord venues habiter dans un bâtiment désaffecté, puis ce furent, au fil des années, presque trois cents gitans qui vinrent vivre aux portes mêmes des pavillons des propriétaires des Barques, dans des conditions de précarité extrême. Ils occupèrent pendant près de dix ans l'espace qui séparait les récentes maisons du quartier de la berge droite du Lez.

A la manière dont ceux qui se souviennent de cette époque les évoquent aujourd'hui, on comprend que les gitans ne faisaient pas que partager - ou envahir, suivant les points de vue - le territoire des Barques. Ils étaient, eux aussi, des acteurs du quartier, à qui l'on attribue, *a-posteriori*, un rôle de premier plan dans le passé du lotissement. Tantôt dispensateurs d'un folklore joyeux et convivial dont le quartier n'aurait jamais perdu le souvenir ni les bienfaits, tantôt témoignages de la mansuétude de leurs voisins propriétaires et sédentaires, tantôt sujets de crainte et de dégoût, les gitans ne sont certes pas présentés aujourd'hui comme des passants anodins dans l'histoire du quartier des Barques. Aujourd'hui encore, ils habitent l'esprit des résidents actuels des Barques, et constituent un élément significatif de leur lieu de vie. Les gitans sont ceux dont ils ont spontanément envie et besoin de parler s'ils doivent évoquer leur quartier. Ils sont ce qui permet de traduire leur présent ici, chargé pour tous de la même mémoire, marqué par les mêmes sentiments ambigus vis-à-vis de la communauté expulsée entre 1962 et 63 pour être relogée dans des bâtiments construits à cet effet à la périphérie ouest de la ville.

Le couple Vincent se présente à la fois comme ceux qui connaissaient le mieux les gitans - tant les individus qu'ils appelaient tous par leur nom que leur mode de vie dont ils étaient les observateurs directs - et comme les chefs de file du mouvement qui aboutit à l'expulsion de la communauté. Ils ont en effet été à l'origine de plusieurs courriers, rédigés au nom des quatorze propriétaires que

comptait à cette époque le quartier des Barques, à destination de diverses institutions administratives pour demander que leur situation soit prise en considération.

Voici quelques extraits des pièces qu'ils m'ont confiées :

« Monsieur le Préfet⁷⁶,

Au nom de tous les habitants du quartier des barques, j'ai l'honneur de vous rendre compte des faits suivants, relatifs à l'occupation d'une partie du quartier par des nomades, qui vivent dans un état d'insalubrité repoussant.

Au bout du chemin des barques, sur un terrain vague et dans l'ancien château⁷⁷ en démolition, vivent une trentaine de familles (très nombreuses) logées sous des barques en planches, vieilles remorques, vieilles roulottes, cars, etc... (bidonville).

Ces gens-là se trouvent dans un état de saleté, d'infection, sans hygiène, sans moralité (il est fréquent de voir des grandes personnes, hommes ou femmes, à poil) faire leurs besoins à la vue de tous nos enfants et en bordure de nos maisons, et, nous sommes obligés tous les jours de faire nous-mêmes la police.

Actuellement nous sommes à bout de cet état de chose, et les esprits s'échauffent de plus en plus, nous vous demandons de bien vouloir prendre les mesures qui s'imposent, afin de faire évacuer rapidement et totalement ces indésirables, qui ne sont que des parasites pour la ville de Montpellier, et une source d'infection alors qu'on ne parle que d'hygiène à notre époque. (...) »

« Monsieur le Président,⁷⁸

⁷⁶Lettre datée du 2 novembre 1961. C'est la première de la série que le couple a pris le soin de me photocopier afin que je dispose de « toutes les informations concernant le quartier des Barques. » Il y en a six au total, auxquelles s'ajoutent les réponses que certaines ont suscitées. Elles avaient été dactylographiées par Madame Vincent.

Ces documents, incontestablement sources historiques, constituent également des éléments enrichissant le propos des habitants du quartier des Barques, particulièrement celui des Vincent. C'est pourquoi j'ai choisi d'en citer de larges extraits, afin de recontextualiser les entretiens que j'ai menés avec eux - ainsi que ces lettres d'ailleurs, qui sont aussi à considérer à travers le récit actuel des habitants. Il y a un aller et retour chronologique à effectuer entre les deux formes de discours, que je présente chacune ici au titre égal de matériau recueilli au cours de l'enquête.

⁷⁷Il s'agit d'un bâtiment désaffecté, ancien relais à chevaux du temps où les péniches étaient convoyées jusqu'à Montpellier depuis Lattes, tirées sur le Lez par les animaux de trait remontant le chemin de halage. Il fut ensuite converti en immeuble de logements puis laissé à l'abandon.

⁷⁸Cette lettre, adressée au Président de la République Charles De Gaulle, est datée du 7 novembre 1961

Vous qui avez à solutionner tant de problèmes, peut-être pourrez-vous nous indiquer une solution satisfaisante pour notre quartier. Le quartier des Barques à Montpellier (Hérault) comprend d'une part une population gitane importante, sale et fainéante, vivant au détriment de la société d'allocations familiales et de bons du bureau de bienfaisance (alimenté par les contribuables).

D'autre part une population ouvrière commerçante et artisanne ; la cité du Gaz loge plus de trente familles de leurs ouvriers. [puis suit, sans aucune transition, une requête faite pour l'obtention de la viabilisation du lotissement des Barques]

Ces 14 propriétaires⁷⁹ sont d'autant plus révoltés que toute la population propre du quartier sait très bien qu'il a été débloqué 80 MILLIONS d'anciens francs par la Caisse d'ALLOCATIONS FAMILIALES pour la construction de logements dont 40 familles gitanes du quartier doivent bénéficier.

Ces 14 familles propres aimeraient bien elles aussi avoir droit à quelques avantages, si nos terrains devenaient lotissement urbain nous aurions droit aux prêts et aux primes, ce qui nous permettrait soit d'agrandir nos logements, soit de construire du neuf pour loger nos familles correctement⁸⁰. (...)»

« Monsieur le Ministre,⁸¹

Nous avons lu dans le quotidien local que certaines villes de notre région allaient bénéficier d'un programme d'urbanisme ultra-moderne, construction de quartiers neufs, rues aux parkings en sous-sol et toutes améliorations dernier cri de la technique moderne. Nous ne pouvons que nous réjouir de ces dispositions propres à embellir notre cité. Il nous serait toutefois utile d'attirer votre attention sur la lèpre que constitue pour nous, habitants du quartier des Barques, la présence de nomades sur un terrain

⁷⁹Il s'agit des quatorze personnes ayant une villa au lotissement-jardin des Barques - puisque c'est à ce titre que les terrains avaient été vendus en 1933 -, construits ensuite sans la délivrance de permis.

⁸⁰Les quatorze signataires de cette lettre ont reçu une réponse du secrétaire particulier du Président de la République, dès le 28 novembre suivant, leur indiquant qu'il fallait qu'ils s'adressent au Préfet de l'Hérault. Il évoque en cela la demande de viabilisation qui avait été faite par les propriétaires des villas du quartier des Barques, et élude totalement la question des gitans. Quant au Préfet, il se focalise lui aussi, dans un courrier datant du 8 décembre 61, sur les démarches à suivre pour obtenir un raccordement aux égouts municipaux.

⁸¹Ce courrier, adressé au Ministre de la Santé publique, n'est pas daté. Il était classé, dans la liasse de documents soigneusement organisés par ordre chronologique que m'a confiée Monsieur Vincent, entre deux lettres datées respectivement des 11 et 21 décembre 1961.

dont est responsable Monsieur Meyrignac, agent immobilier, rue de Verdun à Montpellier.⁸²

Nous pensons en toute logique qu'avant de passer à l'étude de tout programme d'embellissement, il serait souhaitable que vos services viennent respirer l'air pestilentiel provenant d'escréments(sic) de toutes natures, de feux divers alimentés avec des matériaux tels que le caoutchouc, vieux cartons etc. (...) QUE FAUT-IL faire ? A qui faut-il s'adresser ? Accepteriez-vous qu'on vienne vider des ordures (le mot est faible) devant vos bureaux, ou devant vos habitations personnelles ? Nous ne sommes pourtant pas des parias, mais des Contribuables au même titre que les autres Montpelliérains, habiteraient-ils place de la Comédie⁸³ ! (...) »⁸⁴

Les Vincent et les co-signataires de ces courriers sont partagés entre le désir de voir partir les gitans et l'exaspération qu'ils éprouvent d'avoir le sentiment de devoir payer, via les contributions qu'ils versent chaque mois aux allocations familiales, la construction des immeubles qui permettront le futur relogement de la communauté gitane. Et ici aussi il y a ambivalence dans leur discours : ils se plaignent en effet d'être contraints de participer financièrement à l'édification d'une nouvelle cité au profit d'individus non-solvables, mais plus importante encore est la crainte qu'ils éprouvent d'être assimilés à ceux-là mêmes qu'ils accusent de tous les maux. Eux justement paient des impôts, et mériteraient à ce titre des avantages en conséquence, ce qui les différencierait d'autant plus de leurs voisins nomades. Le spectacle du dénuement dans lequel vivent les gitans sous leurs fenêtres semble représenter pour eux le risque d'agir sur leur propre existence. Ils aspirent à des conditions de vie plus radicalement différentes de ceux qu'ils observent quotidiennement. Ils exigent ne plus avoir à puiser l'eau dans le puits qu'ils ont chacun dans leur jardin, à être reliés aux canalisations des égouts municipaux. Ils veulent finalement se

⁸²Un courrier a été également adressé à cette société le 11 décembre 1961, où les propriétaires du quartier des Barques menaçaient l'agence, gérante du terrain détenu par une société immobilière parisienne, de faire « une intervention directe auprès des services municipaux de l'hygiène » si aucune mesure d'amélioration n'était prise sous huit jours à réception de la lettre.

⁸³Cette place, aux dimensions et à l'architecture monumentales, représente l'un des lieux les plus élégants de la ville.

⁸⁴Cette lettre n'a pas obtenu de réponse de la part du ministère de la Santé publique.

démarquer de ceux dont ils sont si proches. Ils ont conscience de la fragilité de la frontière - géographique, et, plus insidieusement, humaine - qui les sépare des gitans, et ressentent d'autant plus fort la discrimination dont ils supposent être l'objet de la part des Montpelliérains habitant un territoire plus central de la ville. L'enjeu se situe en effet sur ce plan : ils s'agit pour les propriétaires du quartier des Barques, à l'origine de l'occupation d'un espace nouveau à la périphérie de Montpellier, d'accéder au statut de réels habitants de la ville. Ils sont implantés dans le quartier qu'ils ont créé, et leur volonté d'éliminer les gitans de leur environnement prouve la détermination qu'ils ont de continuer à en être les seuls représentants ; reste désormais à raccrocher les Barques à Montpellier.

Aujourd'hui, les habitants du quartier des Barques sont à nouveau confrontés à une population dont ils doivent gérer la survenue sur leur territoire. La bataille qu'ont livrée les Vincent et leur voisins contre les gitans semble se rejouer, certes avec des règles différentes, face aux nouveaux venus de Port Marianne. Et l'une des armes employée pour exister face à la poussée des immeubles des Consuls de mer est de rappeler la lutte menée - et victorieuse - contre les gitans qui s'étaient installés ici même il y a quarante ans. Le double objectif de l'époque - s'intégrer symboliquement au sein de la communauté montpelliéraine et préserver un espace dont ils voulaient imposer les marques - s'est mué en un unique but : affirmer leur appartenance à ce lieu qu'ils estiment être le leur en se référant sans cesse au passé et à la manière dont ils ont su maîtriser la présence des gitans sur leur territoire.

Ils en parlent en effet désormais avec détachement, voire un certain paternalisme, qui doit prouver la facilité qu'ils ont eue à comprendre, pour finalement les dominer et les éliminer, ces gitans qui auraient pu effaroucher d'autres qu'eux, moins avertis et fins négociateurs, qui ont su cohabiter avec la communauté.

Pour les Vincent, il s'agit désormais de bons souvenirs qu'ils racontent volontiers.

« Mme V. : c'est-à-dire au début il n'y en avait pas beaucoup. Mais après, le cousin, la cousine... »

Mr V : c'est qu'ils sont tous parents.

Mme V : quand on a fait le recensement, oh là ! Il faut qu'on vous raconte ça ! Pour pouvoir être ensuite relogés à la cité Chantal⁸⁵, ceux qui étaient déjà là ils ont dit aux cousins de Perpignan "venez par ici, on va avoir des logements !" Je sais pas, de soixante ou quatre-vingt qu'ils étaient, ils se sont retrouvés trois cents ! Et vous savez ce qu'ils ont fait pour les compter les flics ? Ils sont venus un jour aux aurores à cinq heures du matin, ils ont encerclé le quartier et ils ont compté tout le monde. Et ils ont dit, "là maintenant, il n'y en n'aura pas un de plus."

Mr V : ils ont recensé comme ça. Ils ont bouclé tout le quartier et ils ont recensé toutes les familles : Carbone, Patraque, Séverin, Sanchez, Rodriguez... On m'avait même demandé de le faire avant eux, parce que je les connaissais tous, moi. Et puis bon, finalement, ça s'est fait comme ça. »

« Mr V. : Ces gens-là vivaient à leur façon, à leur manière on peut dire, et puis, ils aimaient de vivre comme ça, c'était comme ça. Déjà ils payaient pas de loyer ! Bon, c'était bien, ils vivaient dans des vieilles baraques, que les étudiants venaient, de bon gré, le jeudi à cette époque là. »

AZ : ??

Mr V : il y avait un organisme d'étudiants...

Mme : qui était dirigé par madame Demanchel...

Mr V. : qui était conseillère municipale à la Mairie de Montpellier.⁸⁶

Mme V : Elle avait installé un car, qui était comment dire, pour ainsi dire qui ne valait plus rien, et ils avaient mis des fourneaux là-dedans pour apprendre aux mamans à stériliser les biberons et tout. Mais elles s'en moquaient pas mal, leurs enfants poussaient bien, ils mangeaient un os dans la rue ou n'importe, il n'y avait pas de problème !

Mr V : alors bon, l'assistante [sociale] elle partait, aussi bien, le biberon il n'y était plus parce que par derrière... ! (il rit)

Mme V : ils l'avaient jeté !

⁸⁵Il s'agit du nom de la cité du quartier de Celleneuve, dans l'ouest de Montpellier, où la communauté gitane a été relogée en 62-63.

⁸⁶A cette époque, la ville était administrée par le Maire Zuccarelli. Il fut Maire de 1937 à 1941 et de 1953 à 1959.

Mr V : on rigolait, nous, parce que ils étaient de bonne foi ces gens de la Mairie, mais comme les gitans ils voulaient vivre comme ça... Moi je leur disais, "vous perdez votre temps, ce sont des gens à vivre comme ça. Vous voulez les faire intégrer, c'est bien beau, vous voulez faire des constructions, eux ils habiteront à côté des bâtiments, à quoi bon de gaspiller de l'argent ?" C'est la vérité. Ça, c'était comment on peut dire, ils aimaient de vivre comme ça, et puis voilà. Alors ils étaient en roulotte. »

Lorsqu'ils évoquent les mauvaises conditions de vie des gitans, les Vincent font eux-mêmes l'amalgame qu'ils craignent inconsciemment qu'on fasse à leur sujet. Ils feignent de laisser penser qu'ils désiraient à l'époque une amélioration de la situation de la communauté gitane, comme par exemple lorsqu'ils auraient demandé l'adduction d'eau courante. Mais la lecture de la lettre au Président de la République dont parle madame Vincent renseigne sur les véritables intentions des propriétaires des Barques⁸⁷... Cependant, plus que comme un artifice destiné à masquer leur aversion par une fausse compassion, il semble qu'il faille comprendre cette erreur-monsonge comme un lapsus traduisant, une fois encore, la manière dont les habitants des Barques se positionnaient vis-à-vis de la communauté gitane. Revendiquant leur différence, parce s'auto-assimilant inconsciemment à ceux qui s'étaient immiscés dans leur territoire :

« Mr V. : Il y en avait qui vivaient, au bout d'un certain temps aussi bien ils mouraient, ils vivaient dans des, pfff... Combien de fois on le disait à la ville, de quand même faire quelque chose.

Mme V : on s'est même adressé à la Présidence de la République.

AZ : mais pour qu'on fasse quoi ?

Mme V : au moins qu'ils leur mettent l'eau, enfin, et puis de prendre une décision, parce que quand même, ils ne pouvaient pas rester comme ça sur des terrains qu'ils avaient envahis sans autorisation. Bon alors après bien sûr on a été débarrassés le jour qu'ils sont partis à la cité Chantal. Il y en a même, ceux qui habitaient dans le château, quand on a démoli, il y avait des

⁸⁷Cf. supra

gens qui étaient propres comme les Jérôme et tout ça, qu'on les a aidés à déménager et tout.

AZ : mais alors, quand même, quand ils sont tous partis, ils devaient bien le savoir que vous étiez les principaux "responsables" de leur expulsion ?

Mme V : oui. Ah mais ils nous aimaient beaucoup. Parce qu'un jour, figurez-vous qu'on les a rencontrés au cimetière, peut-être trois ou quatre ans après, et ils nous ont dit "on te regrette Vincent, il faudrait que tu viennes nous voir là-haut pour t'occuper de nous !" »

Le discours des Vincent oscille ainsi entre paternalisme et folklorisme, offrant aux gitans désormais expulsés le rôle de marqueur d'identité du quartier, dont ils profitent aujourd'hui en en étant restés les témoins :

« Mr V. : On a même vu des noces chez eux, moi je suis allé une paire de fois à des noces qu'ils ont fait dans un terrain vague là à côté, boire l'apéritif. Il y avait même la famille Baillardo, il y avait Manitas de la Plata.

Mme V : oui, parce qu'il y avait sa mère qui habitait là.

Mr V : et le papa Baillardo, ses fils des fois je les rencontre chez Vieux, le quincaillier⁸⁸. Ils me disent "oh Monsieur Vincent, ça va ?" "bien et vous ?" Alors je dis "et le papa ?" "oh ! des fois vous savez on parle de vous hein !" (il rit) Je sais pas si c'est vrai, mais enfin, il m'a dit "oh, mon père il me parle souvent de vous, vous savez Monsieur Vincent !". Et quand on se voit en ville, c'est vrai, ils sont corrects ces gens-là. Ils sont corrects. Ils font de la musique, bon, ben voilà quoi ! Mais ils sont corrects, ne croyez pas que ce soit... Non, c'est pour ça, nous on n'a rien, de ce point de vue là... Maintenant pardi, vé, ils ont voulu nous changer le coin, mais il y a que du béton... »

Après les avoir combattus, les Vincent présentent ainsi les gitans comme argument contre la nouvelle invasion qui guette leur environnement. Les gitans sont devenus le rempart identitaire et quasi historique du quartier des Barques. Ils ne sont désormais plus une menace pour les propriétaires, qui ne craignent plus d'y être assimilés - ni physiquement ni symboliquement ; ce sont eux au

⁸⁸La boutique se trouve au bout de l'avenue du Pont Juvénal, non loin du quartier des Barques.

contraire, ou plus précisément le souvenir qu'ils ont laissé, qui ont été absorbés à l'image que les actuels habitants des Barques véhiculent de leur quartier.

Les Mottet, en opposition aux Vincent, s'étonnent presque de l'absence de difficultés que leur a créées la communauté gitane. Dès le début de l'entretien, ils avaient tenu à se démarquer de leurs voisins vindicatifs, et lorsqu'ils me parlèrent des gitans, ce ne fut que pour affirmer que les relations entre les deux groupes d'occupants du quartier avaient toujours été pacifiques. Et c'était cela qu'ils voulaient souligner, comme pour aller contre leurs propres idées reçues qui les avaient rattrapées depuis. Ne cohabitant en effet plus avec les gitans, ils sont désormais réduits à imaginer, comme n'importe qui d'autre, le mode de vie de ceux qu'ils ne connaissent plus. Depuis trente ans maintenant, depuis que la communauté gitane a été expulsée de leur quartier, les Mottet ont une perception distante, fantasmée des gitans, la même que tous les autres habitants de la ville, qui ne les ont jamais côtoyés. Ils sont bien devenus des Montpelliérains intégrés :

« Mme M. : l'époque a changé.

AZ : et vous croyez que maintenant vous vous installeriez dans un quartier où il y a des gitans ?

Mr M. : c'est difficile maintenant. Parce qu'il faut dire qu'avant, les gitans, ils trouvaient le moyen de gagner quatre sous en ramassant de la ferraille, des chiffons, là, c'est terminé ça. Alors ils volent, ils cassent des voitures, vous comprenez ? A l'époque ils s'en sortaient en récupérant, des vieux greniers, des caves, vous voyez. Maintenant c'est terminé tout ça, il y a très longtemps d'ailleurs. C'est plus rentable. Alors ils se sont mis au vol, à la drogue. Avant, ils vendaient des bouteilles n'anethol pour faire le pastis !...

Mme M. : oui, mais là où ils sont maintenant [ceux des immeubles de la Grappe], ils vendent de la drogue.

AZ : ils sont très isolés maintenant, ils ne sont pas mêlés aux autres...

Mme M. : ils sont avec les harkis.

Mr M. : ils ne s'entendent pas. Tandis qu'à l'époque, vraiment, on n'a pas souffert des gitans. Vous comprenez au contraire, ils avaient besoin de nous, ils avaient besoin d'eau des fois. Ils n'avaient pas d'eau. Nous on n'avait pas

l'eau de la ville non plus, c'était le puits, on l'a toujours le puits. Mais pendant 20 ans, on n'avait que l'eau du puits, qui montait dans un réservoir qu'on avait installé là-haut, et qui redescendait dans l'appartement. L'eau de la ville on l'a eue quand on a été viabilisés.

Mme M. : avec les gitans, ça se passait bien.

Mr M. : avec les gitans, on a toujours été en bons termes. Toujours. On n'a jamais eu à déplorer ni vols, ni rien. Et pourtant, même au moment où on s'est installés, le quartier avait mauvaise réputation, à cause des quelques tous premiers gitans qu'il y avait là.

AZ : et pourquoi vous êtes venus alors ?

Mr M. : parce que mon père a acheté le terrain. Il a fait une affaire. A l'époque, il valait cinq francs le mètre ! 1250 mètres ! Ça vaut mille francs le mètre maintenant. Minimum. Mille deux cents francs peut-être. Enfin je sais pas. Nous on n'a pas l'intention de vendre ! Mais le quartier, quand on parlait des Barques "ah vous habitez aux Barques ?", ça faisait drôle. Les Barques, c'était comme quand on a construit la Paillade. Vous voyez, pour faire la comparaison. C'était un quartier mal famé. Il n'y avait que des gitans.

Mme M. : et pourtant ils étaient calmes.

Mr M. : ils étaient calmes ici. Mais peut-être ailleurs ils allaient faire des frasques.

Mme M. : on a même vu des mariages.

AZ : vous étiez invités ?

Mme M. : moi j'avais été invitée par ceux qui étaient [à côté] mais c'était pas tout à fait des gitans⁸⁹, mais moi j'avais été invitée à l'apéritif là.

Mr M. : mais enfin on était en bons termes. Au café⁹⁰, à l'époque, il y avait des concours de belote. C'est là où on allait voir les premiers matchs de football à la télé. Personne n'avait la télé. Alors les coupes du monde de football, le café il était bourré ! On était tous debout, on ne pouvait plus s'asseoir tellement il y avait de monde. Et puis aux concours de belote, il y avait des gitans qui venaient. On était en bons termes. »

Quant à madame Soubrier, elle évoque les gitans comme ayant directement contribué au succès de l'épicerie qu'ils avaient montée, elle et son mari aujourd'hui défunt. Leur nom, comme celui des Mottet d'ailleurs, apparaît

⁸⁹Un peu avant lors de l'entretien, elle avait évoqué cette famille comme des personnes vivant presque comme des gitans. Il y avait huit enfants et très peu d'argent dans le ménage.

⁹⁰Il s'agit du café qu'il y avait place Faulquier. Cf. plan, page 3

pourtant dans la liste des quatorze signataires des courriers de protestation rédigés par les Vincent. Cette antinomie traduit la situation ambiguë dans laquelle se trouvait à l'époque le couple Soubrier, qui devait à la fois s'implanter économiquement dans le quartier tout en tentant de s'intégrer dans le territoire qu'ils avaient choisi d'investir. Le défi qu'ils s'étaient fixé était double : mener à bien leur commerce et fondre leurs origines auvergnates⁹¹ dans la population montpelliéraine du quartier des Barques. Il fallait pour cela ménager les susceptibilités et faire preuve d'une certaine diplomatie...

« AZ : Vous disiez que ça a changé du tout au tout ici. Comment c'était avant ?

Mme S. : c'était un quartier sale, on peut pas dire le contraire.

AZ : jusqu'à très récemment ou... ?

Mme S. : non, quand même. Quand les gitans ont été partis on a démoli le château. Alors ce château déjà c'était des gitans qui avaient vécu là avec beaucoup d'enfants et qui n'avaient rien, ni toilettes. Ecoutez, je vois un monsieur, il avait mis le costume et tout, et puis il se lavait les pieds dans une bassine ! (elle rit) On rigolait. Il y avait des moments aussi où il y avait Manitas de la Plata. Des fois ils faisaient, là, sur les terrains, comme c'était des terrains vagues, le soir, déjà au moins de juin, ils faisaient un feu, et puis tout ça dansait, chantait. Il y avait une note de... Mais enfin il n'y avait pas d'hygiène. Mais on peut pas leur en vouloir, c'était pas possible.

AZ : est-ce que vous étiez dans le même courant d'idées que monsieur et madame Vincent ?

Mme S. : Moi, pourquoi j'aurais râlé puisque c'était, moi, qu'est ce que vous voulez, je suis pas contre mon bifteck ! Je sais pas comment vous dire. On n'avait qu'à partir à ce moment-là, on aurait pu partir d'ailleurs. Monsieur Vincent, bien sûr il râlait.

AZ : mais qu'est ce qu'il disait alors ? Est-ce que vous en discutiez ?

Mme S. : pfff... On disait rien. On laissait courir. Ils étaient... Les gitans, on les servait, c'était normal, et qu'est-ce que vous voulez, on était là pour travailler nous.

⁹¹Ils venaient tous les deux du Cantal. Monsieur Soubrier, ancien valet de ferme, puis menuisier, avait décidé se lancer dans l'aventure du commerce en venant s'installer à Montpellier en 45. C'est en 48 qu'ils ont pris la première fois une épicerie en gérance. En 55, ils ont construit leur propre boutique au rez-de-chaussée de leur pavillon.

AZ : mais est-ce que vous avez l'impression qu'ils étaient beaucoup suivis, les Vincent ? Est-ce qu'il y avait une indignation collective vis-à-vis des gitans qui vivaient là ?

Mme S. : oh il y avait certaines dames qui disaient "oh vous n'avez que des gitanes dans votre boutique". Mais ça c'était pas un argument, vous savez une histoire de dire que pfff... Bien sûr quand il y..., mais vous savez quand même, je sais pas moi, qu'est-ce que vous voulez, les gitanes, il fallait bien que je les serve. Elles disaient "on viendrait davantage s'il n'y avait pas les gitans". Et puis en plus, vous savez, c'était une clientèle de quartier, alors il y avait quand même une certaine jalousie quand ils voyaient que...

AZ : que ça marchait ?

Mme S. : oui. Alors on me faisait des réflexions. C'était "ah, encore une blouse neuve ? Et ben dites donc..." Moi, je les laissais parler, je me disais "c'est leur argent qui m'intéresse, et puis après tout, je suis là pour nourrir ma famille". Moi les gitans, ils étaient là, et c'était pas à moi à les... Qu'est ce que vous voulez que je fasse ? C'était une clientèle comme une autre. Moi je les dédaignais pas les gitanes. Des fois c'était elles, quand elles me voyaient fatiguée, c'était les premières à me dire "ah, tu es fatiguée", les autres ne me le disaient pas. Vous savez ils avaient leur..., ils sont très famille d'ailleurs. Alors ? Et puis quand ils ont été relogés à la cité Chantal, il ne se faisait plus rien dans le coin, il a fallu fermer.⁹²

AZ : quand ils sont partis, non seulement il a fallu fermer, mais en plus ça a dû faire un vide ?

Mme S. : pardi oui. J'avais le permis de conduire, mais j'avais jamais conduit alors je ne pouvais pas m'y mettre, mais autrement je crois que j'aurais acheté une fourgonnette et j'aurais été leur vendre là-bas. Je les connaissais tellement. Mais là-dessus, avec mon mari, on n'était pas d'accord. Moi j'aurais acheté un fourgon et j'aurais fait comme dans les villages. J'aurais été là-bas. Parce que moi ça me manquait. Moi j'étais jeune encore, vous vous rendez compte, arrêter en 70 [elle n'avait que 48 ans]. Alors j'ai fait Tupperwear ! »

Madame Soubrier aimait son métier ; et elle aimait ceux qui lui permettaient de l'exercer. Elle était attachée à ces gitans qui emplissaient sa boutique de cris et d'histoires qu'elle était finalement plus tentée de partager que la perfidie des

⁹²En 1964, les Soubrier ont acheté un autre commerce à Palavas. Pendant quelques années, ils se sont occupés des deux, puis ont loué leur local de Palavas à une pharmacie et ont fermé l'épicerie du quartier des Barques en 1970 pour la transformer en appartement à louer.

conversations menées par les autres clientes du quartier. Elle était pourtant cependant loin d'être intégrée au sein de la communauté gitane qu'elle ne côtoyait que dans les murs de son épicerie. Les Soubrier, dont l'instinct commerçant leur avait ouvert les portes d'une ascension sociale fulgurante, continuaient de mener seuls leur chemin dans un espace qui leur demeurait fermé. L'ancien domestique agricole avait d'ailleurs voulu vendre le magasin pour acheter un hôtel à Lourdes ; madame Soubrier n'avait pas souhaité quitter le quartier des Barques qui l'avait vu réussir ses propres ambitions. Les gitans leur avaient permis d'exister dans cet environnement où personne ne les attendait. Ils étaient désormais chez eux aux Barques, ils avaient quelque chose à y faire, ils étaient parvenus à imprimer leur marque dans ce qui était de fait devenu leur territoire. Les rapports qu'ils entretenaient avec leur clientèle gitane légitimaient leur présence ici autant qu'ils les marginalisaient au sein des autres habitants du quartier. Et c'est cette ambivalence que madame Soubrier a encore aujourd'hui des difficultés à cerner. Elle ne sait pas véritablement où se situent les limites de son influence actuelle au cœur de la population des Barques. Mais elle est encore ici, dans sa petite maison aux volets verts - la dernière encore debout sur le boulevard des Consuls de mer - fidèle à ses souvenirs, nourrie par l'énergie qui l'animait dans sa jeunesse, arrimée aux murs élevés par son mari, isolée parmi les chantiers du futur Port Marianne, comme elle l'avait symboliquement été dans son parcours de commerçante. Il fallait bien vivre, aime-t-elle à répéter pour expliquer la façon dont elle conduisait son épicerie. Et c'est ce qu'elle continue de faire, avec tout ce qui lui reste de force pour garder sa place dans ce quartier des Barques qui vacille.

Tant pour les Vincent que pour les Mottet ou madame Soubrier, les gitans représentent un élément fédérateur de la mémoire des habitants des Barques. Parler du quartier, c'est inévitablement évoquer le passé partagé avec la communauté gitane, c'est se réunir autour de ce souvenir marqué par la saleté et les accents enivrants de la guitare de Manitas de Plata, c'est se rappeler

d'avant pour mieux réaliser qu'eux-mêmes sont toujours ici, sur un territoire qu'ils ont su garder jusqu'à aujourd'hui. A travers les courriers des Vincent, signés par tous les propriétaires du quartier des Barques, transparaisait la volonté pour chacun d'eux de s'imposer dans cet espace qui ressemblait encore à un terrain vague, sans limites, sans règles, sans passé véritable. S'ils n'approuvaient pas tous le ton ni les arguments employés dans les lettres, ils se rangeaient cependant derrière les Vincent qui, par leur détermination, parvenaient à impulser une énergie commune muant ainsi les quelques propriétaires en un groupe uni et fort. Aujourd'hui, ils se rassemblent encore autour de cette expérience qu'ils ont tous partagée, et sont fiers d'exhiber ce qui fait désormais l'histoire de leur quartier, ce qui le raconte. Ils offrent à leur quartier une histoire qu'ils ont tacitement harmonisée et continuent ainsi de rester soudés dans l'aventure de la création-préservation de leur territoire.

2. LE LEZ : UN VOISIN QUI N'EST PLUS DU QUARTIER

L'une des raisons pour lesquelles je me réjouissais de rencontrer des habitants du quartier des Barques était que j'imaginai qu'ils sauraient me parler du Lez. Ce cours d'eau m'apparaissait en effet uniquement, jusqu'à présent, comme l'un des pivots de l'argumentation municipale, comme ce qui devait donner une cohérence urbanistique et une légitimation historique au projet Port Marianne. Il n'était que théorique, un élément du discours des différents représentants de la Mairie, sur lequel venait se greffer l'essentiel de l'opération immobilière. Le petit fleuve qui coulait entre les nouveaux et futurs immeubles de Port Marianne était moins fait de l'eau de la source qui jaillissait à quelques kilomètres de là que de l'encre des mots qui le racontaient dans les dossiers de presse municipaux. Certes, il y avait bien quelques pêcheurs du dimanche qui venaient y laisser flotter leurs hameçons au milieu des bateaux télécommandés par les membres du club de modélisme aquatique, certes il y avait ces promeneurs avec chien qui déambulaient sur ses berges et ces

promeneurs sur barque qui en remontaient le nonchalant courant jusqu'au restaurant Rimbaud. Mais le Lez, celui qui dégageait les effluves des épices ramenées de tous les ports de la Méditerranée, celui qui résonnait des cris des lavandières, celui qui éclaboussait de ses eaux claires les robes blanches des mariées et les maillots rayés des baigneurs du XIXème siècle, celui-là ne traversait plus que les pages de papier glacé des documents du service Communication de la Mairie, il n'alimentait plus que les discours de Georges Frêche. L'image qu'on lui appliquait prédominait sur la réalité de son apparence existante. Le Lez, c'était tout ce qu'il n'était plus - et tout ce qu'il serait, quand le nouveau port serait creusé.

Encore fallait-il être à l'écoute du discours diffusé par la municipalité pour percevoir cette dimension théorisée du Lez. Sans cela, le fleuve n'existait plus ; ni sa représentation symbolique, ni sa matérialité quotidienne. Il n'était rien. Rien qu'un cours d'eau que les étudiants habitant dans les nouveaux immeubles des Consuls de mer devaient traverser pour aller à la faculté, rien qu'une direction qui les menait trop près du quartier de la Grappe, rien d'autre qu'un peu d'eau que certains même n'avaient pas tout de suite remarquée au moment de leur installation à Port Marianne⁹³.

Or, en allant à la rencontre des habitants du quartier des Barques, je savais que j'allais vers quelques-uns de ceux qui avaient connu le Lez du temps où les enfants s'y baignaient au milieu des draps rincés par les blanchisseuses. J'allais peut-être entendre parler de ce fleuve, peut-être allait-il devenir quelque chose de réel, d'existant dans l'environnement de Port Marianne.

⁹³Lors de l'enquête que j'ai menée au cœur des immeubles des Consuls de mer dans le cadre de ma thèse, aucun de mes interlocuteurs du Corinthe et du François Mireur n'avaient en effet évoqué le Lez autrement qu'avec une indifférence affichée. Comme d'ailleurs pour ce qui concernait le projet architectural lui-même, il y avait un décalage évident entre les propos tenus par l'équipe municipale et la réalité de la situation vécue sur le lieu de Port Marianne. Toute l'énergie qu'exerçaient le Maire et ses collaborateurs pour élever le Lez en symbole historique qui devait ouvrir au projet les portes de la réussite, tant économique qu'écologique, n'avait en effet aucune prise sur les habitants des Consuls de mer, ceux-là même qui justement vivaient le long du cours d'eau. Le fleuve n'était pour eux porteur d'aucune réminiscence historique, d'aucune nostalgie, d'aucune promesse d'avenir projetée vers une conquête méditerranéenne dont ils ne soupçonnaient ni les épisodes passés ni les enjeux actuels. Le Lez était juste ce voisin silencieux qui les séparait de la faculté Richter.

Les Mottet :

« Mme M. : Moi quand j'étais jeune, et mon mari aussi, quand nous étions jeunes, nous prenions beaucoup de bains dans le Lez, parce qu'il était, l'eau était potable et tout. Moi je suis d'un quartier à un kilomètre d'ici. Et chaque année nous étions tout l'été dans l'eau. Mais après, non quand même on ne pouvait plus, parce qu'il était devenu un peu...

AZ : est-ce que vous pourriez me décrire, l'un et l'autre, ce que vous voyiez en sortant de votre maison avant qu'il y ait les immeubles ?

Mr M. : ça dépend d'il y a combien de temps. Parce que ça a beaucoup changé.

Mme M. : on a démoli des maisons qui étaient au bord du Lez. Mais vraiment au bord.

Mr M. : elles avaient les pieds dans l'eau. Dès que le Lez montait, il y avait de l'eau dans la cuisine. C'était il y a minimum quinze ans.

AZ : c'était avant qu'il y ait le projet de faire Port Marianne.

Les deux : oui.

Mme M. : c'est-à-dire, ils ont refait un peu le Lez. Au milieu il y avait une petite île, tout ça est parti. Et puis là où on fait, pas l'immeuble actuel, mais celui qui est terminé, [le François Mireur] il y avait un ancien relais de chevaux, parce qu'il y avait des péniches sur le Lez qui venaient chercher du gravier et du sable, et puis qui l'emportait...

Mr M. : ça c'est vieux.

Mme M. : oui, mais elle demande...

Mr M. : ce qu'on a connu.

Mme M. : ah, alors ça on ne l'a pas connu. Nous n'avons jamais vu de péniches. Nous étions trop jeunes peut-être.

[Elle m'apporte une carte postale ancienne agrandie des bords du Lez. Il s'agit de la même carte que celle reproduite dans les dossiers de presse municipaux.⁹⁴ En me montrant cette carte :] c'était là qu'il y avait ce fameux relais. Nous, on appelait ça le Château. »

Madame Vincent

« En 33⁹⁵, on avait vu, moi j'étais gamine, en 33 j'avais huit ans, et je me rappelle que mon père m'avait amenée voir les dégâts. Eh bien j'ai vu, parce qu'il y avait la distillerie qui se trouvait là, là où il y a les grands immeubles en verre, à côté du pont, à côté du Conseil Régional, il y avait une distillerie,

⁹⁴Cf. I

⁹⁵Date de la crue du Lez la plus importante du siècle. Madame Vincent habitait à cette époque dans un hameau de la commune de Montpellier, au sud-ouest de la ville, non loin du Lez.

eh bien les tubes de la distillerie étaient dans le cœur des platanes qui se trouvent sur le rond-point. Donc vous voyez si il y avait eu de l'eau ! Parce que le cœur des platanes, il est quand même à deux ou trois mètres de haut, et ils sont loin de la berge. En 33, ça, je l'ai vu. »

Madame Soubrier

« Alors ce quartier il a changé du tout au tout. Remarquez, il a changé... Le bord du Lez, c'est bien qu'il soit aménagé comme il est. C'est bien, c'est beau. C'était devenu une pourriture le Lez. Tout le monde y vidait les ordures dans ce Lez. Oui, c'était devenu les, oh oui, et puis quand il y avait des coups d'eau, il y avait des arbres qui retenaient les cochonneries. Moi j'ai vu une voiture même. Il a été un moment où il était propre, j'ai mon fils, le boulanger, il allait y pêcher au Lez. Il a été un temps où il était bien. Moi je vous dirais que quand on n'avait pas l'eau, au printemps, quand il y avait pas mal d'eau dans le Lez, et bien elle était claire. Moi j'allais y rincer mes draps. Mais après, petit à petit, ça s'est dégradé, les gens allaient, il n'y avait pas de poubelle alors, les gens vidaient tout ce qu'ils avaient.

AZ : des gens du quartier.

Mme S. : oui. On était obligés finalement. Moi comme les autres. Je ne peux pas dire que je ne l'ai pas fait, ce serait pas juste. C'était même aberrant qu'un coin si près de la ville, parce que, si vous marchez bien, dans un quart d'heure, vous êtes à la Comédie, qu'il soit resté si longtemps sans rien. La ville s'est agrandie, il y a eu la Paillade, c'était plutôt vers le Nord. Enfin on n'a rien perdu pour attendre ! »

Ce n'est finalement pas non plus par l'intermédiaire des habitants du quartier des Barques que le Lez s'est révélé être un élément vivant. Certes, et parce que je le leur demandais, mes interlocuteurs se plaisaient à évoquer quelques-uns de leurs souvenirs et se replongeaient frileusement dans le passé pour exhumer quelques épisodes liés au fleuve, qui avait jalonné leur jeunesse. Mais je n'ai finalement rien entendu de différent de ce que j'avais déjà lu dans les documents municipaux : les baignades, les crues, la saleté d'un cours d'eau oublié puis ressuscité par les récents travaux d'aménagement. Les habitants des Barques ne me livraient rien d'autre que le récit stéréotypé diffusé par le service Communication de la Ville. Madame Mottet va jusqu'à confondre ses propres souvenirs avec l'histoire plus ancienne du Lez. Elle ne résiste pas à évoquer

l'époque où le fleuve était un élément de l'activité économique de Montpellier, celle où les bâtiments édifiés sur les berges n'étaient pas encore occupés par des gitans mais par ce qui fait aujourd'hui l'une des images les plus revendiquées par les concepteurs des dossiers de presse municipaux : les chevaux, les bateliers, les péniches amarrées devant la terrasse. Elle occulte ma question et noie son discours dans des généralités dont elle exclut ses propres expériences d'ancienne habitante du quartier. Comme si le Lez n'appartenait plus à ceux qui avaient grandi à ses côtés. Comme si les habitants du quartier des Barques abandonnaient la partie en oubliant ce qui leur restait d'anecdotes personnelles pour se fondre dans l'homogénéité du récit officiel, qu'ils cautionnent en le reproduisant à la demande, mais dont ils se désapproprient les enjeux.

Autant les gitans qui s'étaient installés dans le lotissement des Barques semblent avoir traversé les époques pour continuer de peser sur la représentation que les habitants se font de leur environnement, autant le Lez paraît ne pas faire partie intégrante du quartier. Il coule aujourd'hui derrière les nouveaux immeubles des Consuls de mer et ne risque plus de pénétrer jusque dans les sous-sols des pavillons des propriétaires des Barques. Ce n'est plus le fleuve qui délimite l'horizon et le territoire du quartier, mais les bâtiments de Port Marianne ; le Lez est en effet désormais englobé dans l'ensemble du projet architectural, il en est l'un des éléments structurant. Il habite maintenant au cœur de Port Marianne ; il a déserté le quartier des Barques. Rien ici n'a pourtant quitté son emplacement initial : ni les habitants du lotissement, ni le Lez. C'est juste le paysage qui a changé, faisant désormais s'imbriquer deux territoires là où il n'y en avait qu'un avant la construction des premiers immeubles des Consuls de mer - frontière physique autant qu'une étape chronologique qui fractionne la mémoire des habitants des Barques en différents niveaux de perception. Les gitans, disparus, existent encore dans le discours évoquant ce qu'est le quartier ; le Lez, présent mais invisible, ne ressemble plus qu'à ce qu'en racontent les dossiers de presse municipaux. Il n'incarne pas le lotissement des Barques : les habitants ne le lui permettent pas,

préférant s'attribuer le symbole malléable, parce que figé par le temps, des gitans, plutôt que celui, trop investi par d'autres intérêts qu'ils ne maîtrisent pas, du Lez, qu'ils lèguent alors à la municipalité, initiatrice de Port Marianne.

Ils ne portent d'ailleurs pas de jugement sur le projet du port Jacques Cœur. Ils se positionnent volontairement comme étrangers au développement de Port Marianne, en particulier pour ce qui concerne les aménagements effectués sur le Lez. Ceci ne les concerne pas : ce n'est plus chez eux, et la lenteur de la mise en œuvre des travaux recule la réalisation du port jusqu'à une date trop éloignée pour qu'ils puissent imaginer être témoins du résultat final. Les transformations futures des berges du Lez semblent ne pas interférer avec l'univers physiquement et chronologiquement clos des habitants du quartier des Barques. Ils sont juste les spectateurs poliment intéressés et un peu amusés de l'évolution d'un territoire dont ils laissent volontiers les commandes à la municipalité. Leurs réserves sont énoncées avec la sagesse de ceux qui connaissent la vie, que les turbulences du quotidien n'affectent ni ne préoccupent plus. Ils ne se sentent ni dépassés par l'évolution de leur environnement, ni menacés par les multiples projets architecturaux qui viendront modifier les abords de leur lotissement.

Madame Soubrier exprime cette confiance mêlée d'indifférence quelque peu fataliste lorsqu'elle m'avoue, à la fois fière de la distance qu'elle affiche chaque fois qu'elle évoque ce qui a plongé dans le chaos sa petite maison aux volets verts, et un peu découragée : « *Vous savez, moi, tout ça, je l'ai sous les yeux, alors en parler... Je suis en plein dedans et en même temps, ça ne m'intéresse pas. Je n'ai rien à en dire, c'est ça, je n'ai rien à en penser, voilà.* » Les Mottet et les Vincent sont plus loquaces, mais tout aussi détachés et solidement campés sur leurs positions d'anciens habitants du quartier des Barques, à qui rien ne peut arriver tant est prononcé leur sentiment d'occuper une place qui leur est réservée, tant est inébranlable leur certitude d'être ici les maîtres, sur un territoire qu'ils ont eux-mêmes construit.

Les Mottet :

« AZ : Qu'est ce que vous pensez de ce projet de faire un port, de rénover les berges du Lez ?

Mme M. : rénover les berges du Lez, ça c'était important. Le dimanche, déjà, avec tout ce qui a été fait, c'est vraiment un bol d'air pour certaines personnes, mais le port, pour arriver jusqu'à Palavas, là... Ça va faire des frais...

Mr M. : ce qu'il y a c'est qu'ils n'ont pas gardé assez de petits coins, de parc, de verdure, de campagne. Parce que chaque fois qu'il y a un trou, pof, on bétonne. Maintenant, ça, le port... Qui dit port, dit plaisance, et plaisance, ça plaît.

Mme M. : oui, d'accord, mais moi, personnellement, je le trouve un peu loin de la mer...

Mr M. : mais pour nous, c'est pas un problème. De toutes façons, il n'y a encore rien de fait. On en parle depuis un bon moment et...

Mme M. : il y a déjà des anneaux de vendus, il y a des années déjà. Je ne sais pas qui c'est qui les achetés.

Mr M. : nous, on risque de pas le voir fini.

Mme M. : moi je trouve que ça fait un peu loin de la mer. Il va falloir faire des écluses, alors vous vous rendez compte un peu... Au moins deux heures, deux heures et demi pour aller à la mer... Celui qui a un bateau, il préférera rester à Palavas. »

Les Vincent :

« Mr V. : Et bien il est pas encore prêt hein, ce port ! Ce que je comprends pas c'est qu'il y a des flèches, il y en a même devant le Peyrou⁹⁶ !

Mme V. : il y a au moins six ou sept ans qu'on le signale ce Port Marianne.

Mr V. : les gens arrivent comme ça, je sais pas moi, des étrangers, ils passent et ils disent "on voudrait voir le Port Marianne"

AZ : on vous a déjà demandé ?

Mr V. : oui, pardi, ceux qui viennent là, qu'est ce que vous voulez que je leur dise ? Je dis "Port Marianne, vous regardez le Conseil Régional, voilà le port !" Il y a le jet d'eau ! Et si ils veulent y croire, le mercredi, je crois qu'il y a des gosses qui naviguent et tout⁹⁷. Si ils veulent, ils peuvent dire, "c'est vrai, c'est le Port Marianne !".

Mme V. : il y a des bateaux... !

⁹⁶Parc situé en plein centre ville de Montpellier

⁹⁷Un club municipal de navigation organise en effet des cours de voile sur des bateaux de type "optimistes", aux voiles marquées par le logo de la Ville, le "M" de Montpellier.

Mr V. : maintenant, le leur, qui est sur la remorque, c'est plus difficile ! [Il veut parler du bateau que les touristes étrangers tirent derrière leur voiture. Il s'agit sûrement d'une exagération destinée à enrichir son récit...] Non, mais c'est aberrant de faire croire aux gens qu'il y a un port et qu'il n'y soit pas.

Mme V. : nous, on avait proposé un grand parc. Un beau jardin et pas ce port. Parce que regardez le port de Lattes. [Port Ariane] Il n'y a pas loin à relier là-bas au Lez de la mer. Et bien c'est une mare d'eau pourtant. Impossible de circuler en bateau. Celui qui a acheté pour aller avec son bateau là-bas il y a trois ou quatre ans déjà, il l'attend toujours l'écluse ! »

3. RÉSISTER DE L'INTÉRIEUR FACE AU PRÉSENT ENVAHISSANT

Si les habitants du quartier des Barques ont abandonné le Lez au territoire de Port Marianne, c'est pour mieux concentrer leur énergie à renforcer les frontières actuelles de leur lotissement. Entre les nouveaux immeubles des Consuls de mer et les terrains en attente d'être construits depuis la destruction des bâtiments EDF-GDF, l'espace occupé par les pavillons des propriétaires des Barques est désormais nettement circonscrit. L'enjeu est clairement défini pour ceux qui vivent ici depuis plus de quarante ans. Il s'agit de ne pas se laisser englober par Port Marianne et de continuer à marquer leur territoire en insistant sur l'individualité de son architecture et la particularité de sa destinée, liée à la volonté même de ses habitants.

L'impact du discours municipal pour promouvoir Port Marianne agit ainsi de manière ambiguë sur les habitants du quartier des Barques. Ils rejettent en effet les éléments historiques dont les interventions de Georges Frêche et les dossiers de presse du service Communication usent pour tenter d'enraciner le projet urbanistique dans une logique économique et sentimentale séculaire, et se constituent eux-mêmes en acteurs de l'histoire de leur propre quartier. Point n'est besoin alors en effet de célébrer les hauts faits de Jacques Cœur, le dynamisme passé du Lez, la beauté d'un site retrouvé. Ce serait finalement

cautionner l'avancée des chantiers qui envahissent leur environnement. Eux qui sont d'anciens montpelliérains - même Madame Soubrier, devant mon étonnement de l'entendre s'exprimer avec un parfait accent du Midi, m'explique avec une moue timide que « *le Cantal, c'est tellement loin maintenant* » - sont des auditeurs avertis aptes à capter quelques-unes des références historiques du discours municipal. Mais le quartier des Barques, tel qu'ils l'ont vécu, tel qu'ils le perçoivent aujourd'hui, n'est jamais cité comme un élément constitutif de l'histoire du lieu investi par Port Marianne. S'ils veulent garder le sentiment d'exister au sein de cette ville qui s'agrandit aux dépens de leur territoire, qu'elle oublie et fait peu à peu disparaître derrière ses nouveaux immeubles, mieux vaut se tourner vers ce qui leur appartient concrètement : leur maison, leur jardin, leur jeunesse.

Si le souvenir de la présence de la communauté gitane reste encore un facteur fédérateur pour les habitants du quartier des Barques, l'évolution récente de leur environnement, soumis aux chantiers de Port Marianne, les réunit aussi, peut-être parfois malgré eux, et les conduit à penser leur lotissement comme un tout à considérer dans sa globalité - même s'ils ont plutôt tendance à se définir et à raisonner à un niveau beaucoup plus individuel et familial. Les quelques parcelles construites de l'ancien lotissement-jardin des Barques font bloc face aux proches passé et futur, et c'est bien ce qui permet, encore aujourd'hui, de pouvoir les agglomérer sous le nom de quartier. Le présent des Barques n'est finalement ainsi constitué que des relations - redoutées ou définitivement consommées - entretenues avec des entités extérieures au lotissement.

Et c'est en fait à travers ce qui transparait de leur rapport avec la municipalité - en particulier avec le Maire, qu'ils considèrent comme étant l'unique interlocuteur au sujet du projet Port Marianne, comme la seule possibilité de personnaliser la masse architecturale des nouveaux immeubles des Consuls de mer - que l'on peut percevoir l'attachement qu'ils portent à leur maison, à leur quartier, à cet environnement qui les a vu prospérer et vieillir, à leur histoire

qui a rassemblé les individualités de leurs parcours pour réunir chacun d'eux sous la bannière de représentant du quartier des Barques.

a. rapport à la Mairie : individus contre institution

Les Mottet et madame Soubrier semblent avoir adopté une attitude résignée vis-à-vis des décisions d'ores et déjà prises et à venir de la municipalité en ce qui concerne l'avancement des travaux de Port Marianne. Mais leur fatalisme s'assortit de la volonté affirmée de ne pas quitter leur quartier, auquel ils sont quasi physiquement attachés, et dont ils n'ont nulle part à Montpellier trouvé l'équivalent. L'impasse n'est pas loin, entre l'acceptation de voir leur environnement de plus en plus bouleversé et le refus de l'abandonner pour s'installer ailleurs. Leur espace d'auto-reconnaissance se réduit à mesure qu'eux-mêmes vieillissent. Ils sont d'ailleurs lucides quant au dénouement final de ce dilemme dont ils entrevoient l'issue prochaine, puisqu'ils n'hésitent pas à évoquer le futur sort de leur maison, lorsque leurs enfants en auront la charge : « *Eux feront ce qu'ils voudront, prédit monsieur Mottet, ils pourront même la vendre à la Mairie si ça leur chantent...* »

Les Mottet :

« Mme M. : Finalement, nous en avons pris notre parti, disons, et avec mon mari, nous avons dit "si on nous fait partir, on nous donnera quand même de l'argent, et nous resterons quand même dans le quartier. Nous achèterons à ce moment là un appartement dans le coin" . Oui, parce que, partir ailleurs : où ? Pour trouver la même chose ; on n'aurait jamais pu. Ou alors il fallait aller loin. Et encore. Nous sommes à un quart d'heure de la Place de la Comédie, à pied. Alors quand même, pour trouver un coin pareil, ce n'est pas possible. Voilà.

AZ : donc vous étiez prêts, dans l'idée, quand même, à...

Mme M. : bien sûr, on se serait défendus, bien sûr, mais on ne pouvait aller très contre.

AZ : et finalement ils ne vous ont pas sollicités.

Mme M. : non. Et puis bien sûr on nous a annoncé qu'on allait bâtir. Et là, aller contre... Il y en a qui nous ont dit, "mais pourquoi vous ne faites pas un procès ?". Faire un procès à qui ? ! Pourquoi faire un procès ? C'est pas possible ! Voilà, et petit à petit, ça s'est fait comme ça. Mais moi, personnellement, ça m'a..., ça m'a fait quelque chose, j'étais un peu déprimée. Et puis finalement, ça a passé. Voilà.

(...)

Mme M. : Il va y avoir des habitations en face aussi. [à Richter] Je m'en suis aperçue justement un jour où j'étais à pied, il y a des panneaux, on va faire des immeubles, de l'autre côté du Lez, à côté de la faculté. J'ai été surprise.

AZ : mais vous n'avez pas été voir les maquettes du projet Port Marianne à la Mairie ?

Mme M. : c'est-à-dire nous, les maquettes, il y a longtemps qu'on les regarde plus. On y avait été au début pour voir, pour nous ! Maintenant on s'en fiche.

Mr M. : ça fait longtemps que je ne suis pas allé les voir. Mais enfin, j'y suis allé plusieurs fois. Parce qu'au début on craignait. Enfin, on ne savait pas. Et puis avec les maquettes on nous voyait même plus alors.

AZ : c'est-à-dire ?

Mme M. : c'est-à-dire qu'à la place de notre maison, il y avait des arbres !

AZ : qu'est-ce que ça vous a fait ?

Mr M. : la première fois ça a fait drôle, et puis après...

AZ : qu'est ce que vous avez fait ?

Mr M. : moi j'ai pris rendez-vous à la Mairie qui nous avait dit "vous n'êtes pas sur les maquettes, mais c'est pas les vrais plans ça. Les maquettes c'est pour faire joli, pour faire du tape à l'œil. Et puis oui, c'est vrai, sur les plans, on y était. Alors on savait qu'il n'y avait pas de problème. »

Mme Soubrier :

« C'est vrai que des fois on critique Monsieur le Maire, mais moi, je critique pas trop. Je sais bien que j'aurais pas aimé avoir ces bâtiments mais qu'est-ce vous voulez faire ? Il faut que les gens se logent. On peut pas être égoïste au point de... Je sais que j'ai beaucoup perdu, j'avais une vue magnifique là, moi. Ma maison elle se voyait de l'autoroute là-bas. Alors je peux vous dire que j'avais une vue... Ça ils m'ont tout coupé avec ces bâtiments. Enfin... Que faire, c'est rien... Il m'est arrivé pire puisque j'ai perdu mon mari il y a deux ans. Mon mari n'acceptait pas, lui. Il a connu, lui le Mireur. Déjà il râlait. Moi, je lui disais "mais écoute, si on était encore commerçant, tu aurais été heureux !"

(...)

D'abord ça va être toujours la Mairie qui va, enfin on n'en sait rien, moi, tant que je vis il est pas question que, non, je veux pas céder..., non je veux pas vendre quoi. Mais je sais très bien que le jour où je vends, la Mairie est, enfin je pense, j'en sais rien parce que j'ai pas posé la question, je pense que c'est eux, la SERM⁹⁸, qui voudront acheter. Mais on ne sait pas trop en fait. Moi pour l'instant je tiens le coup, à moins que je craque, mais j'aurais dû craquer déjà. Et puis tout n'est pas mauvais dans le coin. Il faut pas... J'ai les cars. Ça me facilite, il est intéressant le bus. Alors j'ai gagné ça. Il faut voir le positif, qu'est-ce que vous voulez faire ? Ça [l'immeuble du Crescent, en construction juste devant sa maison] ça me plaît pas mais, c'est vrai que ça fait beaucoup de, il me coupe un peu le soleil mais j'en ai encore un peu...

(...)

On me dit "mais vous seriez bien dans un appartement, pourquoi vous voulez vous casser la tête d'entretenir tout ça ?" Mais, non, c'est ancré en moi, maintenant, ça y reste, et je me vois pas... Je ne dis pas que, bon, j'ai un fils qui est en résidence, lui il se trouve très bien dans un appartement. Moi je dis "à votre idée, mais moi ça me plaît pas". Et puis je suis attachée ici, je ne sais pas pourquoi.

(...)

Et même vous voyez là maintenant, bon je serais partie, je serais pas restée, on aurait proposé la maison à la SERM, je ne serais plus là, ma maison serait à terre, sûrement. Mais elle le sera un jour. J'ai cinq enfants, et vous pensez bien, qu'est-ce qu'ils vont faire, ils vont vendre. Je ne me fais pas d'illusions. Non, mais ça... je vais y vivre tant que... Vous savez, j'ai 73 ans,

⁹⁸Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine, présidée par Georges Frèche.

et alors je vais pas vivre... Je vais pas devenir comme la, comment elle s'appelait ?

AZ : Jeanne Calment ! [dont on venait de fêter les 120 ans] »

Tandis qu'il évoque la cérémonie de la pose de la première pierre de l'immeuble du Crescent du début de l'année 94, Monsieur Arthus traduit bien ce sentiment partagé par les habitants du quartier des Barques, cette impression de vulnérabilité face au pouvoir de la municipalité. Certes, les acteurs du quartier étaient en effet présents pour assister à cette nouvelle étape qui marquerait leur environnement. Ils prouvaient en cela l'intérêt qu'ils portaient à l'élaboration de Port Marianne, par laquelle ils voulaient se montrer concernés. Mais le petit nombre de personnes qu'ils représentaient et l'évolution qu'a finalement subi le projet initial démontrait leur incapacité à peser sur les décisions municipales. Le petit monde des acteurs des Barques contemple, impuissant, le spectacle de Port Marianne.

« AZ : et comment ça s'était passé cette inauguration ?

Mr A : c'était dans un petit espace qu'il y avait là où il y a maintenant le Crescent, le Maire était venu, ils avaient posé une première pierre, bon, on était combien, une quinzaine.

AZ : c'est tout ?

Mr A : oh oui !

AZ : et comment vous aviez été au courant ?

Mr A : on avait distribué dans les boîtes aux lettres une invitation. Vincent y était. Madame Soubrier. Roque, et les quatre villas qui sont à côté de celle de monsieur Vincent. Celui qui travaille au service des eaux qui est au fond, monsieur Collado qui est à l'angle, et puis de nous, de l'immeuble [du François Mireur], on était cinq ou six locataires, c'est tout. Le Maire il a parlé, il a dit "voilà, on va faire un immeuble, le Crescent, avec une perspective sur le Lez". Voilà, c'est tout. Pose de la première pierre, un petit buffet. Vincent est allé le trouver tout de suite après, pour vite aller lui poser quelques questions, pour savoir comment ça allait être. Mais au départ, il ne devait pas être comme ça le Crescent, ça ne devait pas être bouché là. »

Les Vincent conservent en effet leur réputation d'infatigables protestataires, une image qu'ils entretiennent savamment. Leur combat d'hier contre les gitans s'est mué en une lutte perpétuelle contre tout ce que représente Port Marianne. Eux ne s'avouent pas vaincus face aux manifestations du pouvoir institutionnel qui se glissent dans chacune des décisions prises par la municipalité au sujet du projet urbanistique qui s'impose sur leur territoire. Leur perpétuelle colère garantit aux Vincent leur sentiment d'avoir prise sur le présent, comme c'était le cas il y a trente ans, en usant des mêmes armes. Tout comme ils ont le sentiment d'avoir défendu le quartier des Barques contre les gitans, ils s'imaginent encore aujourd'hui peser sur le devenir du lotissement. Fulminer contre tout ce qu'il est possible de condamner, c'est continuer à s'inscrire dans l'espace symbolique qu'ils se sont taillé à la mesure de leur désir de pouvoir, toujours guidés par un réflexe de paranoïa - productrice de leur formidable énergie.

Mais la partie est difficile à mener. L'adversaire conserve l'avantage, et cela d'autant plus qu'il a tendance à ne pas respecter les règles du jeu auquel s'adonnent les Vincent. La municipalité ne tient pas parole, et le couple s'en trouve fort déstabilisé. Ils ne comprennent finalement plus vraiment où se situent les véritables enjeux du combat, et se replient sur leurs positions. Ils ne peuvent plus désormais régner en maîtres que sur un territoire de plus en plus réduit et miné par l'incertitude des coups portés par les stratèges de la Mairie :

*« Mr V : c'est que moi, tout ces gens-là, ils ne tiennent pas leurs promesses.
Mme V : on était allé avec mon mari avant qu'ils se fassent, ces immeubles, on avait été à une réunion des notaires au Corum. Et ils vendaient des appartements sur place. Alors des arbres, à ce moment -à, il y en avait, sur les papiers qu'ils distribuaient ! Et puis aussi, un autre exemple : ils avaient mis des bancs sur les berges du Lez, c'est avenue du Pirée je crois que ça s'appelle, il y avait donc un espace vert, on pouvait passer largement ou mettre une voiture. Et là, ils ont enlevé tous les arbres qu'ils avaient plantés ça va faire trois ans, puisque c'est la première partie qui a été faite là-bas, sur le devant du Lez. Ils ont tout enlevé, les plantes vertes et tout.*

Mr V : c'est comme là, moi ils me font rire, maintenant qu'on le voit, il va y avoir quatre platanes sur le Lez. Avant, les gravures qu'ils faisaient voir, la personne qui voulait acheter, elle devait se dire... Maintenant ils voyent planter quatre arbres, des platanes, té, "espaces verts" ils appellent ça... Et vous savez ce qu'ils vont faire là ? Ils vont mettre des grosses corbeilles comme la table, ils vont mettre un arbre dedans, et puis voilà l'espace vert ! C'est comme ça, c'est pas autre chose. De toutes façons, eux maintenant, avec les pouvoirs qu'ils ont, depuis que ça a été décentralisé, la décentralisation c'est le pouvoir des maires, des préfets, de la région, du département, et puis ils font leurs magouilles à eux et puis terminé.

(...)

Mme V. : nous on lutte pour avoir des certitudes. Et le Maire, quand il était venu inaugurer la passerelle des Barons de Caravètes⁹⁹, il avait promis qu'il nous ferait un espace vert. Mais il nous l'a promis en paroles, mais depuis que j'ai demandé la réponse par lettre je ne l'ai toujours pas.

AZ : mais vous, vous êtes tellement bien ici, pourquoi vous vous acharnez à réclamer un espace vert, avec le beau jardin que vous avez ?

Mme V : oui, c'est vrai qu'on est bien ! Une fois mon mari, il rouspétait, Dugrand¹⁰⁰ - mon mari il peut pas le voir -, Dugrand il dit "mais vous vous avez un jardin !", il lui a dit "dites, c'est pas vous qui me l'avez donné, moi je fais pas partie de chez vous, le jardin, c'est moi qui me le fais !" "mais vous, vous êtes bien" "mais c'est pas grâce à vous, alors pensez aux jeunes, si vous faites quelque chose, faites quelque chose de viable". Nous, ne serait-ce que pour nos locataires là-bas [installés dans leur première maison, la Villa Serge, qu'ils ont ensuite quittée pour celle qu'ils occupent actuellement, à l'autre bout de leur jardin], on aimerait bien de la verdure. Même si c'est un parking, ils nous mettront bien quelques platanes.

AZ : vos locataires ne profitent pas du jardin ?

Mme V : oui, derrière, bien sûr, ils ont vue sur le jardin, mais devant, c'est quand même plus agréable si ils ont le soleil, si il y a des lauriers roses, moi je demande pas des plantes, des lauriers roses c'est très beau et puis c'est d'ici. N'allez pas nous foutre des palmiers, on n'est pas chez les arabes, moi j'ai horreur de ça. »

⁹⁹le 6 décembre 1994

¹⁰⁰Raymond Dugrand est Premier adjoint au Maire, chargé de l'urbanisme

Ainsi, les Vincent ne perçoivent plus nettement la frontière de leur territoire d'influence. Ils persistent à croire qu'ils peuvent agir en dehors de l'espace de leur propre pavillon en feignant de s'intéresser au bien-être des habitants des Consuls de mer et de leurs locataires. S'ils s'affrontent à la municipalité, c'est bien pour mesurer l'étendue de leur pouvoir, pour délimiter l'espace qui leur reste tacitement imparti. Et le résultat de ces expériences répétées est sans ambiguïté : les Vincent sont poussés, par ceux-là mêmes qu'ils combattent, à se retrancher sur ce qu'il leur reste en propre, leur maison, leur jardin. Ils ne peuvent plus finalement que se glorifier d'avoir élaboré cet espace qui leur appartient, et se préparer à l'invasion de leur environnement par les palmiers et autres occupants indésirables...

b. l'immeuble du François Mireur : réminiscence du passé et reflet du présent

Madame Soubrier :

« Là-bas c'est une autre catégorie [elle parle des immeubles de la résidence des Consuls de mer, à côté de l'immeuble du François Mireur], c'est bien, là, ceux du bord, ils sont très bien ceux-là. C'est bien, il y a de l'espace entre les bâtiments, ça c'est beau. C'est des immeubles convenables. Maintenant, celui-là, [le François Mireur] je crois qu'il sera... Bien sûr ils ont dû faire du social. Ils sont obligés de faire du social, ils sont obligés de mélanger, alors... Moi je sais pas. Moi j'ai peur qu'il y ait, bon, là pour l'instant, on voit que c'est des gens qui sont pas quand même, je sais pas moi, qui sont pas des Remistes(sic), qui sont pas, si, il y en a peut-être quelques-uns, mais enfin, mais j'ai peur que, vous savez, qu'ils se lassent de ces appartements. Vous savez, des gens qui ont des revenus moyens. Ils se payeront autre chose. Et alors après j'ai peur qu'il vienne tout ce qui est... Vous savez comme ça a fait à la Paillade. Vous voyez ? J'ai peur de ça. »

Le François Mireur se trouve à l'emplacement de l'ancien bâtiment que les Montpelliérains surnommaient "le château", où s'étaient installées plusieurs

familles gitanes dans les années 50. Les habitants du seul immeuble classé HLM parmi ceux construits aux Consuls de mer - avant la livraison du Crescent, attenant au François Mireur - sont les héritiers de la réputation d'étrangeté et de dangerosité de ceux qui ont, trente ans auparavant, occupé le même espace. Pour les propriétaires du quartier des Barques, l'analogie est tentante ; c'est presque comme si l'histoire se rejouait sur ce lieu, point de rupture emblématique entre leur lotissement et un extérieur inexploré et menaçant. La crainte et le dépit qu'ils ressentent face à la survenue massive des nouveaux habitants de Port Marianne se cristallisent autour de ceux qui vivent au François Mireur. Leur seule présence ressuscite un souvenir qu'il valait mieux immobiliser dans l'artificialité d'un folklore rassurant et glorificateur. Ce sont les habitants de l'immeuble HLM qui symbolisent l'envahissement provoqué par l'élaboration du projet urbanistique, eux envers qui le ressentiment pourra s'exprimer en toute logique - voire en toute légitimité.

Le discours des Vincent traduit cet amalgame entre la communauté gitane et les habitants du François Mireur, qu'ils stigmatisent comme étant la source de tous leurs ennuis depuis la survenue des immeubles de Port Marianne. On perçoit leur peur et leur incompréhension face à l'architecture impénétrable de l'immeuble ; par les mots qu'elle emploie ("nous", "ici", "notre"), madame Vincent exprime aussi la tentation qu'elle a, malgré tout, de s'approprier ce lieu, dont elle ne s'est finalement pas dessaisie depuis le départ des gitans, et qu'elle se désole voir ternir l'ensemble du territoire des Barques ; les vieilles caravanes ont elles aussi ressurgi sous l'apparence des voitures des locataires du François Mireur, qui empiètent comme elles sur les rues du quartier :

« Mme V. : La grosse concentration, pour l'immeuble de l'OPAC, 140¹⁰¹ logements, ça je n'apprécie pas.

Mr V : c'est des casernes ça.

Mme V : oh et puis il y a de tout le monde là-dedans.

¹⁰¹Il y en a en fait 210

Mr V : c'est une caserne ça. vous comprenez, il y a une grande cour, mais c'est une cour qu'il n'y a pas de soleil, les gosses ne peuvent pas s'y amuser parce que ça résonne.

Mme V : les autres, c'est différent, c'est des résidences, pour les étudiants tout ça, les gens sont bien et tout, tandis que là c'est un peu le mélange, c'est un peu de tout. Je trouve que c'est pas à l'échelle humaine, qu'il faudrait mieux faire des petits immeubles. Puisqu'on démolit ces grandes tours, ces grandes concentrations dans certains endroits, je ne comprends pas qu'on recommence.

(...)

Mme V : Moi je trouve que les deux immeubles de l'OPAC qu'ils ont construits après la passerelle Montaubérou¹⁰², c'est mieux aéré que le nôtre qu'on nous a foutu là. Parce que nous, il est tout fermé. Il n'y pas de pénétration dans la cour, nulle part. Encore ceux d'Antigone, il y a des grandes portes qui donnent dans des cours, mais ici, il n'y a rien. On n'aime pas cette verrue de l'OPAC. Et puis je trouve que OPAC ou pas OPAC, c'est inhumain. Parce que quand même les gens, ils auraient un petit balcon avec des géraniums, quelques arbres au milieu de la cour, je sais pas, on peut quand même faire quelque chose, et puis moins serré, moins de concentration des gens, moi c'est ce que je reproche.

(...)

Mme V. : Nous on prévoit que comme nous, on est quand même lotissement privé, on prévoit de fermer la rue. Les gens viennent se garer, et puis nous, les locataires, ceux qui ont deux voitures dans l'immeuble [celui construit dans les années 60 derrière chez eux, et qui a permis de classer leur quartier lotissement], les garages sont petits, il en rentre une, mais pas deux, alors finalement eux ils n'ont pas de place, et mes locataires, c'est pareil. Les gens qui ne veulent pas prendre de parkings, dans l'immeuble de l'OPAC, ils se mettent dehors. Ils font de l'OPAC, mais les parkings, ça se paye en plus. Et les gens, ils les prennent pas. Alors où ils mettent leur voiture ? Chez nous. Là, on a fait une pétition à ce sujet à la Mairie, pour essayer de voir, quand ça va être fini, sur le petit morceau de terrain qu'il y a devant la Villa Serge qu'ils fassent un genre de parking avec des arbres ou quelque chose. Mais pas encore du béton, parce qu'alors, on est envahis, asphyxiés ! Vous trouvez ça beau, franchement entre nous, regardez ! (Elle se lève vers la fenêtre) Regardez c'te muraille. Regardez toutes ces fenêtres, il n'y a pas de balcons ni rien, c'est austère, moi je trouve que ça fait prison qu'est-ce que vous en pensez ? Alors nous on a fait une opération, moi je me

¹⁰²Situés quelques centaines de mètres en amont du Lez, après le quartier Antigone.

suis occupée de la lettre, pour qu'ils nous fassent un espace vert ou quelque chose. Alors soit-disant qu'ils vont mettre des platanes et des parkings.

AZ : des parkings, c'est pas très beau...

Mme V : mais il vaut mieux ça que du béton. »

Devant l'ampleur du danger que représente le François Mireur, les Vincent et leurs voisins pensent ainsi à se retrancher derrière les barrières qu'ils aimeraient faire installer pour fermer leur rue¹⁰³. Leur espace s'amenuise, tandis que celui de l'immeuble HLM s'élargirait, selon les dires de mon interlocutrice, jusqu'à englober celui de La Paillade, à plusieurs kilomètres de là. Le quartier des Barques est désormais isolé en territoire ennemi :

« Mme V. : Les problèmes qu'on peut trouver, c'est que il y a un peu de tout le monde maintenant là-dedans, il y en a de la Paillade qui sont venus et tout, il y a beaucoup plus de vols de voitures, et on retrouve les voitures à la Paillade. Moi, ma petite locataire elle s'est fait piquer la sienne, et elle l'a retrouvée à la Paillade, donc il y a un rapport. Hier soir encore, il y a le petit Roque [le fils d'un voisin] qui en a vu un en train d'essayer d'ouvrir la voiture. Il a gueulé alors le type il est parti.

AZ : et vous croyez que ce sont des gens du François Mireur.

Mme V : moi je ne dis pas que ce sont des gens de l'immeuble, mais je dis que ça peut avoir des rapports parce que on a mis des gens de la Paillade là-dedans, et ça j'en suis sûr parce que je connais une assistante sociale qui s'occupait des gens de la Paillade et elle a dit à mon mari "ils sont là maintenant". Et par un effet de hasard, les voitures elles se retrouvent à la Paillade. »

Les habitants du quartier des Barques entendent le discours municipal, ses allusions historiques - qu'ils reprennent d'ailleurs à leur compte pour établir le lien qu'ils entretiennent avec ce lieu qu'ils ont peu à peu défini comme leur

¹⁰³Il s'agit de l'impasse du Stade, qui donne sur la rue des Barques. (Cf. plan, page 3) C'est d'ailleurs madame Vincent qui a donné son nom à l'impasse qu'elle habite, sur la demande de la Mairie il y a une vingtaine d'années pour simplifier le travail de distribution du courrier. La résidence qui borde l'impasse, construite dans les années 60, s'appelait déjà "résidence du Stade".

territoire propre - et comprennent la topographie et les ambitions du projet Port Marianne, au point de ne plus intégrer le Lez dans les limites de leur quartier dont ils séparent la destinée de celle du fleuve, voué à abandonner son ancienne symbolique pour revêtir l'image d'un urbanisme nouveau. Pourtant, les propriétaires des pavillons des Barques affichent leur désintérêt quant aux changements qui surviennent dans leur environnement. Ils considèrent ne pas être concernés par le discours du Maire, qu'ils préfèrent imaginer réservé à d'autres qu'eux, moins enracinés dans ce passé qu'ils ont forgé ici, dans cet espace qu'ils revendiquent être le leur parce qu'ils l'ont élaboré librement.

IV. LES MONTPELLIÉRAINS PASSIONNÉS D'HISTOIRE LOCALE : PORT MARIANNE, POUR MÉMOIRE

Que représentait Port Marianne au-delà des rives du Lez et des immeubles des Consuls de mer ? Le projet immobilier existait-il en dehors du territoire qu'il devrait peu à peu occuper ? Finalement, Port Marianne habitait-il Montpellier ? Devant les grues qui se transportaient d'un chantier à un autre, devant les fenêtres des nouveaux bâtiments qui se couvraient peu à peu de rideaux, devant la mer immuablement verte de l'herbe qui continuait d'occuper le terrain du futur port Jacques Cœur, c'était bien la question qui se posait. Où était-on ici, à Montpellier ou à Port Marianne ? Quelque part ou nulle part encore, juste dans l'antichambre d'un avenir promis ?

La Mairie, certes, était proluxe en discours et documents sur le sujet. Port Marianne avait été en effet promu héritier de l'histoire montpelliéraine. Le projet était investi des épisodes significatifs du passé du Lez, qu'il devait raviver par la modernité et l'audace qu'il incarnait à travers le dessein urbanistique des décideurs de Port Marianne. Histoire et avenir étaient intimement liés pour donner vie aux immeubles des Consuls de mer et à ceux qui leur succéderaient dans la mise en œuvre du projet. Or cette alliance, produite par le discours municipal et apparaissant tantôt factice, tantôt prétexte, tantôt condition nécessaire à la réalisation et la réalité de Port Marianne, recelait en fait l'essence même du projet. Tandis qu'il y a quelques années, il n'était encore qu'une image - une image dont la précision des traits exprimait autant la volonté affirmée de la municipalité de voir se concrétiser Port Marianne que sa tentation d'entretenir une virtualité enchantée -, le projet naviguait déjà dans les eaux mouvementées de plusieurs siècles d'histoire, poursuivant son voyage vers un futur empli de promesses. Et les premiers

immeubles ont commencé d'émerger sur les rives du Lez, comme autant de miroirs de cette image oscillant entre passé et avenir, comme un défi lancé par le présent, un passage à l'acte transgressant l'immobilité et la quiétude de la représentation. Mais le couple constitué par les deux notions "temps anciens" et "perspectives annoncées" continuait cependant d'habiter Port Marianne. Les bâtiments des Consuls de mer, la faculté Richter, les crues du Lez domptées, les habitants eux-mêmes, rien de ce qui faisait l'actualité de Port Marianne ne parvenait à s'imposer dans le cadre de l'image préétablie du projet. Inaltérable, le discours municipal persistait à inscrire Port Marianne dans une logique historico-futuriste, ignorant le présent d'une réalité concrète - finalement condamnée à devenir elle-même une pâle représentation de la représentation initiale, souveraine et unique ambassadrice de Port Marianne.

Je devais alors rencontrer ceux qui sauraient, je l'escomptais, me parler de l'histoire de ce Montpellier fluvial tant conté par la municipalité, mais aussi du Maire, historien de sa ville, et de ce qu'ils percevaient de l'image et de la réalité de Port Marianne. Parce que Port Marianne, c'était tout cela à la fois : la mise en œuvre de l'histoire locale, l'expression du pouvoir de Georges Frêche, et un ensemble urbanistique tout autant fictionnel que concret.

Suivant la dynamique impulsée par la Mairie, je décidai alors d'orienter mon enquête vers les montpelliérains sensibilisés à l'histoire locale. En m'intéressant à leur discours, je restais en effet dans une logique d'approche de Port Marianne que j'avais commencé d'élaborer en étudiant la manière dont la municipalité présentait le nouvel ensemble urbain. Ecouter les passionnés d'histoire montpelliéraine, écouter ceux qui parfois affirment être les gardiens de la mémoire de la ville, en écouter d'autres qui rêveraient d'offrir au présent l'héritage du passé, c'était tenter de mieux comprendre Port Marianne, et évaluer aussi la portée du propos politique de Georges Frêche : en déterminant les repères du territoire symbolique investi par le projet urbanistique.

1. LES BARONS DE CARAVÈTES : DERRIÈRE LE MAIRE POUR ESSAIMER LA TRADITION¹⁰⁴

a. une association historique

Le 30 septembre 1272, le baron Bernard de Caravètes vendait son château, « *petit mas de la garrigue, vers Murles et Combaillaux, au cœur d'un bois de chênes verts et d'arbousiers dont on tirait la "ramille" pour chauffer les fours* »¹⁰⁵ aux consuls de Montpellier. S'il n'a rien été écrit de précis sur les raisons de cette acquisition par la Ville¹⁰⁶, le nom de l'ancien baron reste, aujourd'hui encore, l'un de ceux le plus cité par les Montpelliérains - dès qu'il s'agit d'évoquer une certaine tradition que seuls les "vrais Montpelliérains" seraient en mesure d'honorer. Au XIIIème siècle en effet, la Baronnie étant devenue communale, tous les habitants de la ville ont pu alors s'autoriser à s'arroger le titre de baron. Et depuis lors, de générations en générations, « *l'expression "barons de Caravètes" court dans la mémoire collective, rappelant une noblesse plus ou moins mythique, plus ou moins fantaisiste à laquelle [les Montpelliérains] pourraient peut-être prétendre* »¹⁰⁷. Mais c'est surtout au début du XXème que cette tradition s'institutionnalise. Deux folkloristes montpelliérains décident, après avoir exhumé l'histoire de la Baronnie de Caravètes dont ils ont tiré, en occitan, une fable drolatique¹⁰⁸, de poser les statuts de "l'Amicale des Enfants de Montpellier" en 1929. Tombée dans l'oubli dans les années 40 mais jamais dissoute, l'association ressuscite en

¹⁰⁴J'ai déjà fait allusion à l'association des Barons de Caravètes (dans le chapitre I), évoquant le lien étroit qui existe entre les activités de l'association, qui célèbrent les traditions montpelliéraines, et la municipalité qui a importé le nom des Barons de Caravètes jusqu'au cœur de Port Marianne, en nommant la passerelle qui relie les Consuls de mer à la faculté "passerelle des Barons de Caravètes".

Ce présent sous-chapitre propose un développement spéciquement consacré à ce phénomène.

¹⁰⁵in *Guide bleu, Languedoc-Roussillon*, Hachette, 1988

¹⁰⁶Y compris dans l'ouvrage de Paul Couder, *La Baronnie de Caravètes*, cahiers de l'entente bibliophile de Montpellier n°5, 1994, rédigé par l'un des historiens amateurs que j'ai par la suite rencontré. Cf. infra, 3

¹⁰⁷in Paul Couder, op. cit.

¹⁰⁸*Las Caravanas de Zic l'Aissablet*, les Aventures de Zic le petit espigle (Zic de Grabels, baron de Caravètes), 1928

1985 sous le nom des "Barons de Caravètes", « *vain titre sûrement mais aussi manière plaisante de se distinguer parmi les nouveaux habitants de Montpellier que les vicissitudes de l'histoire ont sans cesse amenés dans notre ville. Vain titre ou pas, vrai titre ou pas, beaucoup de Montpelliérains y tiennent et d'autant plus qu'ils se sentent submergés, parfois même ignorés ou écartés par l'afflux massif de populations nouvelles qui investissent la ville comme la campagne environnante. Même si elle est de fantaisie, la Baronnie a des siècles d'existence, elle est enracinée dans la mémoire collective, ce qui lui confère une noblesse de cœur infiniment respectable ; elle ne poursuit qu'un seul but : permettre à des Montpelliérains de vivre ensemble Montpellier, ses traditions, ses coutumes, sa langue et son histoire, et de les faire connaître autour d'eux pour que la ville ne devienne pas une métropole anonyme ayant perdu son âme, noyée dans le béton et la circulation automobile.* »¹⁰⁹ Tandis que le titre n'était autrefois réservé qu'aux hommes descendant de trois générations montpelliéraines, les nouveaux statuts de l'association autorisent toute personne née à Montpellier - homme ou femme, car, comme l'explique Paul Couder, « le monde a changé » - issue d'un père ou d'une mère eux-mêmes Montpelliérains à se joindre aux quelques cent membres que compte aujourd'hui les Barons de Caravètes.

Il y a, toujours mêlés, dans l'ouvrage de Paul Couder comme dans tous les documents émanant de l'association, une vérité historique - appuyée sur la précision des dates ou des détails relatifs aux couleurs des costumes à revêtir à l'occasion de l'intronisation de nouveaux barons¹¹⁰ - et un engouement tantôt naïf tantôt partisan, qui, derrière une bonhomie et une certaine grandiloquence méridionale affichée¹¹¹, laisse poindre un désir de repli vers des valeurs dont le

¹⁰⁹in Paul Couder, op. cit.

¹¹⁰« Lors des cérémonies, les Consuls, (soit les membres du Conseil d'Administration élus chaque 25 mars - date anniversaire de l'élection des Consuls de la Commune de Montpellier à cette époque, portent la robe noire bordée de rouge reproduisant la robe des Consuls de Montpellier. Leur coiffure rouge rappelle un chaperon du Moyen Age. Les barons portent la robe bleue bordée de rouge et leur coiffure est en forme de faluche bleue à liseré rouge. La médaille de la Baronnie, transposition du sceau du Consulat, en étain saturé en relief, est portée en sautoir à chaque cérémonie ou réception. »

Ce texte est extrait du prospectus d'information diffusé par l'association.

¹¹¹« "Sois fier de tes aïeux, fils de la terre d'Oc

Sur le chemin tracé par un destin heureux,

Héritier de vertus solides comme un roc,

Gai savoir et bonté et sagesse agissante.

De notre beau pays chante la renaissance ;

flou n'en est que plus fédérateur et rassurant. Ne serait-ce que l'occitan, finalement très peu pratiqué aujourd'hui à Montpellier, que la plupart des membres de l'association ne comprennent pas, et qui pourtant est célébré comme l'un des éléments distinctifs des barons. Les héritiers du baron de Caravètes se réfugient dans le giron d'une tradition dont seul le nom suffit à évoquer douceur et grandeur, convivialité et générosité, se préservant ainsi des agressions du quotidien, coupable d'abandonner Montpellier à une masse incontrôlée de population. Et pour cela, tous les épisodes de l'histoire locale sont mis à contribution, sans distinction chronologique ou thématique ; le souvenir de Bernard de Caravètes disparaît sous des détails historico-administratifs qui n'ont de sens ici que comme des pièces prélevées dans un passé investi pour mieux résister au présent : « *Dans son souci de renforcer l'aspect traditionnel, [l']assemblée a décidé d'attribuer aux membres du Comité directeur des titres ayant existé dans l'histoire de Montpellier. C'est ainsi que le Comité directeur lui-même porte le nom de Consulat et que le président reçoit le titre de Premier Consul de la Baronnie ; ses deux vices-présidents sont d'une part le Prévôt, référence au chanoine prévôt qui du XIème au XVIème siècle avait en charge l'administration matérielle de l'île de Maguelone, d'autre part, le Viguier qui, au Moyen-Age était à Montpellier le représentant du Seigneur.* »¹¹²

Histoire estampillée par quelques repères puisés dans un passé survolé, folklore, tradition, bonne humeur, amateurisme revendiqué, tous ces attributs qui ont pour mission de donner un sens à l'activité de l'association des Barons de Caravètes sont mis en scène lors des cérémonies de remise de titre aux nouveaux membres. Monsieur Igouninc, actuel Premier Consul, les fait chacun intervenir dans la description qu'il me livre d'une intronisation typique :

*Elève sa beauté, son renom, sa grandeur ;
Fais sonner son parler, lumière de ta vie,
Car ton sang Occitan vaut toutes les noblesses"*

Un parchemin fameux tel qu'en voyant son sceau le roi vous dira "Vous" ! »

Texte, traduit de l'occitan, de l'acte conférant la qualité de Baron de Caravètes. L'auteur du poème est l'une des premières femmes arrivées dans l'association.

¹¹²in Paul Couder, op. cit.

« AZ : est-ce que vous pouvez m'expliquer comment ça se passe une intronisation ?

Mr I. : la première chose, ça veut dire que quelqu'un nous a demandé à faire partie de la Baronnie de Caravètes. Alors on lui demande de nous fournir les preuves de son ancienneté, on établit sa filiation montpelliéraine, on lui dit la cotisation vous coûtera tant, on lui fait payer le chèque. Ensuite le consulat se réunit (15 membres) et le bayla (l'un des vice-président) nous dit "voilà, j'ai la demande de telle personne". Alors si cette personne nous a été proposée par un de nos amis, ça pose pas de problème. Si ce n'est pas le cas, normalement, on fait, non pas une enquête, mais on demande à un des consuls de prendre contact avec cette personne pour savoir un peu de son passé, où elle a été à l'école, que faisaient ses parents, qu'est-ce qu'elle a fait, et cetera, pour connaître un peu, savoir à qui nous avons affaire. Arrive le jour de l'intronisation. Alors on déguise - je ne devrais pas dire on déguise - on habille l'impétrant avec le manteau et le béret et il arrive au bout de la salle avec d'autres candidats. Et la cérémonie commence par l'accueil des personnes qui sont là, qui pour la plupart sont des barons et des baronnes, un rappel des activités, un petit exposé historique que nous fait souvent monsieur Couder¹¹³ sur un ou l'autre des sujets en cours, la dernière fois c'était sur la crèche de la Garrigue et les remparts de Montpellier, et ensuite, nous demandons au Consul Majeur d'aller chercher avec la musique les candidats qui s'alignent auprès de l'estrade. Nous faisons en principe une intronisation quand nous en avons au moins quatre ou cinq. Ensuite, le consul parrain présente cette personne à l'assemblée. "Voilà c'est monsieur ou madame untel, il est dans tel quartier, et cetera, elle a fait ses études patin couffin, il se trouve que son père que je connaissais bien...", enfin il fait un petit truc, le plus vivant possible. Et il termine en disant "monsieur le Premier Consul, je vous demande de l'accepter dans la Baronnie de Caravètes." Et alors là, le Premier consul lui tient en gros le langage suivant : "monsieur ou madame untel, vous avez émis le désir d'être Baron de Caravètes, persistez-vous dans cette demande ?" L'autre il répond "oui, je persiste". "Baron ou Baronne de Caravètes, est-ce que vous vous engagez à faire reconnaître et aimer votre ville, à faire reconnaître et aimer la Baronnie ?" "oui, je le promets" "je vous déclare Baron de Caravètes, je vous remets le parchemin et la médaille de la Baronnie que vous pouvez porter dans les occasions officielles" Là, petit coup de musique,

¹¹³Il s'agit de celui qui a rédigé l'ouvrage cité plus haut, *La Baronnie de Caravètes*. Je l'ai rencontré dans le cadre de mon enquête auprès des historiens amateurs montpelliérains. (Cf. infra, 3)

il se met de côté et puis au suivant. Souvent, à la fin quelqu'un lit le parchemin [le poème cité note 111], mais il lit surtout la traduction en français, parce qu'on pratique de moins en moins la langue d'oc. Et à ce moment-là, tout le monde est bien content. "et nous vous invitons à l'apéritif de l'amitié" et on va à l'apéritif tous ensemble. Voilà. »

Comme chaque mardi après-midi, la permanence de l'association des Barons de Caravètes est ouverte. Il est quinze heures. Roger Bec, Vice président, vient d'ouvrir la porte du local. Il la laisse grande ouverte ; c'est une habitude ici. Le repère des Barons occupe le rez-de-chaussée d'un hôtel particulier du centre historique de Montpellier. Le bâtiment, qui jouxte l'ancienne demeure de Jacques Cœur, appartient à la municipalité, qui y a regroupé le Musée du Vieux Montpellier, "La Garriga", association de danse folklorique, le Fougaou, petit musée d'arts et traditions populaires local et le Parage, où l'on peut suivre un enseignement de langue et de culture occitane.

Deux mannequins costumés sourient aux passants depuis la vitrine de l'association. L'homme est Baron et la femme revêt l'habit des Grisettes, « *qui était porté jadis par les Montpelliéraines* »¹¹⁴. Les tissus sont ternis par le soleil et la poussière encombre les plis. Le regard des deux personnages est un peu voilé par un dépôt incrusté au coin des yeux. Un article de *Midi Libre* est accroché sur le fond de la vitrine : « *Voici les nouveaux Barons de Caravètes !* » Ils sont une dizaine sur la photographie en couleurs, un peu crispés mais amusés, un peu âgés mais bien droits. On reconnaît à peu près les mêmes sur une autre coupure du même quotidien, « *Cette année encore, les Barons ont reconstitué la crèche traditionnelle.* » Il y a aussi, accrochées sur le fond de la vitrine, des assiettes aux motifs répétitifs : des jeunes femmes à coiffe et jupe brodées. Un tambour est posé dans le coin, ses deux baguettes croisées sur le dessus. Et, appuyé contre l'instrument, un carton explique : "Vous êtes né d'un parent montpelliérain ? Alors vous êtes Baron de Caravètes ! L'activité de la Baronnie est constituée de

¹¹⁴in *Montpellier notre ville*, mai 1997, n°206

la présence aux invitations à manifestations locales, régionales, conférences, réceptions, sorties éducatives, etc... Permanence tous les Mardis de 15 à 18 heures”.

On entre dans le local après avoir pénétré dans la cour de l'hôtel particulier. La porte est restée ouverte, donc : monsieur Bec y a veillé. La salle est voûtée et un peu sombre. Les deux mannequins obstruent la visibilité sur la rue. Sur un buffet en sapin, une pile de livres intitulés *Le Parler occitan* est en vente, à côté du fascicule de Paul Couder sur la Baronnie. Le prospectus de présentation de l'association, imprimé sur papier bleu, est aussi mis à disposition. Des assiettes semblables à celles exposées dans la vitrine sont disposées au-dessus du meuble, en arrondi sur le mur. L'une d'elles arbore la figure du Pape Jean-Paul II. Des coupes en métal sont alignées, par ordre de taille croissante, sur le haut d'une armoire en contreplaqué. Ce sont des trophées remportés par les membres de La Garriga à des concours de danse folklorique. Deux autres armoires, en chêne verni celles-ci, renferment les médailles destinées aux futurs Barons, et les documents administratifs de l'association. Elles sont fermées à clé. Et puis, au centre de la pièce, une longue table ovale attend les habitués du mardi après-midi. Aujourd'hui ils sont quatre. Une dame se plaint d'être obligée de prendre de plus en plus d'anti-inflammatoires pour tenter d'endiguer ses douleurs articulaires. Les autres l'écoutent et bientôt, ils parleront tous des travaux qu'a entrepris l'un d'eux pour rénover une maison de village familiale. Un homme à la cordialité exubérante vient distribuer quelques poignées de main et claques dans le dos à la petite assemblée et repart ; il colle son visage sur la vitrine pour faire un dernier salut, ses yeux rieurs encadrés par les deux dos des mannequins. Deux jeunes filles entrent timidement dans la pièce, avant de comprendre qu'elles se sont trompées d'endroit : le Musée du Vieux Montpellier, c'est au premier étage. « Mais c'est que, comme la porte était ouverte... » On y est habitué ici, à ce genre d'erreur : ceux qui viennent délibérément sont finalement plus rares. Deux autres personnes passent s'enquérir des dernières dispositions à prendre pour

participer au pique-nique organisé le mois prochain. On espère bien qu'il y aura au moins cinquante participants. Dehors, les piétons s'éventent avec ce qu'ils peuvent ; il fait très chaud déjà, et pourtant ce n'est pas vraiment encore l'été. Ici, sous les voûtes séculaires du bel hôtel particulier, il fait bien frais. Mais il est déjà presque six heures, et Roger Bec ferme la porte du local avant de se lancer dans l'agitation de la fournaise montpelliéraine ; de quoi se donner des raisons supplémentaires d'adhérer à l'association des Barons de Caravètes...

Monsieur Igouninc, volubile et affable retraité des PTT et actuel Premier Consul de la Baronnie :

« Moi, comme beaucoup d'amis, on arrive à une période de la vie où notre vie active se ralentissant, on éprouve le besoin de chercher autre chose. Donc vous avez des retraités qui font des tas de trucs, nous, nous sommes un certain nombre qui avons de fortes attaches avec Montpellier et qui nous sommes tournés vers la Baronnie de Caravètes, parce que c'était un moyen comme un autre de retrouver une partie de notre jeunesse d'une part, et deuxièmement de renouer des liens avec des tas de personnes qu'on connaissait plus ou moins à une époque et qu'on retrouve et redécouvre avec plaisir. Grosso modo, c'est là la majeure partie de mes motivations, et de celle d'un certain nombre des cent dix adhérents. On a vécu une vie à droite à gauche, en dehors de Montpellier ou pas, et puis on se retrouve à une période de la vie où en effet, c'est vrai que, moi quand j'étais jeune à Figuerolles¹¹⁵, les charrettes elles passaient, c'était pas des voitures par exemple. On retrouve un certain nombre d'aspects de la vie et on s'y raccroche. Voilà, grosso modo les motivations de la plupart des Barons. Parce qu'il n'y a pas d'avenir politique là-dedans, il n'y a pas d'avenir financier là-dedans, il n'y a pas de grosses réjouissances, on essaie d'en faire quelques-unes, mais enfin c'est pas le principal de nos soucis.

La pratique des coutumes de Montpellier a été oubliée pendant un certain nombre d'années. Pendant vingt, trente ans, depuis les années 50 et des poussières, il y a un certain nombre de personnes qui se sont préoccupées de l'ordre économique plutôt que de ça. Sauf quelques érudits, quelques acharnés bien entendu. Mais enfin une grosse masse de gens ont laissé tomber ça. On se retrouve dans le fait que nos coutumes de Montpellier ne

¹¹⁵quartier populaire à l'ouest du centre historique

s'imposent plus parce qu'elles ne correspondent plus à l'époque où nous sommes. L'époque des veillées, des sorties en famille, des visites à la famille le dimanche, c'est complètement aboli tout ça. Actuellement, c'est la télévision, le sport, la voiture, tout un tas de choses, mais aller chez le papé et la mamé, aller chez la tata le dimanche avec les chaussettes blanches pour lui dire bonjour, ça se fait plus ! Ce que nous retrouvons, nous, dans la Baronnie, outre que ça nous fait rencontrer un certain nombre de personnes, enfin je parle pour moi, moi j'y retrouve une espèce d'ambiance, où les relations d'abord étaient très courtoises. (ah oui, c'était amical, renchérit une dame présente ce jour là dans le local)

AZ : vous parlez de quelle période ?

Mr I. : moi je parle de la période qui va de 35 à 50-55. A partir de l'époque de mes trente ans, moi, j'ai eu un combat contre la vie. A ce moment-là, je faisais mes études, j'ai commencé à travailler, et après ça été la bagarre pour gagner sa croûte tout le temps. Et on n'a pas la même attitude que lorsqu'on se retrouve à un moment quelconque, dégagé de certaines contraintes, et où on peut essayer d'avoir des relations beaucoup plus souples avec les uns et les autres, ne pas hésiter, lorsque vous avez un pépin quelconque, "attends, je te ramène en voiture", alors qu'à l'époque c'était "je suis pressé, ma femme m'attend", ou "mon mari attend la soupe". Voilà, les Barons de Caravètes, c'est un endroit où je, j'efface un petit peu la bagarre extérieure dans le monde, et on se retrouve là. Et puis on se bagarre entre nous, le sang coule pas, c'est le vin blanc plutôt qui coule !

(...)

Vous vous rappelez le perroquet de la rue Daru, madame Cayeux ? (La dame répond : "Taisez-vous !" Elle rit) Vous voyez, ça c'est le genre de trucs qu'on se régale à raconter. Quand on allait à l'école, il y avait un perroquet qui était au deuxième balcon qui nous interpellait. Tous les gens de 65-70 ans se rappellent de ce perroquet. Voilà, vous avez des choses comme ça qui se passent aux Barons de Caravètes. On part sur quelque chose et voilà.

AZ : et justement est-ce qu'il y avait vraiment besoin de fonder une association pour, finalement, parler du bon vieux temps ?

Mr I. : on ne se serait pas rencontré. On se serait rencontré au club du troisième âge, ou aux anciens de la Sécurité sociale, ou ailleurs, et alors dans les clubs comme ça, souvent, c'est le travail qui reprend le dessus. »

Monsieur Bec, retraité des hôpitaux, où il était infirmier, regard barré par d'épais sourcils noirs ; il est à l'origine des deux associations de La Garriga et des Barons de Caravètes et actuel vice président de la Baronnie :

« Je suis montpelliérain. Je suis montpelliérain avant d'être français. C'est tout, ça va pas plus loin que ça. Voilà ce que j'éprouve quand je pense au folklore. Je suis pas chauvin, mais je suis montpelliérain avant d'être français. Le folklore, c'est une grande famille, c'est des gens de tradition, c'est des gens de coutume. Comment on vivait à l'époque dans les quartiers ? Il y avait tout un quartier qui était une communauté. Les gens se rendaient service mutuellement, les portes n'étaient jamais fermées, d'ailleurs nous on ne la ferme jamais, vous l'avez vu. Même, en été, quand il faisait trop chaud, on allait se coucher, on laissait la porte ouverte. On vivait en communauté. Alors ce qu'on a recherché à travers la Baronnie, c'est retrouver cette communauté de quartier.

AZ : et est-ce que ça marche ?

Mr B. : oui, ça marche. Vous avez des gars, aux intronisations, les premières qu'on faisait, qui se retrouvaient là, il y avait quarante ou cinquante ans qu'ils ne s'étaient pas vu ! Depuis l'école primaire, qui n'avaient jamais quitté Montpellier et qui ne s'étaient jamais plus rencontrés. Alors là, quand ils se rencontraient, et bien vous pouviez leur laisser les clés et partir, parce qu'ils avaient des choses à se dire ! Alors c'est pour ça, c'est très intéressant dans ce domaine-là. Et puis il faut marquer son identité quand même. Les étrangers, ils viennent, ils créent des associations, les Enfants du Nord, les Lorrains, les Alsaciens, les Lozériens. Alors pourquoi nous, les Montpelliérains, on créerait pas notre association de Montpelliérains ? Nous, en supplément de ces gens là, nous, on a les pierres qui nous parlent. On sait que cette maison a été faite à telle époque, qu'elle a été habitée par telle personne. Seulement à l'heure actuelle, sur 250000¹¹⁶ habitants qu'il y a à Montpellier, des Montpelliérains de souche, il n'en reste même pas 50000, non, ils n'y sont pas les 50000. Je parle de souche.

Mr I. : il y a à peu près un quart de la population de personnes nées à Montpellier

Mr B. : oui, mais attention, nous arrivons à une période de sangs croisés et dans cinquante années d'ici, on va avoir des Barons de Caravètes basanés peut-être. Alors il va se créer une friction, ça c'est sûr. On peut pas

¹¹⁶La commune de Montpellier abrite actuellement 210000 habitants.

prétendre qu'ils sont montpelliérains. Ils le sont par leur naissance, mais ils le sont pas par leur sang.

Mr I. : ça, il faudra en parler un jour.

Mr B. : oui, on sera obligés d'y venir. Pas dans l'immédiat. Dans quelques années, on sera bien obligés, si on veut sauver notre identité, de reculer cette génération à trois ou quatre générations. Pour faire un tri sélectif. »

Messieurs Igouninc et Bec sont de ceux qui s'asseoient tous les mardis après-midi autour de la table ovale du local, derrière les deux fidèles mannequins. Ils sont rares à manifester une telle assiduité. Eux font partie des dirigeants de l'association. Les Barons de Caravètes sont les héritiers de l'histoire montpelliéraine ; et la Baronnie est leur enfant. Ils sont ainsi à la fois fils d'une longue lignée de Barons et pères protecteurs d'une tradition qu'ils tentent de restaurer. Ils sont des passeurs de mémoire, des rassembleurs d'histoires et de vies. Mais c'est en fait avec leur propre passé qu'ils dialoguent le plus volontiers. C'est eux-mêmes qu'ils cherchent à travers le clinquant de la mise en scène des cérémonies d'intronisation, une jeunesse perdue et ravivée par une coutume qu'ils ont voulu régénératrice. Ils défendent une tradition qu'ils ont inventée à la mesure de leurs souvenirs - idéalisant un passé qui leur permet autant de gommer les années qu'ils ont vécues plongés dans une société où ils s'étaient laissé engloutir que de se constituer un havre de paix dans un présent hostile. Les contradictions qu'ils énoncent ne les troublent pas, les poncifs ne les intimident pas. Ils évoquent allègrement un passé doré tout en regrettant le comportement matérialiste qu'ils adoptaient dans leur jeunesse laborieuse. Ils suggèrent une possible restriction des conditions d'admission à la Baronnie, qu'ils ont eux-mêmes récemment contribué à élargir.

Ils agissent en fait en maîtres absolus d'une tradition factice qu'ils ont rendue assez malléable pour correspondre à leurs besoins : elle est tantôt une redéfinition fantasmée de leur propre passé, tantôt un repère d'initiés privilégiés, tantôt un poste de repli retranché derrière une forteresse *d'a-priori*. Ce sont eux, les fondateurs et responsables de l'association, qui définissent, au

gré des circonstances, la nature du passé montpelliérain que les Barons de Caravètes doivent incarner et honorer de leur noble filiation. Ils sont, par là même, la mémoire de Montpellier.

b. une mémoire entre petit peuple et barons

« Mr I. : moi, ce que je souhaite, c'est que la Baronnie franchisse une étape supplémentaire, c'est-à-dire qu'elle participe un peu plus, non pas à la vie politique de Montpellier, mais qu'elle participe à la vie sociale, qu'on puisse se permettre un jour ou l'autre d'organiser un truc sur Montpellier et de dire "voilà, l'argent que nous récupérons ça va aller à la Maison des chômeurs, à AIDS, à des choses comme ça". Ne pas faire comme le Lion's club ou les Guilhems de Montpellier¹¹⁷, qui sortent l'argent de leur portefeuille parce qu'ils l'ont, ils le mettent sur la table, ils font un cadeau. Mais, par le travail, essayer de participer un peu à la vie sociale de Montpellier. C'est ça que moi j'aimerais qu'on puisse faire. C'est un peu difficile parce qu'il faudrait travailler beaucoup plus... Donc, pour moi, en fait, ce qui prime quand même, c'est le plaisir de se retrouver entre amis, perpétuer le souvenir de Montpellier, c'est-à-dire il y a une race de Montpelliérains qui existe, qu'on n'est pas comme les autres. Et oui, on n'est pas comme les autres, on est de Montpellier ! On est Barons de Caravètes ; "excuse-moi, tu n'es pas Baron de Caravètes ! Ton petit-fils il en reparlera, mais pour le moment, tu n'es pas Baron. Je veux bien t'inviter chez moi. Mais ne prends rien dans le frigo sans ma permission !" Non, je rigole...

AZ : et à quel niveau vous n'êtes pas comme les autres alors ? Vous arriveriez à le définir ?

Mr I. : C'est notre sang d'appartenir à une lignée qui descend depuis des siècles, même si physiquement ça n'est peut-être pas vrai. Moi, mon arrière-grand-père il était à Mèze [gros bourg situé au bord de l'étang de Thau à côté de Sète, à une vingtaine de kilomètres de Montpellier] Il n'était pas montpelliérain. Mais je suis autant montpelliérain que quelqu'un qui a quarante générations derrière lui, parce que dans mon attitude, je suis

¹¹⁷Cf. la présentation que font messieurs Igouninc et Bec de cette association, un peu plus loin dans la citation de l'entretien.

beaucoup plus ouvert aux autres, et j'estime que les Barons de Caravètes, même si ils sont fiers de leur identité, sont accueillants.

AZ : Ça ce serait une des caractéristiques du Montpelliérain.

Mr I. : Je pense que oui. Parce qu'on a beau dire que les méridionaux ils tchachent beaucoup, ils s'embrassent, et après ils te tournent le dos. Moi je dis que c'est pas vrai, c'est des conneries. Les gens du Nord, ils sont froids, heu, ils sont accueillants, c'est peut-être vrai, mais nous on est au moins aussi accueillants qu'eux. Et en plus on a le soleil avec nous !

AZ : la Baronnie c'est un état d'esprit plutôt que...

Mr I. : je pense que oui. Etre certain d'appartenir à quelque chose plutôt que, c'est pas physique si voulez. Quand on va se promener en costumes à Saint Roch [sur la place de l'église du même nom, dans le centre historique de Montpellier] pour les fêtes de la Saint Roch, on demande pas un cachet. On est partie prenante de ça.

AZ : et les Guilhems c'est quoi ?

Mr I. : c'est un genre de petit Lion's qui se fait plaisir chaque année, qui met la cravate, qui se sont anoblis un peu, à défaut d'être barons de Caravètes. Mais ils auraient pu s'appeler François, ça aurait été pareil.

Mr B. : ils ont voulu jouer avec l'identité locale, parce que les Guilhem c'étaient les fondateurs de Montpellier, c'est la dynastie montpelliéraine, c'est tout. Alors ils se sont recentrés là-dessus et c'est tout.

AZ : l'association est apparue après vous ?

Mr B. : oui. J'ai l'impression que c'est un clan qui ne pouvait pas se confronter à nous autres. Parce que nous autres nous sommes le peuple et eux ce sont...

Mr I. : on est tous populo nous ! On est des prolos !

Mr B. : C'est un milieu ouvrier. Ce qui n'empêche pas de prendre d'autres personnes, mais ils ne se sentiront pas à l'aise, ce n'est pas le même milieu, ce n'est pas le même genre de conversations, ce n'est pas le même vocabulaire.

(...)

AZ : J'ai l'impression que pour vous, si on n'a pas une origine un peu populaire, finalement, on ne sait pas garder les traditions. Ce serait la couche populaire qui serait la garante de tout ça.

Mr I. : mais c'est ça ! Quand on est d'un certain milieu, on se coupe du tout venant.

Mr B. : si vous regardez l'histoire, à travers le temps on a toujours eu besoin du peuple. Tous les bourgeois ont eu besoin du peuple. Vous aviez, ici, la dynastie des Guilhems ; eh bien lorsqu'ils recevaient des personnalités, ils faisaient appel au petit peuple pour aller les recevoir à l'entrée de la ville.

Des joueurs de hautbois. C'était un instrument national. On a un titre de noblesse, mais populaire, et non pas bourgeois. »

Si c'est son propre passé que l'on tente de retrouver en devenant membre de la Baronnie de Caravètes, sa propre histoire ré-explorée à travers l'histoire locale - tant refuge à souvenirs que protection contre tout ce qui ne rentre pas dans le moule de traditions exhumées et célébrées par les Barons -, c'est aussi une manière d'affirmer ses origines sociales. Ils se revendiquent comme étant les uniques détenteurs d'une mémoire qu'ils sont les seuls à être en mesure de transmettre. Parce que la véritable histoire doit être une histoire vraie. C'est d'une histoire vécue, d'une histoire charnelle dont ils se sentent les héritiers. Les Guilhems de Montpellier sont des imposteurs qui ne méritent que le fier mépris de ceux qui se savent habités par les racines de la ville. L'âme de Montpellier passe par la succession des générations des vies laborieuses de ses habitants. C'est leur histoire qui fait celle de la ville. Et c'est ce même passé que les Barons invoquent pour pallier les regrets de la vieillesse et les difficultés du présent. Eux et leurs prédécesseurs, toute cette vaste classe populaire dont ils se sentent les fils méritants, ont constitué le terreau de ce qu'ils considèrent aujourd'hui comme l'identité montpelliéraine. Ils se retournent désormais vers cette richesse accumulée au fil des vies et des histoires, et admirent le panorama, le dos tourné à celui que leur présente la ville d'aujourd'hui. Juste retour des choses. Les Barons de Caravètes font se jouer l'histoire dans les deux sens : la leur pour nourrir la ville de tout ce qu'ils estiment lui être nécessaire ; celle de Montpellier pour les garder vivants. Mais ces "prolos", ces "populos", comme se plaît à les qualifier monsieur Igouninc, revêtent les habits des anciens administrateurs de la ville lors de chaque cérémonie organisée par la Baronnie. Comme si, finalement, la grande histoire rejoignait malgré eux la petite. Ils désignent en effet ainsi les ancêtres des grands dirigeants de Montpellier comme étant les parrains de l'histoire du petit peuple, celle-là même qu'ils

affirment pourtant porter en eux, se rendant en fait dépendants de la représentativité de ceux dont l'histoire a retenu les noms.

c. la mémoire au service de la municipalité

« AZ : Quelles relations vous avez avec la municipalité ?

Mr I. : nous avons bien entendu de très bonne relations avec la municipalité parce qu'un certain nombre d'entre nous sont en harmonie avec cette municipalité. Moi-même je suis un ancien adjoint à la municipalité de Frêche.

AZ : chargé de quoi ?

Mr I. : je m'occupais des écoles, de la sécurité, enfin un tas de trucs. Roger Bec, lui, il a travaillé dans le folklore depuis toujours, donc il était souvent en relation avec la municipalité. Et la Baronnie est aidée raisonnablement par la ville.

AZ : vous pensez qu'on vous réserve une place un peu privilégiée par rapport d'autres associations.

Mr I. : je sais pas si il faut le dire ! Si on raconte qu'on est privilégié... Bon, un très bon accueil. On est des amants de cœur si vous voulez, auprès de la Ville. Mais on coûte pas bien cher en définitive.

AZ : Je voulais dire sur le plan de la reconnaissance.

Une dame présente autour de la table : Oui, parce que quand on inaugure, là, mettons on a inauguré le pont Zuccarelli, et puis quand ils ont refait la place Jean Jaurès [dans le centre historique], les Barons de Caravètes on était invités, nous sommes venus défiler avec le costume, et ça c'est sur l'initiative de la Mairie

AZ : vous le ressentez comment et vous pensez que c'est une recherche de quoi de la part de la municipalité ?

Mr I. : lorsque nous apparaissions nous, aux côtés de la municipalité pour une opération sur Montpellier, en somme, nous apportons une caution d'ancienneté de la ville auprès de la municipalité. Le lien qui est fait entre les années 985¹¹⁸ et 1985¹¹⁹, enfin jusqu'à actuellement, se traduit en partie par l'apparition des Barons de Caravètes en costumes, ou moins selon

¹¹⁸Date de la fondation de Montpellier, ou tout du moins du document le plus ancien relatif à la ville.

¹¹⁹A l'occasion du millénaire de la ville, beaucoup de manifestations et de slogans avaient été élaborés depuis le service Communication de la Ville.

Pour un peu, dans l'esprit de monsieur Igouninc, le temps s'est définitivement arrêté en 1985...

l'occasion. Nous avons dit à la municipalité que nous étions à leur disposition lorsqu'il leur paraîtrait intéressant d'avoir la présence des Barons. Ils nous ont aidés pour les costumes, ils nous mettent à disposition le local : comme beaucoup d'associations, nous sommes logés gratuitement, et on a une petite subvention.

AZ : et comment est-ce que vous ressentez le goût qu'a le Maire pour l'histoire, l'histoire locale en particulier ?

Mr I. : il a deux trucs. D'abord c'est le premier magistrat de la Ville, donc il s'intéresse à la ville, et en plus il est professeur de Droit romain, les vieilles choses, ça le connaît un peu. Et il aime bien faire étalage de sa science, enfin je le connais bien, donc si vous voulez, prendre par l'épaule un Baron de Caravètes, et dire "mes amis de Caravètes et cetera", ça lui fait pas du mal !

AZ : mais, pour vous, c'est un historien ou pas ?

Mr I. : c'est un historien qui n'a pas assez cultivé la base qu'il a apprise à l'époque, qui introduit beaucoup d'histoire dans ces discours, mais qui le fait au triple galop ! Quoiqu'il fait quand même un certain nombre de conférences, à droite et à gauche sur l'histoire, il manipule les dates, les personnages, même si des fois il travestit un petit peu, mais enfin, comme tous les historiens !

Un monsieur présent autour de la table: A la foire aux associations, il a fait un discours, moi je sais pas, moi je trouve qu'il en a dans la tronche parce que, en partant de rien, il vous fait un baratin pendant une heure et ça se tenait debout et puis vraiment il captivait son monde. On était là, on l'écoutait parler.

Mr I. : Bien sûr, bien sûr... Mais moi je le connais bien !... Non, pour vous expliquer en deux mots ma position : vous allez comprendre très vite, et ce n'est pas dénigrer Frèche, le discours qu'il a fait à la Foire aux associations, au niveau de la Mairie, nous on l'a entendu trois mois auparavant au moins dix fois, parce que même si il le faisait pas à nous, il le faisait à l'occasion d'un certain nombre de trucs, et chaque fois il peaufine un peu son intervention, alors lorsqu'arrive le gros coup, alors là évidemment, il a tout malaxé ça et voilà.

AZ : et vous, vous l'aviez entendu à quelles occasions ?

Mr I. : on a eu reçu des gens de l'extérieur à la Mairie. Nous on connaît son discours : alors un coup de pied au derrière à la gauche, un coup de pied au derrière à la droite, ce qu'on a dit on l'a fait, ce qu'on a dit on le fera, et merci à toutes les associations d'être venues, parce que notre ville est ancienne et puis voilà ! Là on a fait le tour.

AZ : et est-ce que vous pensez que c'est important de donner une place un peu privilégiée à tout ce qui est histoire locale ?

Mr I. : je pense que oui. Parce que qu'on le veuille ou pas, même les nouveaux habitants de la ville accordent une certaine noblesse à un truc qui existe depuis pas mal de temps. Quand vous dites aux docteurs de Montpellier, à la faculté "la plus vieille faculté en exercice depuis tatatata, cocorico !" Bien sûr. Ça il le joue bien, ça bien sûr. Et il a pas tort d'ailleurs, c'est son métier.

AZ : c'est amusant parce que vous qui êtes donc plongés dans tout ce qui est traditions et histoire, ça vous fait un peu rigoler quand c'en est d'autres qui "utilisent" le passé.

Mr I. : non, ça nous fait pas rigoler, je vais vous expliquer pourquoi : parce qu'on est heureux que quelqu'un comme Frêche, qui n'est pas issu de Montpellier, prenne à sa charge un peu l'histoire de Montpellier. Il nous valorise. Moi, quand je vais à l'extérieur, les gens ils me disent "oh putain, t'as un Maire à Montpellier, il est bon hein !" Je préfère ça que "Frêche, il vaut pas un clou !" Que je vote ou non pour lui, j'ai le sentiment d'une reconnaissance de la ville grâce à lui qui a une relation avec l'histoire. Mais on est en train de tourner au truc à Frêche, on est en train de sortir des Barons de Caravètes.

(...)

AZ : être présent là-bas, à Port Marianne, sous la forme d'une passerelle¹²⁰, qu'est-ce que ça représente pour vous ?

Mr Bec : Moi je trouve que cette passerelle est bien à sa place parce que quand même les Guilhems avaient pas mal de possessions sur Lattes, d'une part, et d'autre part il y avait le port Juvénal qui était en bas.

Mr I. : et troisième raison, cette passerelle sert à beaucoup d'étudiants, qui sont l'avenir de la France patin couffin, mais enfin qui au passage empruntent la passerelle des Barons de Caravètes !

Mr B. : historiquement, pour moi c'est logique. Je sais pas comment c'est qu'ils ont décidé de mettre le nom des Barons de Caravètes là-bas, mais enfin sur le plan historique, c'était quand même une relation Montpellier-Lattes. C'était un passage de Montpellier-Lattes. Et en plus il y avait le port Juvénal à côté. Historiquement, c'est à sa place pour moi.

(...)

Mr B. : pour le moment il n'y a rien.

AZ : vous n'avez pas envie de cautionner Port Marianne.

Mr B. : Si, pourquoi ? On fera la promotion de Port Marianne comme on fait la promotion de Montpellier. Exactement la même chose. Mais à l'heure

¹²⁰Je fais allusion à la passerelle des Barons de Caravètes inaugurée en décembre 1994, qui relie les bâtiments des Consuls de mer, sur la rive droite du Lez, à la faculté Richter.

actuelle il n'y a rien. Un port... Bon, il y a de l'herbe pour le moment, alors ?

AZ : mais vous êtes prêts à vous lancer dans...

Mr B. : oui. Quand ce sera en place oui. Mais moi, tant qu'il y aura de l'herbe, pour moi c'est pas un port. Le jour où il y aura de l'eau je dirai, tiens, maintenant, je compte avec Port Marianne.

Mr I. : il faut quand même faire une différence entre Port Marianne qui est un grand quartier et le port, le bassin Jacques Cœur, je crois que c'est ça, qui est un lieu bien délimité où il devait y avoir la Mairie d'un côté.

Mr B. : oui, mais les gens ils sont figuratifs. Ils vous disent port, Port Marianne, les gens ils cherchent l'eau. Moi je suis pour Port Marianne. Mais pour le moment je ne peux pas parler de Port Marianne, on va me dire qu'il n'y a que de l'herbe là-bas. »

La Baronnie de Caravètes est désormais implantée à Port Marianne. Depuis leur local du rez-de-chaussée d'un bel hôtel particulier du centre ancien de Montpellier, le Maire a importé, avec leur assentiment, les Barons au-dessus du Lez. Ils sont d'ailleurs les premiers à trouver un sens à la présence de leur nom au cœur du nouvel ensemble urbain montpelliérain. Ils y voient une logique historique puisée dans les références archivistiques distillées par les discours de Georges Frêche. Certes, Monsieur Igouninc se permet d'ironiser un peu en dévoilant quelques petits travers du Maire ; c'est une manière de reprendre l'avantage, une dernière fois avant de lui laisser la partie belle en reconnaissant la passion qu'il témoigne pour Montpellier et dont il use comme d'une véritable ambassadrice.

A Port Marianne d'ailleurs, où rien encore n'existe vraiment, où l'absence du port reste plus signifiante que les premiers immeubles construits et habités, la passerelle des Barons de Caravètes assure à ses représentants que le passé conservera la place qui lui est actuellement réservée dans la politique municipale. Et c'est finalement tout ce qui importe à ces infatigables passeurs de traditions et de souvenirs. Le Maire contribue à la reconnaissance de l'association en multipliant les occasions de mettre à l'honneur ces héritiers du passé montpelliérain. Et les Barons marchent dans le sillage de Georges Frêche

pour marquer derrière lui le nouveau territoire de la ville. Les robes d'anciens Consuls que portent les Barons de Caravètes sont autant d'étendards plantés par la municipalité sur des espaces symboliques à consolider ou à investir. A Port Marianne, via la passerelle des Barons de Caravètes, la tradition a précédé l'installation de la plupart des habitants ; cela n'en est que plus tentant et plus facile, pour les membres de la Baronnie, d'intégrer cette nouvelle portion de ville aux côtés de Montpellier dont ils ne cessent de chanter les richesses passées ; pour mieux se souvenir qu'eux-mêmes continuent de compter parmi l'ensemble des Montpelliérains, nouveaux, anciens, et à venir.

2. LE PETIT TRAIN DE PALAVAS : UNE HISTOIRE À OFFRIR À PORT MARIANNE

a. la mémoire devenue mythe

Le 31 octobre 1968, à 19 heures 50, le Petit train s'arrête pour la dernière fois à la gare de l'Esplanade à Montpellier. Les rares voyageurs acheminés depuis Palavas-les-Flots descendent et se dispersent sur la place de la Comédie. Le "PLM" (Palavas-Lattes-Montpellier) ne roulera plus, il achève ce soir sa dernière navette entre les deux gares. Et l'anglais qui, d'après la légende, avait réservé pour le lendemain un billet Londres-Palavas devra s'arrêter à Montpellier et prendre le car pour rejoindre la station balnéaire.

Après presque cent ans d'exploitation, le sort de la dernière ligne du réseau d'intérêt local était scellé par le Conseil Général de l'Hérault, dont les membres avaient voté à une très forte majorité la fermeture. La désaffection des voyageurs et l'amélioration des infrastructures routières entre Montpellier et le littoral avaient eu raison du Petit train de Palavas, qui entamait désormais la carrière posthume de haut personnage montpelliérain. Bien plus qu'un moyen de transport obsolète, il devenait ce train dont tout le monde se souvenait pour

avoir abrité leurs premiers regards amoureux, leurs premiers baisers échangés furtivement entre deux wagons ; ce train qui avait ramené plusieurs générations de montpelliérains brûlés par le soleil, la peau usée par les jeux dans le sable, les maillots de bain humides roulés au fond des paniers dont les dernières provisions avaient été dévorées sur le quai ; ce train où on s'entassait comme pour le faire mieux ressembler aux dessins humoristiques d'Albert Dubout, qui l'a maintes fois représenté ahanant sous le poids de voyageurs exubérants et transpirant, tendus par l'effort accompli pour réussir un dimanche à la plage ; ce train d'où l'on pouvait sauter en marche pour cueillir une fleur et remonter l'offrir à une passagère rougissante. Le Petit train de Palavas entrait dans le domaine de la légende montpelliéraine, entraînant avec lui tous ceux qui l'avaient emprunté depuis 1872 - maris fortunés rejoignant chaque matin leur travail après une nuit passée auprès de leur famille installée pour l'été dans une maison de vacances palavasienne, poissonnières chargées de leur marchandise à écouler au marché de Montpellier, grappes d'enfants accompagnés par quelques mères et grands frères le dimanche, touristes soucieux de s'imprégner des pratiques locales. Cette foule, qui durant près d'un siècle longea à bord du "PLM" le Lez et les étangs pour atteindre la côté méditerranéenne, vivait désormais en osmose avec le souvenir du train lui-même, symbolisant ainsi tout un pan du passé montpelliérain. Les distances sociales et les différences d'âges n'existaient plus face à la destinée que la mort du Petit train offrait à tous ses anciens passagers : tous unis dans la mémoire d'une époque révolue, leur expérience de voyageur entre Montpellier et la plage faisait d'eux des acteurs de ce qui était d'ores et déjà l'histoire de la ville. Ce train qui les avait menés jusqu'à la mer les propulsait désormais dans ce que chacun s'accordait à considérer comme l'un des ferments de l'identité montpelliéraine. Et rien n'était trop beau pour célébrer la vigueur de ce souvenir qui permettait à tous ceux qui l'avaient partagé de se couler dans le moule nostalgique d'une ville dont ils avaient contribué à forger l'un de ses attributs culturels :

*« C'était un petit train bien départemental,
Qui sous le chaud soleil de Juillet à Septembre,
Tout le long des étangs sur les rails à cheval,
Ahanait à travers la campagne au vert tendre.
Reliant Montpellier à Palavas-les-Flots,
Ses marchepieds voyaient s'agglutiner sans cesse
Des flots de voyageurs amusés par ses trots.
Contre marées et vents à petite vitesse,
On était fier de lui, sous pleine pression
Faisant virevolter bien haut dans l'atmosphère
Escarbilles, fumée en grands tourbillons.
C'était le petit train, devenu légendaire.*

*Un jour le petit train eut condamnation,
On le trouva lassé, démodé par l'usage,
C'est alors qu'il partit pour la démolition.
Et le voici soudain à son dernier voyage.
Dépecé, transformé, puis revendu par poids,
Tous ses membres ferreux, en un tas de ferraille
Vont être ravalés, pêle-mêle, sans choix,
Au rang de tout ce qui devient un rien qui vaille.
Ses remplaçants seront peut-être plus pimpants
mais du "vieux" tortillard, ils seraient trop crédules
De penser effacer les souvenirs vivants.*

*Tant qu'on croira d'ouïr dans les gris crépuscules
Son sifflet résonnant dans l'ultime sursaut,
Quand arrivant poussif en gare d'Esplanade
Il paraissait jeter comme un défi, bien haut,
L'annonce qu'à sa fin touchait sa promenade.*

*Adieu, vieux petit train, enfant cher à Dubout,
Merci d'avoir servi, si bien et jusqu'au bout. »¹²¹*

¹²¹Paul Bruniquel, curé de Palavas, Extrait de *Eté, belle saison de Dieu*, cité par Maurice Maillet in *Les chemins de fer d'intérêt local de l'Hérault*, les Editions du Cabri, 1985

Maurice Maillat¹²² était sur le quai de la gare de l'Esplanade le 31 août 1968. Il légende ainsi la photographie qu'il a prise et reproduite dans son ouvrage : *« Montpellier Esplanade, le 31.8.68 à 19 h 50... Les derniers voyageurs de "l'Intérêt local" manifestent trois attitudes : l'amitié (madame Duretelle de Saint-Sauveur converse avec le mécanicien tandis que son chien "Mikou" attend sagement), la sensibilité (une jeune fille jette un regard au dernier train) et entre les deux la trop fréquente indifférence. »* Le Petit train permet aux Montpelliérains d'évoquer des temps où l'on connaissait le nom des chiens de la ville. Maurice Maillat ne résiste pas à personnaliser le travail d'historien qu'il accomplit dans son ouvrage. C'est justement cette dimension humaine que chacun des nombreux auteurs de poèmes ou de livres historiques privilégient dans leurs productions sur le train de Palavas. En mêlant leurs propres souvenirs et ceux que leurs aînés leur ont livrés aux informations qu'ils ont recueillies dans les archives des journaux locaux et des chemins de fer, ils font plus que s'intégrer dans une histoire qu'ils tentent d'institutionnaliser en multipliant les dates et les chiffres : ils tentent de maîtriser le temps qui passe, de prouver qu'il fut un temps où ils vivaient en accord avec leur époque, dont les habitudes changeaient au rythme lent du petit train. C'était eux qui sautaient d'un marchepied à l'autre tandis la locomotive peinait à remonter la petite côte en arrivant à Montpellier ; c'était eux qui décidaient des nouvelles modes et tendances que leur jeunesse dessinaient. Et le Petit train s'est arrêté, laissant sur le quai plusieurs générations qui ne pouvaient plus que regarder passer, sans réussir à le rattraper, le temps qui les avait plongés dans l'anonymat :

« C'est avec beaucoup de plaisir que je viens de lire cet excellent ouvrage. Si tout en ce monde est fugitif, si tout change et tout passe, conservons le souvenir des jours enfuis qui nous fait oublier le poids des ans et nous rajeunit. (...) C'est grâce à vous, Monsieur Gaches, que les lecteurs de mon âge retrouveront ce passé où il faisait bon vivre. Tout était alors à la mesure de l'homme. On avait le temps d'apprécier le paysage que l'automobiliste

¹²²Op. cit.

d'aujourd'hui voit défiler à plus de 100 km/heure. (...) Soyez félicité, Monsieur Gaches, pour votre œuvre technique et littéraire. Elle servira à l'histoire et nous aura permis d'éprouver, à nouveau, une joie de vivre et l'illusion d'arrêter quelques instants la marche inexorable du temps. »¹²³

Les deux gares de la ligne du "PLM" furent détruites en 72 et 74. La locomotive à vapeur, celle de l'époque glorieuse du Petit train, fut installée sur le côté du rond-point qui permet de relier Montpellier à Palavas. Il faut oser freiner, risquant de s'attirer les foudres des conducteurs, pour l'apercevoir - petite, noire et irrémédiablement immobile dans le flot des voitures qui se précipitent vers la mer.

b. le Petit train face au politique

En 1992, Paul Boschard et Eric Salvinien, deux amis d'enfance réunis devant deux demis de bière pression, rêvent du Petit train de Palavas. L'un est passionné de voitures anciennes et l'autre possède sa carte de membre à l'Association Française des Amis du Chemin de fer (AFAC) depuis de nombreuses années. Paul Boschard n'avait que cinq ans lorsque sa famille quitta l'Algérie pour s'installer à Montpellier. Son père ouvrit un pressing au bas de la tour de l'avenue de Palavas où ils logeait ; il en est aujourd'hui le propriétaire, et vit encore dans le même appartement, quelques étages au-dessus de la boutique. Il a décidé de rénover la façade, et la nouvelle enseigne de lettres jaunes attend d'être accrochée, quand la deuxième couche de peinture aura séché. Eric Salvinien habite le même quartier. Il y est né. Il y traîne son chômage depuis quelques mois. L'entreprise de matériel informatique qu'il avait montée avec des amis qui, comme lui, avaient décidé d'abandonner leur activité de musiciens de bals du samedi soir, avait fermé après sept ans de

¹²³Préface de Paul Bernard, Avocat à la Cour, Conseiller général, à l'ouvrage de Pierre Gaches, *Il y a 100 ans naissait... le Petit train... de Montpellier à Palavas*, 1972, Toulouse, à compte d'auteur.

survie économique. Il ne lui reste que sa passion pour les trains. Et ce soir, ils ont décidé tous les deux qu'ils parviendraient à remettre sur les rails le Petit train de Palavas. Ils se lancent le défi mutuellement, et se sentent plein d'une énergie à communiquer à tous les habitants du quartier, dont la plupart ont encore dans les oreilles le sifflement de la locomotive qui, il y a maintenant près de vingt-cinq ans, passait non loin de l'avenue de Palavas¹²⁴. Ils ont chacun une trentaine d'années. Paul n'a jamais emprunté le "PLM". Mais Eric savoure le plaisir d'avoir pu voyager à son bord juste avant qu'il ne s'arrête définitivement. Pour passer le temps, pour confronter leur rêve de machine à vapeur à une réalité qui leur semblait possible d'atteindre, pour espérer aussi retrouver à terme une activité professionnelle, Paul Boschard et Eric Salvinien décident de fonder l'association "Le Petit train...". « *C'est une histoire d'amitié, je crois. Et c'est un challenge intéressant. C'était plutôt histoire de rencontrer des gens nouveaux, de passer des étapes, franchir des barrières.* », explique Paul. Et très vite, le propriétaire du pressing parvient à intéresser ses clients au projet. Les deux fondateurs de l'association limitent volontairement le recrutement des membres au cercle des connaissances qu'ils entretiennent dans leur quartier. Ils n'aspirent pas à organiser des réunions ou des repas mensuels pour dynamiser l'association. Ils se sont fixé un but concret, qu'ils espèrent atteindre au plus vite, sans s'encombrer de ce qu'ils considèrent comme les lourdeurs d'un monde associatif qu'ils méprisent un peu et dont ils veulent s'individualiser en insistant sur le caractère d'efficacité du "Petit train...". Au plus fort de leur activité, l'association compte quarante adhérents. Ils habitent tous le quartier. Le petit train de Palavas est pour chacun un ancien voisin apprécié, et sa présence, même pour ceux qui sont trop jeunes pour l'avoir vu circuler, reste encore très vive dans toutes les mémoires.

Eric Salvinien :

¹²⁴Parallèle au Lez, à l'ouest du fleuve. Cf. plan page xx

« Les membres de l'association sont effectivement quartier sud. Ça y fait. Géographiquement, le train, et puis pour nous c'est un peu une relation de facilité puisqu'en fait la plupart des gens qui ont adhéré chez nous, étaient soit des clients de Paul, soit des amis communs. En fait il suffit de parler un peu aux gens et ils se rendent compte qu'ils sont sensibilisés. »

Paul Boschard :

« Le petit train, en fait, je l'ai jamais pris. Mais bon, c'est quand même lié à l'histoire du quartier. C'est pas le nord, la Paillade qui est concerné, c'est Montpellier sud. Par exemple l'histoire du port, des écluses, tout ça. Tout les gens du coin connaissent ça. Parce qu'étant jeune, en faisant du vélo, de la mobylette et tout ça, on est allé se promener. Ces voies, qui étaient juste à côté de chez nous, on les a utilisées comme terrain de jeu. C'était rempli d'eau, il y avait des grenouilles, on allait faire les imbéciles là-bas. Le Lez, à certains endroits, on peut le traverser par des retenues d'eau. Il y avait des tas de trucs. Le Lez, c'était autre chose aussi. On allait voir l'ancien pont, c'était assez pittoresque. C'était sauvage complètement. Maintenant ça n'a plus rien de sauvage. C'est terrible. Bon, et puis surtout, il y avait la locomotive du train ! Elle est dans le centre d'accueil depuis qu'elle a été retirée de la circulation¹²⁵, ça a été un de mes territoires de jeux. Avant elle était avec un wagon, et on allait faire les cons avec des copains dedans. Je la connais très bien, je dois avoir quelques pièces chez moi ! De par la clientèle aussi, on en parle. Parce qu'il y a beaucoup de vieux dans le quartier qui me disent, "vous êtes dans le quartier depuis si longtemps, est-ce que vous avez connu le train de Palavas ?". Oui, ça fait partie des conversations normales. C'est pas tombé dans l'oubli, il n'y a pas de doute. C'est ce qui nous semblait être notre force finalement. C'est qu'on est arrivé à une période où c'était pas entièrement dans l'oubli, mais ça allait pas tarder à le devenir. Parce que ceux qui l'ont pris sont à la retraite et vont bientôt disparaître. Donc c'était le moment important. Les politiques en ont jugé autrement. »

En effet, "Le Petit train..." n'est pas parvenu à convaincre l'ensemble des acteurs politiques concernés par l'éventuelle remise en circulation du "PLM". Les trois maires des communes traversées par le trajet n'ont pas été également partie conquis par le projet. Celui de Palavas était prêt à se lancer dans

¹²⁵Il évoque ici l'espace réservé à l'Office du tourisme du District de Montpellier, situé sur le rond-point Près d'Arènes, au sud-est de la ville, à proximité de l'avenue de Palavas où loge Paul Boschard. Cf. dans le bas du plan, page 3

l'aventure de la remise en circulation du train, opération que les membres de l'association promettaient à la rentabilité. Celui de Lattes, dans sa logique d'opposition permanente à Montpellier, s'y est formellement opposé. Quant à Georges Frêche, il a fait espérer, pendant quelque temps - avant les élections municipales de 1995, comme le remarquent amèrement Eric Salvinien et Paul Boschard - son adhésion au projet. Mais il a finalement affirmé sa nette préférence pour la construction d'un tramway, qui devrait à terme relier Port Marianne à Palavas¹²⁶. La déception fut cuisante pour les deux fondateurs de l'association. Ils se sont heurtés au mur du pouvoir politique et leur rêve, autant que leur enthousiasme, s'est brisé. Le jeu s'était transformé en une bagarre dans laquelle ils étaient bien conscients de ne pas disposer des bonnes armes. La mémoire, la connaissance intime du quartier, la volonté de voir ressurgir les souvenirs d'enfance - fantasmes élaborés sur les traces physiques du passé - en grandeur nature ne représentaient rien face à la force de décision des trois municipalités. Le Petit train mourait une seconde fois, confronté aux réalités économiques et politiques. Il était contraint de retourner en gare, de rejoindre la destination qui lui était réservée, de revenir vers le passé.

Eric Salvinien :

« Le défi était d'aller voir un maximum d'élus, c'était notre politique, c'est-à-dire essayer d'éviter, c'est méchant, les sous-fifres et les seconds couteaux pour aller directement à la tête. Donc obtenir des rendez-vous avec les trois maires des communes concernées, le Conseil Général, détenteur des terrains et le District. On a réussi à obtenir, ça n'a pas toujours été facile, mais on a eu accès aux têtes, par des moyens, des connaissances, c'est toujours comme ça. Je dois dire, maintenant, avec du recul, qu'on n'aurait jamais pu arriver là si on n'avait pas eu ces connaissances. Ce sont des gens, même à leur petit niveau, parce que Maire d'une commune, c'est quand même pas la panacée, intouchables. Plus on augmente la taille de la ville, plus ils sont intouchables. Frêche ou Saumade [président du Conseil général, PS], ça n'a pas été facile du tout.

¹²⁶La première ligne du tramway de Montpellier est actuellement en chantier. Elle reliera La Paillade à Port Marianne, en desservant le centre ville. Les travaux ont commencé en 1997. Elle sera inaugurée en 2000.

On nous a promis beaucoup de choses avant les élections municipales. Je suis un peu aigri à ce niveau-là, mais j'en garde pas rancune. Mais Frêche, je pense qu'il a d'autres projets en vue. Je pense qu'on s'est heurtés au tramway. Je dois dire que maintenant, moi, en tous cas, j'en ai marre. Parce que malheureusement, on a besoin d'autorisations officielles. Et on se rend compte qu'il y a une toile d'araignée monumentale autour de tout ça. Tout le monde nous a dit que notre idée était bonne, à ce niveau-là, on n'a reçu que des soutiens, mais ça n'a pas été concret. "Votre idée est bonne, persévérez !" Et le passage à l'acte ne s'est pas fait. En fait, qu'est-ce qu'ils attendent ? Je ne sais pas. En fait, la conclusion, je ne la connais pas. Oui, j'ai appris beaucoup dans ce domaine, les relations avec les politiques. Ça a été très enrichissant. C'est une expérience que je ne regrette pas. Mais moi, personnellement, c'est un milieu que j'aime pas trop. Le milieu très politisé, ça ne m'intéresse pas. Moi, les politiques, les seuls contacts que j'ai eus avec eux, c'était seulement en ce qui concernait le projet, c'était pas pour faire du rentre dedans. Et j'ai l'impression qu'il faut faire un peu ça si on veut obtenir certaines choses. »

Paul Boschard :

« En fait, on manque d'assurance, on a monté une association toute blanche. On se serait appelé Bernard Tapie, peut-être qu'on aurait présenté les choses différemment ! En fait, il faudrait remuer la merde... Il y aurait vraiment des choses à dire sur la manière dont ça se passe dans la politique. »

Puisque le Petit train était voué à n'exister que par son passé, puisque le projet ne parvenait pas à s'affranchir du pouvoir politique, il fallait, pour offrir une ultime chance au projet, le remettre entre les mains d'un "spécialiste" du passé et de la politique. Ce fut Gabriel Preiss, ethnologue et militant du Parti Socialiste qui hérita de la présidence de l'association en décembre 1995. Fidèle client du pressing de l'avenue de Palavas, devenu finalement ami de Paul Boschard, Gabriel Preiss, en sa qualité de chercheur universitaire, donnait aux deux fondateurs du "Petit train..." l'impression d'être un homme qui disposait d'assez de loisirs pour pouvoir donner de son temps à l'association. Il leur avait en outre parlé de son travail : une étude sur la mémoire qu'entretiennent les

habitants de certains quartiers de Montpellier du lieu où ils vivent. Il semblait être véritablement l'homme de la situation :

Eric Salvinien :

« Je pense que le projet du Petit train l'intéresse en tant qu'ethnologue. C'est un sujet qui lui tient à cœur de manière personnelle et professionnelle parce qu'il étudie beaucoup tout ce qui touche aux racines de la région, donc forcément il ne peut lâcher un sujet pareil. Et puis Gabriel, il s'y plaît bien dans le milieu politique. Donc s'il veut continuer dans ce domaine, ça lui ira très bien. »

« Dans cette association, j'ai pris le pouvoir culturel ! », clame l'intéressé lors de notre entretien. Nous sommes assis à une table de l'un des cafés de la place de la Comédie, où il a choisi de me donner rendez-vous pour notre rencontre. Il y a presque deux ans que nous ne nous sommes pas vus, depuis ce jour où il m'avait emmenée à l'inauguration de la ligne de bus à Port Marianne.¹²⁷ Aujourd'hui, l'ethnologue montpelliérain que j'étais auparavant venue trouver pour obtenir quelques informations sur le milieu universitaire de la ville intervenait dans mon enquête comme un interlocuteur de premier plan... Jamais nous n'aborderons cet aspect particulier de notre tête-à-tête, probablement parce qu'il considère se différencier tellement de ses deux associés du "Petit train..." qu'il n'envisage pas pouvoir représenter l'association au même titre qu'eux. C'est d'ailleurs lui que j'ai rencontré le premier, et qui m'a ensuite orientée vers Eric Salvinien et Paul Boschard. Il veut encore apparaître comme celui qui livre les renseignements, et refuse ainsi de s'apparenter à ceux dont il me communique les coordonnées. Il affecte d'entretenir une distance professionnelle - adopter un point de vue d'ethnologue en activité - avec ce pourquoi j'ai pourtant tenu à le rencontrer, justement parce qu'il en était partie prenante. Les deux heures que dureront

¹²⁷Cf. II, 2

notre entretien joueront toujours sur cette ambiguïté, que j'ai préféré ne pas lever pour conserver à notre dialogue une spontanéité difficile à discerner...

Gabriel Preiss parle très fort ; son ton déclamatoire emplît la salle du café pendant toute notre discussion. Il se laisse entraîner par son enthousiasme en offrant cinq années supplémentaires de vie à l'association, qu'il fait naître dès 1986, et une centaine d'adhérents fantômes, dont il gonfle le nombre à cent cinquante. Il hausse encore la voix lorsqu'il s'agit d'évoquer son attitude vis-à-vis du pouvoir politique. Les regards se tournent vers nous, plus amusés qu'intéressés par les prises de position de l'orateur.

« Ce qui m'intéresse dans cette affaire de Petit train, c'est le contact avec les décideurs. Ça permet d'avoir un prétexte de les approcher, sans être à leurs ordres. Je déteste être un valet. J'ai une mentalité de dresseur. Je regarde, je joue avec les fauves. C'est un jeu pour moi, voilà tout. Il n'y a rien de méchant là-dedans. Ça a l'air complètement con, mais n'empêche que c'est un bon masque pour un chercheur. C'est amusant. Et puis je m'en fous si ça ne se fait pas. De toutes manières, dresseur ou pas dresseur, valet ou pas valet, je sais où sont mes opinions. »

Distance avec les politiques, distance avec l'activité menée au sein de l'association ; Gabriel Preiss est un vrai professionnel. Il a des idées pour sortir le "Petit train..." de l'ornière affective dans laquelle l'avaient confiné les deux fondateurs de l'association.

c. Port Marianne privé de souvenirs

Gabriel Preiss :

« Nous, ce qu'on veut, c'est donner une histoire à Port Marianne, qui n'en n'a pas. C'est retrouver un train qui est dans la mémoire des Montpelliérains, qui est maintenant mythique. C'est quand même le petit train local le plus connu du monde ! Il reste présent dans toutes les têtes, dans le monde entier ! Le Petit train plane au-dessus de Montpellier. C'est clair. Et il faut retrouver ce fond de mémoire, la mémoire du Petit train ; la

vapeur, le style Far West, l'idée du petit train qui traversait les étangs jusqu'à Palavas qui était considéré comme le Far West, à cause des moustiques ! Moi je pense qu'avec tout ça, avec toute cette mémoire, on peut redorer l'image de Port Marianne, qui est souvent attaqué comme étant un projet carton pâte, hollywoodien. Je te parle de ce que j'ai pu recueillir dans les interviews que j'ai pu faire pour mon boulot personnel¹²⁸. Parce que son truc à Frêche, il est triste, avec des bateaux qui flottent dans de l'eau chlorée. Tandis que le Petit train est resté comme un rayon de soleil dans la mémoire de Montpellier. Ce serait la cerise sur le gâteau, par rapport au tramway, que rien ne rattache à la ville. Parce que rien ne vaut le souvenir de Grand-Mère. Il suffit d'y réfléchir un peu et c'est évident. Moi, je vais te dire, ma conviction profonde, c'est que l'urbanisme moderne sature les gens. De voir du gros fric déballé, ça les emmerde. Et les architectes le savent ! C'est un sentiment très répandu. La modernité, ça gonfle, parce qu'il y a le côté fric, mégalo. Ça n'impressionne plus. Et face à ça, le Petit train, c'est donner une âme à un truc mort-né. Nous, on leur apporte tout. Le Petit train, c'est un monument. Il a une super valeur symbolique. C'est une légende intime. Moi, gamin, quand je descendais du train à l'Esplanade, j'avais du sable plein le cul. Je me secouais la culotte : et ce sable il est encore sous les dallages de l'Esplanade, qui vient de toutes ces peaux frottées au retour de la plage. On avait des sandales en plastique, le costume de marin. Et c'est ça qui est important. Tout ce que les gens ont vécu chaque fois qu'ils allaient à la mer, les premières amours. C'est les souvenirs personnels qui comptent. Et ils peuvent transfuser jusque dans la nouveauté de Port Marianne, parce que c'est la connaissance que les gens ont du coin qui fait que d'autres ont envie de s'installer. C'est la mémoire de la ville qui aspire la nouvelle clientèle. Moi, je dis que c'est ça. Il y a une force du lieu qui est difficile à saisir. »

Dans ce long monologue, interrompu par quelques-unes de mes tentatives d'introduire de vagues "c'est-à-dire ?" et "pourquoi ?" dont le manque d'incidence a valu que je les supprime dans cette retranscription, Gabriel Preiss présente le projet de remise en circulation du Petit train comme l'ultime chance de donner à Port Marianne la possibilité d'exister au sein de la ville de

¹²⁸Je l'ai plus tard quelque peu questionné sur ce travail auquel il faisait allusion, mais sans obtenir d'éléments plus précis à propos de ces entretiens dont il tirait ses conclusions. J'ai su par ailleurs qu'il avait été missionné, quelques années auparavant, par le Plan Urbain pour une étude sur le quartier Antigone, qui n'avait à ce jour pas abouti à la rédaction d'un rapport.

Montpellier. Malgré l'indépendance dont il se targue de faire preuve vis-à-vis du pouvoir politique municipal, il tient le même discours que Georges Frêche à propos d'un passé dispensateur d'identité, bon génie qui viendrait au secours de l'urbanisme moderne. Mais lui ne parle pas d'histoire, il n'évoque pas de dates, il ne vante les mérites d'aucun ancêtre Montpelliérain. Il célèbre la somme des souvenirs individuels qui font le terreau de la mémoire du territoire investi par Port Marianne. Les accords commerciaux traités par Jacques Cœur aux confins de la Méditerranée ne pèsent pas lourd face au crissement des roues provoqué par le passage du Petit train, dont tous ceux qui l'ont entendu se souviennent avec nostalgie.

Gabriel Preiss fait de ceux qui ont vécu le Petit train les seuls habilités à insuffler un peu de vie à Port Marianne. C'est par l'intermédiaire d'un vecteur mémoire appartenant à ces Montpelliérains de longue date - qui ne demandent qu'à faire partager leur expérience - que les futurs immeubles du projet urbanistique pourront trouver le fondement de leur présence sur les bords du Lez. Les souvenirs rattachent les bâtiments de Port Marianne au réel. Le passé permet en fait d'intégrer leur propre présent, de leur reconnaître une existence. Mais il s'agit d'un passé qui peut encore être raconté par ses acteurs - qui ne peut être évoqué *que* par eux. Sans ces souvenirs personnels, sans l'espoir de les voir se matérialiser par la réhabilitation du Petit train de Palavas, Port Marianne n'est rien. Gabriel Preiss donne ainsi les pleins pouvoirs à la mémoire, au vécu, et ignore les références historiques qui nourrissent le discours municipal au sujet de Port Marianne. Et c'est là que se situe véritablement l'autonomie de l'ethnologue dans son rapport à Georges Frêche. Il nie la valeur qu'accorde le Maire au passé historique du lieu et élève les Montpelliérains soucieux d'entretenir leur patrimoine culturel au rang de responsables de la destinée des futurs immeubles de Port Marianne. C'est finalement le pouvoir politique qu'il fait descendre du piédestal où il l'a lui-même placé - tout en se défendant d'en être un vassal -, et qu'il défie ainsi. Les discours municipaux, les moyens investis dans les campagnes de

communication, la convocation de grands noms de l'architecture contemporaine ne sont rien comparés à la force dont disposent ceux qui ont emprunté le Petit train, qui recèlent en eux une vérité seule capable d'ouvrir à Port Marianne les portes d'une réalité qui permettrait au projet d'obtenir l'aval de l'ensemble de la population.

Mais Gabriel Preiss ne s'en tient pas à savourer cette apparente victoire. Il s'est interrogé sur le comportement de Georges Frêche l'historien, et en tire des conclusions qui, si elles égratignent la réputation de grand universitaire du Maire, laissent pourtant un large avantage à la stratégie municipale au sujet de l'investissement du territoire Port Marianne :

« Frêche laisse pourrir les Archives municipales. C'est un véritable scandale. Rien n'est fait depuis trente ans. Tout se désagrège¹²⁹. Je ne vois pas comment c'est possible, pour un historien de formation, qui travaille beaucoup sur ce que peut véhiculer l'histoire pour sa ville, de laisser faire ça. Ceci dit, il est totalement incompetent sur l'histoire de Montpellier. Il n'y connaît rien, c'est lamentable... En fait, moi je vais te dire ce que j'en pense de tout ça : il détruit l'histoire de la ville - parce que c'est quand même bien ça qu'il est en train de faire - parce qu'il voudrait que dans cinquante ans, l'histoire de Montpellier se résume à Antigone et Port Marianne. Voilà son but en fait ! »

Pour résister à cet implacable pouvoir, il ne reste plus qu'à rassembler ses souvenirs - si ce n'est pour éveiller Port Marianne à la vie, au moins pour continuer à exister soi-même.

Paul Boschard :

¹²⁹Gabriel Preiss, malgré l'assurance de son ton qui n'autorise aucune réplique, ne connaît pourtant pas bien la situation des Archives : plus loin dans l'entretien, il me parle de Mireille Lacave, qu'il accuse aussi de saborder la mémoire montpelliéraine, pensant qu'elle occupe encore le poste de directrice des Archives. (Cf. II, 3) Or, à la date de notre rencontre, il y avait déjà plusieurs années qu'elle avait quitté ses fonctions. Il n'aborde d'ailleurs jamais non plus le projet de transfert des Archives de la Ville dans la future nouvelle bibliothèque municipale à Antigone - dont les travaux ont commencé deux ans plus tard, en 1998. (architectes : Paul Chemetov et Borja Huidobro) Les documents des Archives et les ouvrages conservés à l'actuelle bibliothèque municipale seront réunis dans un espace particulier du nouveau bâtiment, déjà baptisé "Racines et patrimoine" dans un article de *Montpellier notre ville*. (n°201, décembre 1996)

« J'ai suggéré à Gabriel de demander des témoignages photographiques aux gens parce que tous les vieux du quartier ont tous des photos de ce qu'était le quartier à l'époque. A partir du chemin de Moulares, il n'y avait pas ces immeubles, il n'y avait rien, c'était que des vignes, avec le Lez qui débordait de façon constante. Et le train, tous les gens du quartier ont un témoignage, des photos où on voit le train. Parce que c'était un machin ça !

AZ : et pourquoi vous n'avez pas fait ce travail vous-même, avant que Gabriel Preiss n'intègre l'association ?

P. B. : parce que c'était pas notre truc. Nous, c'était remettre en marche le train de Palavas. Et Gabriel, c'est de perpétuer son souvenir. Au moins, qu'on ne l'oublie pas. »

Non loin du pont Zuccarelli, les travaux de la mise en œuvre du futur tramway commencent à labourer les derniers souvenirs de la ligne du chemin de fer d'intérêt local.

3. LES HISTORIENS AMATEURS : FIGURANTS DE LA MISE EN SCÈNE MUNICIPALE

a. se démarquer des professionnels

* des amateurs

Roland Jolivet est conseiller financier dans un bureau d'assurances. Il habite une villa qu'il a fait construire il y a trois ans, à Juvignac, dans la banlieue résidentielle de Montpellier. Dès qu'il m'ouvre la porte de sa maison, il m'invite à venir admirer le grand terrain dont il est le propriétaire. A mes commentaires polis, il répond qu'il veut vendre, que rien ici, dans ce village qui n'a plus d'église depuis qu'on la détruite parce qu'elle était devenue trop vétuste, ne l'encourage à rester. Il peste contre le manque de relations entre les habitants, « *on ne se connaît même pas entre voisins* », contre ce calme qu'il avait pourtant recherché en quittant le centre de Montpellier où il est né. Il s'ennuie ici, m'avoue-t-il avec un certain soulagement désabusé ; « *enfin, c'est vrai qu'on se découvre des passions quand même : le jardinage par exemple !* » Il fait déjà très chaud sur la terrasse ; l'eau bleue de la piscine dort sous le soleil ; le barbecue est rutilant ; les chaises longues sont pliées, debout contre le mur. Nous entrons nous réfugier dans la relative fraîcheur du salon. Mais avant de tourner le dos au jardin, Roland Jolivet désigne d'un large geste du bras la vigne plantée en contrebas de son terrain : « *Je vais vous dire pourquoi ça vaut quand même le coup de s'installer ici : c'est parce que cette vigne que vous voyez là, c'est la plus ancienne de la région. Elle date du temps de Louis XIV !* » La vigne ne lui appartient pas, il peut juste se réjouir de profiter de sa présence - et d'en connaître l'ancienneté. Mais Roland Jolivet sait apprécier ce paysage. C'est qu'il n'est pas seulement conseiller financier : il est aussi collectionneur de cartes postales anciennes, et "historien Montpelliérain", comme le désignait une journaliste de *La Gazette* qui

l'avait interviewé à l'occasion de l'inauguration du nouveau plan d'eau navigable sur le Lez.¹³⁰

Mon interlocuteur est l'auteur de trois ouvrages.¹³¹ C'est chaque fois la même idée qu'il exploite : il présente des cartes postales anciennes de Montpellier qu'il commente et compare avec des clichés qu'il a pris sous le même angle en abordant l'histoire du lieu et son évolution. Les trois livres se sont très bien vendus à Montpellier, et Roland Jolivet est désormais consacré spécialiste de l'histoire des transformations de la ville. Il est invité à intervenir lors de conférences organisées par diverses associations, et souvent sollicité par les journaux locaux qui profitent de la richesse de sa collection de cartes postales et d'anecdotes. Il a déjà reçu plusieurs étudiants « *qui font des mémoires ou des thèses* », venus glaner des éclairages historiques et de l'iconographie. La municipalité, le Conseil général et la Région lui ont commandé une centaine de chacun de ses ouvrages.

« Je suis curieux. Quand on est curieux, on est historien. Dès que je rentre en possession d'une nouvelle carte postale, je me renseigne pour avoir le plus d'informations possible sur l'histoire du lieu qu'elle représente. Je lis tous les journaux de l'époque, je vais aux Archives. Et dans mes livres, je garde uniquement le côté anecdotique, c'est-à-dire pour que mes ouvrages ne soient pas rébarbatifs. Je prends ce qui est amusant, ce qui sort de l'ordinaire.

AZ : Comment vous positionnez-vous vis-à-vis des historiens professionnels ?

R. J. : c'est pas le même monde. Ils ont fait des études, ils suivent un canevas. Ils sont sur des rails. Et puis ils sont très spécialisés. Bien que j'aie trouvé énormément d'erreurs dans leurs livres.

AZ : ça veut dire que vous connaissez mieux le sujet qu'eux.

R. J. : absolument. Quand je travaille un sujet à fond et que je lis ce qu'ils ont écrit, je m'aperçois que parfois il y a des erreurs.

AZ : mais comment ça se fait ? C'est leur métier !

¹³⁰ *La Gazette*, février 95, n°362. L'article comportait également une carte postale présentant le fleuve et ses barques dans les années 1900. Ce document était fourni par Roland Jolivet.

¹³¹ *Montpellier au passé recomposé.*, t.I, Montpellier, à compte d'auteur, 1989. *Montpellier au passé recomposé*, t.II, Montpellier, à compte d'auteur, 1991. *Montpell'hier*. Montpellier, à compte d'auteur, 1996

R. J. : *tout simplement, c'est qu'ils prennent des mémoires de thèses d'étudiants, et si l'étudiant a fait une erreur, ils la reproduisent.*

AZ : *quelles sortes d'erreurs vous décelez ?*

R. J. : *des erreurs de dates. C'est essentiellement ça. Je ne peux pas vous donner des exemples précis. Enfin, c'est quand même pas énorme, mais bon, c'est toujours mieux de rétablir la vérité. »*

Roland Jolivet pratique une histoire pointilliste de Montpellier. Il rassemble les pièces d'un puzzle qui l'aide à reconstituer les cent dernières années de l'histoire de la ville. Il superpose passé et présent pour élaborer l'histoire qui lui convient, celle des petites histoires qui permettent à tous ces extraits de ville de rester vivants dans son cœur. Il veut transmettre la vérité à ses lecteurs. Il conserve les images et les anecdotes pour permettre à Montpellier d'exister à travers ces témoignages palpables. Tel bâtiment photographié au début du siècle figure ou non sur le cliché qu'il a pris du même lieu cent ans plus tard : qu'importe, ce qui compte, c'est de prouver que la ville détient un capital de passé, des strates de vies, une épaisseur urbanistique et anecdotique. Roland Jolivet offre à Montpellier cent ans de mémoire confrontée à un présent qu'elle enrichit de sa puissance évocatrice et rassurante. Les photographies présentées n'exhibent en effet jamais, par nature pourrait-on presque dire, les misères, les peurs, les doutes. C'est un passé de cartes postales, une histoire couleur sépia que le collectionneur historien invite ses lecteurs à mettre en perspective avec la ville d'aujourd'hui. Montpellier peut s'asseoir sur un siècle de valeurs sûres, où nostalgie et célébration du progrès cohabitent avec le même plaisir. Roland Jolivet ne fait pas que dévoiler le passé. Il le touche, il le classe, il en développe l'importance en complétant année après année sa collection de cartes postales. Il vit avec l'histoire de Montpellier, qu'il abrite dans les placards de son bureau. Sous le rayon de bibliothèque réservé aux ouvrages traitant de l'histoire locale, la vérité est bien gardée. Les professionnels n'ont qu'à bien se tenir.

Le jardin de Georgette Alary est saturé d'odeurs. C'est le printemps qui explose. Elle est si frêle que l'arrosoir semble trop gros pour elle. Mais il faut encourager ce petit rosier qu'elle a planté l'année dernière : les boutons sont prometteurs. Elle habite Perols, « *juste après Auchan* », dans la zone commerciale de la banlieue de Montpellier. Aujourd'hui, le vent amène le bruit de la voie rapide qui conduit à la plage ; d'autres fois, c'est l'odeur de la mer que la petite dame dit parvenir à déceler depuis le dessous de son abricotier.

Georgette Alary est "Madame Lez". Ce sont ses collègues de l'Université du Tiers Temps (UTT) qui l'ont ainsi surnommée depuis qu'elle a travaillé sur l'histoire du fleuve¹³². Elle est aussi la présidente de "Mémoires d'Oc", une association qui s'est constituée au sein des étudiants de l'UTT. Ils sont une vingtaine de passionnés d'histoire locale à faire des recherches sur des thèmes qu'ils choisissent et exposent lors des conférences mensuelles organisées par le groupe, dont chacune est relayée par l'édition d'une plaquette diffusée dans les réseaux d'études historiques. Leur première production, il y a sept ans, leur avait valu un prix, « *je ne sais plus de quoi* ». Mais les huit mille francs s'étaient envolés au profit des caisses de l'UTT... « *Nous avons dit : cela ne se repassera pas deux fois !* » Et l'association est née. Les historiens de "Mémoires d'Oc" ont pris leur envol et gèrent désormais en toute indépendance leurs travaux et productions. Ils ne sont plus inféodés à ces professeurs imbus d'eux-mêmes et paresseux dont parle Georgette Alary. Elle n'a pas de mots assez durs pour évoquer l'histoire telle qu'on la pratique à l'université. A ma question sur son rapport avec les historiens professionnels, l'ancienne institutrice à la retraite me prie de bien vouloir couper mon magnétophone. C'est pour me confier qu'ils exploitent le travail des étudiants, qu'ils ne produisent que très peu de travaux, qu'ils traitent toujours des mêmes sujets ressassés jusqu'à épuisement total de leur intérêt initial. Elle baisse la voix pour me conter l'histoire malheureuse d'Henri Prades, ce passionné d'histoire et d'archéologie mort d'un arrêt cardiaque tandis qu'il tentait de défendre sa position de chercheur amateur lors

¹³²Cf. infra, où je cite et commente des passages de ses productions sur l'histoire du Lez.

d'un conseil municipal à Lattes¹³³... « Moi », poursuit-elle après m'avoir autorisée à reprendre l'enregistrement, « *quand je fais des conférences - la salle est toujours bourrée quand c'est moi qui parle, on me demande toujours "quand referez-vous un exposé, quel est votre prochain travail ?" - je ne m'adresse pas à des élèves ni à des étudiants, mais à des gens qui sont mes égaux, donc je n'emploie pas un ton doctoral ! C'est plutôt sur le ton familier.* »

Georgette Alary est une élève-professeur modèle. Une élève attentive lorsqu'elle assiste aux cours donnés à l'UTT (espagnol et occitan), « *il faut dire qu'il y a beaucoup de retraités, alors il y a ceux qui finissent leur sieste et les autres* », et un professeur humble et accessible quand elle expose ses propres travaux dans les conférences organisées par "Mémoires d'Oc". Son idéal est de faire s'imbriquer l'apprentissage et la transmission, sans hiérarchie inhibante, sans pouvoir qui favoriserait un immobilisme de confort. Son double statut de présidente de l'association dénommée "Mémoires d'Oc", et de débutante - à soixante-dix ans - dans l'étude de la langue occitane est à cet égard significatif. Elle évolue dans ce monde des amateurs qu'elle évoque ainsi comme un univers libre, où tout est permis - la passion, l'esprit de décision, la candeur ; l'amateurisme aussi, revendiqué en somme comme suprême outil d'affranchissement vis-à-vis d'une sphère universitaire opaque, méprisée parce qu'inatteignable. Georgette Alary dédaigne l'hospitalité douillette des cours magistraux où il fait bon dormir. Elle cherche à progresser, à s'interroger, à trouver elle-même ce qu'elle estime qu'on lui enseigne mal ; elle cherche paradoxalement à exercer la même activité que ceux dont elle critique le comportement. Elle cherche à faire mieux, bien sûr, armée de tout ce qui fait d'elle une historienne amateur.

¹³³Monsieur Henri Prades est un historien-archéologue amateur dont on parle aujourd'hui encore beaucoup à Montpellier. Personnage truculent, il avait une énergie phénoménale pour sensibiliser la population à sa passion et convaincre les pouvoirs publics de l'intérêt de ses recherches. Tant et si bien qu'une équipe du CNRS a été dépêchée sur place pour approfondir son travail. L'amateur n'a pu supporter cette prise de pouvoir, et mourut d'un arrêt cardiaque tandis qu'il faisait exploser sa rage au conseil municipal de Lattes.

Le long corps mince de Paul Couder¹³⁴ est penché sur la balustrade tandis que je grimpe l'escalier pour atteindre son appartement du premier étage d'un immeuble cossu du centre de Montpellier. « *Bonjour Anna !* » L'ancien haut fonctionnaire n'a rien perdu de son assurance. Après une vigoureuse poignée de main, il m'invite à entrer dans le salon. Dès que nous avons chacun pris place dans des fauteuils en cuir usé, il se lance, en introduisant par un modeste « *sans développer, très rapidement* » à présenter les différentes activités qu'il a menées avant d'enfin pouvoir réaliser son rêve : ouvrir les placards de la mairie de Grabels¹³⁵, dont son père avait été Maire, et découvrir les trésors archivistiques qu'il ne doutait pas qu'ils recelaient. Il a attendu cinquante ans pour le faire, et sa patience a été bien récompensée : derrière les portes des armoires rustiques de l'Hôtel de Ville, il a trouvé 560 pages de registres paroissiaux recelant tout l'état civil du village depuis 1650. Son âme de généalogiste se révéla à cette occasion, et il se plongea avec délice dans tous les ouvrages d'histoire locale qu'il put se procurer. Lui qui avait grimpé tous les échelons de la fonction publique, « *j'ai passé le concours des bourses, j'ai été reçu, et après j'ai été sur des rails, vous arrivez comme ça, bon sang, vous faites les préparations aux grandes écoles, vous faites de grandes écoles* », jusqu'à devenir haut administrateur dans les colonies africaines, se lançait à la poursuite de ses ancêtres paysans. Il avait entre temps « *largué* », comme il se plaît à me l'expliquer, ses fonctions administratives, « *parce qu'au bout de vingt ans, vous en arrivez au sommet des grades normaux, et à partir du moment où ce sont des emplois à la discrétion du gouvernement, il faut faire allégeance. C'est pas mon genre.* », et monté en 62 à Montpellier un comité d'expression économique rassemblant les élus, le Conseil général et des chambres de commerce. Cette fois aussi, au bout de vingt ans, il a « *largué* », parce qu'il sentait sa liberté d'agir entravée par les exigences politiques. Il a alors fondé une association de « *retraités actifs, qui ne*

¹³⁴C'est par l'intermédiaire de Philippe Saurel, adjoint chargé des Archives municipales (Cf. II, 3), qui m'avait parlé de Paul Couder comme un membre actif de "Mémoires d'Oc" et de l'UTT, que je suis entrée en contact avec lui.

¹³⁵Petite commune à six kilomètres au nord-ouest de Montpellier.

soient pas uniquement des consommateurs, mais aussi des producteurs de quelque chose, sans autre prétention qu'à rassembler des éléments de connaissance de façon à ce que les plus jeunes, des plus calés, puissent s'en servir pour construire un truc. Je les ai largués quand ils ont monté le système. Je ne suis jamais président moi. Je monte le truc et puis je m'en vais. Monteur sur rails. Quand ils en sont venus à faire du syndicalisme de bas étage, j'ai largué. » Il n'était plus dans la vie professionnelle, il avait débuté sa vie d'amateur. Mais amateur de quoi ? Cette association de retraités restait trop floue pour l'homme d'action Paul Couder. Il fallait spécialiser l'amateurisme, l'affiner pour le rendre performant. Il fonda "Mémoires d'Oc".

« C'est moi qui ai monté Mémoires d'Oc au niveau de l'UTT. Et là j'en suis très fier parce que quand on regarde les profs, je pense que c'est pas des gens sérieux pour la plupart, ils s'occupent de leurs affaires à eux, ils font envoyer des étudiants pour faire avancer leurs travaux. Est-ce que vous avez déjà vu un prof qui fasse une conférence et qui donne un résumé, même de dix lignes ? Alors chez nous j'ai fini par faire passer ce message : une conférence par mois à l'UTT, chacune accompagnée d'un document de 60-80 pages. On vient de fêter le cinquantième numéro, on a sept ans ! En sept ans, on est à 52 fascicules ! Est-ce qu'il y a un prof qui peut en faire voir un seul ? Est-ce que sept ans de prof d'université peuvent faire voir un seul document ? Rien qu'à l'UTT, avant cette initiative, qu'est ce qu'on nous proposait à l'UTT ? Des pontes, des profs qui vont se faire payer le cachet pour faire une conférence d'une heure ! Moi, je suis capable d'en faire une toutes les semaines, et sans papiers ! »

Paul Couder a beaucoup voyagé, beaucoup dirigé. Après toutes ces années d'ascension sociale, toute cette moisson de souvenirs dont il a ramené quelques vestiges africains - des défenses d'éléphant sont exposées sur le buffet verni du salon, des tapis en peaux de divers animaux de brousse s'étalent sur les sols -, le haut fonctionnaire a décidé de se pencher sur ses origines, de remonter le temps de son village d'enfance, de rencontrer les habitants de Grabels en alignant leurs dates de vie et de mort sur des cartons dont il a lui-même élaboré le système de classement, d'additionner les existences de trois siècles d'une

commune du Languedoc qu'il a désormais élue comme son principal centre d'intérêt.

Il étudie avec autant de ferveur l'histoire de Montpellier, la ville qui a su l'adopter à travers l'association des Barons de Caravètes - dont le désir d'ouverture des responsables a voulu qu'ils fondent une antenne des "Amis des Barons", destinée à intégrer les Montpelliérains de cœur, parrainés par des Barons de souche. Il accumule les connaissances au fil de ses visites aux Archives et se constitue un patrimoine d'homme à la fois cultivé et conscient de ses racines. Il travaille autant pour étudier la topographie historique de la garrigue du sud de Montpellier que pour formuler le récit de sa propre famille. Tout fait histoire : les dates, les noms, l'intime, le social, le général, le particulier. Et Paul Couder traite l'ensemble avec le même enthousiasme. Il n'y a pas *des* histoires : il y a *une* histoire, celle que cet amateur forge dans son bureau lorsqu'il rédige des plaquettes pour Mémoires d'Oc ou qu'il célèbre ses cinquante ans de mariage en offrant à tous ses invités un fascicule retraçant l'histoire de la famille Couder. C'est donc tout naturellement lui qu'on vient chercher pour animer les conférences historiques ou les discours d'intronisation à la Baronnie de Caravètes. Comme Roland Jolivet, comme Georgette Alary, il est lui aussi un spécialiste ; spécialiste d'une histoire qu'il s'est choisie : celle de Grabels et de Montpellier, celle de tous ceux, anonymes ou célèbres, qui ont défilé dans les registres paroissiaux des deux communes et qui tissent ainsi un passé qu'il aide à rejoindre le présent.

« Moi je suis celui qui connaît bien Montpellier, et qui peut raconter des histoires, qui le raconte comme une histoire. Il y a cet esprit conteur aussi, auquel je tiens. J'ai des documents qui sont très anciens. Les gens ils disent "il parle sans papiers". Oui, mais ceux qui parlent sans papiers, ça représente la millième partie de la partie émergée de l'iceberg. Il y a tout le reste derrière ! Si je peux raconter, c'est qu'il y a une masse d'informations que j'ai accumulées qui supporte tout ça. »

La spécialité que Paul Couder et ses deux homologues pratiquent avec le plus de brio est finalement l'amateurisme, discipline à défendre et promouvoir face au professionnalisme universitaire, dénué de tout rapport sensible et personnalisé avec l'histoire : les chercheurs ne sont en aucun cas assez impliqués dans le déroulement du récit qu'ils livrent pour être considérés comme sincères par les amateurs, qui estiment mettre au profit de leur passion leur propre existence en jeu, leurs attaches familiales et patrimoniales, et affirment ainsi atteindre un degré de compétence suprême, à eux seuls réservé.

* une histoire témoignage

C'est cette conscience que les historiens amateurs ont d'appartenir, en quelque sorte, à l'histoire qu'ils étudient, qui les incitent à toujours laisser transparaître leurs impressions personnelles dans leurs travaux. Ils traduisent ainsi leur certitude d'évoquer quelque chose qu'ils ressentent intérieurement : la preuve en est qu'ils ont toujours leur mot à dire sur la situation présente, dérivée de celle qu'ils ont étudiée dans les Archives.

Paul Couder, lorsqu'il retrace l'historique du phénomène des Barons de Caravètes, est partie prenante de l'évolution actuelle de l'association : il est en effet lui-même acteur du présent de la Baronnie. C'est ce qui lui permet d'apporter son propre jugement aux récentes modifications apportées par les responsables de l'association.¹³⁶ Il tient finalement les rênes de ce qu'il étudie. Comme le personnage du Maire Georges Frêche, qui toujours interfère dans le cours de l'histoire locale, Paul Couder - même s'il ne l'exprime pas explicitement - fait s'intégrer aux données historiques qu'ils a recensées sur l'historique de la Baronnie sa propre destinée, sa sensibilité de presque Montpelliérain, son désir d'agir sur le devenir de l'association. C'est une double légitimation qu'il recherche : celle de l'amateur qui tente de donner à son travail

¹³⁶Cf. supra, 1, a : les citations que je fais de l'ouvrage rédigé par Paul Couder sur la Baronnie de Caravètes.

une caution apportée par sa dimension personnalisée, et celle de celui qui, justement parce qu'il s'intéresse à la situation actuelle de l'association, détient alors une raison supplémentaire de se plonger dans sa genèse. Les commentaires de Paul Couder relient le passé à un présent qui lui appartient parce qu'il est imprimé dans ses origines languedociennes. L'Histoire rejoint ainsi sa propre histoire.

Les introductions que Georgette Alary a rédigées pour les trois numéros de *Mémoires d'Oc* qu'elle a consacrés à l'histoire du Lez illustrent le même désir de plaquer des avis personnels sur la neutralité des données historiques. Elle ne traite en effet pas d'emblée le sujet de son étude. Elle enrobe les dates et extraits de textes anciens d'un onguent sentimental et directement issu de son rapport privé au Lez qui donne finalement toute sa profondeur à son travail. C'est ce qui constitue en effet son véritable travail d'analyse, qu'elle mène sur les faits qu'elle présente ensuite sous un jour historique. C'est sur le présent qu'elle s'interroge, sur l'avenir même aussi, lorsqu'elle constate avec quelque effarement l'évolution urbanistique des bords du Lez dont elle est aujourd'hui le témoin. La matière historique de ses ouvrages ne représente en fait que le support de ce qu'elle a réellement à transmettre à propos du Lez : ses souvenirs, ses regrets, son étonnement, sa curiosité pour ce qui sera la suite de l'histoire. C'est sa qualité de citoyenne, témoin et analyste du présent, que Georgette Alary tente d'imposer à travers son amour de l'Histoire.

« Port Marianne, voilà ce qui nous est promis en cette fin de siècle. Qui n'est allé contempler, dans le hall de la Mairie de Montpellier, la maquette de ce projet grandiose, doit le faire pour prendre conscience de son ampleur. (...) Voilà donc que, comme la Belle au Bois dormant, le Lez va se réveiller de son long sommeil, sortir de l'abandon dans lequel on le laissait depuis des dizaines d'années. (...) Pendant des siècles, ce Lez méprisé a eu un rôle important dans la vie montpelliéraine. En a-t-il fait tourner des moulins de toutes sortes, en a-t-il lavé des laines, tanné des peaux, vu distiller des marcs, promené des barques de couples d'amoureux... (...) Le pont Juvénal

d'aujourd'hui¹³⁷ enjambe un Lez léché dans un décor grandiose : l'hôtel de Région tout en vitres, ses jets d'eau, ses immeubles à colonnes néo-classiques... Il n'y a plus rien de commun avec le pont, ou plutôt les ponts d'antan et l'animation qui régnait autour. (...) Il subsiste encore dans le quartier une rue du Canal [plus en retrait par rapport à Port Marianne que le quartier des Barques] et un chemin des Barques ; pour combien de temps ? Les premiers immeubles de Port Marianne commencent à sortir de terre... Alors peut-être dans l'avenir, quelque large avenue longeant le Lez se nommera-t-elle avenue François de Solas¹³⁸ ... Ne rêvons pas !

Reverrons-nous des barques sur le Lez ?

J'ai une tendresse pour le Lez. (...) ¹³⁹ Le Lez de ce temps là [celui où l'auteur de ce texte était jeune] était un Lez populaire et bon enfant, hormis ses jours de colère. Le parc municipal de Rimbaud était le paradis des pêcheurs à la ligne et des amoureux en quête de coins discrets. (...) Je me souviens des bals du 14 juillet et du Front populaire. Les couples de danseurs tournoyaient à l'ombre des grands platanes, puis allaient se désaltérer de limonade tiède à la guinguette du parc qui n'était qu'une modeste baraque de planches.

Je sais que je ne reverrai plus ce Lez là, mais il faut vivre avec son temps... La pensée de voir se ranimer ses rêves me réjouit... »¹⁴⁰

« Le pont Zuccarelli fut inauguré le 25 juin. Pont à quatre voies assurant le trafic dans les deux sens, plus un axe réservé à la circulation des bus, plus une voie piétonne... un pont à la mesure des besoins d'aujourd'hui.

Et l'on redécouvrit le Lez... Pouvait-on le laisser ainsi négligé dans ce quartier luxueux ? Nettoyé, endigué, pomponné comme une vieille coquette, il vit aujourd'hui une retraite paisible et sans doute définitive...

Les jeunes générations et les nombreux Montpelliérains nouveaux venus dans la cité ne sauront rien de son passé. Les bulldozers sont passés là et ont

¹³⁷Le pont Juvénal actuel a été refait au début des années 80, après la destruction de l'ancien, devenu trop étroit pour supporter le trafic routier en permanente augmentation.

¹³⁸Il s'agit de celui qui, en 1666, soumit son projet de construction d'un canal pour relier le Port Juvénal à Palavas, que l'on n'atteignait jusqu'alors que par de petites embarcations tirées par des bêtes circulant sur des chemins de hâlage. C'est sa fille, Madame de Solas, qui inaugura le canal en 1694.

¹³⁹Je passe ici l'extrait du texte cité dans *Montpellier notre ville*, (avril 1995, n°184) dans le dossier traitant de la remise en circulation de barques sur le Lez. Cf. : II, 2, où je cite et commente ce passage.

¹⁴⁰Georgette Alary, « Des bateaux sur le Lez. Une famille et un canal. », in *Mémoire d'Oc*, n°21, décembre 92, fascicule dactylographié.

fait table rase. Cette plaquette est faite pour conserver quelques souvenirs... »¹⁴¹

Georgette Alary emploie ainsi les notions de conservation et de souvenir pour introduire son travail d'historienne. C'est significatif de l'amalgame produit entre histoire et témoignage, préserver et retrouver, passé enfoui et présent envolé. L'historienne fait un détour vers le domaine du privé avant de pénétrer dans l'univers impersonnel des archives.

Roland Jolivet est trop jeune pour avoir connu le Lez du temps de sa splendeur romantique. Mais la nature même de ses livres lui commande de faire un parallèle entre le passé et le présent, ce qui pour lui est finalement le meilleur moyen de se positionner, comme le font Georgette Alary et Paul Couder, dans une actualité qu'il espère ainsi pouvoir marquer de ses jugements personnels. Il s'appuie sur sa collection d'images anciennes pour mieux exister dans ce qu'il voit du Montpellier d'aujourd'hui.

« Mais ce n'est pas la fin du roman fleuve... [Il vient de récapituler les projets de faire un port d'envergure à Montpellier, tous avortés] Si nous n'avons jamais pu admirer les voiles latines flottant à deux pas de la Comédie, nous voyons et nous verrons la ville en bâtiments de fête descendre vers son fleuve et l'escorter jusqu'à Port Marianne comme pour lui rendre hommage. (...) Aujourd'hui, le Lez endigué, domestiqué et "tenu en laisse" a changé de lit. Le méandre à angle droit a été adouci libérant un terre-plein engazonné. Les berges bétonnées ont perdu toute poésie. »¹⁴²

* une histoire vécue

Georgette Alary fait du Lez un personnage dont elle connaît l'intimité. Elle revendique sa qualité de "vraie" Montpelliéraine pour se différencier des

¹⁴¹Georgette Alary, « L'industrie lainière en Languedoc, suite et fin », in *Mémoire d'Oc*, n°35, novembre 94, fascicule dactylographié.

¹⁴²Roland Jolivet, *Montpellier au passé recomposé*, t.I, Montpellier, à compte d'auteur, 1989

professionnels, dont la parole peut toujours être mise en doute par leur manque d'implication dans le sujet de leurs recherches. Georgette Alary a vécu toute son enfance dans le quartier des Aubes, non loin des rives du Lez. Elle estime que cela constitue l'intérêt majeur de son travail, parce que d'historienne amateur, elle peut se muer en un témoin capital du passé du fleuve - et donc aussi en acteur de l'Histoire habilitée à réfléchir en toute conscience sur le Lez d'aujourd'hui. Elle est l'auteur d'une histoire sous-tendue par son expérience de petite fille plongée dans les eaux du fleuve :

« AZ : que pensez-vous de l'ouvrage de Liliane Franck, sur le Lez ?¹⁴³

G. A. : Le seul reproche que je puisse faire à Liliane Franck, c'est qu'elle n'est pas d'ici ! Bon, elle a connu le Lez, mais, comment dirais-je, moi je connais le Lez depuis mon enfance, je peux vous parler des rives du Lez d'autrefois. Moi. »

Pourtant, avant de remonter le temps au-delà de ses souvenirs personnels, Georgette Alary ne connaissait rien du passé du Lez : ni Jacques Cœur, ni le commerce, ni les épisodes de sa canalisation. « Non, je ne savais rien de tout ça, et pourtant je suis Montpelliéraine ! Non, tout ça, c'était complètement oublié. » C'est donc bien avec des méthodes scientifiques qu'elle s'est attelée à sa tâche d'historienne, en accumulant des informations aux Archives municipales. Son ignorance préalable aurait pu apparaître comme un handicap ; elle devient en fait une caution de qualité. Georgette Alary affirme ainsi pratiquer l'histoire à la manière des professionnels - avec ses souvenirs en plus, irremplaçables suppléments d'âme qui viennent discrètement nourrir les faits impartialement retranscrits depuis les cartons d'archives où elle les a découverts. C'est son propre passé qui propulse sa contribution historique à un niveau qu'elle juge supérieur à celui des ouvrages universitaires qu'elle a pu lire. Georgette Alary produit une histoire habitée par sa mémoire.

¹⁴³Liliane Franck a publié un ouvrage sous le titre *Une rivière nommée Lez*, Montpellier, Presses de la Charité, 1982

Et pourtant encore : ce qu'elle me raconte de son enfance passée auprès du Lez est lissé, stéréotypé, calqué sur le modèle des discours municipaux mettant en scène les joyeux pique-niques et les promenades en barques avec baisers furtifs. Georgette Alary ne me livre aucun souvenir véritablement personnel. Ce n'est pas d'elle qu'elle parle lorsqu'elle évoque le Lez d'antan, mais d'une douceur de vivre généralisée qu'elle applique à un passé global dont elle s'exclut finalement elle-même. Elle n'apparaît pas dans ce tableau qu'elle brosse comme par habitude à la jeune nouvelle Montpelliéraine que je suis ; elle n'appartient pas à ce passé, décor de circonstance qu'elle réutilise avec la même dextérité que la municipalité dans ses opérations de communication. Malgré son insistance à affirmer l'importance de connaître intimement le sujet de son travail historique, Georgette Alary se borne à évoquer une image quasi publique de l'enfance qu'elle a vécu aux côtés de ces hommes coiffés de leurs légendaires canotiers, des infatigables lessiveuses, le tout enveloppé dans l'odeur alléchante des omelettes préparées sur des réchauds posés sur la pelouse.

Finalement, elle parle de son passé, de ses racines, à la manière des Barons de Caravètes. « *Quand je me promène dans les rues de Montpellier, je dis "c'est ma ville".* », se plaît-elle à m'expliquer. Et c'est aussi comme eux qu'elle conçoit l'intérêt que peut apporter son histoire, l'histoire qu'elle accompagne de son propre sentiment d'appartenance à Montpellier, à la promotion de la ville.

« AZ : dans le journal d'informations municipal qui annonçait la remise en circulation de barques sur le Lez, il y avait des textes de Liliane Franck, et même une petite citation de votre travail dans Mémoire d'Oc. Qu'est-ce que vous pensez de cette idée d'utiliser le travail d'historiens pour promouvoir un projet ?

Mme A. : c'est peut-être pas mauvais dans le fond. Il s'agit de savoir quelle utilisation on en fait. Si c'est un promoteur privé, non. Moi je ne suis pas pour donner mon travail à un promoteur privé. Mais dans le cadre de la municipalité, pourquoi pas ? Tout ce qui peut faire connaître notre ville...

AZ : pour vous, le travail que vous faites pour Mémoire d'Oc, c'est pas seulement pour votre satisfaction personnelle.

Mme A. : non, c'est aussi pour faire connaître notre, comment dire, je pense que pour les nouveaux languedociens, c'est bien, pour qu'ils essaient à tout le moins de nous comprendre. »

... et de sentir les anciens Montpelliérains exister dans le cœur de cette ville qui s'ouvre à tant de nouvelles destinées inconnues...

* une histoire vraie

« AZ : est-ce qu'on peut utiliser, pour vous qualifier, le terme d'amateur ?

Paul Couder : amateur au sens étymologique, à propos de l'histoire, d'accord.

AZ : amoureux de l'histoire.

P.C. : voilà, c'est ça. De mon histoire.

AZ : oui, de l'histoire locale.

P.C. : de l'histoire locale, oui, mais attention : moi, mon histoire, elle n'a aucun sens si je ne peux pas mettre des noms dessus. »

Paul Couder entretient un rapport d'homme à hommes avec l'histoire. Il se passionne pour l'histoire parce qu'il se sent l'héritier d'un passé qui le concerne. Il dialogue avec les ancêtres des habitants de Grabels et s'inscrit ainsi dans une logique historique qu'il maîtrise. Il a besoin de noms pour donner un sens au passé qu'il étudie, il a besoin de s'intégrer dans un cercle restreint d'individus, qu'il a appris à connaître à travers leur descendance. C'est plus qu'une histoire monographique que défend Paul Couder : c'est une histoire personnalisée, sensible, presque charnelle. Tous ces noms qu'ils classe en colonnes dans ses tableaux généalogiques sont un peu une partie de lui-même. C'est une partie de lui-même qu'il vient trouver dans les cartons des Archives municipales ; bien sûr. Mais il s'agit peut-être aussi d'une quête plus immatérielle : plus que de tenter de ramener des listes d'ancêtres jusque dans des cahiers, c'est faire aussi une incursion dans le passé, entrer en contact direct avec des hommes dont il a presque réussi à croire qu'il les connaissait intimement - et approcher ainsi une

histoire vraie, la seule qui vaille véritablement d'être étudiée, une histoire qui raconte les individualités, les villages, les cultures, qui toujours seraient noyées dans la globalité de l'histoire nationale :

« P.C. : Le jour où nous disparaissions, il n'y a plus rien. Grabels, de 600 habitants, il y en a maintenant 5000. C'est fini. Avec des gens qui connaissent rien à rien et qui détruisent tout, volontairement ou sans s'en apercevoir, ce qui est encore pire, alors si on n'écrit pas... »

AZ : vous aviez ça en tête, c'est quelque chose qui vous tenait à cœur avant même de commencer ? [à établir la généalogie des familles de Grabels]

P.C. : moi ça fait cinquante ans que j'ai envie d'ouvrir les placards de Grabels.

AZ : donc vous aviez conscience d'un passé qui vous appartenait, que vous aviez envie de léguer ; dès le départ.

P.C. : tout à fait. Dès le départ ça a toujours été ça.

AZ : et est-ce que vous lisiez des livres d'histoire ou sur la région avant ?

P.C. : non. Il y avait des idées, mais qui étaient amorcées simplement. Je m'étais surtout rendu compte qu'on ne m'avait jamais appris l'histoire de mon patelin, et qu'elle était différente de celle de la nation. C'est contre ça que je me disais qu'il fallait travailler : ce qu'on ne nous a pas dit à l'école, c'est la réalité de notre pays. L'important, c'est la réalité, l'important, c'est les gens. L'important, c'est ce qui existe en réalité. C'est ce que les gens vivent tous les jours. C'est la vie quotidienne. Le reste, c'est du papier. »

Paul Couder se sent investi d'une mission. Il est à la fois le possesseur et l'ambassadeur d'une histoire première, aux origines de celle qui régit la mémoire nationale. Celle qu'il porte en lui et qu'il étudie rétablit les particularismes et bouscule les perspectives globalisantes d'une histoire sans racines, coupée de la réalité. Paul Couder ne voudrait rien perdre de ce qui a fait que Grabels et Montpellier sont les Grabels et Montpellier d'aujourd'hui : il tente ainsi de les extraire du cours du temps, qui toujours oublie les détails et broie l'épaisseur du quotidien.

Roland Jolivet, Georgette Alary et Paul Couder ne se produisent pas en historiens. Ils n'utilisent en effet jamais ce qualificatif pour parler de leur activité. Ils se situent dans une autre sphère, au-delà de la discipline - ce qui les met à l'abri de la péjorative étiquette d'amateurisme qu'ils devraient porter s'ils comptaient se mesurer aux historiens professionnels. Ils préfèrent au contraire évoquer la passion qui les habite et les différencie tellement de leurs homologues universitaires, cette passion porteuse d'énergie, de sincérité, de tous les fruits du travail bien fait. Cet acharnement à toujours vouloir se démarquer du monde professionnel - même si cela les oblige à évacuer de leur discours la notion même d'histoire - traduit en fait le désir de se positionner différemment, en toute indépendance de l'activité qu'ils affirment pratiquer avec tant d'enthousiasme. S'ils accumulent les archives, c'est plutôt en effet pour se donner les moyens de parler du monde qu'ils habitent. Evoquer le passé est toujours chez eux prétexte à exposer leur jugement sur la situation qu'ils vivent et observent au quotidien. Ils utilisent le passé comme un vecteur d'expression et tentent ainsi de laisser leur empreinte dans l'actualité. En investissant l'histoire de leur ville, ils deviennent acteurs de son présent.

b. Port Marianne, fruit de l'histoire locale : une leçon à retenir

Acteurs, certes, mais de second plan ; ou peut-être même seulement figurants, donnant la réplique au premier rôle, tenu par le Maire de Montpellier, Georges Frêche, à la fois détenteur du savoir et de l'art d'en jouer :

Georgette Alary

« Sans la subvention de la Mairie, l'UTT ne tiendrait pas. Et elle offre les locaux, qui sont Place Pétrarque¹⁴⁴. Les rapports avec le Maire sont très sympathiques. D'ailleurs il aime l'histoire, il est historien Monsieur Frêche. C'est pour ça que je lui ai envoyé ma plaquette, et il m'a renvoyé un mot de remerciements.

¹⁴⁴Dans une autre aile du même hôtel particulier que celui qui abrite l'association des Barons de Caravètes.

(...)

J'ai vu des conférences de Frêche, il est formidable. Allez demander à Frêche, il pourra vous raconter l'histoire de la ville. Quand il a le temps - quand il approche des élections, il faut bien l'avouer -, il vient nous faire une conférence, spécialement pour l'UTT. Je trouve que c'est un homme supérieur, il a ce défaut, il a un caractère abominable, mais c'est un érudit. C'est quelqu'un qui arrivera, les mains dans les poches, et qui dit "je vais vous parler de...", et il parle deux heures, et ça ne s'arrête pas. Il a des digressions, et il revient, et c'est bien dit, il ne perd jamais le fil de ce qu'il raconte, il est imprévisible, quand il commence on ne sait pas trop de quoi il va parler, il a l'art d'improviser, il cite des dates.

(...)

AZ : est-ce que vous avez remarqué que toutes les plaquettes d'informations sur le projet Port Marianne font toujours allusion un peu au passé ?

Mme A. : oui, c'est certain, oui parce que je m'aperçois qu'il y a une avenue des Consuls des mer, une avenue Marie de Montpellier qui tombe au pont Zuccarelli, ça fait un peu !... C'est certain que dans la recherche des noms de rues, on essaie un peu de ressusciter un peu le passé. Est-ce que les gens ?... Savent à quoi ça correspond ? J'ai l'impression à l'heure actuelle, et vous en faites partie, que plus de la moitié des montpelliérains sont des montpelliérains importés ! C'est peut-être pas un mal de leur apprendre qu'ils habitent une région qui a un passé très riche. Maintenant est-ce que ça les intéresse ? Ce qui les intéresse, évidemment, je pense que c'est plutôt le soleil, la proximité de la mer, les avantages du climat montpelliérain.

AZ : c'est vrai que même si l'histoire d'une ville est intéressante, c'est pas pour ça qu'on s'y installe.

Mme A. : non, c'est pas ça que j'ai voulu dire, faut pas se faire d'illusions... On s'y installe parce qu'on s'y sent bien pour d'autres raisons. Enfin, il y en a qui sont quand même curieux du passé.

(...)

AZ : et que pensez-vous de ce qui se passe maintenant autour du Lez ?

G. A. : Pfff..... A vrai dire je ne sais pas grand chose. Moi je suis un peu effarée de l'urbanisation galopante. Ça pousse, ça pousse. Je sais pas... »

Si Georgette Alary craint le désintérêt de la majeure partie de la population montpelliéraine pour l'histoire de la ville, elle ne remet pourtant pas en cause le fondement de la politique de communication municipale. Georges Frêche reste le meilleur de tous les historiens - volubile, conteur, érudit, passionné. Il réussit

ce tour de force d'allier les qualités du professionnel et de l'amateur à l'enthousiasme communicatif. Et aussi longtemps que le Maire de Montpellier placera l'histoire sur le devant de la scène municipale, Georgette Alary bénéficiera du petit rôle qu'elle s'est réservé, cantonnée dans les cartons des Archives de la Ville. Elle ne comprend plus bien aujourd'hui le sens de la pièce qu'elle joue derrière Georges Frêche, mais, confiante, elle s'en remet à celui raconte si bien l'histoire...

Roland Jolivet, lui, veut faire plus que de réciter son rôle d'historien amateur. Il me livre une analyse de la méthode de communication municipale, célébrant le sens tactique du Maire et confirmant ainsi l'utilité de sa propre participation sur la scène historique de la Ville :

« AZ : en travaillant sur Port Marianne, je me suis aperçue que le Maire lui-même, via la municipalité, était un passionné d'histoire...

R. J. : il est costaud en histoire Frêche !

AZ : ... et que chaque fois qu'il avait l'occasion de faire passer de l'histoire locale, il le faisait. Je voulais vous demander votre avis sur ce phénomène.

R. J. : Frêche, il sait très bien vendre sa ville. Il est très très fort pour ça. Et puis il est professeur du Droit ou professeur d'histoire ?

AZ : d'histoire du Droit romain.

R. J. : oui, c'est ça. Donc il est passionné par, c'est bizarre parce qu'il n'est pas Montpelliérain, c'est une pièce rapporté comme on dit, mais il s'est très bien intégré, il n'a pas été parachuté, disons qu'il a bien choisi, mais il est très, moi je l'ai souvent entendu discuter, c'est un orateur extraordinaire qui est passionné d'histoire, et surtout d'histoire régionale. Et il vend très bien sa ville, il sait la mettre en valeur. Avec actuellement le tramway, ça sera dans trois ou quatre ans, il y a des plaquettes luxueuses qui sortent, vous avez l'impression que vous êtes déjà dans le tramway ! Alors que c'est pas du tout évident que ce sera une réussite, mais c'est tellement bien présenté qu'on est persuadé que ce sera intéressant. Il est très fort, très très fort. Très fort pour vendre sa ville.

AZ : mais est-ce que vous pensez que c'est une bonne chose de passer comme ça par le biais de l'histoire locale, pour vendre, par exemple Port Marianne ?

R. J. : bien sûr : les gens qui viennent à Montpellier, bien souvent ils n'ont pas de racines. Alors ils voient le prospectus, ils se disent "tiens, je vais m'enraciner dans un port" ! C'est vachement intelligent comme approche. C'est-à-dire qu'on ne va pas dans un quartier neuf, on va dans un quartier où il y avait déjà un port, une vie, des dockers, des usines. On va pas dans un nouveau quartier. On va dans un port, c'est intelligent aussi d'avoir trouvé ça, Port Marianne, on va "s'avanciner" là où les montpelliérains ont vécu. Voilà, moi je pense que c'est ça. C'est ça l'idée. Et puis cette optique d'aller vers la mer, c'est bien, ça a toujours été le circuit, depuis deux mille ans entre Palavas, Lattes-Montpellier. On recrée, si vous voulez, l'histoire, en allant vers la mer. Moi je pense que pour Frêche, c'est absolument naturel de lier histoire et le fait de vendre sa ville. Pour vendre sa ville, il se sert du passé de Montpellier.

AZ : c'est clair pour vous.

R. J. : oui, c'est très clair. D'ailleurs tous les ouvrages vous le diront. En plus il est historien.

AZ : les ouvrages de ?

R. J. : ben tous les ouvrages qui vendent la ville. Je sais pas moi, les bouquins qui sont édités par les archives, toutes les plaquettes sur la ville, ça on en a des livres, il y en a aussi édités par la SERM, ce sont de jolies plaquettes luxueuses, tous les livres que Lacave [Mireille Lacave, ancienne directrice des Archives municipales] a fait, ils ont été financés en grande partie par la Ville.

AZ : et alors vous voyez ça comment ?

R. J. : moi ça ne me gêne absolument pas. Il vend sa ville. C'est un homme politique avant tout je crois, qui aime sa ville et qui aime la mettre en valeur. C'est intéressant quand même d'avoir un passé pour une ville. »

Comme le fait le Maire lui-même dans ses discours, Roland Jolivet jongle avec la chronologie. Il me parle de la richesse historique de Montpellier et me vante la qualité des documents municipaux annonçant l'élaboration du futur tramway. Il navigue entre histoire et futur, entre les traces du passé et les lignes virtuelles du prochain nouveau moyen de transport. Son admiration pour les méthodes employées par Georges Frêche pour promouvoir la ville est à la mesure de la fierté qu'il éprouve à voir la réussite de celui qui assure le rôle titre de ce jeu social dans lequel lui-même intervient plus modestement. Il en

vient d'ailleurs à oublier son sens de l'analyse lorsqu'il évoque l'image insolite de nouveaux habitants de Port Marianne s'enracinant dans le port... Cette fois encore, comme quand il s'émerveille de sentir vibrer le tramway avant que les premiers travaux n'aient commencé, Roland Jolivet considère malgré lui que le port existe sous sa forme définitive. La terre de l'actuel terrain vague qui délimite l'emplacement du port Jacques Cœur représente finalement plus la réalisation du projet que le port lui-même : on peut y puiser de nouvelles racines, s'inventer une histoire, et faire de Port Marianne le territoire d'origine de la ville toute entière. Ni l'eau ni les bateaux n'investissent Port Marianne. Mais le port s'est concrétisé, la terre qui le comble encore renferme plus de réalisme et d'espoir que le port chimérique qui tarde à dépasser le stade de projet. Le véritable port, qui n'a de maritime que le nom, existe déjà, couvert d'herbe, annonçant enfin le rétablissement d'une logique géographique et historique plaçant Palavas et la mer dans le prolongement direct de Montpellier. Roland Jolivet est satisfait : l'histoire a rattrapé le présent, et son travail de confrontation d'images d'hier et d'aujourd'hui est d'actualité.

Paul Couder s'offre le luxe de se démarquer du sentiment général manifesté à l'égard de Georges Frêche. Il évoque en effet, avec plus d'amusement que de ressentiment, le Maire comme un dilettante ; c'est pour lui encore une fois l'occasion de mettre en avant la qualité de la culture historique du public amateur face à la légèreté des propos dispensés par les officiels :

« L'année dernière il [Georges Frêche] faisait un truc sur les Intendants de ...(?) J'y suis allé parce que l'histoire du XVIIIème siècle me passionne, c'était à l'Age d'Or [structure municipale proposant des activités pour les personnes âgées] ou quelque chose comme ça, et au bout d'une heure, il a dit "il faudrait quand même que je lise mon introduction !" Il n'en a pas parlé des Intendants, parce qu'il les connaît mal. Il se doutait bien qu'il vaudrait mieux pas trop en parler parce qu'il y avait des gens qui connaissent. »

Mais c'est à propos de Port Marianne que sa critique se fait plus cinglante. Paul Couder ose aller à contre-courant de tous les discours municipaux en affirmant que le projet entraîne Montpellier dans une direction que la ville n'a jamais prise au cours de son histoire :

« AZ : Port Marianne apparaît toujours nimbé dans des références historiques évoquant le passé du lieu...

P. C. : Vous avez Frêche qui dit "Montpellier, c'est la mer". C'est pas vrai, c'est l'inverse ! Ici, c'est les garrigues. Montpellier s'est construit sur des garrigues. Et en bas, vers la mer, jusqu'en 1963, date de la prise de décision de démoustication du littoral, c'était les marais, c'était la fièvre, il n'y avait rien ! Il n'y avait personne ! Les gens ils avaient le dos tourné à la mer, c'était la maladie, c'était la mort, il n'y avait rien !

AZ : mais il y avait tout de même un port, des relations commerciales vers la Méditerranée ?

PC : oui, les Montpelliérains se sont servi de cet outil qui existait, qu'ils ont trouvé là. Ils sont passés au travers des moustiques pour aller vers l'outil.

AZ : donc ils se sont bien tournés vers la mer.

P.C. : ils ont utilisé la mer pour leur commerce. Voilà. Mais il n'y a pas un seul marin. Tous les Bretons sont marins. Ici, non. La population a le dos tourné à la mer. Les marchands oui, mais ce sont les seuls à considérer la géographie sous cet angle. Pourquoi, c'est simple : entre Montpellier et la mer il y avait un obstacle infranchissable, les moustiques. »

Paul Couder n'envisage pas Port Marianne comme la naturelle continuation urbanistique de Montpellier. Le projet n'entre pas en symbiose avec l'histoire qu'il applique à la ville. Paul Couder récuse toute autorité, son parcours professionnel l'a prouvé. Il dénonce aujourd'hui le discours du Maire. Il ne conçoit pas l'histoire de Montpellier comme une lente et sûre progression vers la mer. Pour lui, Port Marianne représente au contraire une trahison de la ville envers son passé, une déviance, une infidélité. Il n'émet pas d'opinion sur le projet lui-même, mais il tente de rétablir sa vérité sur le sens de l'histoire de Montpellier. Il se positionne symboliquement à l'encontre du pouvoir municipal, il endigue le flot de paroles et de documents diffusant ce qu'il

considère comme une erreur historique, et parvient ainsi à ressembler à l'image qu'il s'est toujours fixée de lui-même, celle d'un dirigeant indépendant et frondeur.

Autant pour Paul Couder que Georgette Alary et Roland Jolivet, Port Marianne agit comme le catalyseur de leur besoin d'intervention dans le présent de Montpellier. Qu'ils marchent ou non dans le sens imposé par la municipalité, ils se rangent aux côtés de Georges Frêche pour donner au projet urbanistique une signification historique à rapprocher de tout le passé constitutif de la ville. Ils ne sont pas insensibles à tous les efforts que le Maire déploie pour intégrer Port Marianne à l'histoire de Montpellier. Ils observent au contraire ce phénomène comme un cas d'école exposant la manière dont l'histoire locale peut être mise en œuvre pour influencer sur l'actualité. Le rattachement de Port Marianne au passé montpelliérain, exercice de style brillamment pratiqué par le pouvoir municipal, confronte les trois historiens amateurs avec leurs propres conceptions de leur activité, dont Georges Frêche apparaît comme le maître incontesté - même pour Paul Couder, qui n'approuve pas son point de vue mais ne remet pas en cause ses méthodes. C'est bien finalement vers un professionnel, mais de la politique, que converge tout leur respect d'historiens amateurs.

Le discours du Maire agit sur eux comme la preuve de l'efficacité de l'outil histoire locale pour interférer sur le cours de la vie publique et politique actuelle. En fait, la destinée de Port Marianne leur importe peu ; ce sont les capacités de Georges Frêche à manier le passé montpelliérain qui vont droit à leur cœur de citoyens enracinés dans le local - et déterminés à continuer de jouer leur rôle sur la scène municipale.

CONCLUSION

Aujourd'hui, les panneaux de circulation routière persistent à diriger les automobilistes vers une direction inatteignable : ils sont placés aux mêmes endroits qu'au début de l'enquête, et n'offrent encore aucune autre alternative que celle de tourner en rond, sans jamais inviter celui qui les suit à bifurquer pour s'arrêter enfin à Port Marianne. C'est en fait comme si Port Marianne n'était toujours pas là, comme si les immeubles, de jour en jour plus nombreux, ne représentaient rien encore, comme si Port Marianne n'existait pas.

Malgré d'évidentes transformations physiques, le discours municipal continue en effet d'évoquer ce lieu comme quelque chose qui continue de se définir par tout ce qui n'est pas encore palpable : les futurs bâtiments, le port, et finalement les effluves maritimes qui devraient entériner l'issue de l'ère du projet et l'introduire ainsi dans un présent revendiqué, tourné vers le quotidien de l'existant. Les habitants du quartier des Barques tentent de croire que l'ensemble des pavillons qui constituent leur environnement persiste à incarner ce qu'on estime ici symboliser le lieu même d'un enracinement dans la mémoire et la véritable identité montpelliéraine, au mépris d'un Port Marianne dont la rapidité d'exécution ne prouverait que le degré superficiel de son intégration dans la ville. Les Montpelliérains qui connaissent l'historique du Lez préfèrent enfermer le présent de Port Marianne dans un passé qu'ils maîtrisent et qui leur permet d'appréhender l'actualité du projet immobilier à travers les repères qu'ils se sont constitués pour tenter d'exister eux-mêmes au sein d'une actualité qu'ils investissent par le biais de leur rapport au passé. Et tous les autres enfin, tous ces Montpelliérains qui trouvent chaque mois dans leur boîte aux lettres le journal d'informations municipal *Montpellier notre ville* avec celui du District, *Puissance 15*, qui lisent les comptes-rendus des inaugurations orchestrées par

Georges Frêche dans la presse locale, qui longent les imposantes maquettes du projet Port Marianne chaque fois qu'ils effectuent une démarche à la Mairie, vivent Port Marianne au rythme du discours municipal. Ils n'ont pas conscience de l'avancement des travaux ni du nombre croissant des personnes qui s'installent dans les nouveaux immeubles. C'est le futur port qu'ils identifient comme le cœur battant du projet, sa raison d'être, ce qui lui donnera le premier souffle de vie. Comme les Montpelliérains plus directement confrontés au projet immobilier, ils abandonnent en fait la réalité de Port Marianne à ceux qui ont créé son image, instituant ainsi les acteurs du pouvoir municipal comme les uniques détenteurs de la symbolique de ce nouveau prolongement de la ville. Personne à Montpellier ne s'approprie réellement ce que chacun considère finalement ici comme le territoire exclusif de la municipalité. On regarde l'image produite par la mise en scène dirigée par Georges Frêche, en oubliant qu'une autre se reflète déjà dans les eaux du Lez. Le véritable présent de Port Marianne se situe en fait dans la nébuleuse chronologique savamment organisée par un Maire qui excelle dans l'art de manier les notions de passé et d'avenir, jusqu'à parvenir à mieux faire exister un projet idéalisé que sa vivante concrétisation. Car le véritable Port Marianne est bien en effet celui qu'anime le discours municipal, qui s'applique à valoriser, aujourd'hui encore, la symbolique virtualisée d'un port dont l'absence ne nuit aucunement à l'élaboration d'une politique conquérante. C'est justement l'idée même de projet qui porte Port Marianne, qui lui donne toute sa signification positive. C'est sur ce concept que la municipalité s'appuie pour communiquer au monde entier à la fois sa fougue, sa confiance en l'avenir et sa capacité à maîtriser une temporalité dont elle dicte et puise les règles à travers l'histoire entière de Montpellier. « Montpellier, la ville qui réalise ses rêves... », annonce le prospectus bleu azur édité à l'occasion de l'organisation de certains des premiers matchs du Mondial 98. Voici le texte de la double page suivante, titré « Histoire d'une cité millénaire qui voulait voir la mer... » :

« Il était une fois une ville qui désirait la Mer, si intensément qu'elle finit par donner une réalité à cette irrésistible attraction. Cette ville, c'est Montpellier, la cité médiévale devenue capitale méditerranéenne à force de rêves fous. Dès le début des années 80, Antigone a ouvert la voie à de nouvelles inspirations. Antigone, c'est le quartier créé en pleine ville, ce lieu unique en son genre où la vie s'est immédiatement enracinée dans l'architecture néo-classique de Ricardo Bofill. Depuis, d'autres grandes signatures ont pris le relais. Aujourd'hui, René Dottelonde, Rob Krier, Claude Vasconi, Adrien Fainsilber élancent la cité vers sa destinée, Port Marianne. Bientôt, Montpellier aura dépassé son imagination en amenant à elle la Méditerranée. »

L'histoire de Port Marianne n'a pas commencé avec la venue du premier bulldozer. Elle avait commencé bien avant, lorsque la municipalité avait décidé d'en faire un symbole de la puissance de la ville. Et, si le creusement du port Jacques Cœur s'écrit un jour dans le récit de cette aventure, il n'en signifiera probablement pas l'achèvement. Par delà l'évolution du chantier, par delà la succession des vies qui s'installent à Port Marianne, par delà les journées qui se répètent dans l'habitude d'un quotidien qui naît, il y a une image qui demeure, et qui continuera de souffler dans les voiles du projet - tant qu'il y aura un pouvoir pour la dessiner.

BIBLIOGRAPHIE

- ABELES M., 1986, "L'anthropologue et le politique", in *L'Homme*, n°97-98, XXVI (1-2), p. 191-212
- 1987, "Inauguration en gare de Nevers. Pèlerinage à Solutré, in *Les Temps modernes*, n°488, p.75-97
- 1989, *Jours tranquilles en 89. Ethnologie politique d'un département français*, Paris, Odile Jacob
- 1989, "Pour une anthropologie de la platitude", in *Anthropologie et sociétés*, vol 13, n°3, p. 13-24
- 1990, *Anthropologie de l'État*, Paris, A. Colin
- 1992, "Anthropologie politique de la modernité", in *L'Homme*, XXXII, n°121, p. 15-30
- 1997, "Introduction" et "La mise en représentation du politique" in ABELES M. et JEUDY H-P., *Anthropologie du politique*, Paris, Armand Colin, p. 5-24 et 247-271
- AGULHON M., 1979, *La République au village*, Paris, Seuil
- 1988, *Histoire vagabonde*, t.I : Ethnologie et politique dans la France contemporaine, Paris, Gallimard
- 1990, (entretien de Marc Abélès avec) "Marianne dévoilée. Paraître en public", in *Terrain* n°15, p. 91-101
- ALTHABE G., 1980, (1969), *Oppression et libération dans l'imaginaire*, Paris, FM/Fondation
- 1990, "L'ethnologue et sa discipline", in *L'homme et la Société*, n°95-96, 1990/1-2, p. 25-41

- 1990, "Ethnologie du contemporain et enquête de terrain", in *Terrain* n°14, p. 126-131
 - 1991, "Désacraliser l'entreprise : un terrain ethnologique banal", in *Journal des anthropologues* n°43-44, p. 17-21
 - 1992, (dir., avec Fabre D. et Lenclud G.), *Vers une ethnologie du présent*, Paris, MSH
 - 1992, "Choix et responsabilité en ethnologie", in *Journal des anthropologues* n°50-51, p. 35-37
 - 1993, (1984) (avec Légé B. et Sélim M.) *Urbanisme et réhabilitation symbolique (Boulogne, Ivry, Amiens)* Paris, l'Harmattan
 - 1993, (1986) (avec Marcadet C., de La Pradelle M., Sélim M.) *Urbanisation et enjeux quotidiens (Terrains ethnologiques dans la France actuelle)*, Paris, l'Harmattan
 - 1993, "Une exposition ethnographique (Roumanie) : le plaisir esthétique, la leçon politique", in *Journal des anthropologues* n°53-54-55, p. 133-145
 - 1994, (avec Comolli J-L) *Regards sur la ville*, Paris, Centre Georges Pompidou, coll. Supplémentaires
 - 1995, (entretien avec), "La ville, miroir de l'État : Bucarest", in *Journal des anthropologues* n°61-62, p. 185-198
 - 1996, "Le centre civique de Bucarest. De l'idée à la mémoire", in *Enquête* n°4, p. 147-151
 - 1998, (entretien avec), in *Urbanisme*, n°300, p. 6-13
- AUGE M., 1986, *Un ethnologue dans le métro*, Paris, Hachette
- 1992, *Non lieux. Introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Paris, Seuil
 - 1989, "Les lieux de mémoire du point de vue de l'ethnologue", in *Gradhiva*, n°6, p. 3-12
 - 1994, *Pour une anthropologie des mondes contemporains*, Paris, Aubier

- 1994, *Le sens des autres. Actualité de l'anthropologie*, Paris, Fayard
- BALANDIER G., 1985, *Le détour. ; pouvoir et modernité*, Paris, Fayard
- 1992, (1980) *Le pouvoir sur scènes*, Paris, Balland
- 1993, "Postface, où il est question de modernité", in GOSSELIN G. (dir),
Les nouveaux enjeux de l'anthropologie. Autour de Georges Balandier, Paris, l'Harmattan, p. 295-302
- 1994, *Le dédale : pour en finir avec le XXème siècle*, Paris, Fayard
- 1994, "L'effet d'écriture en anthropologie", in *Communications* n°58, p. 23-30
- BARTHELEMY T., SELIM M., 1993, "De la hiérarchie et de ses évitements", in
Journal des anthropologues, n°53-54-55, p. 13-19
- BEDARIDA F., 1993, "La mémoire contre l'histoire", in *Esprit*, n°7, p. 5-13
- 1994, "Du bon usage de l'histoire de notre temps", in *Le Débat* n°79, p. 183-187
- BENJAMIN W., 1998, (1974-81) *Images de pensée*, Paris, Christian Bourgois
- BENSA A., 1995, "De la relation ethnographique. A la recherche de la juste distance", in *Enquête*, n°1 p. 131-141
- 1996, "De la micro-histoire vers une anthropologie critique", in REVEL J. (dir), *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, Gallimard
- De CERTEAU M., 1980, *L'invention du quotidien*, t. I, Arts de faire, Paris, Gallimard
- CHASLIN F., 1985, *Les paris de François Mitterrand*, Paris, Gallimard
- 1997, *Une haine monumentale. Essai sur la destruction des villes en Yougoslavie*, Paris, Descartes et Cie
- CHASTEL A., 1987, La notion de patrimoine, in NORA P. (dir), *Les lieux de mémoire, La Nation*, (2) t. II, p. 405-450

CLASTRES P. 1980, *Recherches d'anthropologie politique*, Paris, Seuil

DI MEO G., 1985, "Patrimoine et sociétés, une parenté conceptuelle, in *Espaces et sociétés* n°78, p. 15-32

DUCRET A., 1993, "L'arbitraire du digne. Mémoire collective, phénomène urbain et lien social", in GOSSELIN G. (dir), *Les nouveaux enjeux de l'anthropologie. Autour de Georges Balandier*, Paris, l'Harmattan, p. 115-126

FAAVRET-SAADA J., 1997, *Les mots, la mort, les sorts*, Paris, Gallimard

De LA PRADELLE M., 1990, *Jeux de mots, jeux de choses. Faire son marché à Carpentras*, thèse, EHESS

- 1996, *Les vendredis de Carpentras. Faire son marché, en Provence ou ailleurs*, Paris, Fayard

- 1996, "Quelques remarques à propos d' l'anthropologie", in *Actes du colloque : l'ethnologie du francophone en Amérique du Nord*, Quebec, Presses de l'Université de Laval

LE GOFF J., 1988, *Histoire et mémoire*, Paris, Gallimard

HABERMAS J., 1987, *Théorie de l'agir communicationnel*, Paris, Fayard

HALBWACHS M., 1994, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albin Michel

JEUDY H-P., 1997, "Introduction" et "L'anthropologie politique en question", in ABELES M., JEUDY H-P., *Anthropologie du politique*, Paris, Armand Colin, p. 5-24 et 233-245

JEWSIEWICKI B., LETOURNEAU J. (dir), 1996, *L'histoire en partage, usages et mises en discours du passé*, Paris, l'Harmattan

LEFORT C., 1992, *Écrire : à l'épreuve du politique*, Paris, Calmann-Lévy

- LENCLUD G., 1995, "Quand voir, c'est reconnaître. Les récits de voyage et le regard anthropologique", in *Enquête* n°1, p. 113-131
- LEPETIT B., 1993, "Passé, présent et avenir des modèles urbains d'auto-organisation", in *Temporalités urbaines*, Paris, Anthropos, p. 113-157
- 1996, "La ville : cadre, objet, sujet. Vingt ans de recherches françaises en histoire urbaines", in *Enquête* n°4, p. 11-34
- LETOURNEAU J., 1995, "L'historiographie comme miroir, écho et récit de « nous-autres »", in *Recherches sociographiques*, 36, 1, p. 9-45
- LOURAU R., 1988, *Le journal de recherche. Matériau d'une théorie de l'implication*, Paris, Méridiens Klincksieck
- MALINOWSKI B., 1985, (1967) *Journal d'ethnologue*, Paris, Seuil
- MARIN L., 1981, *Le portrait du roi*, Paris, éd. de Minuit
- MICOUD A., 1991, (textes rassemblés par) "Les lieux exemplaires : des lieux pour faire croire à de nouveaux espaces", in *La construction sociale de l'exemplarité*, Paris, CNRS, p. 53-63
- MONS A., 1989, "L'image de la scène municipale", in *Ethnologie française*, XIX, 2, p.161-169
- NORA P., 1984, (dir), "Entre mémoire et histoire. La problématique des lieux", in *Les Lieux de mémoire*, t.I, La République, Paris, Gallimard, p. XVI à XLII
- PETONNET C., (1982), "L'observation flottante. L'exemple d'un cimetière parisien", in *L'Homme*, 22(4), p. 37-47
- POURCHER Y., 1987, "Journal d'une campagne électorale en Lozère", in *Les Temps modernes*, n°488, p. 98-122

- 1988, "La politique au risque de la moquerie", in *Le monde alpin et rhodanien*, n°3-4, p. 191-207
- 1990, "Un homme une rose à la main. Meetings en Languedoc 1986-1989", in *Terrain*, n°15, p. 77-90
- 1991, "Tournée électorale", in *L'Homme*, juil-déc 1991, XXXI(3), p. 61-79
- 1997, "Un ethnologue dans l'histoire", in ABELES M., et JEUDY H-P., *Anthropologie du politique*, Paris, Armand Colin, p. 211-232

RABINOW P., 1988, *Un ethnologue au Maroc : réflexions sur une enquête de terrain*, Paris, Hachette

SEGALEN M. (dir), 1989, *L'autre et le semblable. regards sur l'ethnologie des sociétés contemporaines*, Paris, Presses du CNRS

SELIM M., 1979, *Rapports sociaux dans une cité HLM de la banlieue nord de Paris : le clos St Lazare à Stains*, thèse EHESS

- 1993, (avec BARTHELEMY T.) "De la hiérarchie et de ses évitements", in *Journal des anthropologues*, n°53-54-55, p. 13-19

SPERBER D., 1982, *Le savoir des anthropologues*, Paris, Hermann

TODOROV T., 1995, "La mémoire devant l'histoire", in *Terrain* n°25, 101-112

TOFFIN G., 1989, "Écriture romanesque et écriture de l'ethnologie", in *L'Homme* 111-112, XXIX (3-4), p. 34-49

Ouvrages sur Montpellier

ALARY G., 1992, "Des bateaux sur le Lez. Une famille et un canal", in *Mémoire d'Oc* n°21

- 1994, "L'industrie lainière en Languedoc", in *Mémoire d'Oc*, n°35

- BAUMEL J., 1969-76, *Histoire d'une seigneurie du midi de la France*,
Montpellier, 4 vol., Montpellier, éditions Causse et Cie
- BERARD J-L., 1991, "Le port Juvénal", in *Bulletin historique de la ville de
Montpellier*, n°16, 1991-2
- BIAU V., 1992, *L'architecture comme emblème municipal. Les grands
projets des maires.*, Paris, Plan Construction et Architecture
- BRUNET R., GRASLAND L., GRANIER J-P., FERRAS R., VOLLE J-P, 1988,
Montpellier europole, Montpellier, G.I.P. RECLUS
- CHOLVY G. (dir) 1984, *Histoire de Montpellier*, Toulouse, Privat
- CORBEL M., FARGES V., LASSALLE P., TOOMARU N., 1984, *Le Petit train
de Palavas*, Mémoire de Maîtrise, Montpellier
- COUDER P., 1994, *La Baronnie de Caravètes*, Cahiers de l'entente bibliophile
de Montpellier n°5
- FABRE G., LOCHARD T., 1992, *Montpellier : la ville médiévale*, Paris,
Imprimerie nationale
- FAUCON E., 1996, *La "Clapassière"*, Nîmes, C. Lacour-Editeur
- FRANCK L., 1982, *Une rivière nommée Lez*, Montpellier, Presses de la
Charité
- GACHES P., 1972, *Il y a 100 ans naissait... le Petit train... de Montpellier à
Palavas*, Toulouse, à compte d'auteur
- GENELOT P., 1993, *La gare de Montpellier à travers le temps*, Montpellier,
Espace sud
- JOLIVET R., 1989, *Montpellier au passé recomposé*, t. I, Montpellier, à
compte d'auteur

- 1991, *Montpellier au passé recomposé*, t. II, Montpellier, à compte d'auteur

- 1996, *Montpell'hier*, Montpellier, à compte d'auteur

LACAVE M., 1981, *Montpellier naguère 1845-1944*, Paris, Payot

- 1987, (scénario et dialogues) *L'histoire de Montpellier en BD*, Toulouse, Privat, publié avec le concours de la Ville de Montpellier

- 1990, *Montpellier*, Rennes, éd. Ouest France

- 1990, *La sculpture dans la ville*, Ville de Montpellier, Marguerittes, éditions de l'Équinoxe

- 1993, *Montpellier la souveraine*, PML

MAILLET M., 1985, *Les chemins de fer d'intérêt local de l'Hérault*, Breil-sur-Royon, Les éditions du Cabri

PAGES M-J., 1988, *Il était une fois un petit train...*, Montpellier, à compte d'auteur

PRADO M., 1997, *Les Villes originelles de Montpellier*, (en particulier le chapitre II : le Lez, vecteur de communication, p. 71-130), Montpellier, Sauramps éditions

1985, *Montpellier 985/1985*. Paysages d'architectures, Paris, Inventaire général des Monuments et des Richesses Artistiques de la France

1985, *Montpellier, "1000 ans d'histoire"*, dossier pédagogique, Montpellier, Ville de Montpellier

1986, *Les étangs à l'époque médiévale. D'Aigues Mortes à Maguelone*, catalogue d'exposition, Musée archéologique de Lattes

1992, *Montpellier Architectures 1977-1992*, Montpellier, Ville de Montpellier